



Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières - SOMACOVAM -

NOTE D'INFORMATION

Emission de deux emprunts obligataires indexés à capital garanti

Montant global de l'émission : 500 000 000 Dh

Valeur nominale : 100 000 Dh

Maturité : 8 ans

Garantie : Garantie d'Attijariwafa bank

Emprunt A Côté		Emprunt B Non Côté
Sous-jacent		Portefeuille de 20 actions internationales
Plafond de l'émission		500 millions de dirhams
Montant de l'émission	Entre 200 et 300 millions de dirhams	Entre 200 et 300 millions de dirhams
Nombre	De 2 000 à 3 000 obligations	De 2 000 à 3 000 obligations

Période de souscription : du 24 au 27 décembre 2007

Organisme Conseil



**Organisme Centralisateur et
Chef de File du syndicat de
placement**



**Co-Chef de File du syndicat
de placement**



Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°04/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1- 93- 212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 14 décembre 2007 sous la référence VI/EM/045/2007.

ABREVIATIONS

AED	Dirham Emirats Arabes Unis
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
AIMR	Association for Investment Management and Research
AMEX	American Stock & Options Exchange
AMI	Assurance Maladie pour les Indépendants
ANAPEC	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Cadres
ANPME	Agence Nationale de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise
APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
AWB	Attijariwafa bank
BAM	Bank Al-Maghrib
BCM	Banque Commerciale du Maroc
BCP	Banque Centrale Populaire
BMAO	Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient
BMCE BANK	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BMCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
BMF	Banque des Marocains sans Frontière
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BP	British Petroleum
BPP	Banque des Particuliers et des Professionnels
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BT	British Telecom
BTP	Bâtiments et Travaux publics
CA	Chiffre d'affaires
CAD	Dollar canadien
CAI	Crédit Agricole Indosuez
CAM	Crédit Agricole Marocain
CBOE	Chicago Board Stock Exchange
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEMA	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CGI	Code Général des Impôts
CHF	Franc suisse
CIC	Crédit Industriel et Commercial
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CNCA	Caisse Nationale du Crédit Agricole
CNIA	Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances
CRM	Customer Relation Management
Dh	Dirham
DJ	Dow Jones
DKK	Couronnes danoises
DZD	Dinars algériens
E	Estimé
EUR	Euro
ETIC	Etat des Informations Complémentaires
FCP	Fonds Commun de Placement
F3I	Financière d'Investissement Industriels et Immobiliers (ex-Financière Diwan)
FOGARIM	Fonds de Garantie pour les Revenus Irréguliers et Modestes
FRA	Forward Rate Agreement
FTA	First Time Adoption
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GBP	Livre Sterling
GE	Grande Entreprise
GGR	Gestion Globale des Risques
GPBM	Groupeement Professionnel des Banques du Maroc
HBM	Habitat Bon Marché
HT	Hors Taxes
IAS	International Accounting Standards
IFRS	International Financial Reporting Standards
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
IVT	Intermédiaires en Valeurs du Trésor
JPY	Yens japonais
Kdh	Milliers de dirhams
KWD	Dinar koweïtien
LIFFE	London International Financial Futures Exchange
LLD	Location Longue Durée
LYD	Dinar libyen
MAD	Dirham marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MPP	Marché des Particuliers et des Professionnels

MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances
Mdh	Millions de dirhams
MEFF	Mercado Espanol de Futuros Financieros
MENA	Middle East & North Africa
MSE	Milan Stock Exchange
Mrds dh	Milliards de dirhams
MRE	Marocains Résidents à l'Etranger
MRO	Ouguiya Mauritanienne
MSF	Marocains Sans Frontière
MX	Montréal Exchange
N°	Numéro
ND	Non disponible
NOK	Couronnes Norvégiennes
NA	Non applicable
Ns	Non significatif
OGM	Omnium de Gestion Marocain
ONA	Omnium Nord Africain
OPA	Offre Publique d'Achat
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPE	Offre Publique d'Echange
OPR	Offre Publique de Retrait
OPV	Offre Publique de Vente
OSE	Osaka Securities Exchange
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
PDG	Président Directeur Général
PDM	Part de marché
PEB	Produits d'Exploitation Bancaire
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
PRG	Provision pour Risques Généraux
Pb	Points de base
Pts	Points
RH	Ressources Humaines
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
ROA	Return On Assets (résultat net de l'exercice n / total bilan moyen des exercices n, n-1)
ROE	Return On Equity (résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
SA	Société Anonyme
SAR	Rial saoudien
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SBC	Société de Banques et de Crédit
SCI	Société Civile Immobilière
SEK	Couronnes suédoises
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SNI	Société Nationale d'Investissement
S&P	Standard & Poor's
TCN	Titres de Créance Négociables
TND	Dinar tunisien
TPE	Très Petite Entreprise
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	Dollar américain
Var.	Variation
Vs	Versus

DEFINITIONS

Banque offshore

La loi, n°58-90 relative aux places financières offshore, promulguée par le dahir n°1-91-131 du 21 chaabane 1412 (26 février 1992) et publiée au B.O. n° 4142 du 18 mars 1992, a institué dans la municipalité de Tanger une place financière offshore ouverte aux activités de banques et des sociétés de gestion de portefeuille et de prise de participations.

On entend par banque offshore :

- Toute personne morale, quelle que soit la nationalité de ses dirigeants et des détenteurs de son capital, ayant un siège dans une place financière offshore et qui :
 - exerce comme profession habituelle et principale la réception de dépôts en monnaies étrangères convertibles ;
 - effectue, en ces mêmes monnaies, pour son propre compte ou pour le compte de ses clients toutes opérations financières, de crédit, de bourse ou de change.
- Toute succursale créée, pour l'exercice d'une ou de plusieurs des missions visées ci-dessus, dans une place financière offshore par une banque ayant son siège hors de ladite place.

Cross-selling

Un concept qui consiste à croiser les métiers de la banque pour proposer au même client une gamme complète de produits et services et répondre ainsi à tous ses besoins.

SOMMAIRE

ABREVIATIONS.....	2
DEFINITIONS	4
AVERTISSEMENT	7
PRÉAMBULE	8
PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES	10
I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	11
II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE SOMACOVAM.....	11
III. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWABA BANK	16
IV. LE GARANT	31
V. LE CONSEILLER FINANCIER.....	32
VI. LE CONSEILLER JURIDIQUE	33
VII. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DE SOMACOVAM.....	33
VIII. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE D'ATTIJARIWABA BANK ..	33
IX. AGENCE DE NOTATION	33
PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION	34
I. CADRE DE L'OPÉRATION	35
II. OBJECTIFS DE L'OPÉRATION.....	35
III. STRUCTURE DE L'OFFRE	35
IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS DE SOMACOVAM	37
V. VALORISATION	61
VI. COTATION EN BOURSE	61
VII. CALENDRIER DE L'OPÉRATION.....	61
VIII. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMÉDIAIRES FINANCIERS	62
IX. MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DES TITRES	62
X. MODALITÉS DE TRAITEMENT DES ORDRES	63
XI. MODALITÉS DE RÈGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES	64
XII. FISCALITÉ	65
XIII. CHARGES RELATIVES À L'OPÉRATION.....	66
PARTIE III : PRESENTATION GENERALE DE SOMACOVAM	67
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTÈRE GÉNÉRAL	68
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR.....	69
III. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE SOMACOVAM	69
PARTIE IV : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWABA BANK	71
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTÈRE GÉNÉRAL	72
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DU GARANT	74
III. MARCHÉ DES TITRES D'ATTIJARIWABA BANK	77
IV. NOTATION	77
V. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWABA BANK	77
VI. ORGANES DE DIRECTION	80
VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	84
PARTIE V : ACTIVITÉ DE SOMACOVAM.....	86
I. HISTORIQUE DE SOMACOVAM	87
II. APPARTENANCE DE SOMACOVAM À ATTIJARIWABA BANK	87
PARTIE VI : ACTIVITE D'ATTIJARIWABA BANK	88
I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWABA BANK	89
II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWABA BANK AU GROUPE ONA.....	91
III. FILIALES D'ATTIJARIWABA BANK.....	96
IV. ACTIVITÉ.....	107
V. CAPITAL HUMAIN	121
VI. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION.....	124
VII. STRATÉGIE DE DEVELOPPEMENT	126

PARTIE VII : SITUATION FINANCIERE DE SOMACOVAM	129
I. ANALYSE DE L'ÉTAT DES SOLDES INTÉRMEDIAIRES DE GESTION.....	130
II. ANALYSE DU BILAN	131
III. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT	132
PARTIE VIII : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWafa BANK.....	133
I. PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX AGREGES	134
II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES	149
III. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS IFRS SEMESTRIELS	164
IV. STRATÉGIE ET PERSPECTIVES	170
PARTIE IX : FACTEURS DE RISQUES	172
I. FACTEURS DE RISQUES DE SOMACOVAM.....	173
II. FACTEURS DE RISQUES D'ATTIJARIWafa BANK.....	174
III. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	179
PARTIE X : ANNEXES	180
DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES DE SOMACOVAM	181
I. BILANS DES TROIS DERNIERS EXERCICES.....	182
II. COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DES TROIS DERNIERS EXERCICES	188
III. TABLEAUX DE FINANCEMENT DES TROIS DERNIERS EXERCICES	191
IV. ETATS DES SOLDES DE GESTION DES TROIS DERNIERS EXERCICES	194
DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWafa BANK.....	201
I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGRÉGÉS.....	202
II. ETATS DE SYNTHÈSE DES COMPTES AGREGES D'ATTIJARIWafa BANK	207
III. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION – COMPTES CONSOLIDES	233
IV. ETATS DE SYNTHÈSE DES COMPTES CONSOLIDES D'ATTIJARIWafa BANK.....	236
V. ETATS DE SYNTHÈSE DES COMPTES AGRÉGÉS SEMESTRIELS D'ATTIJARI Wafa BANK	245
VI. ETATS DE SYNTHÈSE DES COMPTES CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS D'ATTIJARIWafa BANK	250
VII. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES – COMPTES CONSOLIDÉS IFRS.....	255
VIII. ETATS DE SYNTHÈSE DES COMPTES CONSOLIDÉS IFRS SEMESTRIELS	268
BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS INDEXEES ÉMISES.....	270
RAPPORT DE NOTATION D'ATTIJARIWafa BANK PAR STANDARD & POOR'S	274

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en obligations est soumis au risque de non remboursement.

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité de l'opération d'émission d'obligations ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des échéances de l'émission d'obligations, objet de la présente note.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition des obligations, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement ne proposera les obligations, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), ni Attijari Finances Corp., ni SOMACOVAM n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PRÉAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Attijari Finances Corp. conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 04/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale de SOMACOVAM et d'Attijariwafa bank notamment lors des due diligence effectuées auprès de celle-ci ;
- Les rapports annuels et rapports de gestion d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2004, 2005 et 2006 ;
- Les rapports et statistiques du GPBM ;
- Les comptes sociaux de SOMACOVAM pour les exercices 2004, 2005 et 2006 ;
- Les comptes sociaux agrégés et consolidés d'Attijariwafa bank pour les exercices 2004, 2005 et 2006 ;
- Les comptes consolidés d'Attijariwafa bank au 31 mars 2007 ;
- Les comptes agrégés d'Attijariwafa bank au 30 juin 2007 ;
- Les comptes consolidés IFRS d'Attijariwafa bank au 30 juin 2007 ;
- Les rapports des commissaires aux comptes de SOMACOVAM pour les exercices 2004 à 2006 ;
- Les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2004 à 2006 (comptes sociaux) ;
- Les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2004 à 2006 (comptes consolidés) ;
- Les rapports spéciaux des commissaires aux comptes de SOMACOVAM relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2004, 2005 et 2006 ;
- Les rapports spéciaux des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2004, 2005 et 2006 ;
- Les procès-verbaux des réunions du Directoire, du Conseil de surveillance et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires de SOMACOVAM relatives aux trois derniers exercices et à l'exercice en cours ;
- Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires d'Attijariwafa bank relatives aux trois derniers exercices et à l'exercice en cours.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public selon les modalités suivantes :
 - elle est disponible à tout moment dans les lieux suivants :
 - ✓ Siège social de SOMACOVAM : 163, avenue Hassan II - Casablanca. Tél : 022.42.87.21.
 - ✓ Siège social d'Attijariwafa bank : 2 Boulevard Moulay Youssef - Casablanca. Tél. : 022 29 88 88 ;
 - ✓ Siège social de CDG Capital : Place Moulay El Hassan – BP 408, Rabat. Tél : 037 66 52 54 ;
 - ✓ Attijari Finances Corp. : 163, Avenue Hassan II - Casablanca. Tél. : 022 47 64 35.
 - elle est disponible sur demande dans un délai maximum de 48h auprès des points de collecte et du réseau de placement ;
 - elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma).
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca.

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Emission d'obligations

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de SOMACOVAM ainsi que les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Par ailleurs, le Président du conseil d'administration s'engage à respecter l'échéancier de remboursement selon les modalités décrites dans la présente note d'information.

Chakib ERQUIZI
Président Directeur Général

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE SOMACOVAM

Identité des commissaires aux comptes

Prénoms et noms	Aziz Bidah	Mohamed Youssef SEBTI	Nawfal AMAR (2006) Mohamed El JERARI (2005)
Dénomination ou raison sociale	Price Waterhouse Coopers	Cabinet Youssef SEBTI	A. Saaidi et Associés
Adresse	101, Bd Massira Al Khadra, Casablanca	4, Allée des Roseaux, Casablanca	4, Place Maréchal, Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 022. 98.40.40 Fax : 022.99.11.96	Tel : 022.39.63.82 Fax : 022.39.63.84	Tel : 022.27.99.16 Fax: 022.20.58.90
E-mail	aziz.bidah@ma.pwc.com	y.sebti@cabinetsebti.com	n.amar@saaidi-consultants.com m.eljerari@saaidi-consultants.com
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	2002	2002	2005
Date d'expiration du mandat	2005	2005	2008

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
20 100 Casablanca

Mohamed Youssef SEBTI

4, allée des Roseaux
Casablanca

Aux Actionnaires

Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières (SOMACOVAM)
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale en date du 4 juin 2002, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières (SOMACOVAM) arrêtés au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant des capitaux propres totalisant MAD 24 008 902 dont un bénéfice net de MAD 137 695 sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières (SOMACOVAM) au 31 décembre 2004 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca, le 25 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes
Aziz BIDAHA

Price Waterhouse
Associé

Mohamed Youssef SEBTI

Expert Comptable

A. Saaidi et Associés

4, Place Maréchal
Casablanca

Aux Actionnaires
Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières (SOMACOVAM)
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2005**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la SOMACOVAM SA arrêtés au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan et le compte de produits et charges. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant des capitaux propres totalisant MAD 6 108 426,02 dont un bénéfice net de MAD 100 963,92 sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société SOMACOVAM SA au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca, le 14 avril 2006

Mohamed EL JERARI

A. Saaidi et Associés
Associé

A. Saaidi et Associés

4, Place Maréchal
Casablanca

Aux Actionnaires
Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières (SOMACOVAM)
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société SOMACOVAM SA au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan et le compte de produits et charges. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant des capitaux propres totalisant MAD 6 116 160,07 dont un bénéfice net de MAD 7 734,05 sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Les comptes clients, autres créanciers et les comptes d'attente, au passif du bilan, comprennent des soldes créditeurs anciens remontant aux exercices antérieurs d'environ 1,7 millions MAD. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de savoir quel serait le montant des ajustements qui résulterait de l'apurement de ces comptes.

A notre avis, à l'exception de la situation décrite ci-dessus et de son incidence sur les comptes de la Société, les états financiers cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société SOMACOVAM SA au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca, le 3 avril 2007

Nawfal AMAR
A. Saaidi et Associés
Expert Comptable

A. Saaidi et Associés

4, Place Maréchal
Casablanca

Objet : Emission d'obligations indexées de SOMACOVAM

Attestation du commissaire aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations indexées de SOMACOVAM

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités de SOMACOVAM.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse de SOMACOVAM tels que audités par nos soins au titre des exercices 2005 et 2006 et par les soins des Co-commissaires aux Comptes Price Waterhouse et Mohamed Youssef SEBTI au titre de l'exercice 2004.

Nawfal AMAR

A. Saaidi et Associés
Expert Comptable

III. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWAFABANK

Identité des commissaires aux comptes

Prénoms et noms	Aziz BIDAHA	Fawzi BRITEL	Bachir TAZI
Dénomination ou raison sociale	Price Waterhouse Coopers	Deloitte Audit	Ernst & Young
Adresse	101, Bd Massira Al Khadra, Casablanca	288, Bd Zerktouni, Casablanca	37, Bd Abdellatif Benkaddour, Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 022. 98.40.40 Fax : 022.99.11.96	Tel : 022.22.40.81 Fax : 022.22.40.78	Tel : 022.95.79.00 Fax: 022.39.02.26
E-mail	aziz.bidah@ma.pwc.com	fbritel@deloitte.co.ma	bachir.tazi@ma.ey.com
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	2002	2005	2005
Date d'expiration du mandat	2004	2007	2007

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
20 100 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, d'Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant des capitaux propres totalisant MAD 11 707 249 970 dont un bénéfice net de MAD 687 050 051 sont la responsabilité des organes de gestion de la Banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2004 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, et ainsi qu'il est décrit dans l'état B.35 de L'ETIC, nous attirons votre attention sur le fait que le rapport général des commissaires aux comptes relatif aux états de synthèse de Wafabank au 31 décembre 2003 faisait mention de la notification de redressement reçue en 2002 par celle-ci suite à un contrôle fiscal. Au cours de l'exercice 2004, un accord a été signé entre l'Administration fiscale et Wafabank, moyennant le paiement par cette dernière d'un montant de MAD 160 millions.

Vérification et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a acquis au cours de l'exercice :

65,4% du capital de Wafasalaf pour MAD 819,4 millions ;
96,9% du capital de Wafa Cash pour MAD 318,7 millions ;
65% du capital de Wafa Gestion pour MAD 192 millions ;
99,9% du capital de Wafa Immobilier pour MAD 164,4 millions ;
100% du capital de Attijari Immobilier pour MAD 179,2 millions.

La Banque a également procédé à la constitution d'une filiale au Sénégal « Attijariwafa bank Sénégal », détenue à 100%, avec un capital de MAD 35,9 millions.

Par ailleurs, et suite à l'opération de fusion-absorption de ex-Wafabank par ex-BCM (Attijariwafa bank) décidée par les Assemblées Générales Extraordinaires du 31 décembre 2004 avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2004, Attijariwafa bank détient, tel que mentionné dans l'état B.6 de l'ETIC, une participation ou le contrôle dans les sociétés qui restaient détenues par ex-Wafabank à la date de la fusion-absorption pour une valeur nette comptable de MAD 619 millions.

Casablanca, le 12 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Aziz BIDAHA
Price Waterhouse
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2005**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant KMAD 12 334 209 dont un bénéfice net de KMAD 1 217 380 sont la responsabilité des organes de gestion de la banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comprennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe de ce rapport donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Attijariwafa bank au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a procédé à la création d'une filiale en Espagne « Andalumaghreb S.A », au capital de 1.000.000 euros détenu en totalité par la Banque.

Casablanca, le 17 mars 2006

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant KMAD 13 489 292 dont un bénéfice net de KMAD 1 929 881 sont la responsabilité des organes de gestion de la Banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comprennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe de ce rapport donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Attijariwafa bank au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a procédé à la création :

- d'une filiale « Attijariwafa bank Europe », Banque de droit français au capital initial de 37 000 euros, lequel capital a été porté à 33 906 660 euros suite à la reprise des activités des ex-succursales de Paris et de Bruxelles, et est détenu en totalité par la Banque. L'ensemble de ces titres a été apporté à une Holding « Attijariwafa Euro Finances » au cours de l'exercice,

-
- d'une filiale « Attijariwafa Eurofinance », Holding en France au capital initial de 37 000 euros détenu en totalité par la Banque, capital porté à 33 906 660 suite à l'apport des titres Attijariwafa bank Europe par la Banque.
 - d'une filiale en Italie « Attijariwafa Finanziaria Spa », au capital de 600 000 euros détenu en totalité par la Banque.

Casablanca, le 22 mars 2007

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
DU BILAN ET DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES**

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2007

En exécution de la mission prévue par l'article 17 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges de Attijariwafa bank au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits susceptibles d'entacher, de manière significative, la sincérité des informations contenues dans lesdits documents.

Casablanca, le 25 septembre 2007

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
20 100 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004

1. Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2004, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date, présentés ci-joint.

La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc, à l'exception de la situation décrite au paragraphe 2 ci-dessous. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenues dans les comptes consolidés. Un audit comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

2. Compte tenu de difficultés techniques liées à la fusion, la Banque n'a pas été en mesure de préparer le tableau des flux de trésorerie consolidé au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2004. Par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion sur les flux de trésorerie consolidés à cette date.

3. A notre avis, à l'exception de la situation décrite au paragraphe 2 ci-dessus, les comptes consolidés du Groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés au 31 décembre 2004, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé, ci-joint.

4. Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, et ainsi qu'il est décrit dans l'état C.1 32 de l'ETIC consolidé, nous attirons votre attention sur le fait que le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de Wafabank au 31 décembre 2003 faisait mention de la notification de redressement reçue en 2002 par celle-ci suite à un contrôle fiscal. Au cours de l'exercice 2004, un accord a été entre l'Administration fiscale et Wafabank, moyennant le paiement par cette dernière d'un montant de l'ordre de MAD 160 millions.

Casablanca, le 30 mai 2005

Les Commissaires aux Comptes

Aziz BIDAHA

Price Waterhouse
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2005**

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2005, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé, du tableau des flux de trésorerie consolidé ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date, présentés ci-joint.

La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les comptes consolidés. Un audit comprend aussi une appréciation des principes utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe, donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidées au 31 décembre 2005, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ces opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 26 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes**Ali BENNANI**

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006**

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2006, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé, du tableau des flux de trésorerie consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires (ETIC) consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date, présentés ci-joint. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les comptes consolidés. Un audit comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du Groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés au 31 décembre 2006, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ces opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 23 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes**Ali BENNANI**

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS ARRETES AU 30 JUIN 2007

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire comptes consolidés résumés de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007, préparés en appliquant pour la première fois les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS applicables au 30 juin 2007, tels que décrits dans les notes annexes. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2006 et au premier semestre 2006 retraitées selon les mêmes règles à l'exception de la norme IFRS 3 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, a été appliquée rétrospectivement à compter du 30 septembre 2005.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les comptes consolidés résumés susmentionnés ne donnent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) au terme du semestre arrêté au 30 juin 2007, ni du résultat de ses opérations pour le semestre clos à cette date, conformément à la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS relative à l'information financière intermédiaire.

Casablanca, le 25 septembre 2007

Les Commissaires aux Comptes**Bachir TAZI**

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emission d'obligations indexées de SOMACOVAM garantie par Attijariwafa bank

Attestation du commissaire aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations indexées de SOMACOVAM, garantie par Attijariwafa bank

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse agrégés audités d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse d'Attijariwafa bank tels que audités par nos soins au titre des exercices 2005 et 2006 et par les soins des Co-commissaires aux Comptes Price Waterhouse et Deloitte et Touche au titre de l'exercice 2004.

Bachir TAZI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emission d'obligations indexées de SOMACOVAM garantie par Attijariwafa bank

Attestation du commissaire aux comptes sur les informations comptables et financières consolidées contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations indexées de SOMACOVAM, garantie par Attijariwafa bank

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés audités d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse d'Attijariwafa bank tels que audités par nos soins au titre des exercices 2005 et 2006 et par les soins des Co-commissaires aux Comptes Price Waterhouse et Deloitte et Touche au titre de l'exercice 2004.

Bachir TAZI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emission d'obligations indexées de SOMACOVAM garantie par Attijariwafa bank

Attestation du commissaire aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations indexées de SOMACOVAM, garantie par Attijariwafa bank

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes semestriels agrégés d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes semestriels d'Attijariwafa bank au 30 juin 2007, objet de notre examen limité.

Bachir TAZI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emission d'obligations indexées de SOMACOVAM garantie par Attijariwafa bank

Attestation du commissaire aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations indexées de SOMACOVAM, garantie par Attijariwafa bank

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes semestriels consolidés IFRS d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes semestriels consolidés IFRS au 30 juin 2007, objet de notre examen limité.

Bachir TAZI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

IV. LE GARANT

Identité du garant

Dénomination ou raison sociale

Attijariwafa bank

Représentant légal

Mohamed EL KETTANI

Fonction

Président Directeur Général

Adresse

2, Bd Moulay Youssef – Casablanca

Numéro de téléphone

(212) 022 29 88 88

Télécopieur

(212) 022 27 72 28

E-mail

m.elkettani@attijariwafa.com

Je soussigné, Monsieur Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général d'Attijariwafa bank atteste que, à ma connaissance, les données de la présente note d'information relatives à l'organisme garant sont conformes à la réalité.

En application des pouvoirs qui me sont délégués, j'atteste que Attijariwafa bank garantit intégralement l'émission obligataire indexée qui fait l'objet de la présente note d'information.

En conséquence, en cas de défaillance de SOMACOVAM, Attijariwafa bank s'engage irrévocablement à assumer en lieu et place de celui-ci, les échéances de remboursement de ladite émission obligataire, et ce selon les modalités précisées dans la présente note d'information.

Mohamed EL KETTANI
Président Directeur Général

V. LE CONSEILLER FINANCIER

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale	Attijari Finances Corp.
Représentant légal	Anas BERRADA
Fonction	Administrateur Directeur Général
Adresse	163, Avenue Hassan II – Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 022. 47.64.35/36
Télécopieur	(212) 022. 47.64.32
E-mail	a.berrada@attijari.ma

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de SOMACOVAM et d'Attijariwafa bank à travers :

- Les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension recueillis auprès de la Direction Générale de SOMACOVAM et d'Attijariwafa bank ;
- L'analyse des comptes sociaux, des rapports d'activité des exercices 2004, 2005 et 2006 et la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de SOMACOVAM ;
- L'analyse des comptes sociaux et consolidés, des rapports d'activité des exercices 2004, 2005, 2006, du premier trimestre 2007 et du premier semestre 2007 et la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires d'Attijariwafa bank ;
- Les principales caractéristiques du métier des établissements bancaires.

Attijari Finances Corp. est une filiale à 100% du groupe Attijariwafa bank. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Anas BERRADA
Administrateur Directeur Général

VI. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité du conseiller juridique

Nom	Mohamed HDID
Fonction	Conseiller juridique
Adresse	4, place Maréchal – Casablanca
Numéro de téléphone	022.29.54.29
Télécopieur :	022.22.10.24
E-mail	m.hdid@saaidi-consultants.com

Attestation

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de la société Attijariwafa bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Mohamed HDID
Conseil juridique

VII. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE DE SOMACOVAM

M Adil HAJJI

Fonction : Administrateur
163, avenue Hassan II - Casablanca
Tél. : 022.54.44.20
Fax : 022.27.57.43
Adresse électronique : a.hajji@attijariwafa.com

VIII. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFABANK

Mme Zakia HAJJAJI

Fonction : Responsable de la Communication Institutionnelle et Relations Publiques
2, Boulevard Moulay Youssef- Casablanca
Tél. : 022.46.98.13
Fax : 022.29.41.25
Adresse électronique : z.hajjaji@attijariwafa.com

Mme Ibtissam ABOUHARIA

Fonction : Responsable de l'Information Financière et Relations Investisseurs
2, Boulevard Moulay Youssef- Casablanca
Tél. : 022.46.98.90
Fax : 022.46.99.03
Adresse électronique : i.abouharia@attijariwafa.com

IX. AGENCE DE NOTATION

STANDARD & POOR'S

23, rue Balzac 75 406 Paris cedex - France
Tél. : 00 33 1 44 20 66 50
Fax : 00 33 1 44 20 66 51
Adresse électronique : FIG_Europe@standardandpoors.com

PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

I. CADRE DE L'OPERATION

L'Assemblée Générale Ordinaire a autorisé, lors de sa tenue le 23 octobre 2007, l'émission d'obligations indexées pour un montant global de 5 000 000 000 Dh (cinq milliards de dirhams). Elle a délégué au Conseil d'Administration, tous pouvoirs de procéder, dans un délai de 5 ans, à une ou plusieurs émissions de ces obligations et d'en arrêter les modalités et les caractéristiques.

A cet effet, le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 26 novembre 2007, a décidé le lancement d'un emprunt obligataire indexé à capital garanti pour un montant de 500 000 000 Dh (cinq cent millions de dirhams) sur une durée de 8 ans, réparti en deux emprunts coté et non coté. Les deux emprunts seront indexés sur un portefeuille de 20 actions internationales.

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

La présente émission a pour objectif principal de dynamiser les marchés financiers en mettant à la disposition des investisseurs de nouveaux véhicules d'investissements et produits structurés.

En effet, le besoin des investisseurs de diversifier leurs actifs financiers couplé à la fois au développement des marchés des capitaux marocains et au processus de libéralisation de ces marchés, ont conduit Attijariwafa bank à la mise en place d'un nouveau véhicule d'investissement.

Le nouveau véhicule d'investissement est une obligation structurée qui permet à l'investisseur d'indexer sa performance à l'évolution d'un sous-jacent financier tout en protégeant la valeur initiale de son capital investi.

Dans ce cadre, une filiale du groupe Attijariwafa bank, la SOMACOVAM, a été dédiée à ce type d'opérations, et ce, en vue de distinguer les émissions obligataires à caractère purement financier des émissions obligataires classiques dont la nature consiste davantage au financement de l'activité bancaire du groupe.

III. STRUCTURE DE L'OFFRE

SOMACOVAM envisage l'émission de 5 000 obligations, indexées sur un portefeuille composé de 20 actions internationales, ci-après le «Portefeuille d'Actions», d'une valeur nominale de 100 000 dirhams. Le montant global de l'opération s'élève à 500 000 000 Dh (cinq cent millions de dirhams) réparti comme suit :

- Un emprunt A, coté à la Bourse de Casablanca, d'un montant compris entre 200 000 000 Dh (deux cent millions de dirhams) et 300 000 000 Dh (trois cent millions de dirhams) ;
- Un emprunt B, non coté, d'un montant compris entre 200 000 000 Dh (deux cent millions de dirhams) et 300 000 000 Dh (trois cent millions de dirhams).

Le montant total adjudgé ne devra en aucun cas excéder la somme de 500 000 000 Dh (cinq cent millions de dirhams) autorisée par le Conseil d'Administration.

La composition du Portefeuille d'Actions se présente comme suit :

Code Reuters	Actions	Pays	Secteur	Indice de référence	Capitalisation boursière *
MO.N	Altria Group Inc	Etats-Unis	Biens de consommation	S&P 500	151 613 M USD
AAL.L	Anglo American Plc	Grande Bretagne	Produits de base	FT-SE 100	41 518 M GBP
AAPL.O	Apple Computer Inc	Etats-Unis	Technologie	S&P 500	162 515 M USD
4503.T	Astellas Pharma Inc	Japon	Santé	NIKKEI 225	2 636 Md JPY
BP.L	BP Plc	Grande Bretagne	Energie	FT-SE 100	117 635 M GBP
BT.L	BT Group Plc	Grande Bretagne	Télécommunications	FT-SE 100	24 500 M GBP
DBKGn.DE	Deutsche Bank AG	Allemagne	Banque	DJ EUROSTOXX 50	43 938 M EUR
FTE.PA	France Telecom	France	Télécommunications	DJ EUROSTOXX 50	65 847 M EUR
HOLN.VX	Holcim R	Suisse	Construction	SMI	33 106 M CHF
2914.T	Japan Tobacco	Japon	Biens de consommation	NIKKEI 225	6 620 Md JPY
5401.T	Nippon Steel Corp	Japon	Industrie	NIKKEI 225	4 792 Md JPY
8604.T	Nomura Holdings	Japon	Services financiers	NIKKEI 225	3 804 Md JPY
PEP.N	PepsiCo Inc	Etats-Unis	Agroalimentaire	S&P 500	116 446 M USD
ROG.VX	Roche Holding AG	Suisse	Santé	SMI	171 240 M CHF
RWEG.DE	RWE AG	Allemagne	Services publics	DJ EUROSTOXX 50	52 618 M EUR
SOGN.PA	Société Générale	France	Banque	DJ EUROSTOXX 50	47 764 M EUR
SLF.TO	Sun Life Financial	Canada	Assurance	S&P/TSX	29 581 M CAD
TEF.MC	Telefonica SA	Espagne	Télécommunications	DJ EUROSTOXX 50	110 029 M EUR
8035.T	Tokyo Electron Ltd	Japon	Technologie	NIKKEI 225	1 120 Md JPY
CRDI.MI	Unicredito Italiano	Italie	Banque	DJ EUROSTOXX 50	71 362 M EUR

Source : Bloomberg * Capitalisation boursière au 31 octobre 2007

Le Portefeuille de 20 Actions répond à un double objectif de diversification géographique et sectorielle :

- Diversification géographique : le Portefeuille choisi surpondère les zones géographiques qui bénéficient de la meilleure visibilité à moyen terme. La diversification des pays permet également de limiter la volatilité de la performance :
 - ✓ aux Etats-Unis, le ralentissement actuel sera limité dans le temps. L'environnement de baisse des taux courts et la baisse du dollar permettront une reprise progressive ;
 - ✓ les fondamentaux de la zone Euro demeurent solides, la croissance économique devrait progresser autour de son potentiel (3%) ;
 - ✓ le Japon connaît un cycle économique favorable avec un redressement de la demande intérieure et du marché immobilier et la fin de la déflation.
- Diversification sectorielle : les principaux secteurs sélectionnés sont des secteurs défensifs (télécommunications, santé) ou alors ont un fort potentiel de progression à long terme (matières premières, banque, technologie).

Par ailleurs, les actions, composant le portefeuille, ont été sélectionnées en fonction de critères quantitatifs et qualitatifs, notamment :

- ✓ solidité financière (critère quantitatif) ;
- ✓ valorisation attractive (critère quantitatif) ;
- ✓ consensus des analystes (critère qualitatif).

IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS DE SOMACOVAM

Définition

Les obligations indexées de SOMACOVAM sont des obligations à capital garanti¹, dont le coupon est calculé par référence à un portefeuille d'actions, tel que défini ci-dessous (Paragraphe IV.1 Caractéristiques des emprunts).

Avertissement

Généralement, tout investissement dans des obligations indexées, par référence à une ou plusieurs matières premières, indices, actions ou toutes autres formules, entraîne des risques spécifiques différents de ceux induits par un investissement de même type dans une obligation classique. Parmi les risques ainsi encourus figurent, entre autres, la possibilité que :

- Le sous-jacent des obligations indexées soit soumis à des variations significatives;
- Le porteur d'une obligation indexée perde tout ou une partie des intérêts relatifs auxdites obligations ;
- Une perturbation majeure du marché puisse entraîner la disparition du(des) sous-jacent(s) des obligations indexées.

Le paragraphe qui précède ne décrit pas tous les risques liés à un investissement dans des obligations indexées. Les investisseurs potentiels doivent consulter leurs propres conseillers financiers et juridiques en ce qui concerne les risques afférents à un investissement dans des obligations spécifiques et l'opportunité d'investir dans des obligations compte tenu de leur situation particulière.

IV.1. Caractéristiques des emprunts

IV.1.1. Caractéristiques de l'emprunt A (coté à la Bourse de Casablanca)

Nature des titres	Obligations cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
Forme juridique	Au porteur
Nombre de titres à émettre	2 000 à 3 000
Valeur nominale	100 000 Dh
Montant de l'emprunt A	Entre 200 000 000 Dh et 300 000 000 Dh
Maturité de l'emprunt	8 ans
Période de souscription	Du 24 au 27 décembre 2007 inclus
Date de jouissance	31 décembre 2007
Date d'échéance	31 décembre 2015

¹ A maturité, le souscripteur récupère l'intégralité de son capital, quelle que soit la performance finale du portefeuille d'actions sur lequel les obligations sont indexées.

Taux d'intérêt nominal²

Chaque obligation donne droit à une rémunération calculée de la manière suivante :

- A la Date d'Evaluation 1, soit le 31 décembre 2008 : le taux d'intérêt nominal est égal à **4,0%** ;
- A la Date d'Evaluation(i), avec i allant de 2 à 7: le taux d'intérêt nominal sera égal à **5,0%** à condition qu'aucune des 20 actions formant le portefeuille ne soit en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, soit le 4 janvier 2008. Si la condition n'est pas remplie, le taux d'intérêt sera **nul**.

Les Dates d'Evaluation(i) sont présentées dans le tableau suivant :

(i)	Date d'Evaluation(i)
2	Le 21 décembre 2009
3	Le 20 décembre 2010
4	Le 19 décembre 2011
5	Le 19 décembre 2012
6	Le 19 décembre 2013
7	Le 19 décembre 2014

- Les Obligations, objet de la présente émission, sont assorties d'un **effet mémoire**, c'est à dire qu'à chaque Date d'Evaluation(i), avec i allant de 3 à 7, et si aucune des 20 actions formant le portefeuille n'est en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, alors en plus du coupon de l'année(i), tous les coupons manqués les années précédentes seront payés ;
- A la Date d'Evaluation Finale, soit le 22 décembre 2015 : le taux d'intérêt nominal correspondra à une participation à hauteur de 80% à la performance du portefeuille, déterminé selon la formule suivante :

$\text{Max}(0\%, 80\% \times \text{performance du portefeuille depuis la date d'Evaluation Initiale})$.

² Cf. Titre IV.2 Description détaillée de la formule

Prix de souscription	100,00 % Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales, soit 100 000 dirhams par obligation payables en une seule fois à la date de règlement.
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 31 décembre de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 31 décembre si celui-ci n'est pas un jour ouvrable. Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par SOMACOVAM. Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.
Amortissement / Remboursement normal	L'emprunt obligataire, objet de la présente note d'information, fera l'objet d'un remboursement in fine du principal. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations indexées ou de la garantie seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank.
Remboursement anticipé	SOMACOVAM s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations, objet de la présente émission. Toutefois, SOMACOVAM se réserve le droit de procéder à des rachats d'obligations sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur souhaitant garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.
Négociabilité des titres	Les obligations indexées, objet de la présente note d'information, sont librement négociables à la Bourse de Casablanca. Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations indexées.
Cotation des titres	Les titres objet de cette émission seront cotés en dirhams.
Clauses d'assimilation	Il n'existe aucune assimilation des obligations, objet de la présente note d'information, aux titres d'une émission antérieure. Au cas où SOMACOVAM émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
Rang de l'emprunt	Il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société.
Maintien de l'emprunt à son rang	SOMACOVAM s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres du présent emprunt.

Garantie	La présente émission est garantie par Attijariwafa bank.
Notation	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
Informations aux Porteurs	L'émetteur s'engage à publier, à chaque date d'évaluation(i), la performance des actions du portefeuille et le niveau du coupon à seoir. Par ailleurs, l'émetteur s'engage à fournir aux porteurs les informations relatives à l'évolution de la performance du portefeuille, sur simple demande.
Représentation de la masse des obligataires	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration de SOMACOVAM procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le 31 décembre 2007.
Droit applicable Juridiction compétente	Droit marocain ; Tribunal de commerce de Casablanca.

IV.1.2. Caractéristiques de l'emprunt B (non coté)

Nature des titres	Obligations non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
Forme juridique	Au porteur
Nombre de titres à émettre	2 000 à 3 000
Valeur nominale	100 000 Dh
Montant de l'emprunt B	Entre 200 000 000 Dh et 300 000 000 Dh
Maturité de l'emprunt	8 ans
Période de souscription	Du 24 au 27 décembre 2007 inclus
Date de jouissance	31 décembre 2007
Date d'échéance	31 décembre 2015

Taux d'intérêt nominal³	Chaque obligation donne droit à une rémunération calculée de la manière suivante : - A la Date d'Evaluation 1, soit le 31 décembre 2008 : le taux d'intérêt nominal est égal à 4,0% ; - A la Date d'Evaluation(i), avec i allant de 2 à 7: le taux d'intérêt nominal sera égal à 5,0% à condition qu'aucune des 20 actions formant le portefeuille ne soit en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, soit le 4 janvier 2008. Si la condition n'est pas remplie, le taux d'intérêt sera nul. Les Dates d'Evaluation(i) sont présentées dans le tableau suivant : <table border="1"> <thead> <tr> <th>(i)</th><th>Date d'Evaluation(i)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2</td><td>Le 21 décembre 2009</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Le 20 décembre 2010</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Le 19 décembre 2011</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Le 19 décembre 2012</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Le 19 décembre 2013</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Le 19 décembre 2014</td></tr> </tbody> </table> - Les Obligations, objet de la présente émission, sont assorties d'un effet mémoire, c'est à dire qu'à chaque Date d'Evaluation(i), avec i allant de 3 à 7, et si aucune des 20 actions formant le portefeuille n'est en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, alors en plus du coupon de l'année(i), tous les coupons manqués les années précédentes seront payés ; - A la Date d'Evaluation Finale, soit le 22 décembre 2015 : le taux d'intérêt nominal correspondra à une participation à hauteur de 80% à la performance du portefeuille, déterminé selon la formule suivante : $\text{Max}(0\%, 80\% \times \text{performance du portefeuille depuis la date d'Evaluation Initiale}).$	(i)	Date d'Evaluation(i)	2	Le 21 décembre 2009	3	Le 20 décembre 2010	4	Le 19 décembre 2011	5	Le 19 décembre 2012	6	Le 19 décembre 2013	7	Le 19 décembre 2014
(i)	Date d'Evaluation(i)														
2	Le 21 décembre 2009														
3	Le 20 décembre 2010														
4	Le 19 décembre 2011														
5	Le 19 décembre 2012														
6	Le 19 décembre 2013														
7	Le 19 décembre 2014														
Prix de souscription	100,00% Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales, soit 100 000 dirhams par obligation payables en une seule fois à la date de règlement.														
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 31 décembre de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 31 décembre si celui-ci n'est pas un jour ouvrable. Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par SOMACOVAM. Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.														
Amortissement / Remboursement normal	L'emprunt obligataire, objet de la présente note d'information, fera l'objet d'un remboursement in fine du principal. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank intervenant pendant la														

³ Cf. Titre IV.2 Description détaillée de la formule

	durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations indexées ou de la garantie seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank.
Remboursement anticipé	SOMACOVAM s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations, objet de la présente émission. Toutefois, SOMACOVAM se réserve le droit de procéder à des rachats d'obligations sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur souhaitant garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.
Négociabilité des titres	Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations.
Clauses d'assimilation	Il n'existe aucune assimilation des obligations, objet de la présente note d'information, aux titres d'une émission antérieure. Au cas où SOMACOVAM émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
Rang de l'emprunt	Il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société.
Maintien de l'emprunt à son rang	SOMACOVAM s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres du présent emprunt.
Garantie	La présente émission est garantie par Attijariwafa bank.
Notation	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
Informations aux Porteurs	L'émetteur s'engage à publier, à chaque date d'évaluation(i), la performance des actions du portefeuille et le niveau du coupon à seoir. Par ailleurs, l'émetteur s'engage à fournir aux porteurs les informations relatives à l'évolution de la performance du portefeuille, sur simple demande.
Représentation de la masse des obligataires	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration de SOMACOVAM procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le 31 décembre 2007.
Droit applicable Juridiction compétente	Droit marocain ; Tribunal de commerce de Casablanca.

IV.2. Description détaillée de la formule

Les Obligations, objet de la présente émission, sont indexées sur un portefeuille composé de 20 actions internationales.

A la Date d'Evaluation Initiale, soit le 04 janvier 2008, le niveau de chaque action composant le portefeuille sera fixé et servira de base pour le calcul de la performance du portefeuille à maturité.

A la première Date d'Evaluation, soit le 31 décembre 2008, il sera procédé au versement d'un coupon inconditionnel égal à 4%, et ce quelque soit l'évolution du portefeuille.

Lors des Dates d'Evaluation suivantes (21 décembre 2009, 20 décembre 2010, 19 décembre 2011, 19 décembre 2012, 19 décembre 2013, 19 décembre 2014), il sera procédé à la constatation des cours de clôture de chaque action composant le portefeuille. Si aucune des 20 actions n'affiche un cours en dessous de 80% de son cours à la Date d'Evaluation Initiale, il sera versé un coupon égal à 5%. Si cette condition n'est pas vérifiée, aucun coupon ne sera versé.

Par ailleurs, les Obligations indexées émises dans le cadre de la présente opération sont à **effet mémoire**. En effet, si la condition ci-dessus n'est pas vérifiée pour une Date d'Evaluation(i) et est vérifiée pour une Date d'Evaluation suivante(i+j) (où j =1,...,5) avec (i+j)≤7, alors en plus du coupon de 5% relatif à l'année(i+j), tous les coupons manqués les années précédentes (car la condition n'était pas vérifiée) seront payés.

A la Date d'Evaluation finale, soit le 22 décembre 2015, il sera procédé au calcul de la performance globale du portefeuille. Le porteur se verra offrir, 100% du capital initialement investi, augmenté de 80% de la performance positive du portefeuille depuis la date d'Evaluation Initiale. Le montant de remboursement final sera déterminé selon la formule suivante :

$$\text{Nominal} \times [100\% + \text{Max}(0\%, 80\% \times \text{Performance portefeuille})]$$

où

$$\text{Performance Portefeuille} = \frac{1}{20} \sum_{k=1}^{20} Q(k)_{\text{finale}} \times \left(\frac{VR_{\text{finale}}(k)}{VR(k)_{\text{Date d'Evaluation initiale}}} - 1 \right)$$

« **VR_{finale}(k)** » désigne la Valeur de référence de l'Action(k) à la clôture à la Date d'Evaluation Finale

« **VR(k)_{Date d'Evaluation initiale}** » désigne la Valeur de référence de l'Action(k) à la clôture à la Date d'Evaluation Initiale

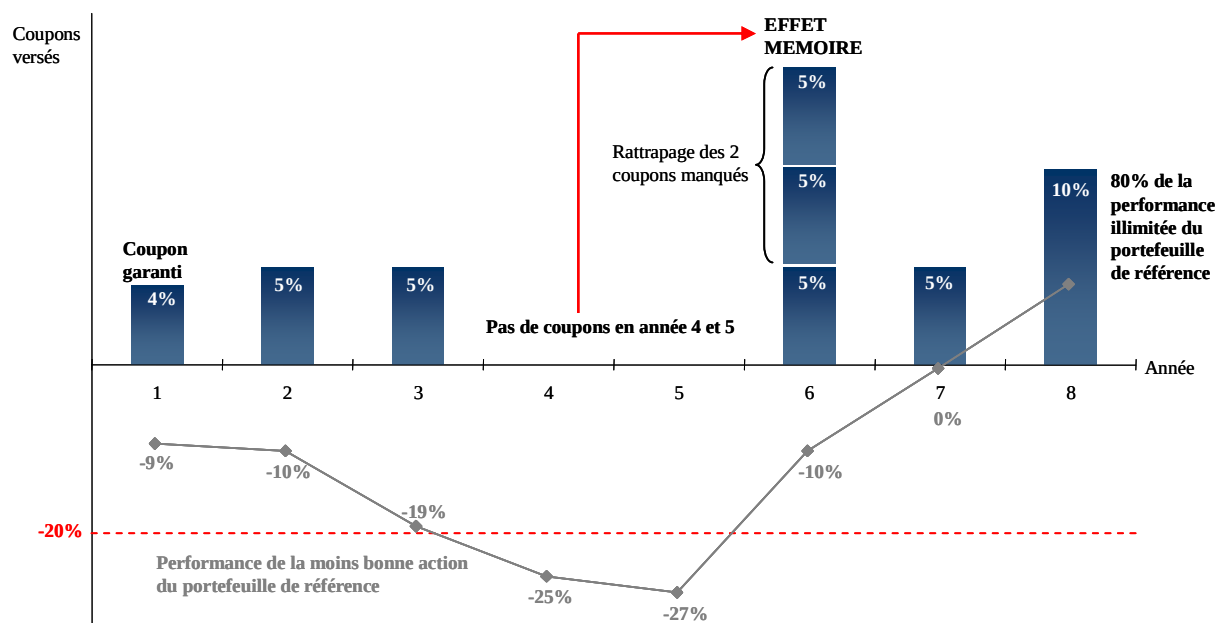
« **Action(k)** » avec k=1 à 20 désigne les actions du Portefeuille, telles que présentées dans le tableau ci-dessous (Cf. Titre IV.4.1 Définitions).

« **Q(k)_{initiale}** » représente le nombre de titres de l'Action(k) composant le portefeuille à la Date d'Evaluation Initiale avec **Q(k)_{initiale}=1**.

« **Q(k)_{finale}** » désigne le nombre final de titres de l'Action(k) composant le portefeuille, ajusté le cas échéant selon les différentes modalités d'ajustement.

IV.3. Exemple de fonctionnement de la formule

Avertissement : L'exemple chiffré est donné à titre indicatif uniquement, afin d'illustrer le mécanisme de la formule, et ne préjuge en rien des performances passées, présentes ou futures des Obligations.



La 1^{ère} année, l'investisseur reçoit un coupon garanti de 4%, quelle que soit la performance des actions du portefeuille.

La 2^{ème} et la 3^{ème} année, l'investisseur reçoit un coupon de 5% car la performance de la moins bonne action du portefeuille demeure au dessus de 80% de son niveau initial.

La 4^{ème} et la 5^{ème} année, l'investisseur ne reçoit aucun coupon car la performance de la moins bonne action du portefeuille passe au dessous de 80% de son niveau initial (soit 75% pour l'année 4 et 73% pour l'année 5).

La 6^{ème} année, l'investisseur, en plus du coupon de 5% de l'année 6, rattrape et cumule les coupons de 5% manqués au titre des années 4 et 5, soit un coupon total à percevoir de 15%, dans la mesure où la performance de la moins bonne action du portefeuille passe au dessus de 80 de son niveau initial.

La 7^{ème} année, l'investisseur reçoit un coupon de 5% car la performance de la moins bonne action du portefeuille reste au dessus de 80% de son niveau initial.

A échéance, le capital initial est intégralement remboursé et l'investisseur perçoit en plus, 80% de la performance illimitée du portefeuille de référence (10% dans l'exemple ci-dessus).

IV.4. Caractéristiques des sous-jacents

IV.4.1. Définitions

Pour les besoins de la présente partie, les termes commençant par une majuscule auront le sens défini ci-dessous :

« **Actions(k)** » désignent, pour k allant de 1 à 20, les actions décrites dans le tableau ci-dessous, sous réserve des ajustements décrits au paragraphe IV.4.3. ci-dessous :

Action	Devise	Code Reuters	Bourse de référence	Marché lié	Taux interbancaire offert
Altria Group Inc	USD	MO.N	Bourse de New York	AMEX, CBOE	LIBOR USD
Anglo American Plc	GBP	AAL.L	Bourse de Londres	LIFFE	LIBOR GBP
Apple Computer Inc	USD	AAPL.O	NASDAQ GS	AMEX, CBOE	LIBOR USD
Astellas Pharma Inc	JPY	4503.T	Bourse de Tokyo	OSE	TIBOR JPY
BP Plc	GBP	BP.L	Bourse de Londres	LIFFE	LIBOR GBP
BT Group Plc	GBP	BT.L	Bourse de Londres	LIFFE	LIBOR GBP
Deutsche Bank AG	EUR	DBKGn.DE	XETRA Francfort	EUREX	EURIBOR
France Telecom	EUR	FTE.PA	Euronext Paris	EN LIFFE	EURIBOR
Holcim R	CHF	HOLN.VX	SWX Swiss Exchange	EUREX	LIBOR CHF
Japan Tobacco	JPY	2914.T	Bourse de Tokyo	OSE	TIBOR JPY
Nippon Steel Corp	JPY	5401.T	Bourse de Tokyo	OSE	TIBOR JPY
Nomura Holdings	JPY	8604.T	Bourse de Tokyo	OSE	TIBOR JPY
PepsiCo Inc	USD	PEP.N	Bourse de New York	AMEX, CBOE	LIBOR USD
Roche Holding AG	CHF	ROG.VX	SWX Swiss Exchange	EUREX	LIBOR CHF
RWE AG	EUR	RWEG.DE	XETRA Francfort	EUREX	EURIBOR
Société Générale	EUR	SOGN.PA	Euronext Paris	EN LIFFE	EURIBOR
Sun Life Financial	CAD	SLF.TO	Bourse de Toronto	MX	LIBOR CAD
Telefonica SA	EUR	TEF.MC	Bourse de Madrid	MEFF	EURIBOR
Tokyo Electron Ltd	JPY	8035.T	Bourse de Tokyo	OSE	TIBOR JPY
Unicredito Italiano	EUR	CRDI.MI	Bourse de Milan	MSE	EURIBOR

« **Action de substitution** » désigne une action qui n'est pas une Action de l'Obligation et qui a, selon l'opinion de l'Agent de Calcul, des caractéristiques similaires à celles de l'Action exclue (secteur d'activité, devise, capitalisation boursière, mode de cotation, liquidité, volatilité ou tout autre paramètre pertinent dans l'opinion de l'Agent de Calcul).

« **Agent de Calcul** » désigne Attijariwafa bank Capital Markets. L'Agent de Calcul est tenu d'agir de bonne foi dans le respect des intérêts des porteurs.

« **Bourse(k)** » désigne, pour une Action(k), le marché réglementé ou le système de cotation indiqué comme tel dans le tableau décrivant les Actions ci-dessus (ou tout marché s'y substituant).

« **Date d'Evaluation Initiale** » désigne le 04 janvier 2008. Il est toutefois précisé que si cette date n'est pas un Jour de Bourse pour l'une des Actions du Portefeuille, elle sera reportée, pour cette Action uniquement, au premier Jour de Bourse suivant le xx.

« **Date d'Evaluation(i)** » désigne chacune des dates suivantes : 31/12/2008, 21/12/2009, 20/12/2010, 19/12/2011, 19/12/2012, 19/12/2013 et 19/12/2014 ou si cette date n'est pas un Jour de Bourse pour l'une des Actions du Portefeuille, elle sera reportée, pour cette Action uniquement, au premier Jour de Bourse suivant.

« **Date d'Evaluation Finale** » désigne le 22 décembre 2015. Il est toutefois précisé que si cette date n'est pas un Jour de Bourse pour l'une des Actions du Portefeuille, elle sera reportée, pour cette Action(k) uniquement, au premier Jour de Bourse suivant.

« **Jour de Bourse(k)** » désigne, pour chaque Action(k), un jour ouvré où la Bourse fonctionne sans Dérèglement du Marché.

« **Marché Lié(k)** » désigne, pour une Action(k), le principal marché sur lequel les contrats d'options et/ou les contrats à terme relatifs à l'Action sont traités, tel que décrit dans le tableau ci-dessus, ou tout

marché lui succédant ou tout autre marché qui serait ultérieurement désigné par l'Agent de Calcul pour le remplacer.

« **Obligations** » désigne les obligations indexées, objet de la présente note d'information.

« **Portefeuille d'Actions** » désigne les 20 actions telles qu'indiquées dans le tableau ci-dessus sous réserve des dispositions décrites aux dispositions du paragraphe IV.4.3.

« **Porteur** » désigne le porteur d'une ou plusieurs obligations indexées.

« **Q(k)** » désigne le nombre de titres de l'Action(k) composant le portefeuille.

« **Q(k)_{initiale}** » représente le nombre de titres de l'Action(k) composant le portefeuille à la Date d'Evaluation Initiale avec $Q(k)_{initiale}=1$.

« **Q(k)_{avant ajustement}** » représente le nombre de titres de l'Action(k) composant le portefeuille avant ajustement.

« **Q(k)_{ajustée}** » représente le nombre de titres de l'Action(k) composant le portefeuille après ajustement.

« **Q(k)_{finale}** » désigne le nombre final de titres de l'Action(k) composant le portefeuille, ajusté le cas échéant selon les différentes modalités d'ajustement.

« **Société** » désigne, pour chaque Action(k), la Société émettrice de cette Action.

IV.4.2. Perturbation du marché

« **Dérèglement du Marché** » désigne, pour une Action(k) donnée, la suspension ou la limitation importante des transactions de l'Action sur la Bourse(k) ou des contrats d'options et/ou des contrats à terme relatifs à l'action traités sur le Marché Lié qui empêcherait l'Agent de Calcul de déterminer le cours de clôture de l'Action.

Pour les besoins de la présente définition, toute limitation, résultant d'un changement exceptionnel ou temporaire des heures normales de négociation de la Bourse(k) ou du Marché Lié(k) et annoncée à l'avance, ne constituera pas un Dérèglement de Marché. Par ailleurs, une limitation importante des transactions résultant d'une variation des prix qui dépasse les niveaux autorisés par l'autorité concernée constituera un Dérèglement du Marché.

L'Agent de Calcul notifiera l'Emetteur et le garant dans un délai raisonnable le jour de la constatation d'un Dérèglement de Marché.

En cas de survenance d'un Dérèglement du Marché à une Date d'Evaluation(i), celle-ci sera remplacée, pour l'Action(k), par la date correspondant au premier Jour de Bourse suivant au cours duquel il n'existera aucun Dérèglement de Marché se rapportant à cette Action(k). Si ce Dérèglement de Marché survient au cours de chacun des cinq Jours de Bourse suivant immédiatement la Date d'Evaluation(i), le cinquième Jour de Bourse sera réputé être la Date d'Evaluation de l'Action(k) concernée (nonobstant le Dérèglement de Marché).

L'Agent de Calcul déterminera alors, pour chaque Action(k) concernée, la Juste Valeur de Marché de l'Action.

« **Juste Valeur de Marché de l'Action** » désigne la valeur qu'aurait reflétée l'Action, en l'absence de Dérèglement du Marché, à la clôture de ce cinquième Jour de Bourse pour l'Action(k) concernée.

IV.4.3. Événements affectant les Actions du Portefeuille et Ajustements

Principes

En cas de survenance d'un Événement (tel que défini ci-dessous) venant affecter une Action(k), l'Agent de Calcul continuera à exercer ses obligations au titre des Obligations émises, sous réserve des ajustements qu'il estimera nécessaires, en adoptant, afin que les droits des Porteurs en circulation soient préservés, à son choix l'une ou l'autre des méthodes décrites ci-dessous ou la méthode utilisée par le Marché Lié, ou toute autre autorité compétente.

Etant cependant entendu, que si l'Agent de Calcul détermine que les ajustements opérés en employant les méthodes décrites ci-dessous et/ou les ajustements décidés par les autorités compétentes sont techniquement difficiles à mettre en œuvre ou inappropriés, il devra procéder à tous autres ajustements qu'il jugera nécessaires, afin de préserver les droits des Porteurs, et en notifier les Porteurs dès que possible.

Si l'Agent de Calcul, détermine qu'aucun ajustement n'est réalisable, l'Emetteur aura la faculté de décider de mettre un terme à ses obligations au titre des Titres émis et de régler, à chaque Porteur, au titre de chaque Obligation qu'il détient, un montant correspondant à la juste valeur de marché de chaque Obligation.

La juste valeur de marché des Obligations concernées par la résiliation sera déterminée par l'Agent de Calcul.

La juste valeur de marchés des Obligations ainsi déterminée sera notifiée aux Porteurs dès que possible.

Le montant représentant la juste valeur de marché des Obligations concernées par la résiliation sera payé au Porteurs desdites Obligations dans les cinq Jours Ouvrés suivant la notification mentionnée ci-dessus.

Evènements et méthodes d'Ajustement

Si l'un des évènements décrits ci-dessous se produit, les dispositions suivantes s'appliqueront :

▪ **Opérations sur le Capital**

Dans le cas (i) d'une attribution gratuite d'Actions provenant de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou (ii) d'une division de l'Action ou regroupement d'Actions (l'« **Opération sur le Capital** »), la nouvelle Quantité de titres à laquelle l'Action(k) se rapportera désormais (« $Q_{ajustée}$ ») sera calculée selon la formule suivante :

$$Q_{ajustée} = Q_{avantajustement} \times \frac{\text{Nombre d'Actions après l'Evènement}}{\text{Nombre d'Actions avant l'Evènement}}$$

où

« **Nombre d'Actions** » désigne le nombre d'Actions composant le capital de la Société.

▪ **Distribution de Droits ou de Titres**

Dans les cas suivants :

- ✓ une distribution de réserves en actions cotées ou tous autres titres cotés sauf dans le cas où cette distribution remplace ou est faite à la place d'un dividende distribué normalement ;
- ✓ une émission de titres par la Société, assortis de droits préférentiels de souscription cotés au profit des actionnaires, de droits de priorité cotés, ou de droits d'attribution cotés ;
- ✓ une attribution gratuite aux actionnaires de titres cotés (autre que l'attribution gratuite d'Actions visée au paragraphe ci-dessus).

La nouvelle Quantité de titres à laquelle l'Action(k) se rapportera désormais (« $Q_{ajustée}$ ») sera calculée selon la formule suivante :

$$Q_{ajustée} = Q_{avantajustement} \times \frac{\text{Prix par Action} + D}{\text{Prix par Action}}$$

où

« **Prix par Action** » désigne :

- dans le cas d'une distribution d'actions ou autres titres cotés, le cours de clôture de l'Action cotée sur la Bourse le premier Jour de Négociation suivant la distribution concernée ;

- dans tous les autres cas, le dernier cours de clôture de l'Action cotée sur la Bourse le premier Jour de Négociation suivant la date à laquelle la distribution concernée est effectuée ou le droit concerné détaché.

« **Jour de Négociation** » désigne un jour où l'Action et le droit sont cotés.

« **D** » désigne, à la clôture du Jour de Négociation, la valeur de la distribution ou des droits attachés à l'Action. Elle est égale à :

- dans le cas d'une distribution d'actions cotées du portefeuille, ou d'attribution gratuite de tous autres titres cotés : la valeur des actions ou autres titres distribués ou attribués pour une Action, telle que calculée par l'Agent de Calcul et actualisée (si nécessaire) en appliquant la Méthode d'Actualisation ;
- dans le cas d'une émission de titres par la Société, assortis de droits préférentiels de souscription cotés au profit des actionnaires, de droits de priorité cotés, ou de droits d'attribution cotés : la valeur du droit concerné attribué pour une Action, déterminée par l'Agent de Calcul.

Si le droit concerné n'est pas coté dans les cinq Jours de Bourse suivant la date à laquelle le Prix par Action est déterminé, la valeur du droit concerné sera déterminée par l'Agent de Calcul au plus tard cinq Jours Ouvrés après l'expiration de la période de cinq Jours de Bourse mentionnée aux présentes et actualisée (si nécessaire) en appliquant la Méthode d'Actualisation.

« **Méthode d'Actualisation** » désigne la division de la valeur à actualiser par :

$$[1 + (\text{Taux IBOR} \times \text{Période} / 360)]$$

où :

« **Taux IBOR** » désigne, pour chaque Action(k), le taux interbancaire offert (pour la devise concernée par l'Action(k)) pour une échéance correspondant au nombre entier de mois complets le plus proche du nombre décimal de mois composant la Période, tel que calculé par l'association interbancaire locale à la Date d'Evaluation du Droit.

« **Date d'Evaluation du Droit** » désigne date à laquelle D (tel que défini ci-dessus) est déterminé.

« **Période** » désigne le nombre de jours écoulés entre la Date d'Evaluation du Droit (exclue) ou la date d'application (exclue) dans le cas d'une offre publique d'achat ou d'échange et la date (incluse) de paiement officiel du montant en espèce ou la date (incluse) de livraison des titres.

▪ **Distribution en espèces ou Amortissement du Capital**

En cas de (i) distribution en espèces (réserves, primes d'émission, bénéfices, etc.) sauf dans le cas où cette distribution remplace ou est faite à la place d'un dividende distribué normalement ou (ii) amortissement du capital, la nouvelle Quantité de titres à laquelle l'Action(k) se rapportera désormais (« $Q_{ajustée}$ ») sera calculée selon la formule suivante :

$$Q_{ajustée} = Q_{avantajustement} \times \frac{\text{Prix par Action} + D}{\text{Prix par Action}}$$

Pour l'application du présent paragraphe, « **D** » est le montant en espèces distribué par action (minoré, le cas échéant, des retenues à la source) et pourra être actualisé (si nécessaire) en utilisant la Méthode d'Actualisation décrite ci-dessus.

▪ **Offre Publique d'Achat/d'Echange**

Si l'une des Actions du Portefeuille fait l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) ou d'échange (OPE) réussie (l'« **Offre Publique** »), l'Emetteur remplira ses obligations au titre des Obligations émises selon l'une des manières suivantes :

- ✓ conserver l'Action(k) concernée comme sous-jacent des Obligations, et si nécessaire, faire tout ajustement pour respecter l'équivalent économique des termes et conditions de l'Obligation ;
- ✓ substituer à l'Action(k), objet de l'Offre Publique les Titres de Remplacement ;

- ✓ procéder à la Substitution de l'Action(k) concernée.

où :

« **Titres de remplacement** » désignent les titres échangés ou offerts contre des Actions dans le cadre d'une Offre Publique, les titres de la nouvelle société en cas de Fusion, les titres résultant d'une Scission. Toute substitution sera opérée dès que possible à partir de la date effective, par référence à la parité d'échange applicable, étant entendu que dans le cas où les titres d'origine seraient substituables contre plusieurs catégories de titres différents, l'Agent de Calcul pourra choisir de substituer aux titres concernés un (ou plusieurs) de ce(s) titre(s) (les « **Titre(s) Retenu(s)** »). Dans ce cas, la valeur du (ou des) titre(s) non retenu(s) (les « **Titre(s) Non Retenu(s)** ») sera exprimée en un nombre ou une fraction de nombre du (des) Titre(s) Retenu(s) (la « **Pondération du(des) Titre(s) Non-Retenu(s)** »).

Cette pondération sera calculée par l'Agent de Calcul sur la base du cours officiel de clôture à la fois du(des) Titre(s) Retenu(s) et du(des) Titre(s) Non Retenu(s), relevé simultanément le jour de la date effective de l'Offre Publique. Si le ou les titres substitués incluent un ou plusieurs titres non cotés, l'Agent de Calcul déterminera la juste valeur de marché de ce ou ces titres non cotés à la date effective.

« **Substitution** » désigne l'interruption par l'Agent de Calcul de l'indexation des Obligations à une Action concernée, et son remplacement par une Action de Substitution ou sa cristallisation à sa juste valeur de marché à la date effective concernée.

- **Absorption ou Fusion**

Si l'une des actions du Portefeuille fait l'objet d'une absorption ou d'une fusion, l'Agent de Calcul pourra choisir soit de (i) de substituer l'Action(k) par les Titres de Remplacement, soit de (ii) procéder à la Substitution de l'Action(k) concernée.

- **Scission**

Si l'une des actions du Portefeuille fait l'objet d'une scission, l'Agent de Calcul pourra choisir soit de (i) de substituer l'Action(k) par les Titres de Remplacement, soit de (ii) procéder à la Substitution de l'Action(k) concernée.

- **Nationalisation et Faillite**

L'Agent de Calcul pourra procéder à la Substitution de l'Action(k) concernée, si :

- ✓ toutes les Actions ou tous les actifs ou une partie substantielle des actifs d'une Société font l'objet d'une mesure de nationalisation ou d'expropriation ou doivent être transférés à toute agence, autorité ou entité gouvernementale ; ou
- ✓ en raison du redressement judiciaire, ou de la liquidation amiable ou judiciaire d'une Société, (i) toutes les Actions doivent être transférées à un administrateur judiciaire, syndic, liquidateur ou autre mandataire de justice similaire, ou (ii) les détenteurs d'Actions sont soumis à une interdiction légale de cession de ces Actions.

- **Changement de Compartiment de Cotation ou de Bourse de Cotation**

Si le compartiment de cotation de l'une des Actions du Portefeuille ou la Bourse sur laquelle l'Action est cotée change, l'Emetteur pourra choisir soit de (i) continuer à honorer ses obligations, soit de (ii) procéder à la Substitution de l'Action concernée.

- **Radiation de la cote officielle**

En cas de radiation de la cote officielle d'une Action, l'Agent de Calcul pourra procéder à la Substitution de l'Action concernée.

Evènements ne donnant pas lieu à Ajustements

L'Agent de Calcul ne procédera à aucun ajustement en cas de survenance d'un des événements énumérés ci-dessous (et à condition que l'événement concerné représente moins de 10% de la valeur des Actions ou du capital social, calculé(e) la veille au soir de l'annonce de l'événement concerné) :

- distribution de dividendes en espèces ou en Actions supplémentaires (minorés, le cas échéant des retenues à la source). Cependant, conformément à l'ordre de priorité suivant, (i) si l'Action est un

titre compris dans un indice officiel qui ne capitalise pas de dividendes et si le calcul de l'indice est modifié suite à cette distribution de dividendes, alors la Quantité de titres « Q » sera ajustée conformément à la Méthode de l'Agent de Calcul. De même, (ii) si la Société a émis des obligations convertibles non amorties ou des bons de souscription relatifs à l'Action dont la parité est ajustée suite à cette distribution de dividendes, alors la Quantité de titres « Q » sera ajustée de la même façon ;

- exercice de droits attachés à des bons de souscription ou des titres conférant un droit immédiat ou futur sur une part du capital de la Société ;
- émission, sans droits préférentiels de souscription pour les actionnaires, sans droits de priorité ou sans droits d'attribution, de bons de souscription ou de titres conférant un droit immédiat ou futur sur une part du capital de la Société ;
- augmentation de la valeur nominale de l'Action par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ;
- réduction de la valeur nominale de l'Action pour une autre raison qu'une division de l'Action ;
- distribution d'avantages importants aux actionnaires ;
- rachat d'Actions ou annulation des Actions ;
- distribution de titres non cotés ou de tous autres actifs non cotés ;
- émission, avec droits préférentiels de souscription non cotés en faveur des actionnaires, droits de priorité non cotés, droits d'attribution non cotés ou attribution gratuite (autre qu'une attribution gratuite d'Actions ou une attribution gratuite aux actionnaires de titres cotés) se rapportant à des titres ou droits non cotés conférant un droit immédiat ou à terme à une part du capital de la Société.

Information des Porteurs

Les ajustements ou substitutions effectués par l'Agent de Calcul visés dans le paragraphe « Evènements et méthodes d'ajustement » ci-dessus feront l'objet, dans un délai raisonnable, d'un avis publié dans un journal d'annonces légales et d'un avis ou annonce publié dans le bulletin de la cote par la Bourse de Casablanca.

IV.4.4. Informations relatives aux Actions

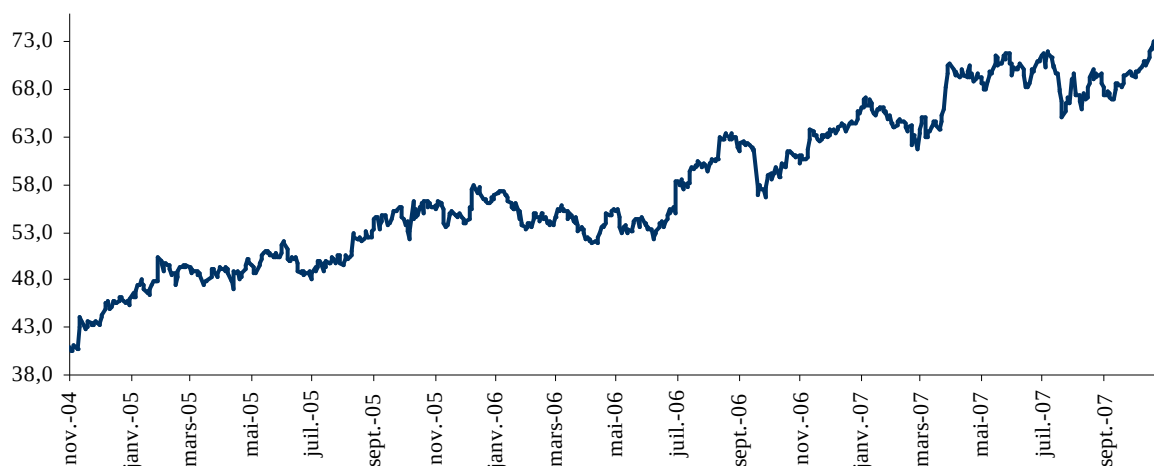
Avertissement : Il est bien entendu que la performance passée des actions n'est pas un gage des performances futures de ces actions.

ALTRIA GROUP INC

Nom de la société :	Altria Group Inc		
Secteur :	Biens de consommation		
Marché de référence :	Bourse de New York		
Dernier cours de clôture :	72,93	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	72,97	Date :	26/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	60,29	Date :	07/11/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

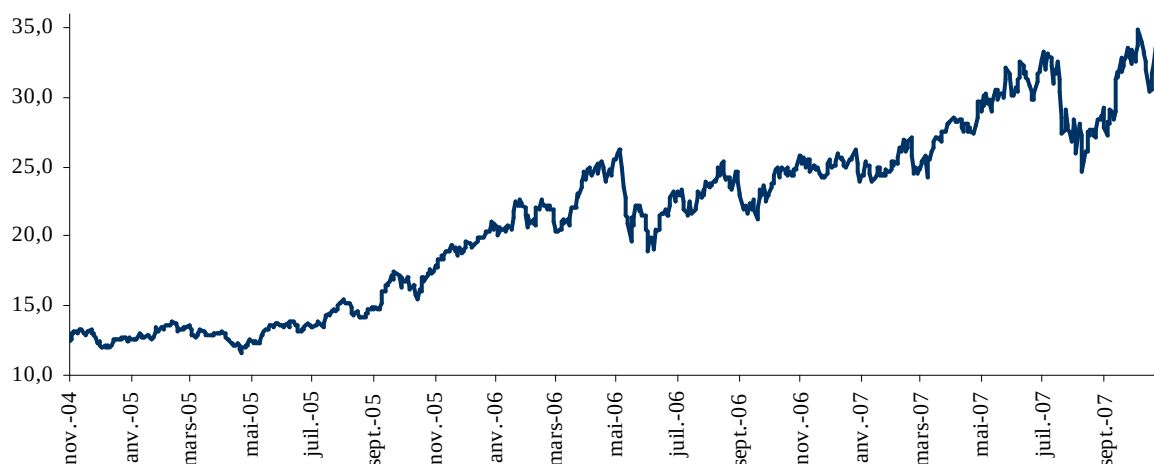


ANGLO AMERICAN PLC

Nom de la société :	Anglo American Plc		
Secteur :	Produits de base		
Marché de référence :	Bourse de Londres		
Dernier cours de clôture :	33,14	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	34,80	Date :	11/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	23,96	Date :	05/01/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters



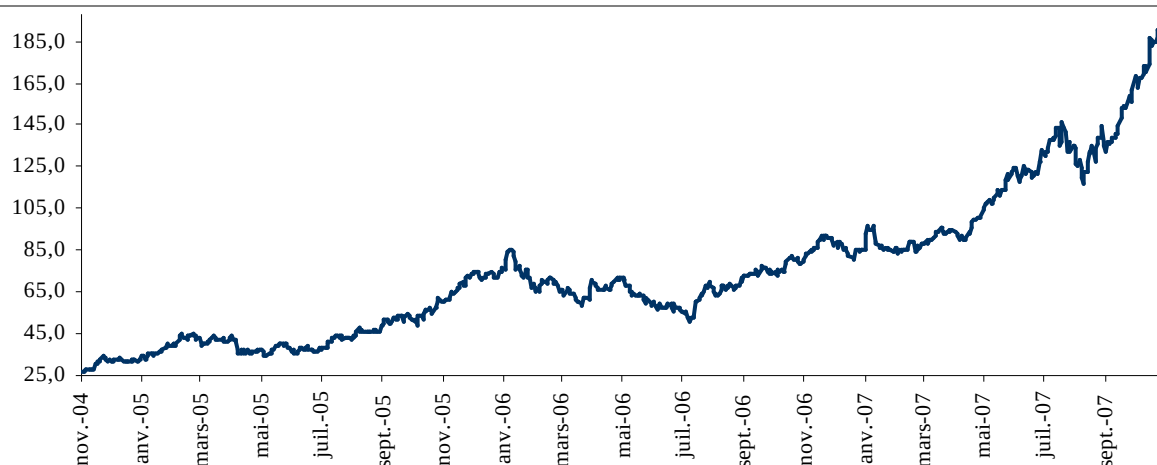
APPLE COMPUTER INC

Nom de la société : **Apple Computer Inc**
 Secteur : Technologie
 Marché de référence : NASDAQ GS

Dernier cours de clôture :	189,95	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	191,79	Date :	06/11/2007
Plus bas sur 52 semaines :	80,51	Date :	07/11/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

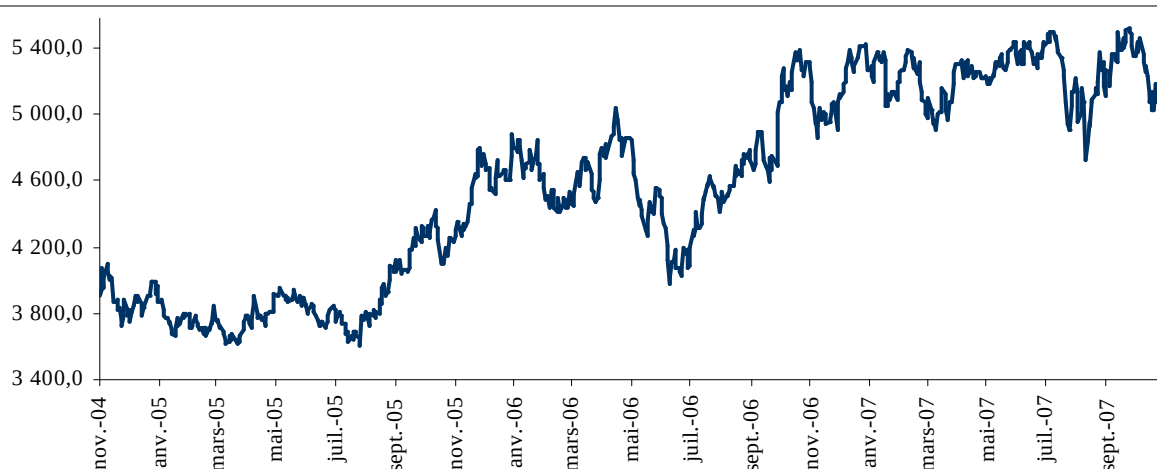
**ASTELLAS PHARMA INC**

Nom de la société : **Astellas Pharma Inc**
 Secteur : Santé
 Marché de référence : Bourse de Tokyo

Dernier cours de clôture :	5 090,00	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	5 520,00	Date :	01/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	4 730,00	Date :	17/08/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

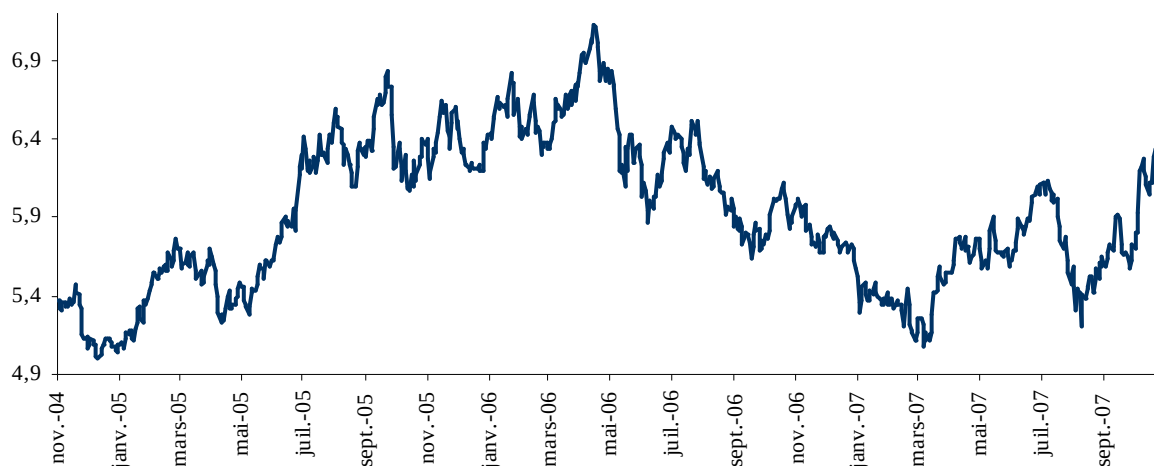


BP PLC

Nom de la société :	BP Plc		
Secteur :	Energie		
Marché de référence :	Bourse de Londres		
Dernier cours de clôture :	6,25	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	6,34	Date :	29/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	5,08	Date :	14/03/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

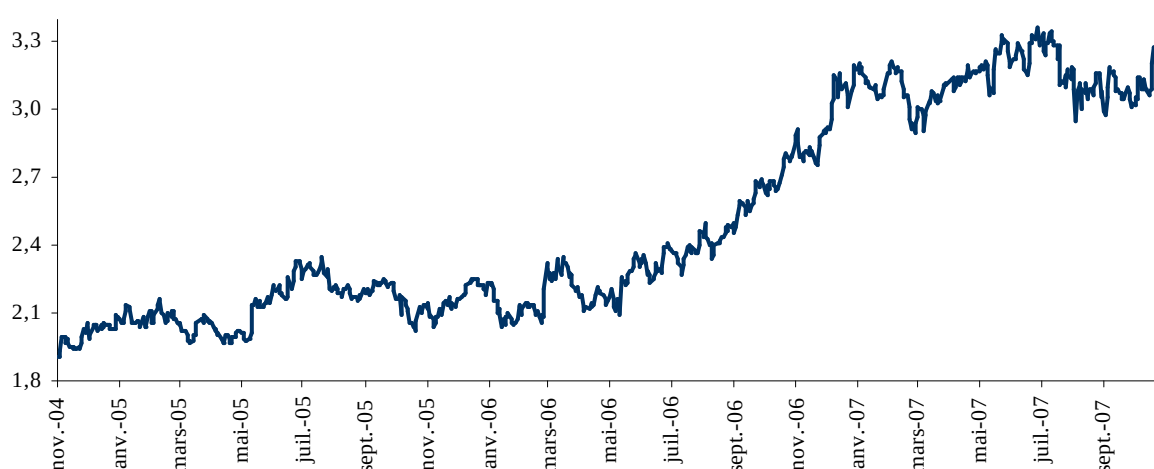


BT GROUP PLC

Nom de la société :	BT Group Plc		
Secteur :	Télécommunications		
Marché de référence :	Bourse de Londres		
Dernier cours de clôture :	3,26	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	3,37	Date :	04/07/2007
Plus bas sur 52 semaines :	2,76	Date :	28/11/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

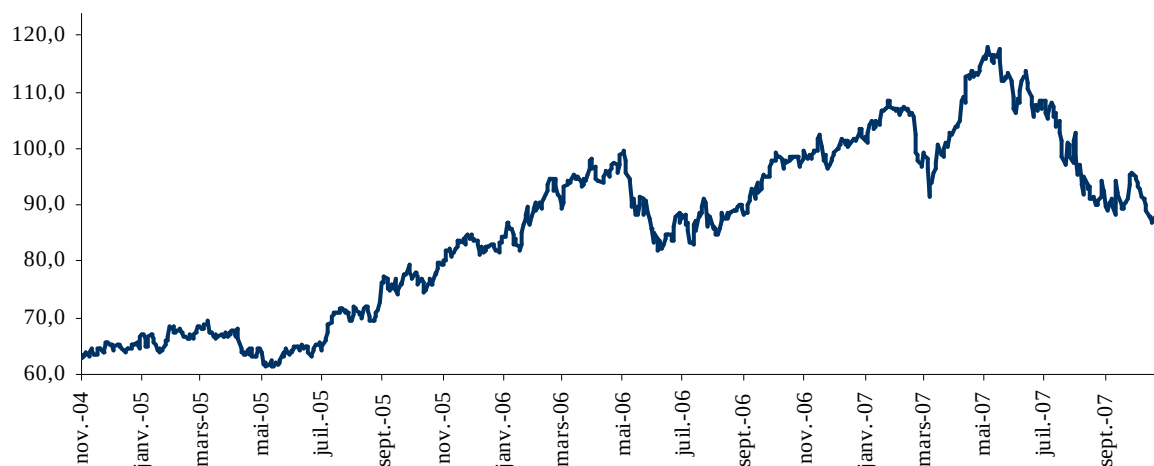


DEUTSCHE BANK AG

Nom de la société :	Deutsche Bank AG		
Secteur :	Banque		
Marché de référence :	XETRA Francfort		
Dernier cours de clôture :	92,05	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	117,96	Date :	11/05/2007
Plus bas sur 52 semaines :	84,55	Date :	07/11/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

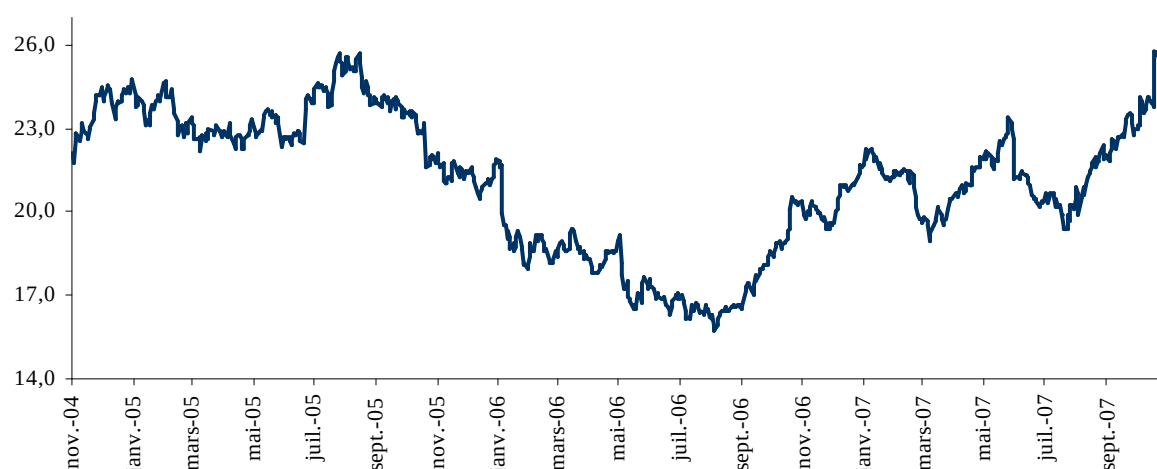


France TELECOM

Nom de la société :	France Telecom		
Secteur :	Télécommunications		
Marché de référence :	Euronext Paris		
Dernier cours de clôture :	25,46	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	25,80	Date :	25/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	18,94	Date :	14/03/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

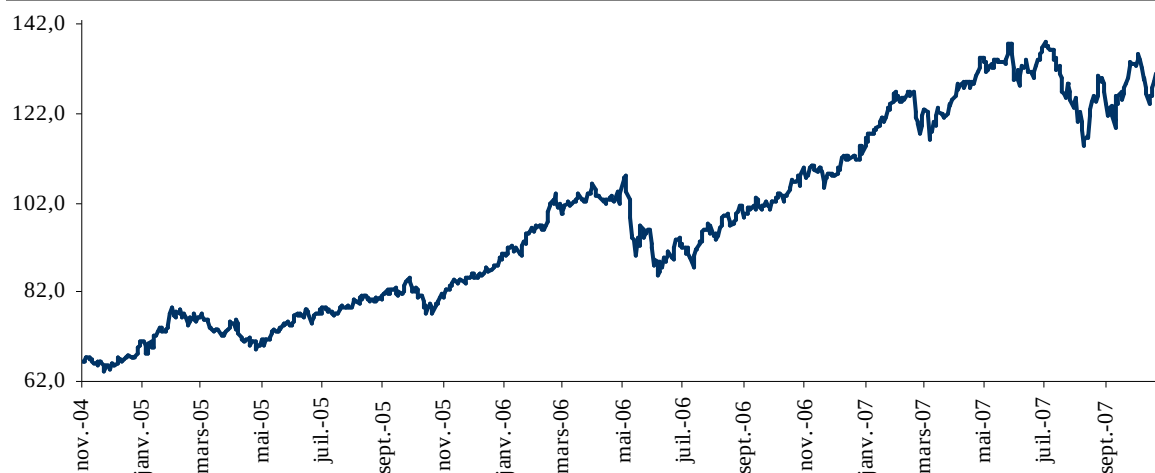


HOLCIM R

Nom de la société :	Holcim R		
Secteur :	Construction		
Marché de référence :	SWX Swiss Exchange		
Dernier cours de clôture :	132,00	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	138,20	Date :	25/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	105,40	Date :	28/11/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

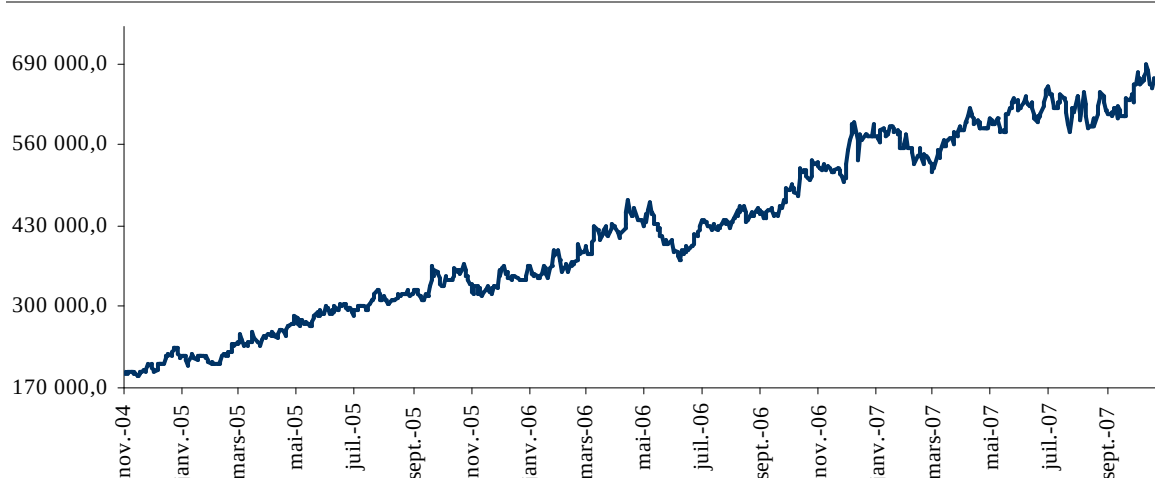
Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

**JAPAN TOBACCO**

Nom de la société :	Japan Tobacco		
Secteur :	Biens de consommation		
Marché de référence :	Bourse de Tokyo		
Dernier cours de clôture :	669 000	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	689 000	Date :	18/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	500 000	Date :	04/12/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

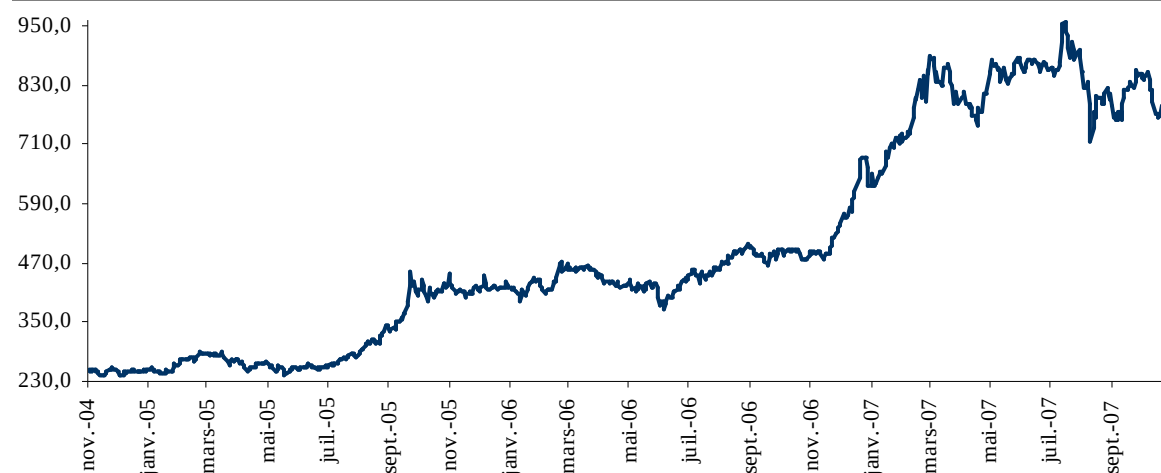


NIPPON STEEL CORP

Nom de la société :	Nippon Steel Corp		
Secteur :	Industrie		
Marché de référence :	Bourse de Tokyo		
Dernier cours de clôture :	759,00	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	958,00	Date :	23/07/2007
Plus bas sur 52 semaines :	478,00	Date :	20/11/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

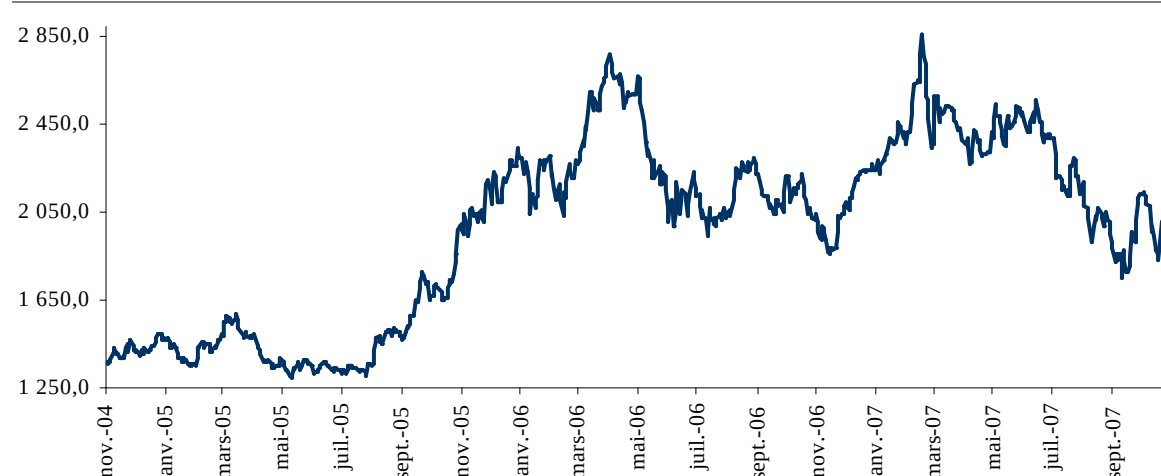


NOMURA HOLDINGS

Nom de la société :	Nomura Holdings		
Secteur :	Services financiers		
Marché de référence :	Bourse de Tokyo		
Dernier cours de clôture :	2 050,00	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	2 855,00	Date :	23/02/2007
Plus bas sur 52 semaines :	1 746,00	Date :	18/09/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

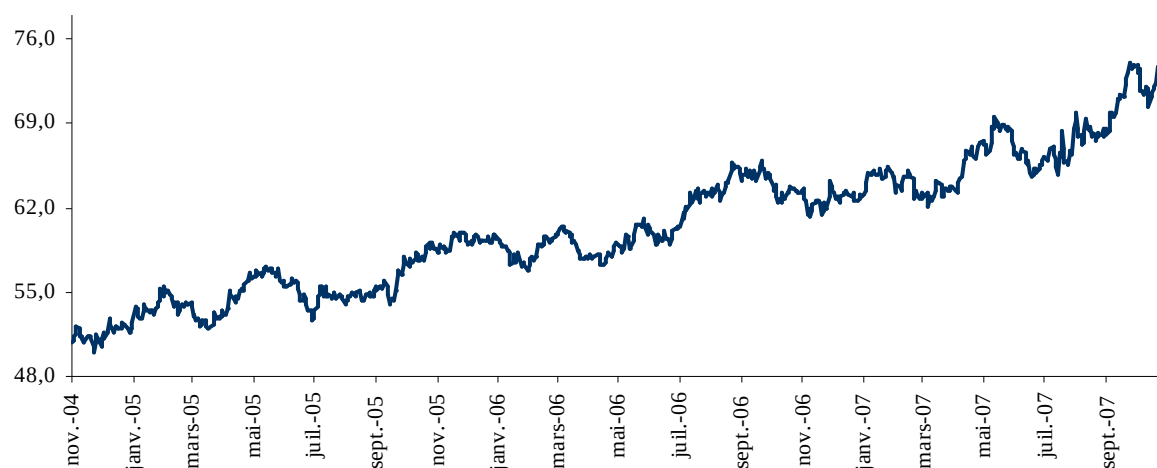


PEPSICO INC

Nom de la société :	PepsiCo Inc		
Secteur :	Agroalimentaire		
Marché de référence :	Bourse de New York		
Dernier cours de clôture :	73,72	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	74,01	Date :	25/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	61,24	Date :	15/11/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

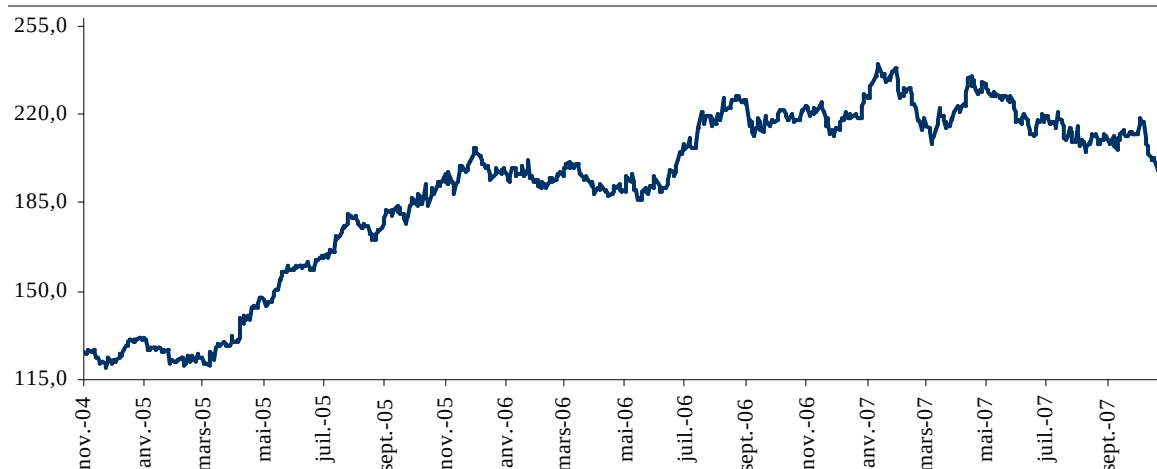
Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

**ROCHE HOLDING AG**

Nom de la société :	Roche Holding AG		
Secteur :	Santé		
Marché de référence :	SWX Swiss Exchange		
Dernier cours de clôture :	197,60	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	240,10	Date :	19/01/2007
Plus bas sur 52 semaines :	194,10	Date :	05/11/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

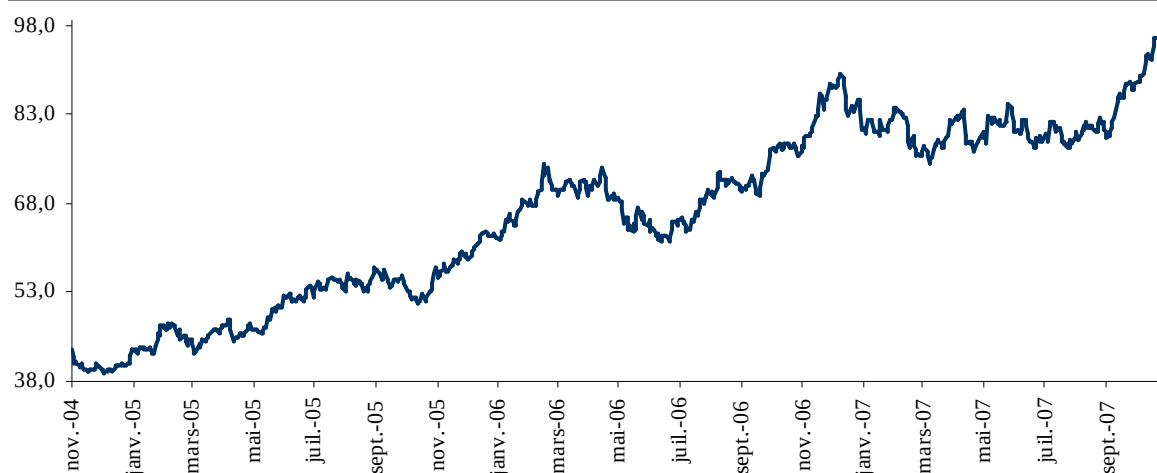


RWE AG

Nom de la société :	RWE AG		
Secteur :	Services publics		
Marché de référence :	XETRA Francfort		
Dernier cours de clôture :	94,24	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	96,04	Date :	25/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	74,72	Date :	14/03/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

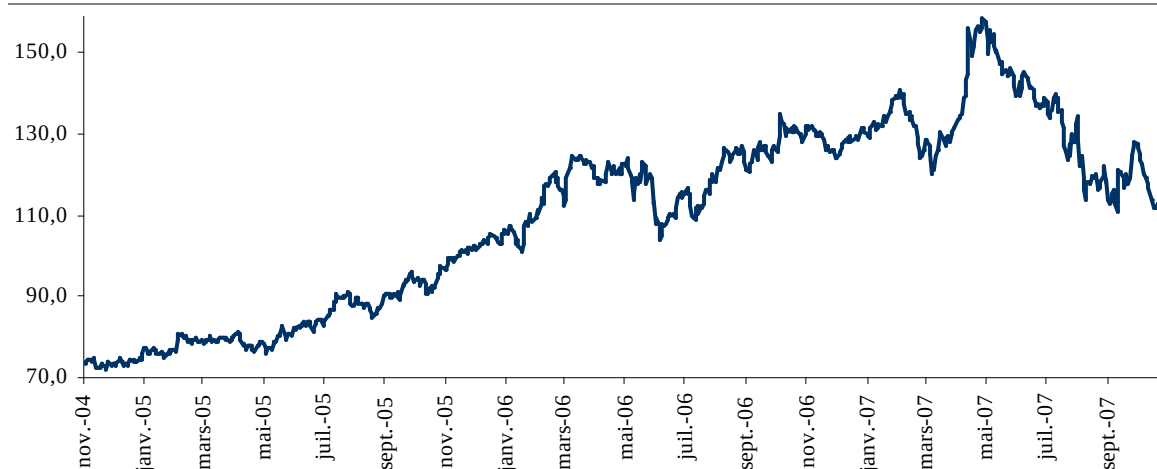


SOCIETE GENERALE

Nom de la société :	Société Générale		
Secteur :	Banque		
Marché de référence :	Euronext Paris		
Dernier cours de clôture :	115,86	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	158,42	Date :	04/05/2007
Plus bas sur 52 semaines :	105,14	Date :	07/11/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

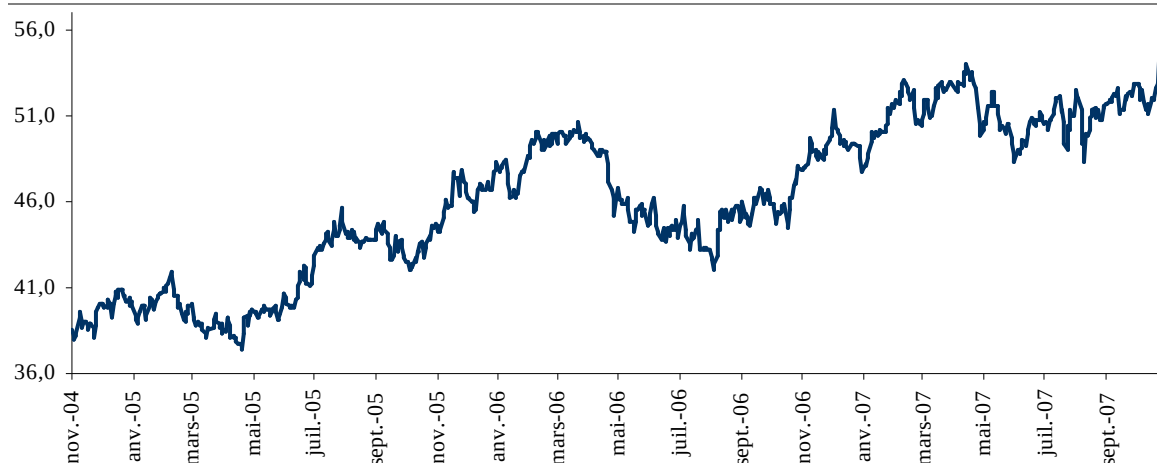


SUN LIFE FINANCIAL

Nom de la société :	Sun Life Financial		
Secteur :	Assurance		
Marché de référence :	Bourse de Toronto		
Dernier cours de clôture :	54,89	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	55,20	Date :	30/10/2007
Plus bas sur 52 semaines :	47,73	Date :	05/01/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

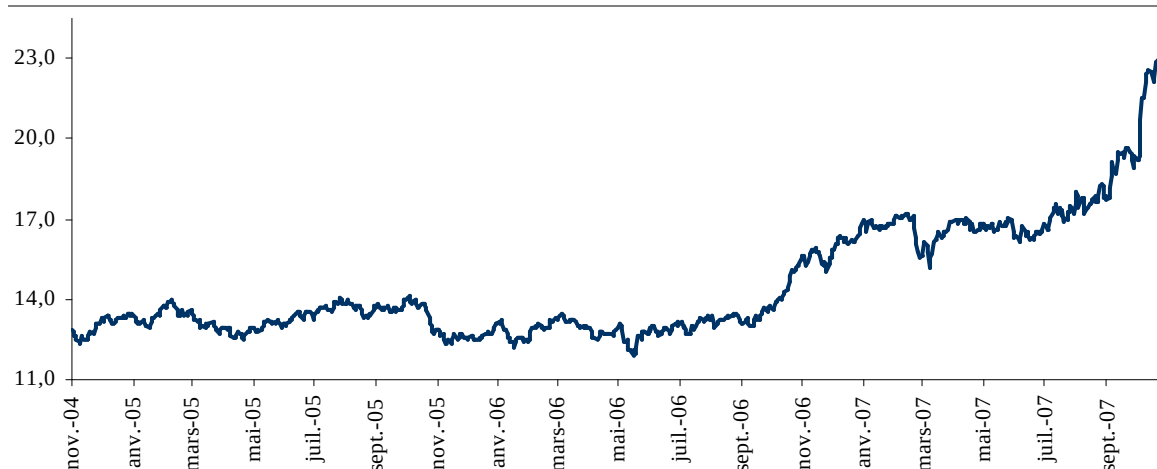


TELEFONICA SA

Nom de la société :	Telefonica SA		
Secteur :	Télécommunications		
Marché de référence :	Bourse de Madrid		
Dernier cours de clôture :	22,79	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	23,26	Date :	06/11/2007
Plus bas sur 52 semaines :	15,05	Date :	01/12/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

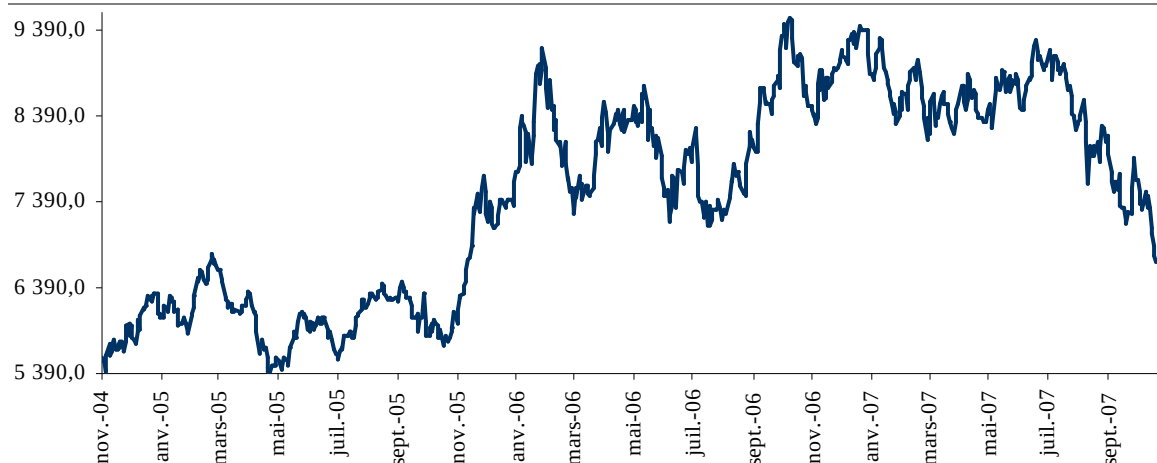


TOKYO ELECTRON LTD

Nom de la société :	Tokyo Electron Ltd		
Secteur :	Technologie		
Marché de référence :	Bourse de Tokyo		
Dernier cours de clôture :	6 710,00	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	9 430,00	Date :	27/12/2006
Plus bas sur 52 semaines :	6 300,00	Date :	07/11/2007

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

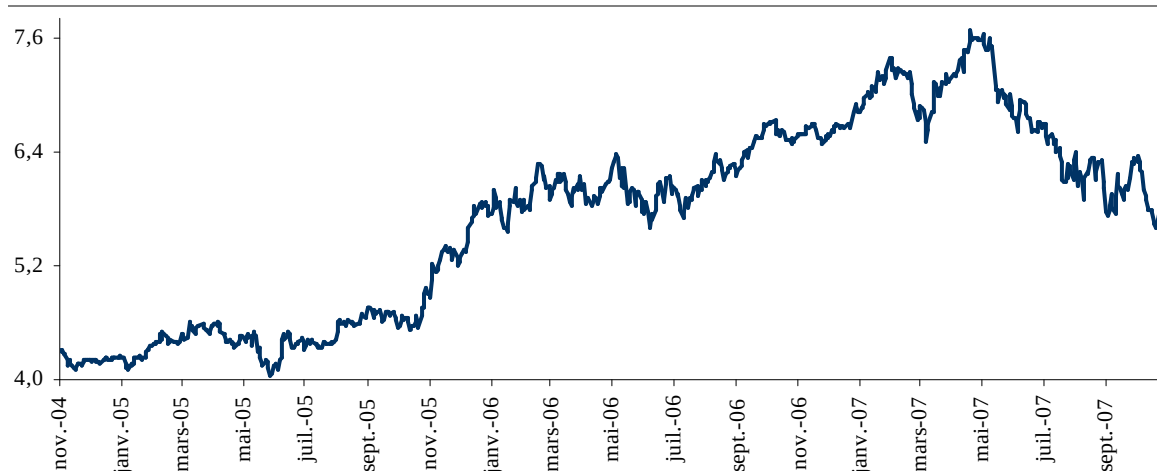
Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters

**UNICREDITO ITALIANO**

Nom de la société :	Unicredito Italiano		
Secteur :	Banque		
Marché de référence :	Bourse de Milan		
Dernier cours de clôture :	5,90	Date :	31/10/2007
Plus haut sur 52 semaines :	7,68	Date :	26/04/2007
Plus bas sur 52 semaines :	5,47	Date :	07/11/2006

Evolution quotidienne des cours de l'action sur les trois dernières années

Dates : 08/11/2004 au 07/11/2007 Source : Reuters



V. VALORISATION

L'Agent de Calcul assurera une valorisation quotidienne des obligations indexées, objet de la présente note d'information, qui sera publiée sur une page Reuters. Ladite page Reuters contiendra les éléments d'information suivants :

- Pour chaque Action(k) du Portefeuille :
 - ✓ Le cours de clôture à la date d'évaluation initiale, soit le 04 janvier 2008 ;
 - ✓ Le cours de clôture du jour précédant chaque date de publication ;
 - ✓ La performance réalisée.
- Le prix des obligations ;
- Les événements affectant les Actions(k) du Portefeuille et les éventuels ajustements.

VI. COTATION EN BOURSE

Date de cotation prévue	31 décembre 2007
Code	990117
Ticker	OB117
Procédure de première cotation	Cotation directe
Etablissement centralisateur	Attijariwafa bank 2, boulevard Moulay Youssef - Casablanca
Etablissement chargé de l'enregistrement de l'opération à la Bourse de Casablanca	Attijari Intermédiation 163, avenue Hassan II - Casablanca

VII. CALENDRIER DE L'OPERATION

Ordres	Etapas	Délais Au plus tard
1	Réception par la Bourse de Casablanca du dossier complet de l'opération	14 décembre 2007
2	Envoi par la Bourse de Casablanca de l'avis d'approbation et du calendrier de l'opération	14 décembre 2007
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la note d'information visée par le CDVM	14 décembre 2007
4	Publication de l'avis d'introduction des obligations émises dans le cadre de l'emprunt A	14 décembre 2007
5	Publication de l'extrait de la note d'information	18 décembre 2007
6	Ouverture de la période de souscription	24 décembre 2007
7	Clôture de la période de souscription	27 décembre 2007
8	Réception par la Bourse de Casablanca des résultats de l'opération	28 décembre 2007 Avant 10h
9	Cotation des obligations Annonce des résultats de l'opération au bulletin de la cote Enregistrement de la transaction en Bourse Règlement / Livraison	31 décembre 2007
10	Publication des résultats de l'opération	31 décembre 2007

VIII. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Type d'intermédiaires financiers	Nom	Adresse
Conseiller et coordinateur global de l'opération	Attijari Finances Corp.	163, Avenue Hassan II Casablanca
Organisme centralisateur et Chef de File du syndicat de placement	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca
Co-Chef de File	CDG Capital	Place Moulay El Hassan - BP 408 Rabat
Etablissement assurant le service financier de l'émetteur	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca

Garantie de bonne fin

Néant.

IX. MODALITES DE SOUSCRIPTION DES TITRES

IX.1. Période de souscription

La période de souscription à la présente émission débutera le 24 décembre 2007 et sera clôturée le 27 décembre 2007 inclus.

IX.2. Souscripteurs

Les souscripteurs visés par la présente émission sont les personnes physiques et morales marocaines et étrangères résidentes et non résidentes telles que définis ci-après :

- Les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- Les personnes morales de droit marocain :
 - ✓ les compagnies financières visées à l'article 14 du Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
 - ✓ les établissements de crédit visés à l'article premier du Dahir n°1-05-178 précité sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
 - ✓ les entreprises d'assurance et de réassurance agréées sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
 - ✓ la Caisse de Dépôt et de Gestion sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui la régissent ;
 - ✓ les organismes de retraite et de pension sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
 - ✓ les autres personnes morales.
- Les personnes morales de droit étranger ;
- Les personnes physiques marocaines et étrangères ;
- Les associations.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelque soit la catégorie de souscripteurs.

IX.3. Identification des souscripteurs

Les membres du syndicat de placement devront s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories prédéfinies. A ce titre, ils devront obtenir une copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à la catégorie, et la joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
OPCVM	Photocopie de la décision d'agrément : - Pour les fonds communs de placement (FCP), le certificat de dépôt au greffe du tribunal ; - Pour les SICAV, le modèle des inscriptions au registre de commerce.
Personnes morales de droit marocain	Modèle des inscriptions au registre de commerce comprenant l'objet social faisant ressortir leur appartenance à cette catégorie.
Personnes morales de droit étranger	Tout document faisant foi dans le pays d'origine et attestant de l'appartenance à la catégorie, ou tout autre moyen jugé acceptable par l'établissement placeur.
Personnes physiques marocaines résidentes et ressortissants marocains à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale.
Personnes physiques résidentes non marocaines	Photocopie de la carte de résident.
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document.
Associations	Photocopie des statuts et photocopie du récépissé du dépôt de dossier.

IX.4. Modalités de souscription

Les souscripteurs peuvent formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le montant et la nature de l'emprunt souscrit souhaités. Celles-ci sont cumulatives quotidiennement et les souscripteurs pourront être servis à hauteur de leur demande et dans la limite des titres disponibles.

Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'émission d'obligations indexées, objet de la présente note d'information.

Chaque souscripteur a la possibilité de soumissionner pour l'emprunt coté et/ou non coté.

Les membres du syndicat de placement seront tenus de recueillir les ordres de souscription auprès des souscripteurs à l'aide de bulletins de souscription, fermes et irrévocables, dûment remplis et signés par les souscripteurs, selon le modèle joint en annexe.

X. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES

X.1. Modalités de centralisation des ordres

Pendant la période de souscription, Attijariwafa bank est tenu de recueillir quotidiennement auprès de CDG Capital, l'état des souscriptions enregistrées dans la journée.

Par ailleurs, Attijariwafa bank et CDG Capital s'engagent à ne pas accepter de souscriptions collectées par une entité ne faisant pas partie du syndicat de placement.

X.2. Modalités d'allocation

Tout au long de la période de souscription, CDG Capital devra transmettre à l'établissement centralisateur, par fax n° 022 29 76 56, quotidiennement, à 16h00 au plus tard, l'état récapitulatif, définitif et consolidé, des souscriptions qu'il aura reçues.

Il sera alors procédé, quotidiennement à 18h00, à :

- la consolidation de l'ensemble des souscriptions ;
- et l'allocation selon la méthode définie ci-dessous.

Tout au long de la période de souscription, l'établissement centralisateur adressera quotidiennement aux membres du syndicat un état récapitulatif de l'allocation journalière et du reliquat des obligations.

Les souscripteurs seront servis au même taux à hauteur des montants demandés, compte tenu des modalités suivantes :

- Si les deux emprunts (coté et non coté) sont souscrits à hauteur de 250 000 000 Dh (deux cent cinquante millions de dirhams), il sera alors procédé à l'allocation des montants souscrits par chaque souscripteur à hauteur de sa demande ;
- Si le montant souscrit dans le cadre de l'emprunt A est supérieur à 250 000 000 Dh (deux cent cinquante millions de dirhams) et celui de l'emprunt B est inférieur à 250 000 000 dirhams ou inversement, il sera alors procédé à l'allocation prioritaire de l'emprunt sursouscrit, le reliquat sera alloué aux souscripteurs de l'autre emprunt ;
- Si les montants souscrits dans le cadre des deux emprunts sont supérieurs à 250 000 000 Dh (deux cent cinquante millions de dirhams), l'allocation des titres se fera au prorata, sur la base d'un taux d'allocation déterminé par le rapport : « Quantité offerte/Quantité demandée ».

Si le nombre de titres à répartir, en fonction de la règle du prorata déterminée ci-dessus, n'est pas un nombre entier, ce nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués, par pallier d'une obligation par souscripteur, avec priorité aux demandes les plus fortes.

Après l'obtention du visa de la note d'information par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), aucune modification ne pourra être effectuée au niveau des caractéristiques de l'opération ainsi qu'au niveau des modalités de souscription et d'allocation.

X.3. Modalités d'annulation des souscriptions

En cas d'échec de l'opération financière, les souscriptions seront annulées.

Toute souscription qui ne respecte pas les conditions contenues dans la présente note d'information est susceptible d'annulation par le chef de file.

XI. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES

XI.1. Modalités de versement des souscriptions

Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par le dépositaire des souscripteurs (Attijariwafa bank) auprès de Maroclear, à la date de jouissance prévue le 31 décembre 2007. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement et inscrits au nom des souscripteurs le 31 décembre 2007.

XI.2. Domiciliaire de l'émission

Attijariwafa bank est désigné en tant que domiciliaire de l'opération, chargé d'exécuter toutes les opérations inhérentes aux titres émis dans le cadre de l'émission, objet de la présente note d'information.

XI.3. Modalités de publication des résultats de l'opération

Les résultats de l'opération seront publiés par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote le 31 décembre 2007 pour l'emprunt A coté et par Attijari Finances Corp. dans le quotidien « l'Economiste » du même jour pour les deux emprunts.

XII. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

XII.1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

XII.1.1. Personnes Résidentes

Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- La raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- Le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit de restitution pour les bénéficiaires personnes morales et personnes physiques soumises à l'IR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - leur nom, prénom, adresse et numéro de la CIN ou de la carte de séjour pour les étrangers ;
 - leur numéro d'article d'imposition à l'IR.

XII.1.2. Personnes Non Résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XII.2. Plus values

XII.2.1. Personnes Résidentes

Personnes Physiques

Conformément aux dispositions de l'article 73 du code général des impôts (CGI), les profits nets de cession d'obligations et autres titres de créance sont soumis à l'IR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ; ou
- L'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ; ou
- L'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 68 du CGI, sont exonérés de l'impôt :

- Les profits ou la fraction des profits sur cession des obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours de l'année civile, n'excédant pas le seuil de 24 000 dh ;
- La donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment des frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession ou acquisition.

Personnes Morales

Conformément aux dispositions du CGI, les profits de cession des obligations et autres titres de créance sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

XII.2.2. Personnes Non Résidentes

Personnes Physiques

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créance réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Personnes Morales

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créance réalisés par les sociétés étrangères sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Toutefois, les plus-values réalisées sur les obligations et les autres titres de créance cotés à la Bourse des Valeurs sont exonérées.

XIII. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 0,27% HT du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

- Les frais légaux ;
- Le conseil juridique ;
- Le conseil financier ;
- Les frais de placement et de courtage ;
- La communication ;
- La cotation à la Bourse de Casablanca ;
- La commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

PARTIE III : PRESENTATION GENERALE DE SOMACOVAM

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières
Siège social	163, avenue Hassan II - Casablanca 20 000
Téléphone / télécopie	Téléphone : 022.42.87.21 Télécopie : 022.29.56.76
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Date de constitution	1969
Durée de vie de la société	99 ans
Registre du commerce	30463
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Objet social (article 5 des statuts)	« La société a pour objet principal : ▪ L'émission des valeurs mobilières, telles que des actions, des obligations et autres titres de créance, l'émission et l'acquisition d'instruments financiers de toute nature et la conclusion de tout contrat concourant à cet objet ; ▪ Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser son développement ou son extension. »
Capital social au 30/09/2007	5 000 000 Dh entièrement libéré, composé de 50 000 actions d'une valeur nominale de 100 Dh.
Documents juridiques	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social de SOMACOVAM.
Liste des textes législatifs applicables à l'émetteur	La société est régie par le droit marocain, la loi 17-95 promulguée par le Dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes, ainsi que par ses statuts. De par son appel public à l'épargne, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment : ▪ le Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01 ; ▪ le Dahir 1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables ; ▪ le Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi n°43-02 ; ▪ le Règlement Général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932- 98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR

II.1. Renseignements à caractère général

A la veille de la présente opération, le capital social de SOMACOVAM s'établit à 5 000 000 Dirhams, entièrement libéré. Il se compose de 50 000 actions d'une valeur nominale de 100 Dh chacune.

II.2. Historique du capital et de l'actionnariat

Au cours des cinq dernières années, le capital de SOMACOVAM n'a subi aucun changement.

II.3. Structure de l'actionnariat

Au 31.07.2007, le capital de SOMACOVAM s'élève à 5 000 000 dirhams, réparti en 50 000 actions d'une valeur nominale de 100 Dh chacune. La répartition du capital se présente comme suit :

Actionnaires	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
Attijariwafa bank	49 996	99,99%	99,99%
Mohamed El KETTANI	1	0,00%	0,00%
El Houssine SAHIB	1	0,00%	0,00%
Chakib ERQUIZI	1	0,00%	0,00%
Adil HAJJI	1	0,00%	0,00%
Total	50 000	100,00%	100,00%

Source : SOMACOVAM

III. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE SOMACOVAM

III.1. Conseil d'administration

SOMACOVAM est actuellement administrée par un conseil d'administration composé de 3 membres et présidé par Monsieur Chakib ERQUIZI.

Administrateurs	Date de nomination	Expiration du mandat
M. Chakib ERQUIZI Président Directeur Général	2007	2013
M. El Houssine SAHIB Administrateur	2007	2013
M. Adil HAJJI Administrateur	2007	2013

Source : SOMACOVAM

III.2. Autres mandats d'administrateur du Président

Néant.

III.3. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M.Chakib ERQUIZI : Président Directeur Général (39 ans)

M. Chakib ERQUIZI est diplômé de l'Institut National de Statistiques et d'Economie Appliquée (INSEA-Rabat), et est titulaire d'un Master de City University of Oklahoma (USA) en Business Administration.

M. Chakib ERQUIZI débute sa carrière à l'American Fidelity (USA) en 1994 en tant qu'actuaire. En 1996, il rejoint Citibank - Casablanca en tant que trésorier et siège au comité exécutif de la banque avant d'intégrer, en 1999, ABN AMRO Bank - Casablanca pour y occuper le poste de vice président des marchés de capitaux.

En 2002, M. ERQUIZI prend en charge la direction de la salle des marchés d'ABN AMRO – Arabie Saoudite.

M. ERQUIZI rejoint, en 2005, Attijariwafa bank pour prendre en charge la direction des activités des marchés de capitaux. En 2007, il est nommé responsable de la Banque des Marchés.

PARTIE IV : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWafa BANK

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Attijariwafa bank
Siège social	2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca 20 000
Téléphone / télécopie	Téléphone : 022.29.88.88 Télécopie : 022.29.41.25
Site Internet	www.attijariwafabank.com
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Date de constitution	1911
Durée de vie de la société	31 mai 2060 (99 ans)
Registre du commerce	R.C 333
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Objet social (article 5 des statuts)	« La société a pour objet de faire pour elle-même, en participation ou pour le compte de tiers : ▪ Toutes opérations de banque, de finance, de crédit et de commissions avec tous particuliers, associations, sociétés, administrations publiques, villes, personnes administratives et Etats ; ▪ Toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, toutes entreprises de toute nature ; ▪ Toutes opérations de conservation, surveillance et gestion de fortune et de biens, d'exécutions testamentaires, donations, attributions et répartitions de biens à terme fixe ou différées, ainsi que toutes opérations ayant pour objet d'assurer la représentation permanente et la continuité d'existence ; le tout pour le compte de tous particuliers majeurs, mineurs ou interdits, associations, groupements, sociétés ou personnes morales ; Le tout tant au Maroc qu'en tous pays quelconques. La société pourra réaliser son objet de toutes les manières et suivant toutes les modalités qui paraîtront appropriées, sans aucune restriction, notamment en donnant son concours à tous particuliers et à toutes associations ou sociétés déjà existantes, ou en constituant soit seule soit en participation avec des tiers toutes associations ou sociétés nouvelles, sous quelque forme que viendra, soit comme intermédiaire, soit par une intervention directe, soit par voie d'apports en nature ou de cession, soit par voie de souscription. Elle pourra réaliser son objet par elle-même ou par les succursales, agences, filiales ou maisons d'affiliés en tous pays quelconques. Les indications qui précèdent ne sont pas d'ailleurs limitatives mais simplement énonciatives, les opérations de la société devant comprendre tout ce qui, dans l'acceptation la plus large, est considéré comme faisant partie des opérations des maisons de banque et des établissements de crédit. La société peut, en représentation de ces opérations, créer et émettre pour son propre compte, des obligations à long ou à court terme ainsi que des bons de caisse. »
Capital social au 30/09/2007	1 929 959 600 Dh entièrement libéré, composé de 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 Dh.

Documents juridiques	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social d'Attijariwafa bank.
Liste des textes législatifs applicables au garant	De par sa forme juridique, Attijariwafa bank est régie par le droit marocain et la Loi n°17-95 promulguée par le Dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes. De par son activité, Attijariwafa bank est régie par le Dahir n° 1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. De par sa cotation sur la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment : ▪ le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00 et 52-01 ; ▪ le Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ; ▪ le Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01 ; ▪ le Dahir 1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables ; ▪ le Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi n°43-02 ; ▪ le Règlement Général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932- 98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; et ▪ le Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain.
Régime fiscal	Attijariwafa bank est soumise, en tant que société de financement, à l'impôt sur les sociétés (39,6%) et à la TVA (10%).
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DU GARANT

II.1. Renseignements à caractère général

Attijariwafa bank est née de la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc et Wafabank. Cette fusion a été effective au 1^{er} septembre 2004, les comptes d'Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2004 incluant 12 mois d'exercice BCM et 4 mois d'exercice Wafabank (du 1^{er} septembre au 31 décembre de l'exercice 2004).

A la veille de la présente opération, le capital social d'Attijariwafa bank s'établit à 1 929 959 600 Dirhams, entièrement libéré. Il se compose de 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 Dh chacune.

II.2. Historique du capital et de l'actionnariat

Au cours des cinq dernières années, le capital d'Attijariwafa bank a subi deux augmentations, la plus importante étant celle réalisée à l'occasion de l'OPA/OPE sur les titres Wafabank en 2004. Le détail de ces opérations se présente comme suit :

Exercice	Nature de l'opération	Capital social (avant opération)	Prix par action	Nombre d'actions émises	Montant total du capital social (après opération)
2003	Augmentation de capital en numéraire (Emission d'actions nouvelles en paiement du dividende de l'exercice 2002)	1 325 000 000 Dh	623 Dh	435 137	1 368 513 700 Dh
2004	- Offre publique d'achat sur les titres Wafabank - Offre publique d'échange sur les titres Wafabank - Offre publique de retrait	1 368 513 700 Dh	825 Dh 8 actions Wafabank pour 7 BCM	5 614 459 (OPA/OPE/OPR)	1 929 959 600 Dh

En date du 24 novembre 2003, la Banque Commerciale du Maroc et Sopar⁴ ont conclu un accord portant sur l'acquisition par la BCM de 100% du capital d'OGM détenu par Sopar, pour un montant de 2,081 Mrds dh⁵. Le holding OGM regroupe les participations de la famille KETTANI dans le secteur financier et contrôlait :

- 1 003 724 actions soit 15,54% du capital de Wafabank (20,65% des droits de vote),
- 2 467 439 actions soit 70,50% du capital de Wafa Assurance ; Wafa Assurance disposant elle-même d'une participation de 20,84% (26,00% des droits de vote) dans Wafabank.

En complément de l'opération d'acquisition de OGM, la BCM a lancé une opération d'offre publique d'achat et une offre publique d'échange visant 6 457 637 actions et représentant 100% du capital de Wafabank selon les conditions décrites ci-après :

- 825 Dh l'action dans le cadre de l'OPA ;
- parité d'échange de 7 actions BCM offertes pour 8 actions Wafabank présentées dans le cadre de l'OPE.

En réponse à l'OPA-OPE qui s'est déroulée du 26 avril 2004 au 10 mai 2004 inclus, 6 404 561 actions Wafabank ont été apportées à la Banque Commerciale du Maroc représentant 99,18% du capital et des droits de vote de Wafabank (98,78% dans le cadre de l'OPE et 0,4% dans le cadre de l'OPA).

Suite à cette opération, la Banque Commerciale du Maroc a procédé à une offre publique de retrait obligatoire, au prix unitaire de 825 Dh, sur la totalité des actions Wafabank non directement détenues par elle, soit 53 076 actions demeurant en circulation. Un solde de 34 038 actions Wafabank n'ayant pas

⁴ Holding détenant les participations de Feu Moulay Ali KETTANI

⁵ Acquisition par fonds propres

été apporté à l'opération de retrait obligatoire a été échangé selon les mêmes modalités de l'OPE, lors de la décision de fusion entre BCM et Wafabank.

II.3. Pactes d'actionnaires

Néant.

II.4. Structure de l'actionariat

Au 30.09.2007, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 1 929 959 600 dirhams, réparti en 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 dh chacune. La répartition du capital se présente comme suit :

Actionnaires	Adresse	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
<u>Actionnaires nationaux</u>		12 024 489	62,30%	62,30%
ONA	C/° ONA 61 Rue d'Alger - Casablanca	2 880 033	14,92%	14,92%
F3I	C/° ONA 61 Rue d'Alger - Casablanca	2 848 809	14,76%	14,76%
Groupe MAMDA & MCMA	16 Rue Abou Inane - Rabat	1 499 404	7,77%	7,77%
RMA-AL WATANYA	83 Avenue des FAR - Casablanca	763 563	3,96%	3,96%
WAFA CORP	42 Bd Abdelkrim Al Khattabi - Casablanca	711 953	3,69%	3,69%
WAFA Assurances	1 Bd Abdelmoumen - Casablanca	855 505	4,43%	4,43%
AXA Assurances Maroc	120 Avenue Hassan II - Casablanca	726 018	3,76%	3,76%
SNI	Angle Rue d'Alger et Duhaume - Casablanca	673 203	3,49%	3,49%
CDG	140 Place My El Hassan - Rabat	469 481	2,43%	2,43%
CIMR	Bd Abdelmoumen - Casablanca	462 070	2,39%	2,39%
Divers actionnaires marocains	NA*	134 450	0,70%	0,70%
<u>Actionnaires étrangers</u>		4 400 538	22,80%	22,80%
Santusa Holding	Paseo de La Castellana N° 24 - Madrid (Espagne)	2 808 581	14,55%	14,55%
Caja De Madrid	Eloy Gonzalo N° 10-28010 - Madrid (Espagne)	660 465	3,42%	3,42%
Unicredito Italiano	1 Piazza Corduzio 2010 - Milan (Italie)	397 500	2,06%	2,06%
Crédit Agricole Investors	91/93 Bd Pasteur 6 ^{ème} étg Bureau 30615 - Paris (France)	277 200	1,44%	1,44%
Banco Santander Central Hispano International	Ciudad Grupo Santander. Avda. De Cantabria, s/n - 28660 - Boadilla del Monte – Madrid (Espagne)	2 108	0,01%	0,01%
Divers actionnaires étrangers	NA*	254 684	1,32%	1,32%
<u>Flottant</u>		2 874 569	14,89%	14,89%
Petits porteurs marocains	NA*	1 860 555	9,64%	9,64%
OPCVM	NA*	836 544	4,33%	4,33%
Personnel de la banque	NA*	177 470	0,92%	0,92%
Total		19 299 596	100,00%	100,00%

Source : Attijariwafa bank – * Non applicable

II.5. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

F3I

Activité	Holding
Chiffre d'affaires au 31.12.2006 - Mdh	98,5
Résultat net au 31.12.2006 - Mdh	72,7
Situation nette au 31.12.2006 - Mdh	2 373,3
Actionnariat au 31.12.2006	ONA : 99,99%

ONA

Activité	Holding
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2006 - Mdh	28 861
Résultat net part du groupe au 31.12.2006 - Mdh	1 036
Situation nette au 31.12.2006 - Mdh	15 004
Actionnariat au 31.12.2006	SNI : 33,30%
	Assurances : 18,13%
	Banques : 2,89%
	Siger : 5,00%
	Autres institutionnels marocains : 3,94%
	Institutionnels étrangers : 12,30%
	Flottant : 25,71%

MAMDA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2006 - Mdh	305
Résultat net au 31.12.2006 - Mdh	280
Situation nette au 31.12.2006 - Mdh	1 941
Actionnariat au 31.12.2006	Etat

MCMA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2006 - Mdh	431
Résultat net au 31.12.2006 - Mdh	413
Situation nette au 31.12.2006 - Mdh	2 356
Actionnariat actuel au 31.12.2006	Etat

SANTANDER GROUP

Santusa Holding porte les participations du Groupe Santander dans Attijariwafa bank.

Activité	Banque
Produit Net Bancaire au 31.12.2006 - MEuro	22 615
Résultat net part du groupe au 31.12.2006 - MEuro	7 596
Situation nette au 31.12.2006 - MEuro	47 072,3
Actionnariat au 31.12.2006	Botin Family : 2,5%
	Intesa San Paolo : 1,5%
	Generali : 1,3%
	Mutua Madrileña : 1,2%
	Flottant : 93,5%

III. MARCHE DES TITRES D'ATTIJARIWAFABANK

III.1. Caractéristiques des actions Attijariwafabank

Les actions d'Attijariwafabank sont cotées à la Bourse de Casablanca sous le code 20 500 (ATW J 010703). Au 30 septembre 2007, le flottant du titre Attijariwafabank s'élève à 14,89% du capital social de la banque. La performance réalisée par le titre Attijariwafabank depuis son inscription à la cote de la Bourse de Casablanca (soit le 01/01/2005) jusqu'au 28 septembre 2007 ressort à 238,8%.

Au titre de l'exercice 2006, Attijariwafabank a procédé à la distribution d'un dividende de 45 dirhams par action proposé par le conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire. Sur la base du cours au 28 septembre 2007 (3 219 Dh par action), le rendement du dividende ressort à près de 1,4%.

III.2. Émission de titres de créance

En février 2007, Attijariwafabank a émis deux emprunts obligataires subordonnés portant sur un montant global de 2 milliards de dirhams.

IV. NOTATION

Standard & Poor's, l'agence américaine de notation, a renouvelé dans son rapport du 24 novembre 2006, la notation du risque de contrepartie d'Attijariwafabank pour la porter à BB+ pour le long terme et à B pour le court terme, en plus d'un avis qui qualifie de stables les perspectives de développement du groupe.

Le rating de 2006 consacre la position de la banque dans le système des banques commerciales marocaines, l'amélioration de sa rentabilité et la qualité de ses actifs, la grande disponibilité de liquidités et les relations privilégiées avec le groupe ONA. L'agence de rating new-yorkaise relève toutefois une capitalisation moyenne d'Attijariwafabank au vu de sa stratégie agressive de développement régional et une concentration des engagements de la banque sur des portefeuilles « grands comptes ».

L'agence estime que la situation d'Attijariwafabank est stable du fait que la banque continuera à profiter de son importance sur le marché marocain, de sa forte liquidité et capacité de financement. Selon l'agence de notation, les ratings de la banque peuvent progresser si Attijariwafabank améliore de manière significative la qualité de ses actifs, sa rentabilité et sa capitalisation. Aussi, selon le même rapport, les notes attribuées à AWB pourraient se détériorer suite à une conjoncture économique défavorable, à la dégradation des relations avec l'ONA ou si la stratégie de développement à l'international s'avère plus risquée que prévu.

Dans son rapport, Standard & Poor's souligne que la diversification des métiers du groupe Attijariwafabank fait de lui un partenaire de 1^{er} choix pour une clientèle exigeante et diversifie ses sources de revenus. Soutenue par une solide équipe managériale, la stratégie de développement du groupe est structurée autour de deux principaux axes :

- L'élargissement de la base de clientèle du groupe par une politique soutenue de proximité, et plus spécialement le développement de partenariats avec les TPE et PME ;
- Le renforcement de la présence du groupe sur les marchés extérieurs à travers un positionnement de référence auprès des MRE et des acquisitions ciblées en Afrique.

A noter que Standard & Poor's n'a pas pris en compte l'émission d'obligations subordonnées, objet de la présente note d'information, pour la détermination des ratings cités ci-dessus.

V. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWAFABANK

V.1. Conseil d'administration

Attijariwafabank est actuellement administrée par un conseil d'administration composé de 12 membres et présidé par Monsieur Mohamed EL KETTANI.

Administrateurs	Date de nomination*	Expiration du mandat
M. Mohamed EL KETTANI Président du Conseil d'Administration	2007	2013
M. Saâd BENDIDI Vice-Président	2007	2013
M. Antonio ESCAMEZ TORRES Vice-Président	2006	2012
M. Mounir EL MAJIDI Président Directeur Général Siger	2003	2009
M. Hassan BOUHEMOU Président Directeur Général SNI	2005	2011
M. José REIG Administrateur	2006	2012
M. Abed YACOUBI SOUSSANE Administrateur	2005	2011
M. Javier HIDALGO BLAZQUEZ Administrateur	2006	2012
M. Manuel VARELA Sous-directeur général Grupo Santander	2002	2008
M. Matias AMAT ROCA Directeur Général Corporacion Financiera Caja de Madrid	2002	2008
M. Hassan OURAGLI Directeur de la Stratégie Financière Groupe ONA	2007	2013
Mme Wafaa GUESSOUS Secrétaire du Conseil	2000	-

Source : Attijariwafa bank - * Nomination ou renouvellement de mandat

Il n'existe aucun lien d'alliance ou de parenté des administrateurs avec des dirigeants d'Attijariwafa bank.

Le conseil d'administration prévoit, dans sa composition, la présence d'administrateurs indépendants. En outre, un règlement intérieur définit les missions ainsi que les modalités d'organisation et de tenue des réunions. Il précise également les missions et les modalités de travail des comités spécialisés.

La charte de l'administrateur regroupe l'ensemble des droits et obligations liés à la fonction d'administrateur, notamment sur le plan de la confidentialité des informations, de la gestion des conflits d'intérêts et des opérations portant sur la valeur de la banque.

V.2. Comités issus du Conseil d'Administration

Il s'agit du Comité Stratégique, du Comité des Grands Risques, du Comité d'Audit et des Comptes et du Comité des Nominations et des Rémunérations.

■ Comité Stratégique

Emanant du conseil d'administration, le Comité Stratégique a une mission de pilotage stratégique et de surveillance du groupe dans ses différents métiers, au Maroc et à l'international.

Composé de 5 administrateurs non dirigeants, le Comité Stratégique se réunit tous les 2 mois.

■ Comité des Grands Risques

Emanant du Conseil d'Administration, le Comité des Grands Risques statue sur les engagements et les investissements au-delà d'un certain seuil.

Composé de 3 membres, le comité des Grands Risques se réunit toutes les 2 semaines.

■ Comité d'Audit et des Comptes

Composé de 5 administrateurs non dirigeants, le comité d'Audit et des Comptes se réunit une fois par trimestre.

Le comité d'Audit et des Comptes a pour missions :

- d'évaluer la manière d'établir et d'arrêter les comptes sociaux et consolidés, y compris la méthodologie de détermination des provisions, selon les principales catégories de risques ;
- d'examiner l'adéquation des dispositifs et procédures de contrôle interne aux activités exercées et aux risques encourus ;
- de veiller à la qualité des procédures permettant d'assurer la conformité de l'activité du groupe avec les lois et règlements en vigueur au Maroc et à l'étranger ;
- d'examiner, outre les comptes annuels, semestriels et trimestriels sociaux et consolidés, le rapport sur le contrôle interne relatif à la mesure et au suivi des risques ainsi que les rapports de Bank Al Maghrib ;
- de formuler un avis sur la désignation ou le renouvellement des commissaires aux comptes et sur le montant des honoraires sollicités pour l'exécution des missions de contrôle légal ;
- de s'assurer de l'indépendance des commissaires aux comptes ;
- d'examiner le programme de travail des auditeurs externes et internes et des commissaires aux comptes et d'être destinataire de leurs rapports ou d'une synthèse périodique de ces rapports ;
- de veiller aux suites données aux rapports émis par les auditeurs externes, internes et par l'inspection de Bank Al Maghrib ;
- d'examiner la politique de maîtrise des risques et de suivi des engagements hors bilan au vu notamment des notes préparées à cet effet par l'audit des risques et les commissaires aux comptes.

■ Comité des Nominations et des Rémunérations :

Le comité des Rémunérations est composé de 3 administrateurs, répartis en deux sous-comités :

- le sous-comité, composé de 2 administrateurs, propose au conseil la nomination du Président Directeur Général et les critères de détermination et de versement de sa rémunération globale, y compris les conditions d'indemnisation en cas de départ ;
- le sous-comité, composé de 3 administrateurs, examine sur proposition du Président Directeur Général, pour les soumettre au conseil, les nominations et la rémunération des membres du comité de direction et du comité exécutif, ainsi que des dirigeants des principales filiales.

Les sous-comités issus du comité des Nominations et des Rémunérations se réunissent au moins une fois par an, après l'arrêté des comptes de l'exercice ou à la demande du Président Directeur Général.

V.3. Autres mandats d'administrateur du Président Mohamed EL KETTANI

M. Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général d'Attijariwafa bank est également administrateur dans les sociétés suivantes :

Sociétés	Fonction
Wafasalaf	Administrateur
Wafa Immobilier	Administrateur
Wafabail	Administrateur
Wafa LLD	Administrateur
Wafacash	Administrateur
Attijari Finances Corp	Président
Agram Gestion	Administrateur Représentant Attijari Invest
Wafa Assurance	Administrateur Représentant OGM
Wafa Gestion	Représentant permanent Attijariwafa bank
Capri	Président du Conseil d'Administration
Attijari International Bank	Président du Conseil d'Administration
Attijariwafa bank Europe	Administrateur
Attijari bank Sénégal	Administrateur
Attijari bank Tunisie	Représentant Attijariwafa bank
OGM SA	Président
Wafacorp	Président
BCM Corp	Administrateur
Fondation AWB	Président
Fondation Actua	Président
MAMDA/ /MCMA	Administrateur Représentant Attijariwafa bank
Bank Al Amal	Administrateur
Somed	Administrateur
Regional Gestion	Président CA
ONA	Administrateur
SNI	Administrateur

Source : Attijariwafa bank

VI. ORGANES DE DIRECTION

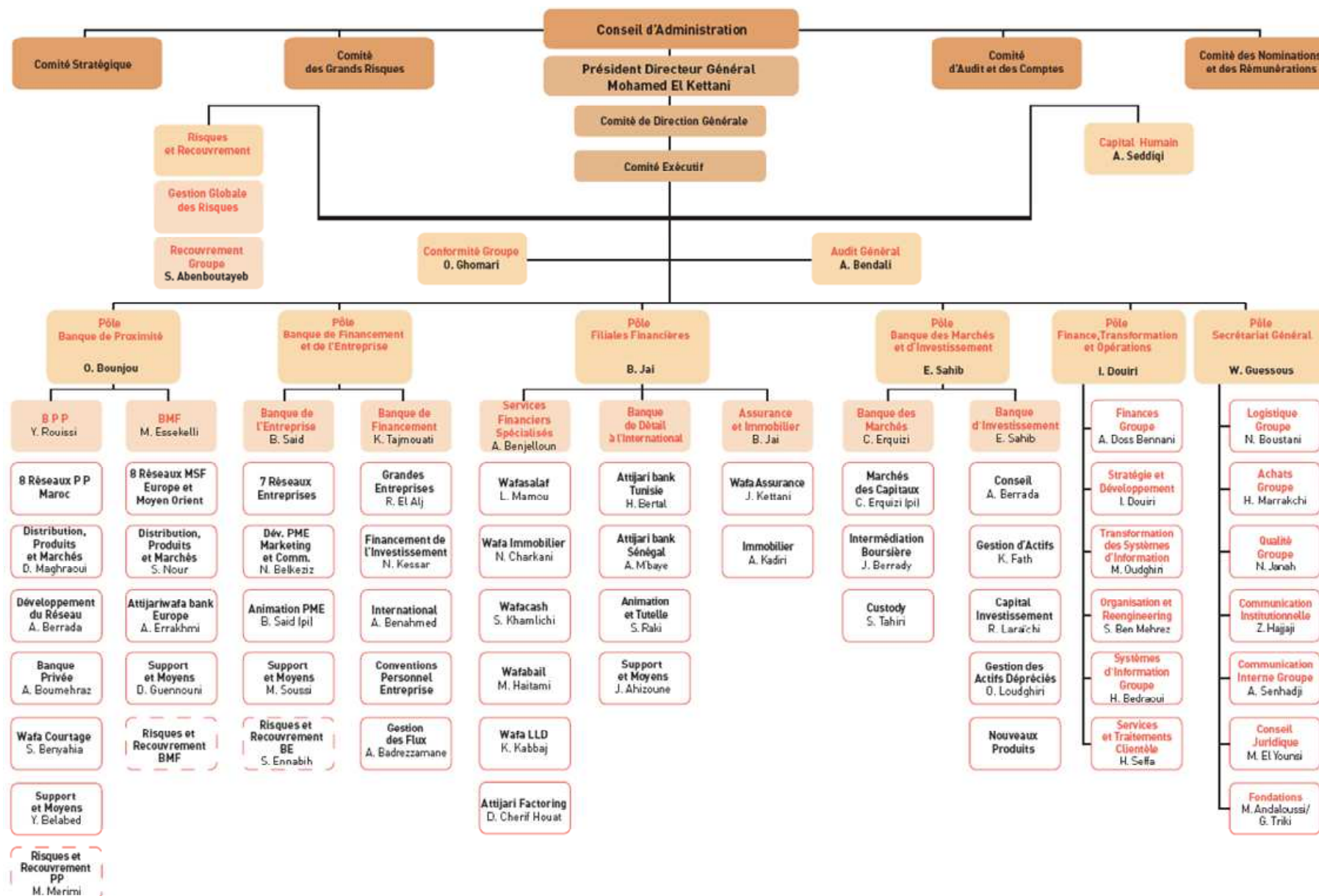
Le groupe Attijariwafa bank est dirigé par M. Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général.

VI.1. Organisation

Attijariwafa bank a adopté le 13 septembre 2006 un nouveau mode de gouvernance pour s'adapter à la nouvelle dimension acquise par le groupe et à l'ampleur de son projet de développement. Les évolutions introduites portent sur :

- La réorganisation des comités issus du conseil d'administration et composés d'administrateurs. Il s'agit du Comité Stratégique, du Comité des Grands Risques, du Comité d'Audit et des Comptes et du Comité des Nominations et des Rémunérations ;
- Une supervision stratégique accrue et une impulsion plus forte du président sur les grandes fonctions qui préparent l'avenir. Relevant directement du Président Directeur Général, celles-ci sont organisées autour d'une fonction « Capital Humain », d'une fonction « Risques », d'un pôle « Finance & Transformation & Opérations » et d'un pôle « Secrétariat Général » ;
- L'organisation des entités commerciales en quatre pôles opérationnels. Cette configuration permettra au groupe de mieux affronter la concurrence et les évolutions de l'environnement ;
- La revue du dispositif des comités internes pour promouvoir une culture de management participatif et renforcer les synergies. Les comités concernés sont le Comité de Direction Générale, le Comité Exécutif et les Comités de gestion et de contrôle.

Suite à cette réorganisation, l'organigramme du groupe se décline comme suit :



VI.2. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M. Mohamed EL KETTANI : Président Directeur Général (48 ans)

M. Mohamed EL KETTANI, Ingénieur de formation de l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées (ENSTA-Paris-Promotion 1983), a entamé sa carrière à la Banque Commerciale du Maroc en janvier 1984 en tant qu'Ingénieur Conseil au sein du Département des Crédits d'Investissement dont il assure la direction dès 1985.

Ses responsabilités sont élargies au département des crédits à l'export qu'il met en place en 1988 et il participe alors avec succès au développement des engagements de la banque dans les créneaux des crédits à l'investissement et à l'export. Il accède ensuite en 1989 à la direction centrale du crédit et de l'ingénierie financière.

M. Mohamed EL KETTANI est nommé en 1994 Directeur Général Adjoint responsable de la direction générale des crédits et des activités parabancaires.

En mars 2003, il est promu Directeur Général d'Attijariwafa bank, en charge de la Banque de l'Entreprise, de la Banque d'Investissement et de la Banque Privée, Gestion d'Actifs et Assurance puis du pôle Banque de Financement et de l'Entreprise dans le cadre de la nouvelle organisation.

Depuis septembre 2007, M. EL KETTANI assure la présidence du groupe Attijariwafa bank.

Parallèlement, M. Mohamed EL KETTANI est administrateur de Bank Al Amal, de Samed, de MAMDA-MCMA, de SNI et de l'ONA.

M. Omar BOUNJOU : Directeur Général - Pôle Banque de Proximité (47 ans)

Ingénieur Ponts et Chaussées (ENPC Paris) et Docteur en Economie (Université Panthéon – Sorbonne), M. BOUNJOU a intégré le Groupe en tant que Directeur Général de Wafasalaf en 1988. M. Bounjou a occupé les postes de Directeur Général de Wafa Immobilier, Directeur Marketing et Communication MPP de Wafabank, Directeur du Marché des Particuliers et Professionnels et Directeur des Services Financiers Spécialisés.

Dans le cadre de la nouvelle structure, M. BOUNJOU occupe le poste de Directeur Général en charge de la « Banque de Proximité ».

M. Boubker JAI : Directeur Général - Pôle Filiales Financières (50 ans)

M. Boubker JAI intègre, en 1976, l'Ecole Centrale de Paris. Il en sort diplômé en 1979 ainsi que titulaire d'un DEA en sols structures.

M. Boubker JAI entame sa carrière professionnelle dans l'informatique à la Société de Services Parisienne où il est chargé du développement de systèmes de gestion à destination de grandes entreprises françaises et multinationales. En 1982, il soutient avec succès une thèse de doctorat d'ingénieur en sols structures.

De retour au Maroc en 1983, il effectue le service civil obligatoire à l'école Hassania des ingénieurs en tant que professeur de mécanique.

M. Boubker JAI intègre la Banque Commerciale du Maroc en octobre 1984 en qualité de chargé de mission auprès du président, responsable de projets ayant trait à la modernisation des structures et moyens de la banque dont notamment la conception et la mise en œuvre du schéma directeur d'organisation et d'informatique.

Il accède à la direction de l'informatique et de l'organisation en 1988 et entame alors la refonte complète du système d'information de la banque. Parallèlement, il conduit en 1992 le projet de fusion absorption de la Société de Banque et de Crédit.

Une année plus tard, ses responsabilités sont élargies à la stratégie et à cet égard, il dirige une équipe pluridisciplinaire pour la conception du plan stratégique de la banque 1994/1997. En 1995, il est nommé directeur général adjoint et en février 2001, il prend en charge la Direction Générale de l'Exploitation.

En mars 2003, il est promu Directeur Général, responsable du pôle « Banque de Détail » puis Directeur Général en charge des « supports et moyens » du Groupe.

Actuellement, M. JAI est en charge du pôle Filiales Financières.

M. Boubker JAI est par ailleurs président de la société Interbank, administrateur du Centre Monétique Interbancaire et membre du conseil d'administration de Visa International zone CEMA en tant que représentant du Maghreb et de l'Afrique (hors Afrique du Sud).

M. El Houssine SAHIB : Directeur Général Adjoint - Pôle Banque des Marchés et d'Investissement (36 ans)

Diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris et de l'ENSAE, M. El Houssine SAHIB démarre son parcours professionnel à Crédit du Maroc Capital, après avoir effectué un passage à la Banque de France et à la Caisse de Dépôt et de Consignation. Il rejoint la BCM en juin 2003 en tant que responsable de la Stratégie et du Développement. Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. El Houssine SAHIB est nommé responsable du pôle Banque des Marchés et d'Investissement.

M. Ismail DOUIRI : Directeur Général Adjoint - Pôle Finance, Transformation et Opérations (36 ans)

M. Ismail DOUIRI est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris et de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, et est titulaire d'un MBA de HARVARD University en Business Administration.

M. Ismail DOUIRI débute sa carrière à Westinghouse Electric Corporation en 1992 en tant qu'ingénieur développeur. En 1994, il rejoint CFG Group en tant que directeur de la recherche et directeur des systèmes d'information avant d'intégrer Morgan Stanley en 1999, en tant qu'Associate au sein du groupe Télécommunications de la division Investment Banking. En 2000, M. Ismail DOUIRI fonde la société DIAL Technologies S.A spécialisée dans les offres de services de données aux utilisateurs du téléphone mobile, au Maroc et dans la région MENA. Dans le même temps, M. Ismail DOUIRI intègre l'équipe de MCKINSEY & CO en tant qu'Associate au sein de la cellule du bureau de Genève chargée de l'Afrique du Nord. M. Ismail DOUIRI rejoint Attijariwafa bank pour prendre en charge la Stratégie & Développement du Groupe.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. DOUIRI est en charge du pôle « Finance, Transformation et Opérations ».

Mme Wafaa GUESSOUS : Secrétaire Général (48 ans)

Titulaire d'une maîtrise de gestion et d'un DEA en stratégie des organisations de Paris IX Dauphine, Mme Wafaa GUESSOUS intègre la BCM en 1984 en tant que chargée de portefeuille entreprise en agence. Après un passage à la direction du développement, puis à la communication, elle prend en charge le marché des particuliers. Ses fonctions sont ensuite élargies au département de la bancassurance, qu'elle met en place en 1992. Elle est nommée en 1994, responsable de la direction du marché des particuliers, de la bancassurance et de la communication. En mars 2003, Mme Wafaa GUESSOUS a été nommée en tant que responsable de la communication. Elle occupe dans le cadre de la nouvelle organisation, le poste de Secrétaire Général.

VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

VII.1. Comité de Direction Générale

Le comité de direction générale réunit mensuellement les responsables de pôles sous la présidence du Président Directeur Général. Ce comité assure une vue synthétique des activités opérationnelles dans les différents secteurs, le pilotage des grands projets stratégiques et la préparation des questions à soumettre au conseil d'administration, dans une démarche collégiale.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Boubker JAI	Directeur Général	2003
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général	2003
M. El Houssine SAHIB	Directeur Général-Adjoint	2006
M. Ismail DOUIRI	Directeur Général-Adjoint	2006
Mme Wafaâ GUESSOUS	Secrétariat Général	2003

Source : Attijariwafa bank

VII.2. Comité exécutif

Le comité exécutif, présidé également par le Président Directeur Général, assure la gestion opérationnelle et administrative du groupe. D'une périodicité hebdomadaire, le comité exécutif est composé des membres de la direction générale et des responsables des principaux domaines d'activité.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Boubker JAI	Directeur Général - Pôle Filiales Financières	2003
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général - Pôle Banque de Proximité	2004
M. Ismail DOUIRI	DGA - Pôle Finance, Transformation et Opérations	2006
M. El Houssine SAHIB	DGA - Pôle Banque des Marchés et d'Investissement	2006
Mme Wafaâ GUESSOUS	Secrétariat Général - Pôle Secrétariat Général	2003
M. Youssef ROUISSI	Banque des Particuliers et Professionnels	2005
M. Mouâwia ESSIILLI	Banque des Marocains sans Frontière	2005
M. Brahim SAID	Banque de l'Entreprise	2006
M. Karim TAJMOUATI	Banque de Financement	2006
M. Amin BENJELLOUN TOUIMI	Services Financiers Spécialisés	2005
M. Abdellatif SEDDIQI	Capital Humain	2006
M. Abdeljaouad DOSS BENNANI	Finances Groupe	2004
M. Mounir OUDGHIRI	Schéma Directeur SI	2005
M. Omar GHOMARI	Conformité Groupe	2007
M. Hassan BEDRAOUI	Systèmes d'Information Groupe	2007
M. Chakib ERQUIZI	Marché des Capitaux	2007
M. Hicham SEFFA	Services et Traitements Clientèle	2007

Source : Attijariwafa bank

VII.3. Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

La rémunération du conseil d'administration d'Attijariwafa bank s'établit à 4 Mdh, au titre des jetons de présence. Cette somme globale inclut tous les frais annexes inhérents aux déplacements liés au conseil. Chaque administrateur reçoit 40 000 dirhams par séance du conseil.

Par ailleurs, la rémunération brute annuelle des membres de direction au titre de l'exercice 2006 s'élève à 33,6 Mdh. De même que les prêts accordés aux membres de direction totalisent 51,3 Mdh à fin 2006.

VII.4. Intéressement et participation du personnel

En dehors du plan d'actionnariat réalisé en septembre 2005 dans le cadre de l'OPV réservée aux salariés du groupe Attijariwafa bank, il n'existe aucun plan d'intéressement particulier pour le personnel d'Attijariwafa bank.

Cette première OPV du groupe Attijariwafa bank a porté l'actionnariat des salariés à 0,89% du capital. Elle s'inscrit dans un plan à long terme qui devrait permettre au personnel de détenir 3% du capital de la banque.

PARTIE V : ACTIVITÉ DE SOMACOVAM

I. HISTORIQUE DE SOMACOVAM

1969	Création de SOMACOVAM « Société Marocaine de Courtage en Valeurs Mobilières » en tant que société de bourse.
1999	Adoption de nouveaux statuts en conformité avec les dispositions du Dahir portant loi N°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs, modifiées et complétées par le Dahir N°1-96-245 du 9 janvier 1997.
2003	Cession de la participation du groupe ONA-SNI dans SOMACOVAM à la Banque Commerciale du Maroc. Transfert de l'activité « dépositaire » à la Banque Commerciale du Maroc et de l'activité « intermédiation » à la société de bourse Attijari Intermédiation.
2004	Retrait de l'agrément de société de bourse. Cessation de l'activité de SOMACOVAM.
2007	Changement de l'objet social de SOMACOVAM.

II. APPARTENANCE DE SOMACOVAM A ATTIJARIWAFABANK

SOMACOVAM est une filiale à 100% d'Attijariwafabank. (Voir Partie VI).

PARTIE VI : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFABANK

I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFABANK

1911	Création avec implantation d'une succursale de la Banque Transatlantique à Tanger.
1969	Arrivée de M. Abdelaziz Alami en tant que Directeur Général.
Mars 1975	Ouverture de la première délégation à l'étranger destinée aux marocains à Francfort.
1981	Inauguration du siège du boulevard Moulay Youssef.
Mai 1984	Création du groupement Interbank avec la BMCI, la SGMB et le Crédit du Maroc.
Juin 1988	L'ONA acquiert 25% du capital auprès du CIC Paris et devient l'actionnaire de référence de BCM.
Décembre 1989	Entrée du Banco Central (devenu Grupo Santander) au capital de BCM qui devient le 2 ^{ème} actionnaire de référence aux côtés de l'ONA.
Avril 1992	Fusion-Absorption de la SBC.
Novembre 1993	Le capital de BCM est porté à 1 067 126 000 dh franchissant le capital du milliard de dirhams.
8 janvier 2003	Départ à la retraite du Président Abdelaziz ALAMI et nomination du Président Khalid OUDGHIRI.
Novembre 2003	Prise de contrôle de Wafabank par la Banque Commerciale du Maroc, à travers l'achat de l'intégralité du holding financier OGM.
Décembre 2003	Obtention de l'agrément de Bank Al Maghrib concernant le changement de contrôle de Wafabank et le projet de fusion avec la Banque Commerciale du Maroc.
Janvier 2004	Démarrage du programme d'intégration avec l'assistance d'un consultant de renommée internationale.
26 avril - 10 mai 2004	Offre publique d'achat/Offre publique d'échange sur les titres Wafabank à l'initiative de la Banque Commerciale du Maroc.
Mai 2004	Renforcement du positionnement du nouvel ensemble dans le crédit à la consommation avec l'acquisition de Crédor par Wafasalaf.
Mai 2004	Signature d'un protocole d'accord pour le renforcement du partenariat stratégique avec le groupe Crédit agricole SA dans les domaines du crédit à la consommation et de la gestion d'actifs.
28 mai 2004	Assemblée générale Extraordinaire des actionnaires de la Banque Commerciale du Maroc ratifiant l'augmentation de capital par apports en nature des titres Wafabank et modifiant les statuts.
Juin 2004	Lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank ».
28 juin-12 juillet 2004	Offre publique de retrait sur les titres Wafabank de la cote de la bourse de Casablanca.
Décembre 2004	Fusion juridique des deux banques (rétroactive au 31/08/2004).
Janvier 2005	Acquisition de Crédit du Maroc Gestion par Wafa Gestion, dans le cadre du partenariat entre Attijariwafa bank et Crédit Agricole SA.

Septembre 2005	Obtention d'un agrément bancaire pour la création d'une filiale au Sénégal. Fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion. Les trois sociétés sont réunies sous la dénomination Wafa Gestion.
12-26 Septembre 2005	Offre Publique de Vente réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 0,89% du capital.
Novembre 2005	Acquisition de 53,54% du capital de la Banque du Sud (Tunisie) par le consortium Attijariwafa bank et Grupo Santander. Création d'une filiale bancaire de droit français «Attijariwafa bank Europe », ayant son siège social à Paris et obtient d'un passeport européen délivré par la Banque Centrale Française.
Janvier 2006	Dernière bascule informatique : finalisation du programme d'intégration dans le respect des délais et des budgets.
Avril 2006	Certification par engagement de services du réseau de centres d'affaires Entreprises par AFAQ/AFNOR France.
Juillet 2006	Lancement de l'activité d'Attijariwafa bank au Sénégal avec la création d'une filiale bancaire disposant de 4 agences à Dakar.
Septembre 2006	Mise en place d'une nouvelle organisation du groupe Attijariwafa bank. Lancement de Marocomex, plate-forme de services à l'international de la banque.
Décembre 2006	Lancement du plan de développement de la Banque du Sud « Intilak », avec une recapitalisation financière via une augmentation de capital de 50 MTND et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant les 80 MTND. Changement de la dénomination « Banque du Sud » pour la marque Attijari bank. Création d'Attijariwafa Finanziaria en Italie, société financière filiale d'Attijariwafa bank Europe.
Janvier 2007	Acquisition de 66,67% du capital de la Banque Sénégal-Tunisienne (BST) auprès de certains actionnaires privés de cette banque.
Février 2007	Emission de deux emprunts obligataires subordonnés totalisant un montant de 2 milliards de dirhams. Lancement d'Online Trade, le service de gestion en ligne des opérations à l'international.
Juillet 2007	Fusion entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénégal-Tunisienne pour donner naissance à Attijari bank Sénégal.
Septembre 2007	Publication des comptes consolidés aux normes IAS/IFRS, une année avant l'échéance annoncée par Bank Al Maghrib aux établissements de crédit de la place.
Octobre 2007	Lancement d'une offre de produits alternatifs.

II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWABA BANK AU GROUPE ONA

Le Groupe ONA est le principal actionnaire d'Attijariwafa bank, avec une participation dans le capital à hauteur de 33,17% (en intégrant les participations de SNI et F3I) au 31 décembre 2006.

II.1. Présentation du Groupe ONA

Le Groupe ONA est un groupe industriel privé marocain avec un chiffre d'affaires consolidé de 28,9 Mrds dh au titre de l'exercice 2006, en progression de 9,7% par rapport à 2005 (à périmètre comparable), et un résultat net part du groupe de 1,0 Mrd dh en hausse de 36,1% par rapport à 2005.

Le Groupe ONA opère dans les métiers stratégiques suivants :

- **Mines & Matériaux de construction** : à travers son holding Managem, le Groupe exploite plusieurs gisements (polymétallique : zinc/cuivre/plomb, cobalt, fluorine, argent et or) et produit des cathodes de cobalt, résultat d'un long processus d'innovation interne. Il mène une activité permanente de recherche et d'exploration au Maroc et en Afrique sub-saharienne.
- **Agro-alimentaire & Boissons** : ONA opère, en partenariat avec Danone, dans les secteurs des produits laitiers (lait, yaourt, fromage), de la biscuiterie et de l'eau. Il est également présent dans les activités de production et de commercialisation du sucre et des corps gras.
- **Distribution** : ONA a lancé Marjane, la chaîne d'hypermarchés nationale. L'accord de partenariat avec Auchan a favorisé l'accélération de ses implantations et a permis la création de la chaîne de supermarchés Acima. Le 23 août 2007, le groupe Auchan a cédé sa participation de 49% dans les deux sociétés de distribution (Marjane et Acima) à l'ONA qui en détient désormais 100%.

Par ailleurs, à travers sa filiale Optorg, le Groupe est distributeur au Maroc et en Afrique Sub-saharienne des engins Caterpillar. Il est également représentant exclusif de Peugeot et Citroën au Maroc à travers sa filiale Sopriam.

- **Activités Financières** : le Groupe ONA est, avec Santander Central Hispano (SCH), l'actionnaire de référence d'Attijariwafa bank. Il contrôle également la société de courtage en assurance Agma Lahlou Tazi.
- **Relais de croissance** : l'ONA s'est positionné sur trois nouveaux secteurs à fort potentiel à travers ses filiales NAREVA (Utilities), Wana (Télécoms) et ONAPAR (Immobilier). NAREVA a en charge le développement des participations de l'ONA dans les secteurs de l'énergie, l'environnement et les services aux collectivités locales. Wana se positionne sur le marché de l'ADSL et tout récemment sur le marché de la téléphonie fixe et mobile. ONAPAR a réalisé des complexes immobiliers de loisirs dans le Nord du Maroc et à Marrakech, et gère des parcs d'activité industriels comme celui de la Zone Franche de Tanger.
- **Holdings et autres** : Mercure.Com développe l'expertise du Groupe ONA dans le domaine des nouvelles technologies.

NB : Il n'existe pas de conventions spéciales entre Attijariwafa bank et les autres filiales du Groupe ONA dont l'organigramme simplifié se présente comme suit :

	Mines	Managem* : 75,0%- IG
	Agroalimentaire	Centrale Laitière* : 55,1% - IG Cosumar* : 55,5% - IG Lesieur Cristal* : 55,1% - IG Bimo : 50,0% - IP
	Distribution	Marjane : 51,0% - IG Acima : 51,0 % - IG
	Activités financières	AWB* : 29,7% - MEE Axa ONA : 49,0% - IG
	Relais de croissance	Onapar : 100,0% - IG Nareva : 100,0% - IG
	Holdings et autres	Mercure.com : 100,0%- NC

Légende:
 IG : Intégration globale
 IP : Intégration proportionnelle
 MEE : Mise en équivalence
 NC : Non consolidé
 * Société cotée

Source : ONA au 31/12/2006

L'activité des principales entités des différents pôles est présentée ci-après :

II.1.1. Mines

L'activité Mines représente le métier historique du Groupe ONA. Elle est structurée autour du Groupe MANAGEM qui détient aussi bien des sociétés d'exploitation que de valorisation et de services.

L'activité de MANAGEM consiste à extraire, concentrer et commercialiser différents minerais : métaux de base, comme le cuivre, le zinc, le plomb ; métaux précieux, à savoir l'or et l'argent ; métaux stratégiques tels le cobalt et, enfin, la fluorine.

En aval de l'extraction, MANAGEM procède à la valorisation des minerais par voie hydro-métallurgique, aboutissant à des produits à forte valeur ajoutée tels que les cathodes de cobalt. En amont, l'exploration et la recherche & développement contribuent à l'élargissement du champ d'activité de l'entreprise.

En 2005, l'ONA a procédé à la cession de plus de 40% de sa participation dans la société aurifère canadienne Semafo Inc. Au 31 décembre 2005, cette participation s'établit à 11,15%. Par ailleurs, l'exercice 2006 a été marqué par la création d'une société de droit congolais «LAMIKAL» avec une participation de 75% pour Managem et le lancement d'une filiale Suisse «Manatrade» pour la commercialisation des produits des filiales de Managem.

II.1.2. Agroalimentaire

Le pôle agroalimentaire, métier traditionnel de l'ONA, est principalement constitué des groupes Centrale Laitière, Lesieur Cristal, Marona, La Monégasque, Sotherma et des sociétés Cosumar et Bimo.

Centrale Laitière

Centrale Laitière opère dans le marché des produits laitiers. La société dispose d'une large gamme de produits et de cinq sites de production. Centrale Laitière fabrique plusieurs produits laitiers sous ses propres marques mais aussi sous celle de Danone, qui détient 29,2% du capital de Centrale Laitière à fin 2006.

Par ailleurs, le Groupe Centrale Laitière s'est désengagé de sa participation dans le marché des desserts glacés via la cession, au cours de l'exercice 2005, de la filiale Pingouin.

Sotherma

La société opère dans le marché des eaux, à travers la commercialisation des marques Danone Aïn Saïss (DAS) et Sidi Harazem.

Lesieur Cristal

Créée en 1941, Lesieur Cristal opère principalement sur le marché du raffinage et de la commercialisation d'huiles destinées à la consommation et aux industries de la conserve.

Parallèlement, Lesieur conditionne et commercialise une large gamme de produits d'entretien ménager et de tourteaux destinés à l'alimentation animale.

Le Groupe possède également une filiale, CMB Plastique, qui opère sur le marché marocain des emballages plastiques.

En 2005, Lesieur Cristal s'est associé à Banchereau France pour la construction d'une unité industrielle spécialisée dans la production et la commercialisation des produits de charcuterie.

Groupe Marona

Opérant dans la pêche hauturière et spécialisée dans la commercialisation d'une gamme de poisson essentiellement composée de céphalopodes, Marona écoule ses produits principalement sur les marchés japonais et européen.

Groupe La Monégasque

La Monégasque est présent sur le marché de la semi-conserve d'anchois et dispose de filiales commerciales basées en France, à Monaco, en Grande Bretagne et aux Etats-Unis. Le groupe réalise la plus grande partie de son chiffre d'affaires à l'export.

Cosumar

L'activité de Cosumar repose sur le traitement de la betterave et de la canne à sucre et le raffinage du sucre brut. Coté en bourse depuis 1985, Cosumar a acquis les quatre sucreries publiques privatisées au cours de l'exercice 2005 et détient désormais près de 100% du marché national du sucre.

Bimo

Filiale de l'ONA depuis l'exercice 1999, la société Bimo est spécialisée dans la production de biscuits sucrés, de gaufrettes, de pâtisseries, etc. La société dispose de plusieurs références et bénéficie de l'expertise de Danone, partenaire depuis 1999.

II.1.3. Distribution

La distribution réunit les métiers de la Grande Distribution, avec les deux enseignes Marjane et Acima, de la Distribution Automobile avec les groupes Sopriam et Optorg, et du négoce, de l'exploitation des produits de la mer et de la distribution de biens d'équipements en Afrique à travers le Groupe Optorg.

Marjane

Issu du partenariat entre le Groupe ONA et Auchan, deuxième groupe français de distribution, Marjane Holding compte 13 hypermarchés à son actif à fin 2006.

Acima

Acima est une chaîne de supermarchés créée en 2002 en partenariat avec Auchan et qui gère des supermarchés de proximité. A fin 2006, l'enseigne compte 22 points de vente.

En 2006, la société a procédé à une augmentation de capital de 100Mdh.

Le 23 août 2007, le groupe Auchan a cédé sa participation de 49% dans les deux sociétés de distribution (Marjane et Acima) à l'ONA qui en détient désormais 100%.

Optorg

Le Groupe est constitué de plusieurs sociétés spécialisées dans le négoce en Afrique et dans l'exploitation des produits de la mer. Optorg assure également la distribution de biens d'équipement en Afrique de l'Ouest avec notamment les représentations de Caterpillar, Mercedes-Benz, Manitou et Mazda.

Sopriam

Importateur exclusif des marques Peugeot et Citroën au Maroc, Sopriam dispose d'un important réseau de distribution ainsi que d'une gamme de produit variée et compétitive qui consolide son positionnement sur le marché marocain.

II.1.4. Activités financières

Les activités financières de ONA S.A regroupent les métiers de la banque avec Attijariwafa bank et du courtage avec le Groupe ONA Courtage et sa filiale Agma Lahlou Tazi.

En décembre 2006, l'ONA a cédé sa participation (49%) dans AXA Assurance Maroc au groupe français AXA International qui devient le seul actionnaire de la compagnie d'assurance.

ONA Courtage

Principale société du Groupe ONA Courtage, Agma Lahlou Tazi est née de la fusion en 1999 de deux leaders du courtage, à savoir Agma et Lahlou-Tazi.

Le société opère en partenariat avec Marsh⁶ et se positionne comme étant l'un des leaders du conseil et du courtage en Assurance et Réassurance au Maroc.

II.1.5. Relais de croissance

L'ONA est présent sur le secteur des Télécoms via Maroc Connect, des Utilities à travers sa filiale NAREVA et du tourisme et aménagement via le groupe ONAPAR.

NAREVA

Créé en janvier 2005, Nareva est un holding regroupant les participations de l'ONA dans les secteurs de l'énergie, l'environnement et les services aux collectivités locales. Les champs d'intervention de NAREVA concernent la production d'énergie électrique, l'environnement & la gestion déléguée et les travaux publics.

En 2006, NAREVA a procédé à l'augmentation de capital de deux filiales, à savoir Amensouss et Amitech Maroc de respectivement 100 Mdh et 72 Mdh.

WANA

Au cours du 2^{ème} semestre 2005, l'ONA a acquis 100% de la société Maroc Connect (ex Wanadoo Maroc), 2^{ème} fournisseur d'accès Internet au Maroc. L'actionnariat de la société a évolué au 1^{er} semestre 2006 et l'ONA ne détient plus que 51% du capital, les 49% restants ayant été cédés à la SNI.

Maroc Connect est une entreprise de services télécoms dont les offres s'adressent aussi bien au marché des particuliers que celui des PME et grandes entreprises.

En 2005, la société a été adjudicataire d'une licence nouvelle génération pour l'exploitation de services fixes avec mobilité restreinte. De même, Maroc Connect s'est vue attribuer au 2^{ème} semestre 2006 une licence 3^{ème} génération pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications au Maroc.

L'activité commerciale de Maroc Connect a démarré en décembre 2006 et s'est accompagnée du lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination « WANA ».

Par ailleurs, WANA a contracté un crédit syndiqué de 3 Mrds dh en 2006.

⁶ Numéro un mondial dans le secteur

Groupe ONAPAR

La société ONAPAR est le holding de l'activité Tourisme Aménagement Immobilier du Groupe ONA. Elle a pour mission de réaliser les investissements du Groupe pour le développement d'une activité touristique, de participer à tout projet d'aménagement de parcs industriels, d'assurer le développement de projets immobiliers à caractère touristique.

L'exercice 2005 a connu la concrétisation du partenariat entre la société EMAAR Properties PJSC (Groupe immobilier des Emirats Arabes-Unis) et la société ONAPAR à travers la création de sociétés contrôlées conjointement, telles Orientis Invest, Amelkis Resorts et Prestige Resorts, dont l'objectif est de réaliser des projets résidentiels et golfs à horizon 2010.

II.1.6. Holding et autres

Mercure.Com

Créé en 2002, Mercure.com est le holding « technologies de l'information » du Groupe ONA. La société dispose d'un ensemble d'experts du secteur des technologies de l'information au Maroc et développe l'expertise locale en partenariat avec des acteurs majeurs du secteur à l'international.

Mercure.Com a enregistré, au titre de l'exercice 2005, une croissance importante de ses activités avec une forte progression de Accolade⁷ et la mise en place d'un partenariat stratégique entre Archos Conseil et Bearing Point, un des leaders mondiaux du conseil en management.

II.2. Relations entre Attijariwafa bank et le Groupe ONA

Contrats de location de bureaux

Attijariwafa bank dispose de deux conventions de location d'espaces à usage de bureaux avec ses principaux actionnaires ONA S.A. et SNI. Le tableau suivant résume les loyers perçus au titre de ces contrats en 2006 :

Actionnaire	Annuel – Dh	Début du loyer
ONA S.A.	6 370 000	17/06/1996
SNI	711 000	10/06/1996

Source : Attijariwafa bank

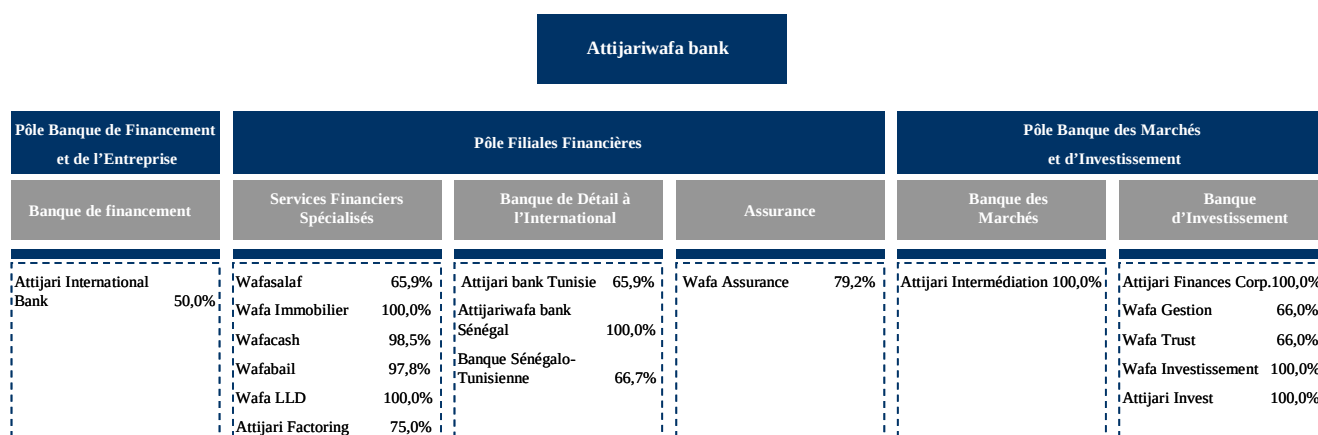
Convention de portage d'actions entre Attijariwafa bank et l'ONA

Cette convention, préalablement autorisée par le conseil d'administration du 25 juillet 2002, prévoit la prorogation de la date d'expiration de la convention de portage conclue en date du 26 décembre 2000 entre ex-BCM et ONA S.A. Portant sur les titres SOREAD pour un montant global de 5 millions de dirhams, cette convention a continué à produire son effet au 31 décembre 2006. Les produits comptabilisés par Attijariwafa bank au titre de la convention de portage se sont élevés pour l'exercice 2006 à 368 Kdh.

⁷ Accolade est un centre de contacts basé à Casablanca avec deux activités principales : une activité « Sale center » orientée vente et une activité « Tech Center » orientée vers le support technique d'un certain nombre de clients en France.

III. FILIALES D'ATTIJARIWABA BANK

III.1. Organigramme



Source : Attijariwafa bank – Organigramme au 30 juin 2007

III.2. Présentation des filiales

III.2.1. Banque des Marocains sans Frontière

Attijariwafa bank Europe

En novembre 2005, la Banque Centrale Française a délivré un passeport européen à « Attijariwafa bank Europe », qui a ainsi vu le jour en tant que filiale bancaire de droit français. Cette filiale, dont le siège social se trouve à Paris, apporte au groupe le cadre juridique et social lui permettant de déployer ses activités dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne en pleine conformité avec le cadre législatif des pays d'accueil et les règles bancaires internationales.

Ainsi, l'activité de la succursale de Paris a été transférée vers Attijariwafa bank Europe. De même la succursale de Bruxelles est devenue succursale d'Attijariwafa bank Europe à fin 2006. Les prochaines étapes devront concerner la transformation en succursales des implantations en Allemagne et en Hollande. En Italie et en Espagne, Attijariwafa bank Europe dispose de filiales financières.

En 2006, Attijariwafa bank Europe a acquis un nouveau siège à Paris pour 8,9 millions d'euros.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Attijariwafa bank Europe
Siège social	170, boulevard Haussman 75 008 Paris
Montant du capital détenu	33 907 KEUR (soit 377,8 Mdh)*
% de capital détenu	100,00%
% des droits de vote	100,00%
Produit net bancaire	12,07 MEUR (soit 134,4 Mdh)
Résultat net	0,13 MEUR (soit 1,4 Mdh)

Source : Attijariwafa bank - * Cours de change au 29/12/2006 : EUR = 11,14 MAD

III.2.2. Banque de Financement

Attijari International Bank

Attijari International Bank est une société anonyme au capital de 3 000 000 US dollars, détenue conjointement par Attijariwafa bank et Banco Central Hispano Americano. La société intervient en tant que Banque Off Shore.

A fin 2006, le produit net bancaire d'Attijari International Bank ressort à 1,36 MUSD contre 0,59 MUSD un an plus tôt, et le résultat net ressort à 1,38 M USD, soit une progression de 309,5% par rapport à 2005.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Attijari International Bank
Siège social	Lot. N°41, Zone Franche d'exportation, Route de Rabat - Tanger
Nombre de titres détenus	15 000 actions
Montant du capital détenu	1 500 KUSD (soit 12,7 Mdh)
% de capital détenu	50,0%*
% des droits de vote	50,0%
Produit net bancaire	1,36 MUSD (soit 11,5 Mdh)
Résultat net	1,38 MUSD (soit 11,7 Mdh)
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par Banco Central Hispano Americano

Cours de change au 29/12/2006 : USD = 8,45 MAD

III.2.3.Services Financiers Spécialisés

Wafasalaf

Wafasalaf est une société de crédit à la consommation multi-produits (Prêt Personnel, Crédit renouvelable, Cartes de crédit, Crédit automobile, Location avec option d'achat (LOA), Equipement des ménages et Crédit voyages). Wafasalaf se distingue par :

- une notoriété dans le secteur ;
- des outils pour la gestion des crédits : Outil Vendeur (extranet), système d'information multi-sociétés ;
- la diversification des fonds de commerce avec un positionnement particulier en automobile ;
- la capacité d'adaptation des équipes (commercialisation de nouveaux produits...) ;
- le réseau de distribution le plus dense du secteur.

Wafasalaf travaille également pour d'autres réseaux de distribution : Attijariwafa bank, CDM, Wafacash, Wafa Assurance, La Poste. Elle est également liée par un accord de partenariat avec SOFINCO, filiale du Crédit Agricole.

Le rapprochement en 2004 avec Crédor a donné naissance au leader du crédit à la consommation, avec une part de marché de 34,0%⁸ à fin 2006.

En 2006, Wafasalaf a poursuivi l'extension de son réseau de distribution avec l'ouverture de 4 nouvelles agences portant ainsi le réseau à travers tout le Maroc à 27 agences.

La production brute à fin 2006 s'établit à 6,2 Mrds dh, en hausse de 38% par rapport à 2005.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Wafasalaf
Siège social	5, boulevard Abdelmoumen- Casablanca
Nombre de titres détenus	745 656 actions
Montant du capital détenu	74 565 612 Dh
% de capital détenu	65,94%*
% des droits de vote	65,94%
Produit Net Bancaire	590,6 Mdh
Résultat net	194,2 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	44,8 Mdh

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par SOFINCO, filiale du Crédit Agricole – France.

⁸ Source : APSF

Wafa Immobilier

Spécialisée dans la distribution de crédit pour l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements, Wafa Immobilier intervient également dans le financement de la promotion immobilière. Pour assurer une meilleure présence sur le marché, Wafa Immobilier dispose de représentations commerciales dans les régions à fort potentiel et notamment à Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, Agadir et Tanger.

Durant l'année 2006, Wafa Immobilier a signé plusieurs conventions avec différents partenaires. La production 2006 ressort, de ce fait, à 5,9 Mrds, soit une progression de 112% par rapport à 2005.

Wafa Immobilier a pu développer également plusieurs actions stratégiques à travers l'élargissement de son réseau de distribution (ouverture de 15 nouvelles agences et 4 sites promoteurs), le lancement de nouvelles offres (crédit in fine,...), l'adoption d'une nouvelle identité visuelle et le lancement d'une campagne de communication institutionnelle.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Wafa Immobilier
Siège social	5, bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	400 000 actions
Montant du capital détenu	40 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Produit Net Bancaire	93,5 Mdh
Résultat net	23,5 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	29,2 Mdh

Source: Attijariwafa bank

Wafacash

Créée en 1991, Wafa monétique est spécialisée dans les moyens de paiement, les transferts d'argent instantanés et le change manuel. En 2002, Wafa monétique a changé de dénomination sociale pour « Wafacash ». Durant l'exercice 2004, l'activité monétique de Wafacash a été marquée par le transfert de l'activité commerçants et la cession des TPE « Terminaux de Paiement Electroniques » au Centre Monétique Interbancaire. Wafacash renvoie désormais à un ensemble de services financiers portant essentiellement sur le marché des transferts d'argent instantanés, de l'étranger et à l'intérieur du pays et sur celui du change manuel.

L'année 2006 a été marquée par la signature d'une convention avec Attijariwafa bank pour la distribution du produit Western Union à travers son réseau avec activation au départ de 150 agences et par la signature de nouveaux contrats Cash Express Entreprise. Aussi, la société a élargi son réseau de distribution avec l'ouverture de 41 points de vente en 2006.

Les volumes réalisés ont enregistré une progression de 31,3% pour atteindre un montant de 6,9 Mdhs. Le nombre de transactions a atteint 2 254 046, en progression de 30% par rapport à 2005.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Wafa Cash
Siège social	5, Rue Driss Lahrizi Casablanca
Nombre de titres détenus	345 102 actions
Montant du capital détenu	34 510 230 Dh
% de capital détenu	98,46%
% de droits de vote	98,46%
Produit Net Bancaire	97,2 Mdh
Résultat net	36,1 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank

Wafabail

Née du rapprochement entre Wafabail et Attijari Leasing, Wafabail est spécialisée dans le métier de crédit-bail, et plus précisément :

- le financement de l'achat à crédit de tout matériel, article, produit pour tout usage et destination, de tout appareil ou article électroménager ainsi que tout mobilier et article d'ameublement, équipement de bureaux, véhicules automobiles, matériel à usage professionnel ;
- le financement de toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières ;
- le financement par crédit-bail pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers.

Le produit net bancaire de Wafabail en 2006 s'est établi à 196,9 Mdh. La hausse du PNB est due principalement à la forte production enregistrée et à la maîtrise des charges et du risque. L'encours fin de période s'établit à 4,5 Mrds dh en 2006 contre 3,3 Mrds en 2005.

	Données au 31/12/2006
Dénomination sociale	Wafabail
Siège social	5, Bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	1 467 450 actions
Montant du capital détenu	146 745 000 Dh
% de capital détenu	97,83%
% des droits de vote	97,83%
Produit Net Bancaire	196,9 Mdh
Résultat net	74,5 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank

Wafa LLD

Wafa LLD est spécialisée dans la location de voiture longue durée. Cette formule consiste en la mise à disposition d'une entreprise d'un ou plusieurs véhicules neufs pour un kilométrage et une durée convenus à l'avance (de 12 à 60 mois) moyennant une redevance mensuelle fixe incluant des services souscrits à la carte :

- Entretien et maintenance ;
- Gestion des pneumatiques ;
- Assurance, assistance et gestion des sinistres ;
- Fourniture du véhicule de remplacement ;
- Gestion de carburants.

L'exercice 2006 a été marqué par la hausse de la part de marché de Wafa LLD grâce au gain des appels d'offres des administrations publiques ayant opté pour la LLD (conservation foncière, haut commissariat au plan, ministère de l'équipement, etc.) et d'un nouvel appel d'offres de Maroc Telecom portant sur 550 véhicules.

La société clôture ainsi l'exercice 2006 avec un chiffre d'affaires en hausse de 50% et un résultat net en forte croissance passant de 1,8 Mdhs en 2005 à 3,6 Mdhs en 2006.

	Données au 31/12/2006
Dénomination sociale	Wafa LLD
Siège social	5, Bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus par Attijariwafa bank	200 000 actions
Montant du capital détenu	20 000 000 Dhs
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	97,1 Mdh
Résultat net	3,6 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank

Attijari Factoring

Attijari Factoring est spécialisée dans la réalisation de toutes les opérations de factoring export, import et domestique. Elle s'engage par contrat vis à vis de ses sociétés clientes à :

- couvrir le risque d'impayés de leurs clients marocains et étrangers ;
- prendre en charge la gestion des comptes clients et le recouvrement des créances ;
- assurer le financement des factures.

Attijari Factoring est membre de Factors Chain International, premier réseau d'affacturage mondial regroupant 201 correspondants.

La production d'Attijari factoring a connu une forte progression, soit 1,1 Mrds dh (+51,6%) à fin 2006. Cette croissance a été tirée par le factoring à l'export (+93,0%) ainsi que le factoring domestique (+34,7%).

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Attijari Factoring
Siège social	19, bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	22 500 actions
Montant du capital détenu	22 500 000 Dh
% de capital détenu	75,0%*
% des droits de vote	75,0%
Produit Net Bancaire	16,9 Mdhs
Résultat net	7,1 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par Santusa Holding.

III.2.4. Banque de Détail à l'International

Attijari bank Tunisie

Dans le cadre d'un consortium constitué avec Grupo Santander, Attijariwafa bank a acquis, fin 2005, 53,54% du capital de la Banque du Sud en Tunisie (devenue en décembre 2006 Attijari bank Tunisie), dans le cadre de l'achèvement du processus de sa privatisation. Cette opération vise à promouvoir les flux commerciaux et d'investissements entre la Tunisie et le Maroc, mais également avec l'Espagne.

En décembre 2006, un plan de recapitalisation d'Attijari Bank Tunisie a été lancé, visant à accompagner le plan de développement de la banque et lui permettre de disposer d'une assise financière solide. Cette recapitalisation s'est faite via l'augmentation de capital en numéraire de 50 MTND et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant 80 MTND.

En terme d'activité, la banque a enregistré durant l'année 2006 une baisse des ressources et des emplois de respectivement 2,6% à 11,4 Mrds dh et 6,7% à 12,0 Mrds dh.

A fin 2006, le réseau d'agences d'Attijari bank Tunisie compte 9 zones et 95 agences commerciales.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Attijari bank Tunisie
Siège social	95, avenue de la liberté Tunis - Tunisie
Nombre de titres détenus	10 708 000
Montant du capital détenu	53 540 000 TND (soit 364 Mdh)*
% de capital détenu	53,54% (à travers Andalumaghreb ⁹)
% des droits de vote	53,54%
Produit Net Bancaire	85,6 millions TND (soit 566,2 Mdh)*
Résultat net	-170,6 millions TND (soit -1 228,4 Mdh)*
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank - * Cours de change au 29/12/2006 : TND = 6,61 MAD

⁹ Consortium composé par Attijariwafa bank et Grupo Santander

Attijari bank Sénégal

Attijari bank Sénégal est née de la fusion, en juillet 2007, entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénagalo-Tunisienne.

Attijariwafa bank Sénégal

Créée en 2005, la filiale d'Attijariwafa bank au Sénégal a démarré son activité en juillet 2006. Avec quatre agences commerciales, la filiale sénégalaise permettra d'enrichir l'offre faite aux entreprises locales et aux particuliers, en matière de produits bancaires et financiers classiques et aussi de produits para-bancaires (crédit à la consommation, crédit immobilier, bancassurance...).

Au démarrage de son activité, la priorité a été donnée à une approche du marché axée sur la conquête des dépôts et sur l'ouverture des premiers comptes retail. Ainsi, le nombre de comptes ouverts a totalisé 584 comptes à fin 2006. De même, le total des dépôts s'est élevé à 1,4 Mrds FCFA.

	Données au 31/12/2006
Dénomination sociale	Attijariwafa bank Sénégal
Siège social	31, Avenue Président Léopold Sédar Senghor Dakar - Sénégal
Nombre de titres détenus	210 000
Montant du capital détenu	2 100 000 000 F CFA (soit 35,7 Mdh)*
% de capital détenu	100%
% des droits de vote	100%
Produit Net Bancaire	1,2 Mdh
Résultat net	-12,7 Dh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank - * Cours de change au 29/12/2006 : EUR = 655,957 FCFA

Banque Sénagalo-Tunisienne

Créée en 1986, la Banque Sénagalo-Tunisienne (BST) a vu son actionnariat évoluer en 2007 après l'entrée dans son capital d'Attijariwafa bank, qui en devient l'actionnaire de référence.

L'année 2006 s'est caractérisée par l'obtention de la certification ISO 9001 version 2000 pour devenir ainsi la première Banque de l'Afrique de l'Ouest à être certifiée dans l'ensemble de ses activités. La banque a procédé également à la création d'une direction du réseau et des particuliers et d'une direction des entreprises afin de réorganiser son activité et l'adapter aux attentes de sa clientèle. La BST compte un réseau de 13 agences à fin 2006.

Cette acquisition par Attijariwafa bank répond à un objectif de création, avec la fusion de la BST et d'Attijariwafa bank Sénégal, d'une banque généraliste de référence en Afrique de l'Ouest, qui deviendra, à terme, une implantation stratégique du groupe Attijariwafa bank pour son développement en Afrique Occidentale.

	Données au 30/06/2007
Dénomination sociale	Banque Sénagalo-Tunisienne
Siège social	97, avenue Peytavin. BP 4111 Dakar - Sénégal
Nombre de titres détenus	350 002
Montant du capital détenu	3 500 002 000 FCFA
% de capital détenu	66,67%*
% des droits de vote	66,67%

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par la STB¹⁰ (7,23%), l'Etat du Sénégal (5%) et des actionnaires privés (21,1%)

¹⁰ La société Tunisienne de Banques (BST), créée en 1957, est une banque commerciale, d'investissement et d'affaires ayant un réseau de 116 agences, 18 bureaux de change et 47 GAB à fin 2006.

III.2.5.Assurance

Wafa Assurance

Wafa Assurance est une filiale spécialisée dans les métiers de l'assurance dommages et vie, détenant 16,7%¹¹ de part de marché en 2006.

L'année 2005 a été marquée, pour le secteur, par l'entrée en vigueur de l'Arrêté relatif au Livre III du Code des Assurances dédié aux entreprises d'assurance et de réassurance, la publication du nouveau plan comptable des assurances applicable aux arrêtés de comptes 2006 et l'institution de l'obligation, pour les compagnies d'assurance, de se doter de structures autonomes d'Audit avec un dispositif formel de contrôle interne.

L'exercice 2006 a constitué une année de développement pour Wafa Assurance à travers :

- Le renforcement (19 nouveaux points de vente) et la diversification (distribution de prêts personnels Wafasalaf) du réseau ;
- Le transfert vers la compagnie de près de 23 000 contrats d'épargne et de capitalisation souscrits auprès d'AXA Assurance Maroc par les clients de l'ex-BCM ;
- La signature d'une convention triennale de partenariat avec Barid Al Maghrib et les associations de micro-crédit pour la commercialisation - via le réseau Poste Maroc - de l'AMI, couverture médicale obligatoire pour les Indépendants et Aides-Artisans ;
- L'enrichissement de l'offre produits :
 - Pour les agents et courtiers : assurance automobile dédiée aux femmes (Fam'oto) ;
 - Pour les réseaux bancaires et assimilés : épargne retraite adossée au crédit in fine et contrat de capitalisation à versement unique chez Attijariwafa bank, épargne retraite et épargne éducation avec le Crédit du Maroc.

Les primes émises au titre de l'année 2006 s'élèvent à 2,3 Mrds dh, soit une progression de 44,6% par rapport à 2005.

Au 31 décembre 2006, le résultat net s'établit à 313,6 Mdhs et les fonds propres de la compagnie s'élèvent à 1,1 Mrds dh.

Attijariwafa bank détient 31,22% du capital de Crédit du Maroc via Wafa Assurance.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Wafa Assurance
Siège social	1, Boulevard Abdelmoumen - Casablanca
Nombre de titres détenus	2 773 050
Montant du capital détenu	277 305 000 Dh
% de capital détenu	79,23%
% des droits de vote	79,23%
Chiffre d'affaires	2,3 Mrds dh
Résultat net	313,6 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	99,8 Mdh

Source : Attijariwafa bank

III.2.6.Banque des Marchés

Attijari Intermédiation

Attijari Intermédiation développe auprès d'une clientèle d'institutionnels et de grandes entreprises les services suivants :

- Intermédiation boursière ;

¹¹ Source : SNSAR

- Placements de titres émis par les personnes morales faisant appel public à l'épargne ;
- Opérations de contrepartie ;
- Conseil en investissement, désinvestissement et recherche financière sur les sociétés cotées ;
- Stratégie d'allocation à moyen et long terme.

La société de bourse dispose d'un département de recherche et d'analyse qui couvre les valeurs les plus actives du marché, et diffuse régulièrement auprès des investisseurs nationaux et internationaux des recommandations, des informations financières et des études macro-économiques. Elle bénéficie en outre d'une reconnaissance internationale.

En 2006, Attijari Intermédiation a réalisé un volume d'affaires de 55,9 Mrds dh, contre 90,5 Mrds dh en 2005. Cette variation trouve son origine au niveau des volumes du marché de blocs ainsi que des offres publiques et apport en titres, qui se sont significativement contractés en 2006 pour atteindre, respectivement, 4,9 Mrds dh (-88%) et 14,1 Mrds dh (-63%).

Le chiffre d'affaires annuel s'inscrit en progression de 234,9% à 103,5 Mdhs. Le résultat après impôt ressort à 54,4 Mdhs comparé à 11,9 Mdhs, une année auparavant.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Attijari Intermédiation
Siège social	163, avenue Hassan II -Casablanca
Nombre de titres détenus	50 000 actions
Montant du capital détenu	5 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	103,5 Mdh
Résultat net	54,4 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijari Finances Corp. au titre de l'exercice 2006	14,0 Mdh

Source : Attijariwafa bank

III.2.7.Banque d'Investissement

Attijari Finances Corp.

Attijari Finances Corp. regroupe les activités de conseil en fusion-acquisition, d'origination de dette privée ainsi que d'introduction en bourse et de marché primaire Actions.

Depuis sa création, Attijari Finances Corp. est intervenue activement sur le marché marocain dans plusieurs opérations stratégiques :

En 2006 :

- **Banque Sénégal-Tunisienne** : Conseil d'Attijariwafa bank dans le cadre de l'acquisition de 66,67% de la BST ;
- **Fenié Brossette** : Conseil de la société dans le cadre de son introduction en bourse par augmentation du capital de 100 Mdh ;
- **Douja Promotion Groupe Addoha** : Conseil de la société dans le cadre de son introduction en bourse pour un montant de 2,7 Mrds dh ;
- **ONA** : Conseil du groupe ONA dans le cadre de son programme d'émission d'emprunt obligataire d'un montant de 2,5 Mrds dh ;
- **SNI** : Conseil de SNI dans le cadre de son programme d'émission de billets de trésorerie d'un montant de 1 Mrd dh ;
- **Terminal à Conteneurs – Tanger Med** : Conseil du consortium formé par Eurogate-Contship, Comanav, CMA-CGM et MSC pour la concession du deuxième terminal à conteneurs du port de Tanger Med.

En 2005 :

- **Privatisation des quatre sucreries publiques** : Conseil de Cosumar dans le cadre de l'acquisition des sucreries étatiques ;

- **Afriquia/Somepi** : Conseil de AKWA Group dans le cadre du rapprochement avec OISMINE ;
- **CNIA** : Conseil de Saham pour l'acquisition de 67% du capital de la CNIA auprès de ARIG ;
- **Maroc Connect** : Conseil de Maroc Connect dans le cadre de l'obtention de la 3^{ème} licence fixe au Maroc.

En 2004 :

- **Maroc Telecom** : Conseil de l'Etat marocain en association avec BNP Paribas et Merrill Lynch dans le cadre de l'introduction en bourse de Maroc Telecom pour un montant de 8,9 milliards de Dhs.

A ce titre, Attijari Finances Corp. bénéficie d'une reconnaissance internationale :

- Deal of the year 1997 ;
- Best M&A House par la revue financière Euromoney en 2003.

Attijari Finances Corp. a consolidé en 2005 son activité dans un contexte marqué par la reprise des opérations de privatisation, par l'engouement pour le marché actions et par la poursuite du recours des opérateurs au marché de la dette privée, en raison des niveaux favorables de taux.

Au 31/12/2006, les comptes sociaux d'Attijari Finances Corp. font apparaître un chiffre d'affaires de 41,2 Mdhs pour un volume de transactions de près de 12 Mrds dh.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Attijari Finances Corp.
Siège social	163, Avenue Hassan II -Casablanca
Nombre de titres détenus	10 000 actions
Montant du capital détenu	10 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	41,2 Mdh
Résultat net	16,8 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	67,0 Mdh

Source : Attijari Finances Corp.

Wafa Gestion

L'exercice 2005 a connu l'émergence de Wafa Gestion, opérateur de référence sur les métiers de la gestion d'actifs, issu de la fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion.

Wafa Gestion gère plusieurs OPCVM couvrant l'ensemble des classes d'actifs, pour le compte d'investisseurs institutionnels, de grandes entreprises et de particuliers.

Au titre de l'exercice 2006, Wafa Gestion a augmenté ses encours compte tenu de :

- L'ouverture au réseau d'un fonds obligataire long terme complétant la gamme BPP ;
- La création de nouveaux fonds dédiés pour des institutionnels, Wafa Gestion ayant été retenue dans le cadre des appels d'offres émis en 2006.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Wafa Gestion
Siège social	416, rue Mustapha El Mâani - Casablanca
Nombre de titres détenus	26 400
Montant du capital détenu	2 640 000 Dh
% de capital détenu	66,0% *
% des droits de vote	66,0%
Chiffre d'affaires	225,6 Mdhs
Résultat net	62,8 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	41,4 Mdhs

Source : Attijariwafa bank - * 34% détenus par Crédit Agricole Asset Management, filiale gestion d'actifs du Crédit Agricole-France.

WafaTrust

Wafa Trust conduit des missions de conseil en restructuration financière et mise à niveau. Depuis 2006, son activité ayant été transférée vers Attijari Invest, Wafa Trust n'exerce plus d'activité commerciale.

Données au 31/12/2006	
Dénomination sociale	Wafa Trust
Siège social	416, Rue Mustapha El Maani - Casablanca
Nombre de titres détenus	39 800 actions
Montant du capital détenu	3 980 000 Dh
% de capital détenu	79,6%*
% des droits de vote	79,6%
Résultat net	-104 Kdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par CALYON, Banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole-France

Wafa Investissement - Attijari Invest

Wafa Investissement gère les participations en capital-risque. En terme d'activité, Wafa Investissement a réalisé la cession de sa filiale SIFAP pour un montant de 24 Mdh, la restructuration financière de la Compagnie Industrielle du Lukus (CIL) et la prise de participation dans Mifa Télécom.

Wafa Investissement a connu, début 2007, une restructuration financière au terme de laquelle le capital social a été porté à 55 Mdh.

Constituée en 2005, Attijari Invest est la filiale d'Attijariwafa bank destinée à offrir aux investisseurs des instruments financiers à forte rentabilité tout en maîtrisant les risques liés à de tels placements. Elle a pour mission le montage, la mise en place puis la gestion de fonds d'investissement. Au cours de l'exercice 2005, la structure a procédé au lancement de deux fonds d'investissement :

- Agram Invest : d'une taille de 200 Mdh, dédié à l'agro-industrie ;
- Fonds Igrane : d'une taille de 126 Mdh, destiné à la région Souss Massa Drâa.

Au terme de l'exercice 2006, Attijari Invest a bouclé en partenariat avec Emerging Markets Partnership (EMP Africa), le fonds Moroccan Infrastructure Fund, doté d'une enveloppe d'1 Mrd dh avec un premier closing à 800 Mdhs. Par ailleurs, Attijari Invest a bouclé le fonds IGRANE, avec un premier closing à 120 Mdh.

Enfin, Attijari Invest a été mandatée en 2006 par Al Ajial Fund¹² pour une mission d'assistance et de conseil dans la gestion.

Données estimées au 31/12/2006		
Dénomination sociale	Wafa Investissement	Attijari Invest
Siège social	416, Rue Mostapha El Maani Casablanca	416, Rue Mostapha El Maani Casablanca
Nombre de titres détenus	400 000 actions	50 000 actions
Montant du capital détenu	40 000 000 Dh	5 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%	100,0%
% des droits de vote	100,0%	100,0%
Chiffre d'affaires	2,3 Mdh	14,6 Mdh
Résultat net	-623 Kdh	153,2 Kdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant	Néant

Source : Attijariwafa bank

¹² Fonds d'investissement de 200 MUSD géré par Kuwait Investment Authority

III.3. Relations entre Attijariwafa bank et ses filiales

Les principales conventions régissant les relations entre Attijariwafa bank et ses filiales se présentent de la manière suivante :

Services rendus par Attijariwafa bank à ses filiales

- **Wafa Assurance**
 - Vente des produits de prévoyance et d'épargne par le réseau Attijariwafa bank rémunérée par des commissions d'apport ;
 - Exploitation d'économies d'échelle au sein du groupe.
- **Wafacash**
 - Assistance technique ;
 - Accompagnement stratégique ;
 - Fourniture de prestations de services.
- **Wafa Gestion**
 - Bénéficie du réseau Attijariwafa bank ;
 - Gestion du portefeuille d'Attijariwafa bank ;
 - Management fees.

Enfin, les filiales ont recours aux principaux produits bancaires commercialisés par la banque pour leur besoin personnel (facilités de caisse, crédits d'investissement, crédits de trésorerie...).

Contrats de location de bureaux

Attijariwafa bank dispose de plusieurs contrats de location de bureaux avec ses filiales. Le tableau suivant résume les loyers perçus des principales filiales en 2006 :

Filiale	Loyer annuel – Dh	Début du loyer
Attijari Factoring	198 000	01/08/2001
Attijari Finances Corp.	593 000	01/07/2006
Attijari Intermédiation	444 600	01/07/2006
Attijari Invest	367 000	01/07/2006
Attijari Protection	24 000	01/01/2004
CAPRI	180 000	30/05/2003
Wafa Gestion	429 066	01/06/1999
Wafa Investissement	12 000	01/06/1991
Wafa Immobilier	50 000	01/11/2006
Wafa Patrimoine	96 000	01/01/2002
Wafa Systèmes Consulting	120 000	01/10/1998
Wafa Syst Data	36 000	01/06/1991
Wafasalaf	1 722 000	01/04/2000

Source: Attijariwafa bank

IV. ACTIVITE

IV.1. Aperçu du secteur bancaire

IV.1.1. Cadre réglementaire

Les établissements financiers sont placés sous le contrôle et la supervision de Bank Al Maghrib et du Ministère des Finances. Ces deux institutions agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Établissements de Crédit.

Le secteur bancaire marocain a entamé un ensemble de réformes qui se sont traduites par une refonte de la loi bancaire orientée vers la libéralisation et la modernisation du secteur (libéralisation des taux, déréglementation de l'activité bancaire...). Dans ce cadre, la loi bancaire 1967 révisée en 1993 a été remplacée par une nouvelle loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés et qui a été promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006). La nouvelle loi vise l'élargissement des pouvoirs de Bank Al Maghrib, lui conférant plus d'indépendance, renforçant sa réglementation et appuyant son rôle de supervision et de contrôle. Bank Al Maghrib est habilité dorénavant à octroyer ou retirer les agréments ou encore à s'opposer à la nomination de personnes ne remplissant pas les conditions requises au sein des instances d'administration ou de direction des établissements de crédit.

En outre, un plan d'action a été décidé afin d'appliquer au secteur bancaire marocain les normes IAS/IFRS à partir de 2008. L'objectif de ce plan d'action est de répondre aux besoins des différents opérateurs du marché en terme d'information financière. Jusqu'à fin mai 2006, les travaux menés par la commission mixte Bank Al Maghrib/GPBM et des groupes techniques ont porté notamment sur la délimitation du périmètre d'application du projet IAS/IFRS, le réaménagement de l'architecture du Plan Comptable des Etablissements de Crédit, l'impact des changements induits par certaines normes et le rapprochement entre certaines normes IAS/IFRS et les accords de Bâle II.

Concernant la mise en œuvre des principes fondamentaux du comité de Bâle, la nouvelle loi bancaire adoptée en 2006 offre le cadre adéquat afin que les banques se mettent en conformité avec ceux-ci. Ainsi, le calendrier de transposition de Bâle II, arrêté d'un commun accord avec la profession bancaire, prévoit l'adoption en 2007 des approches standards pour les trois catégories de risque du premier pilier du nouveau dispositif (risque de marché, risque opérationnel et risque de crédit).

Les modalités d'application de la loi sont fixées principalement par les circulaires du gouverneur de BAM et accessoirement par les arrêtés du ministre des finances.

Dans la nouvelle loi bancaire, c'est le gouverneur de BAM qui fixe les proportions à respecter au niveau des ratios prudentiels. Ceci dit, si la loi bancaire a été promulguée par dahir le 14 février 2006, les circulaires d'application ne sont pas encore disponibles, ce qui revient à dire que les textes applicables en matière de règles prudentielles sont toujours les arrêtés du ministre chargé des finances et les circulaires de BAM en vigueur avant la promulgation de la loi 34-03 par le Dahir 1-05-178.

Ces règles prudentielles permettent de mieux gérer les risques liés à une insuffisance des ressources liquides des sociétés, à une insolvabilité et à la concentration des crédits sur un seul bénéficiaire ou même groupe de bénéficiaires.

Par ailleurs, les banques marocaines devront être conformes aux accords de Bâle II à la fin 2007.

Critères	Définition	Taux
Ratio de solvabilité (ou Ratio Cooke)	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature	=> 8%
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés	=> 100%
Ratio de division des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque	=< 20%
Réserve monétaire	Fonds que les banques sont tenues de disposer sous forme de comptes gelés auprès de BAM, à hauteur de 16,5% de leurs dépôts à vue. L'obligation de blocage de la réserve monétaire a été levée en septembre 1996, permettant aux banques de disposer de leur liquidité sous réserve de respecter la moyenne mensuelle de 16,5%	= 16,5%
Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Depuis le renforcement du régime de couverture par les provisions des créances en souffrance en décembre 2002, (sortie de la circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories selon leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, respectivement à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100%	= > 20%, ou 50%, ou 100%

IV.1.2. Activité du secteur bancaire entre 2004 et 2006

A fin 2005, le secteur bancaire marocain comprend 16 institutions¹³ (contre 17 en 2004) suite à la fusion-absorption de la BMAO par le Crédit Agricole du Maroc. Après le retrait d'agrément à la BNDE, opéré au début de l'année 2006, ce nombre est passé à 15.

La consolidation récente du secteur a mené à une forte concentration de ce dernier avec six grandes banques (Attijariwafa bank, BCP, BMCE bank, BMCI, SGMB, CDM) contrôlant 96,5% des crédits et 97,6% des dépôts.

Les banques étrangères sont fortement présentes dans les capitaux des banques privées. Ainsi, BNP Paribas contrôle 65,1% de la BMCI, Société Générale France possède 51,6% de la SGMB, Crédit Agricole SA contrôle 52,6% du CDM, le groupe CIC détient 10% de BMCE Bank, l'espagnol Caja De Ahorros Del Mediterraneo¹⁴ contrôle 5% du capital de BMCE Bank et Grupo Santander possède 14,6% du capital d'Attijariwafa bank.

Les deux derniers exercices ont été marqués par les faits suivants :

¹³ Source : Rapport annuel de Bank Al Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2005.

¹⁴ Caja De Ahorros Del Mediterraneo est le quatrième établissement bancaire d'épargne en Espagne en termes de dépôts, de crédits et de résultat consolidé. Il est présent aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, à Cuba, en Suisse, en République Dominicaine, en Chine, en Pologne et au Mexique à travers un réseau de 1 000 agences.

- Le rachat par Attijariwafa bank, en consortium avec Grupo Santander, de 53,54% de la Banque du Sud en Tunisie ;
- La cession par la BCP de 20% du capital du CIH au profit de la CDG ;
- La prise de participation par le groupe français Caisse d'Epargne de 35% du holding Massira Capital Management, qui contrôle 67% du capital de CIH. Les 65% restants appartiennent à la CDG ;
- L'acquisition par Caja De Ahorros Del Mediterraneo de 5% du capital de la BMCE.

En 2006, l'activité des banques a progressé à un rythme soutenu par rapport à 2005. Cette croissance a reposé, à l'actif, sur l'accroissement des crédits lié notamment à l'essor des prêts immobiliers et au financement d'opérations exceptionnelles de privatisation, et au passif, sur l'augmentation des dépôts de la clientèle favorisée par l'élargissement du réseau bancaire.

Selon les indicateurs relevés par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc, au niveau de la fonction de collecte de l'épargne, l'ensemble des ressources drainées par les banques commerciales s'est établi à 292,9 Mrds dh en 2004, 330,2 Mrds dh en 2005 et 387,9 Mrds dh à fin 2006, en progression de 12,7% en 2005 et 17,5% en 2006.

Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent un encours de 157,5 Mrds dh en 2004, 180,5 Mrds dh en 2005 et 213,3 Mrds dh en 2006, continuent de fournir la plus importante contribution aux ressources bancaires avec en moyenne 54,5% des ressources collectées.

Dépôts

L'activité bancaire se caractérise par une forte concentration. Six grandes banques collectent près de 97,6% du total des dépôts de clientèle.

Ainsi, les parts de marché en terme de ressources des 6 principaux acteurs bancaires sur le marché marocain pour l'année 2006, se présentent comme suit :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Dettes envers les établissements de crédit	24,1%	23,6%	44,1%	3,9%	1,9%	2,4%	100,0%
Dépôts de la clientèle	31,4%	30,0%	16,2%	8,1%	6,1%	8,2%	100,0%
Titres de créances émis	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Total ressources	31,0%	29,6%	16,1%	9,2%	6,0%	8,1%	100,0%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Les quatre premières banques collectent près de 85,8% des dépôts du marché. Attijariwafa bank se positionne en tête de liste avec une part de marché de 31,0%, suivie de la BCP avec une part de marché de 29,6%.

Crédits

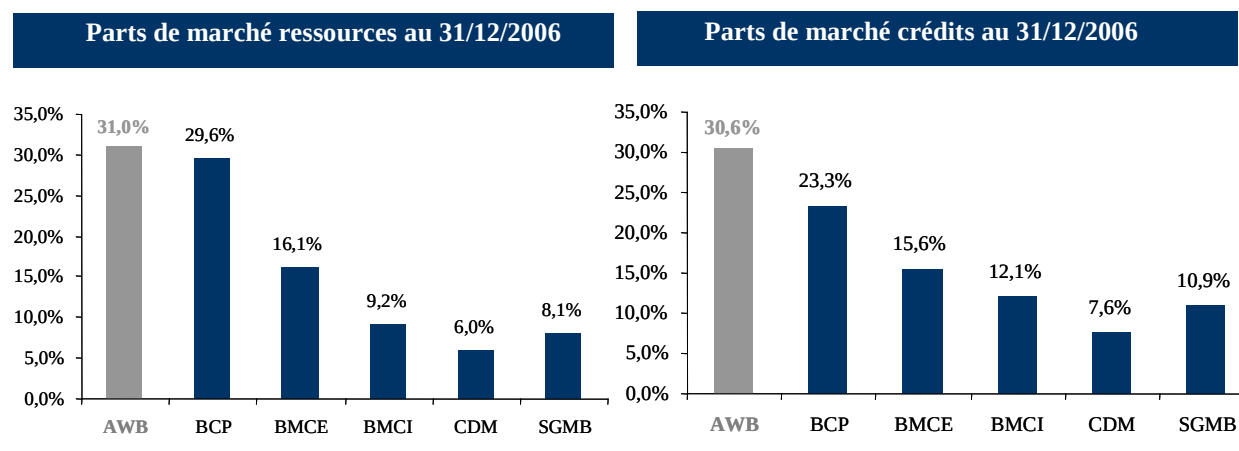
Les six plus grandes banques commerciales du pays distribuent 96,5% du total des engagements.

Le tableau ci-dessous résume les parts de marché, au niveau des crédits à l'économie, des 6 principaux acteurs sur le marché bancaire marocain pour l'année 2006 :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Créances sur les sociétés de financement	31,9%	14,8%	14,0%	9,8%	8,1%	21,3%	100,0%
Créances sur la clientèle	30,4%	24,2%	15,7%	12,4%	7,5%	9,7%	100,0%
Total crédits	30,6%	23,3%	15,6%	12,1%	7,6%	10,9%	100,0%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

A fin 2006, Attijariwafa bank détient une part de marché de 30,6%, suivie de la BCP et de la BMCE avec respectivement 23,3% et 15,6% de part de marché. La part de marché cumulée des 4 plus grandes banques commerciales du Royaume (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, BMCI) en matière de crédits s'élève à 81,5%.



Source : GPBM - PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Engagements hors bilan

En cumulé, les six premières banques marocaines représentent 94,4% des engagements donnés par l'ensemble des banques commerciales.

Les parts de marché au niveau des engagements hors bilan des 6 principaux acteurs sur le marché bancaire marocain pour l'année 2006, se présentent comme suit :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Total des engagements donnés	33,2%	16,9%	14,7%	18,6%	6,3%	10,3%	100,0%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines

A fin 2006, le cumul des parts de marché des 4 plus grandes banques commerciales du pays en matière d'engagements hors bilan s'élève à près de 83,4%. Attijariwafa bank détient une part de marché de 33,2% suivie de la BMCI et de la BCP.

IV.1.3.Évolution des ressources

Les dépôts de la clientèle des banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) ont évolué comme suit durant les 3 dernières années :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Dettes envers les établissements de crédit ⁽¹⁾	1 885,0	2 991,4	4 642,2	58,7%	55,2%
Dépôts de la clientèle	290 628,5	325 122,0	378 055,1	11,9%	16,3%
Comptes chèques*	116 748,4	135 467,3	157 806,3	16,0%	16,5%
Comptes courants*	40 808,6	45 093,5	55 509,7	10,5%	23,1%
Comptes d'épargne	39 648,7	43 717,6	47 932,5	10,3%	9,6%
Dépôts à terme	82 441,1	91 305,9	105 852,2	10,8%	15,9%
Autres dépôts et comptes créditeurs*	10 981,7	9 537,8	10 954,4	-13,1%	14,9%
Titres de créances émis ⁽²⁾	402,1	2 057,8	5 246,3	>100,0%	>100,0%
Total ressources	292 915,6	330 171,2	387 943,6	12,7%	17,5%

Mdh - Source : GPBM

⁽¹⁾ Y compris les emprunts financiers extérieurs

⁽²⁾ Certificats émis + emprunts obligataires émis

* Dépôts non rémunérés

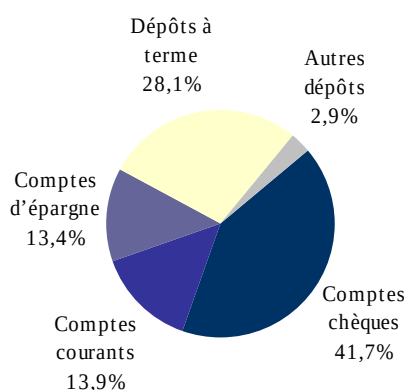
Commentaires

- **Evolution** : L'ensemble des ressources collectées par les banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) s'établit à 387,9 Mrds dh à fin 2006 contre 330,2 Mrds dh l'année précédente, soit une progression de 17,5% vs 12,7% en 2005 ;

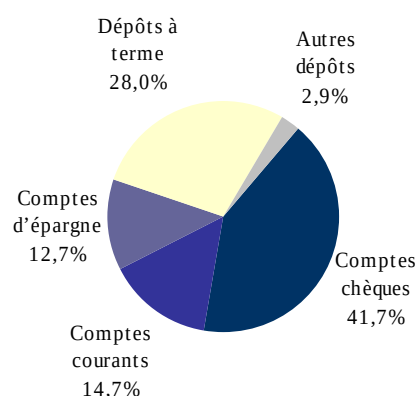
- **Structure :** La structure des ressources des banques reste dominée par la part prépondérante des dépôts de la clientèle qui a atteint 97,5% en 2006. La part des titres de créances émis s'est, quant à elle, accrue, passant de 0,6% à 1,4%.

Par ailleurs, la progression des dépôts de la clientèle a été marquée par la hausse de la part des dépôts non rémunérés (59,3% du total des dépôts en 2006). En effet, les comptes chèques et les comptes courants représentent près de 56,4% des dépôts de la clientèle en 2006. Ils enregistrent depuis 2004 une évolution positive dont la plus importante concerne les comptes courants avec un encours qui s'établit à 55,5 Mrds dh en 2006 vs 40,8 Mrds dh en 2004, soit une progression moyenne de 16,6%.

Répartition des dépôts clientèle (2005)



Répartition des dépôts clientèle (2006)



Source : GPBM

IV.1.4. Evolution des emplois

Les crédits clientèle des banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) ont évolué comme suit durant les 3 dernières années :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Créances sur les sociétés de financement	18 854,6	22 127,9	27 326,3	17,4%	23,5%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	1 347,7	1 377,8	2 547,2	2,2%	84,9%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	6 401,4	6 044,3	10 728,2	-5,6%	77,5%
Prêts financiers	11 095,6	14 695,9	14 041,2	32,4%	-4,5%
Autres	9,9	10,0	9,7	0,5%	-2,1%
Créances sur la clientèle	171 823,2	200 437,4	246 865,3	16,7%	23,2%
Crédits de trésorerie	64 619,1	73 445,5	94 123,4	13,7%	28,2%
Crédits à l'équipement	34 674,5	45 726,4	55 880,1	31,9%	22,2%
Crédits à la consommation	9 586,2	10 258,4	13 230,9	7,0%	29,0%
Crédits immobiliers	34 936,0	43 786,3	57 840,7	25,3%	32,1%
Autres crédits	3 831,4	4 619,2	4 406,4	20,6%	-4,6%
Créances en souffrance brutes	24 176,0	22 601,6	21 384,0	-6,5%	-5,4%
Total Emplois	190 677,8	222 565,4	274 191,6	16,7%	23,2%

Mdh - Source : GPBM

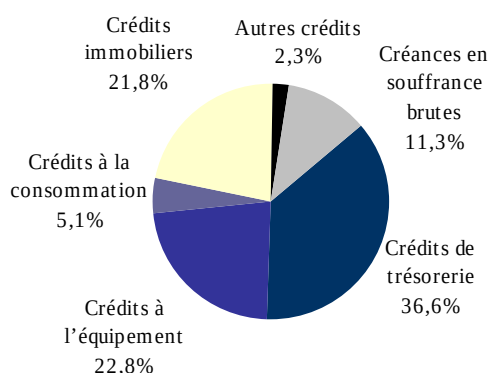
Commentaires

Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 23,2% au cours de la période 2005-2006, pour s'établir à 274,2 Mrds dh :

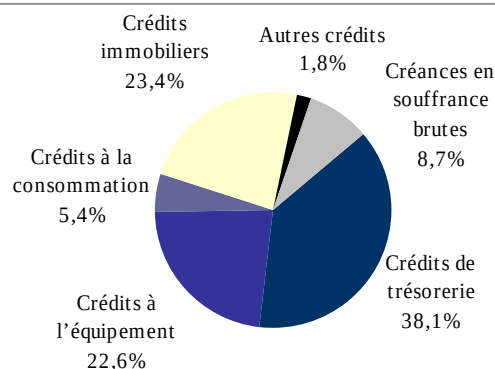
- L'encours global des crédits par décaissement à la clientèle a marqué, à fin 2006, une hausse de 23,2% à 246,9 Mrds dh. Rapporté à l'encours des crédits, il s'établit, en moyenne, à 90,0% en 2005 et 2006 ;
- La structure des emplois bancaires reste dominée par les crédits de trésorerie qui représentent 94,1 Mrds dh en 2006 et constituent 34,3% de l'encours de crédits ;
- Les crédits à l'équipement et à la consommation cumulés contribuent pour leur part à près de 28,0% aux créances sur la clientèle avec 69,1 Mrds dh en 2006, en hausse de 23,4% par rapport à 2005 ;

- Les crédits immobiliers marquent une progression de 32,1% et représentent 23,4% des créances sur la clientèle au 31/12/2006 (vs 21,8% en 2005). Cette catégorie de crédit connaît, en effet, une évolution sensible en raison de l'orientation de l'ensemble du système bancaire vers le financement de l'immobilier ;
- L'exercice 2006 a été marqué par une amélioration de la contentialité : les créances en souffrance brutes ont enregistré une baisse de 5,4%, atteignant 21,4 Mrds dh. Le taux de contentieux (créances en souffrance brutes/créances sur la clientèle) évolue ainsi de 14,1% en 2004 à 8,7% en 2006.

Répartition des crédits clientèle (2005)



Répartition des crédits clientèle (2006)



Source : GPBM

IV.1.5.Évolution des opérations de hors bilan

En 2006, les engagements de financement donnés, formés notamment d'ouvertures de crédits confirmés, ont augmenté de 18,5% à 28,8 Mrds dh.

Les engagements de garantie donnés ont progressé de 14,0% à 52,9 Mrds dh.

IV.1.6.Évolution des principaux indicateurs d'exploitation

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Produits d'exploitation bancaire	20 773,6	23 845,3	26 636,0	14,8%	11,7%
Charges d'exploitation bancaire	5 444,4	6 188,2	7 422,3	13,7%	19,9%
Produit net bancaire	15 329,2	17 657,2	19 213,8	15,2%	8,8%
Charges générales d'exploitation	7 621,7	8 728,0	9 266,8	14,5%	6,2%
<i>Dont Amortissements</i>	903,7	974,0	1 032,5	7,8%	6,0%
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance	1 710,7	1 521,2	826,8	-11,1%	-45,6%
Résultat net	3 234,3	4 794,3	6 088,2	48,2%	27,0%

Mdh - Source : GPBM – Banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH)

Commentaires

- **PNB** : au terme de l'exercice 2006, le produit net bancaire des banques commerciales a affiché une croissance de 8,8% pour s'établir à 19,2 Mrds. Cette progression est liée à l'accroissement en volume tant de la marge d'intérêt que de la marge sur commissions ;
- **Charges générales d'exploitation** : les charges générales d'exploitation affichent une hausse de 6,2% en 2006 et s'élèvent à 9,3 Mrds dh, soit un coefficient d'exploitation induit de 48,2% en 2006 vs 49,4% en 2005 ;
- **Amortissements** : les amortissements, qui représentent 11,1% des charges générales d'exploitation bancaire en 2006, ont marqué une évolution à la hausse de 6,0% entre 2005-2006, pour s'établir à plus de 1,0 Mrds dh ;
- **Provisions** : les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance s'établissent à 0,8 Mrds dh en 2006 marquant une baisse de 45,6% par rapport à l'année précédente. Le recul des provisions

doit être situé dans un contexte marqué par une amélioration du taux de contentieux au niveau du secteur bancaire et la mise en place des nouvelles règles prudentielles édictées par Bank Al-Maghrib en matière de classification et de provisionnement des créances en souffrance entrées en vigueur à partir de 2003 ;

- **Résultat net** : le résultat net des banques commerciales s'élève à 6,1 Mrds dh en 2006 contre 4,8 Mrds dh un an auparavant. Ainsi, il enregistre en 2006 une progression de 27,0%, suite aux efforts d'assainissement engagés par les établissements de crédit au cours des trois dernières années.

IV.2. Activités d'Attijariwafa bank

En septembre 2006, une nouvelle organisation commerciale a été mise en place afin d'optimiser l'efficacité opérationnelle du groupe et renforcer les synergies entre les différents domaines d'activité.

Le groupe Attijariwafa bank est désormais structuré autour de quatre pôles opérationnels correspondant aux principales activités du groupe. Des fonctions support viennent aussi consolider la nouvelle organisation de la banque.

Les quatre pôles opérationnels d'Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- Pôle Banque de Proximité, réunissant la Banque des Particuliers et Professionnels et la Banque des Marocains sans Frontières ;
- Pôle Banque de Financement et de l'Entreprise, qui distingue les entités dédiées à la PME au sein de la Banque de l'Entreprise, de celles concernant la clientèle « Corporate » regroupées au sein de la Banque de Financement ;
- Pôle Filiales Financières ;
- Pôle Banque des Marchés et d'Investissement, regroupant les activités de banque d'affaires et d'investissement.

IV.2.1. Le pôle Banque de Proximité

Ce pôle, qui regroupe la Banque des Particuliers et des Professionnels « BPP » et la Banque des Marocains sans Frontières « BMF », représente un marché prioritaire pour la banque.

Banque des Particuliers et des Professionnels

La gamme de produits dédiée à ce marché est très étoffée, et permet de cerner les différents besoins de la clientèle, dont l'exigence ne cesse de croître dans un marché de plus en plus concurrentiel.

A fin 2006, le réseau commercial de la BPP compte 522 agences réparties à travers 34 groupes, eux-mêmes dépendant de 8 réseaux.

Le réseau de la BPP assure le placement des produits bancaires et financiers classiques, mais aussi parabancaires développés par d'autres entités du groupe : produits d'assurance, de prévoyance, monétique, crédits, etc. :

- Les comptes : compte chèques, compte sur carnet, compte à terme ou dépôt à terme, compte en devise, etc. ;
- La monétique : carte Aisance, carte Mastercard Internationale, carte Gold, carte Joker, Carte Mizane, carte Kesma, etc. ;
- La bancassurance : Age d'or, Assuremprunt, Securicompte, Epargne Retraite Attijari, Activ'Epargne, Assistance Plus, etc. ;
- Les crédits : crédit Miftah, crédit Miftah 1^{er} toit, crédit Miftah Prim¹⁵, crédit express, crédit opportunités, crédit coup de cœur, crédit sérénité, Rasmali, etc. ;
- La banque à distance : Allô mon compte, Attijari Net, Info-Fax, Suimoi.

L'organisation commerciale des agences de la BPP est caractérisée par la segmentation du portefeuille client en fonction de plusieurs critères tels que la nature d'activité (par catégorie socioprofessionnelle),

¹⁵ Crédit immobilier remboursable in fine, couplé à un produit d'épargne retraite, permettant d'épargner tout en remboursant son crédit.

le montant de l'épargne, les mouvements du compte... Ainsi, chaque segment de clients, « grand public » ou « privé » est regroupé au sein d'un portefeuille homogène.

Au titre de l'exercice 2006, la Banque des Particuliers et des Professionnels a concrétisé le projet INMAE - fonds d'un milliard de dirhams pour la promotion de la TPE - avec le montage d'offres pour le financement de projets de TPE :

- Bidaya, un projet d'investissement adossé au programme gouvernemental Moukawalati ;
- Machroue.com, un crédit d'investissement destiné à tous les professionnels dotés d'une expérience significative pour créer leur entreprise ;
- Rasmali, un crédit dédié exclusivement aux petits artisans et commerçants.

Principaux indicateurs de la Banque des Particuliers et Professionnels

Au titre de l'exercice 2006, les principaux indicateurs de la « Banque des Particuliers et Professionnels » se présentent comme suit :

- Part dans les dépôts d'Attijariwafa bank : 82%
- Nombre d'agences : 522
- Nombre de clients : 1 275 000
- Crédits distribués : 16,2 Mrds dh (+3,4%)
- Dépôts de la clientèle : 88,6 Mrds dh (+15,1%)

Banque des Marocains sans Frontières

Plaçant le marché des Marocains Résidant à l'Etranger au cœur de sa stratégie de développement, Attijariwafa bank a mis en place en 2005 une nouvelle « Business Unit », exclusivement dédiée aux besoins spécifiques de cette catégorie de clientèle.

A cet effet, des structures spécialisées ont été mises en place, notamment :

- **Les implantations par pays** : des responsables pays rattachés directement à la direction de la BMF représentent officiellement Attijariwafa bank auprès des autorités de tutelle des différents pays et prennent en charge les activités MRE qu'elles soient retail ou corporate ;
- **les entités de soutien**, de support et de back-office dédiées au marché MRE et basées à Casablanca. Il s'agit des entités « Distribution, Produits, Marchés », « Supports et Moyens » et « Risques et Recouvrement BMF » ;
- **« Attijariwafa bank Europe »** : filiale bancaire en France qui permettra à Attijariwafa bank de déployer ses activités dans toute l'Union Européenne en partant de l'implantation existante dans différents pays (France, Espagne, Italie, Belgique, Hollande, Allemagne, Grande-Bretagne).

L'année 2006 a été marquée par le développement du réseau de distribution avec l'ouverture de deux nouveaux guichets en France (Lyon et Nice), du bureau d'Almeria et du desk de Valence.

Cette extension du réseau s'est accompagnée par la signature de plusieurs accords avec des banques étrangères, permettant de mettre à la disposition des clients un large réseau pour leurs transferts d'argent vers le Maroc :

- En Espagne, un partenariat a été mis en œuvre avec Grupo Santander et plusieurs conventions ont été signées avec la Caixa Catalunya, Banco Popular et Caja de Madrid ;
- En Italie, une convention a été conclue avec Gruppo MPS, constitué de la Banque Monte Dei Paschi de Siena, de Banca Toscana et de Banca Agricola Mantovana ainsi qu'avec la Banque Unicredito ;
- En Hollande, une convention a été signée avec DHB Bank.

Principaux indicateurs de la Banque des Marocains sans Frontières

- Comptes chèques MRE : 15,1 Mrds dh (+15,4%)
- Volume des transferts : 3,7 Mrds dh (+25,2%)
- Nombre de réseaux : 8 réseaux MSF (Moyen Orient, France, Belgique, Hollande, Espagne, Allemagne, Angleterre, Italie)
- Nombre de comptes MRE : 431 843

IV.2.2. Le pôle Banque de Financement et de l'Entreprise

La Banque de Financement et de l'Entreprise opère sur le segment des grandes, moyennes et petites entreprises. Attijariwafa bank a opté pour une segmentation qui fait ressortir deux grands portefeuilles : les entités dédiées à la PME qui sont regroupées au sein de la Banque de l'Entreprise et les Grandes Entreprises regroupées au sein de la Banque de Financement.

Ce choix tient compte de la différence des besoins en matière de crédits et de traitement clientèle entre les deux catégories et résulte non seulement de la taille et du chiffre d'affaires, mais aussi de la nature des structures, du mode de management, du secteur d'activité de chaque entreprise, etc.

Banque de l'Entreprise

La Banque de l'Entreprise a réorganisé, durant l'année 2005, son dispositif autour de 7 réseaux, composés de 25 centres d'affaires.

Par ailleurs, la banque a signé en 2006 une convention de partenariat avec l'ANPME (Agence Nationale de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise), l'objectif de cet accord étant de mettre à la disposition de la clientèle PME tous les produits et services entrant dans le cadre de la mise à niveau des PME marocaines.

Banque de Financement

Cette entité assure la coordination et le pilotage de la relation globale du Groupe avec les grandes entreprises, un segment de clientèle sur lequel la concurrence ne cesse de s'intensifier, imposant un suivi de proximité.

La banque de financement est organisée autour de :

- Une entité « Grandes Entreprises » structurée par secteur d'activité économique ; 12 secteurs sont ainsi identifiés. Au 31.12.2006, les engagements de l'entité « Grandes Entreprises » ont atteint 56,9 Mrds dh, en progression de 25,6% par rapport à l'exercice précédent ;
- Une entité « International » qui a pour principal objectif d'accompagner d'une part les entreprises marocaines dans leur stratégie d'internationalisation et d'autre part les entreprises étrangères ayant un lien d'affaires avec le Maroc ou des projets d'investissement dans le pays. La ligne métier International intègre « Attijari International Bank », banque offshore du groupe installée à Tanger.

En septembre 2006, Attijariwafa bank a conclu un partenariat avec US Eximbank, banque fédérale chargée de promouvoir les exportations américaines dans le monde. L'objectif de ce partenariat est de proposer des formules de financement et d'accompagnement privilégiées pour l'importation des biens d'équipement américains et pour la canalisation d'investissements américains dans la région, réalisés par des opérateurs maghrébins et ouest africains. A travers ce partenariat, Eximbank accordera sa garantie pour le financement des projets retenus par Attijariwafa bank ;

- Une entité « Gestion des flux » ayant pour objectif de mettre en place des produits et des services innovants qui répondent aux attentes de la clientèle ;
- Une entité « Financement de l'investissement », créée fin 2004 et entièrement dédiée aux besoins de financement à moyen et long terme de la clientèle Grandes Entreprises. Cette structure s'articule autour de trois lignes de métiers : la « Promotion de l'Investissement », le « Financement de projets » et le « Financement du Tourisme et de la Promotion Immobilière » ;

Parmi les principaux financements bouclés en 2006, l'opération de swap de la dette de Meditel, le financement de la modernisation de la raffinerie de Mohammedia de la Samir ainsi que le financement structurel et récurrent au niveau de certains organismes publics.

Dans le secteur touristique en particulier, cette entité a accompagné plusieurs opérateurs internationaux (Four Seasons, Banyan Tree, etc.) ainsi qu'un certain nombre d'opérateurs immobiliers à travers la mise en place de montages combinant le financement de l'hôtellerie, de la promotion immobilière et de cautions VEFA¹⁶.

- Une entité « Conventions Personnel Entreprise » ayant pour vocation de constituer un levier de production, d'accompagner et de fidéliser les relations grandes entreprises, d'activer et de recenser de manière permanente toutes les niches de synergies internes au sein du groupe Attijariwafa bank.

Principaux indicateurs du pôle Banque de Financement et de l'Entreprise

A fin 2006, les principaux indicateurs de ce pôle se présentent comme suit :

- Total des engagements : 75,0 Mrds dh
 - Engagements GE : 56,9 Mrds dh
 - Engagements PME : 18,1 Mrds dh
- Nombre de clients GE : 782
- Nombre de clients PME : 4 806
- Nombre de réseaux de centres d'affaires : 7
- Nombre de centres d'affaires : 25

IV.2.3. Pôle Filiales Financières

Ce domaine regroupe :

Offre Produits	
Services Financiers Spécialisés	Crédit à la consommation (Wafasalaf) Financement immobilier (Wafa Immobilier) Transfert d'argent (Wafacash) Location longue durée (Wafa LLD) Leasing (Wafabail) Factoring (Attijari Factoring)
Banque de Détail à l'International	Attijari bank Tunisie Attijariwafa bank Sénégal Banque Sénégal-Tunisienne
Assurance et Immobilier	Développement des métiers de la bancassurance au profit de la clientèle Attijariwafa bank (Wafa Assurance) Promotion et gestion des biens immobiliers

Principaux indicateurs des filiales financières à fin 2006

A fin 2006, les principaux indicateurs des filiales financières se présentent comme suit :

- Indicateurs d'activité Wafa Assurance :
 - Nombre de collaborateurs : 338
 - 110 agents et 105 courtiers
 - Part de marché estimée : 16,7%

¹⁶ Vente en l'état futur d'achèvement.

■ Indicateurs des Services Financiers Spécialisés :

Wafasalaf	Wafa Immobilier	Wafacash	Wafa LLD	Wafabail	Attijari Factoring
496 collaborateurs 27 agences propres	200 collaborateurs 47 801 clients	149 collaborateurs 227 agences dédiées	22 collaborateurs 2 237 véhicules gérés	68 collaborateurs	16 collaborateurs
Encours brut : 8,6 Mrds dh	Encours sain : 12,5 Mrds dh	Volume cash : 6,9 Mrds dh		Encours : 4,5 Mrds dh	Encours financement : 225,2 Mdh

IV.2.4. Pôle Banque des Marchés et d'Investissement

La Banque des Marchés et d'Investissement regroupe les activités de marché, de financement et de conseil.

	Offre Produits	
Banque d'Investissement	Corporate Finance	Conseil en fusion-acquisition, origination de dette privée, introduction en bourse, activités de marché primaire Actions (Attijari Finances Corp.).
	Capital Investissement	Participation en capital risque, gestion de fonds d'investissement, conseil en restructuration et mise à niveau.
	Gestion d'actifs	SICAV et FCP (Wafa Gestion)
	Intermédiation boursière	Investissement en actions (Attijari Intermédiation).
Banque des Marchés	Marché des capitaux (Salle des Marchés)	- Produits de taux et de change, dérivés de change et matières premières, structuration financière. - Produits de financement et d'investissement : crédits spots, financements en devises, placements dans des opérations de pension, acquisition sur le marché primaire et secondaire, commercialisation de Bons du Trésor et de titres de créances.
	Custody	Interface commerciale des investisseurs pour l'ensemble des services titres.

Principaux indicateurs de la Banque des Marchés et d'Investissement

A fin 2006, les principaux indicateurs de la « Banque d'Investissement » se présentent comme suit :

- Indicateurs d'activité Corporate Finance :
 - Volume de transaction émission d'actions : 4,7 Mrds dh
 - Volume de transaction émission d'obligations : 3,5 Mrds dh
 - Volume de transaction opérations stratégiques : 3,8 Mrds dh
- Indicateurs d'activité gestion d'actifs :
 - Encours sous gestion : 43 Mrds dh
- Indicateurs d'activité intermédiation boursière :
 - Volume de transactions annuel : 56 Mrds dh

IV.3. Évolution des indicateurs d'exploitation

IV.3.1.Évolution des crédits

Sur les trois dernières années, l'encours des crédits clientèle par type de crédits a évolué comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Créances sur les établissements de crédits et assimilés	14 326,7	19 345,6	24 155,0	35,0%	24,9%
Créances sur la clientèle	45 048,9	53 692,9	68 934,3	19,2%	28,4%
Crédits de trésorerie et à la consommation	22 909,4	27 196,9	34 590,2	18,7%	27,2%
Crédits à l'équipement	10 794,5	12 551,8	16 237,8	16,3%	29,4%
Crédits immobiliers	8 532,1	10 306,4	15 514,9	20,8%	50,5%
Autres crédits	1 002,1	666,9	127,4	-33,4%	-80,9%
Créances acquises par affacturage	-	1 248,7	982,8	ns	-21,3%
Créances en souffrance nettes de provision	1 424,0	1 202,5	792,4	-15,6%	-34,1%
Intérêts courus à recevoir	386,7	519,7	689,0	34,4%	32,6%
Total crédits	59 375,5	73 038,5	93 089,3	23,0%	27,5%

Mdh - Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée

L'encours des crédits a connu une évolution de 27,5% en 2006, sous l'effet d'une croissance soutenue, liée à l'effort commercial de la banque dans la plupart des segments d'activité (créances sur les établissements de crédits, des crédits de trésorerie, des crédits à l'équipement et des crédits immobiliers).

Par ailleurs, la banque a poursuivi son effort d'assainissement de son encours clientèle, les créances en souffrance ayant enregistré une baisse de 34,1%.

La structure des crédits d'Attijariwafa bank par segment de clientèle se présente comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Créances par décaissements nets *					
Secteur public	1 315	308	1 929	-76,6%	>100,0%
Entreprises financières	1 481	1 573	365	6,2%	-76,8%
Entreprises non financières	31 254	38 478	52 436	23,1%	36,3%
Autre clientèle**	10 612	13 334	14 203	25,6%	6,5%
Total crédits par décaissements nets***	45 049	53 693	68 934	19,2%	28,4%

* Hors provisions et hors crédits sur sociétés de financement

** Particuliers, commerçants

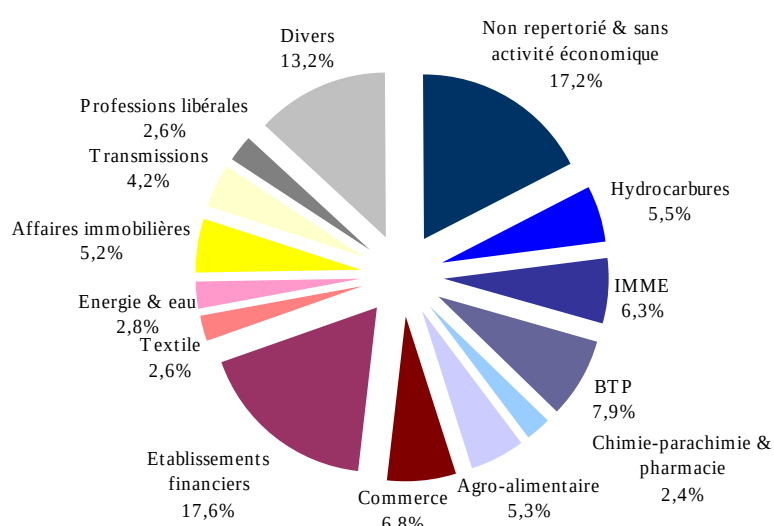
*** Y compris intérêts courus à recevoir

Mdh- Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée

Attijariwafa bank est particulièrement présente sur le segment des entreprises non financières qui représente près de 76,1% des crédits octroyés à la clientèle au 31/12/2006.

Par ailleurs, la ventilation des crédits d'Attijariwafa bank par secteur d'activité fait ressortir les pondérations suivantes :

- Les établissements financiers représentant 17,6% du total des crédits ;
- Le BTP représentant 7,9 % du total des crédits ;
- Le commerce s'affiche à 6,8% du total ;
- Les I.M.M.E¹⁷ représentent 6,3% du total, les hydrocarbures 5,5% et l'agro-alimentaire 5,3% ;
- Les non-répertoriés et sans activité économique représentent 17,2% du total des encours crédits.



Source : Attijariwafa bank

En 2006, la ventilation des crédits par région se présente comme suit :

	2006
Réseau Casablanca	72,3%
Réseau Rabat	9,4%
Réseau Fès-Meknès	5,1%
Réseau Nord	3,1%
Réseau Centre Rif Oriental	2,0%
Réseau Souss Sahara	3,9%
Réseau Sud	4,4%
Total	100,0%

Source : Attijariwafa bank

La répartition des crédits par zone géographique montre une concentration sur la région de Casablanca (72,3%) suivie de la région de Rabat (9,4%) et celle de Fès-Meknès alors que la région du Centre Rif Oriental représente 2,0% du total des crédits distribués.

¹⁷ Industries métallurgiques, mécaniques et électriques

IV.3.2.Évolution des dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit a évolué comme suit sur les trois dernières années :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Comptes à vue créditeurs	48 591,8	54 993,5	64 616,9	13,2%	17,5%
Comptes d'épargne	11 615,0	12 515,1	13 358,8	7,7%	6,7%
Dépôts à terme	20 760,6	26 237,9	38 324,7	26,4%	46,1%
Autres comptes créditeurs	3 895,3	4 389,0	4 152,2	12,6%	-5,4%
Intérêts courus à payer	273,1	339,8	452,3	24,4%	33,1%
Total dépôts	85 135,8	98 475,3	120 904,9	15,7%	22,8%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée

L'évolution favorable des différentes catégories de dépôts, dans un contexte d'abondance de liquidité, s'accompagne d'un renforcement de 3,4 points de la part des dépôts rémunérés dans le total des ressources, passant de 39,4% à 42,7% des dépôts à fin 2006.

L'encours des dépôts par segment de clientèle a évolué comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Dépôts					
Secteur public	1 599	575	3 575	-64%	>100,0%
Entreprises financières	1 419	3 251	6 912	>100,0%	>100,0%
Entreprises non financières	25 542	24 420	32 232	-4,4%	32,0%
Autre clientèle	56 303	70 230	78 185	24,7%	11,3%
Total dépôts*	85 136	98 476	120 905	15,7%	22,8%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée - * y compris intérêts courus

En terme de structure du portefeuille client, la part de la catégorie « Autre clientèle », constituée de la clientèle de particuliers (commerçants, professions libérales...) dans les dépôts s'établit à 64,7% de l'encours des dépôts clientèle en 2006.

La ventilation des dépôts par région en pourcentage de l'encours global se présente comme suit :

	2006
Réseau Casablanca	44,6%
Réseau Rabat	12,1%
Réseau Fès-Meknès	8,5%
Réseau Nord	8,3%
Réseau Centre Rif Oriental	14,8%
Réseau Souss Sahara	5,4%
Réseau Sud	6,3%
Total	100,0%

Source : Attijariwafa bank

IV.3.3.Évolution des engagements par signature

L'encours des engagements par signature a évolué comme suit sur les 3 dernières années :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Engagements en faveur de la clientèle	16 316	17 687	22 437	8,4%	26,9%
Engagements en faveur des intermédiaires financiers	1 387	3 692	3 302	>100,0%	-10,6%
Total engagements par signature	17 703	21 379	25 739	20,7%	20,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité Maroc

Les crédits par signature ont évolué de 20,4% par rapport à 2006 passant de 21,4 Mrds dh à 25,7 Mrds dh. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des cautions, avals et garanties en faveur de la clientèle. La part de marché sur cette activité se situe à 31,3%¹⁸.

IV.3.4. Réseau de distribution

L'organisation du réseau de distribution est fondée sur le concept de points de vente spécialisés, aménagés en espaces de vente et de conseil et privilégiant une gestion ciblée de la relation client. Ce concept prévoit un réseau réparti, d'une part en agences dédiées à la clientèle des particuliers et professionnels (522 agences) et d'autre part, en agences consacrées aux entreprises (25 centres d'affaires), avec pour chacune, des équipes et une organisation spécifiques.

Parallèlement, un important programme d'ouvertures d'agences a été initié pour renforcer le maillage du réseau de la banque dans les agglomérations à fort potentiel avec pour objectif de porter à 600 le nombre d'agences à fin 2007.

Le réseau de distribution d'Attijariwafa bank au cours des trois dernières années se présente de la manière suivante :

	2004	2005	2006
Guichets permanents	485	519	543
Guichets périodiques	3	3	3
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	334	317	494
Succursales et agences à l'étranger	7	7	7
Bureaux de représentation à l'étranger	30	24	31
Total	859	870	1 078

Source : Attijariwafa bank

V. CAPITAL HUMAIN

La politique des ressources humaines d'Attijariwafa bank s'inscrit dans le cadre du plan stratégique Izdihar 2010. A ce titre, plusieurs actions ont été définies, notamment une politique salariale, un système de rémunération et d'intéressement, une politique de formation, de recrutement et de gestion des carrières permettant aux différentes entités opérationnelles du groupe d'atteindre les objectifs du plan stratégique.

En 2006, la direction des ressources humaines a été érigée en « Capital Humain » relevant directement du Président Directeur Général. Un ensemble de chantiers sont actuellement en cours pour réorganiser les différents départements du Capital Humain et appliquer les politiques définies à savoir :

- Refonte du système d'information RH ;
- Mise en place de l'académie de formation aux métiers ;
- Gestion des carrières ;
- Classification ;
- Mobilité interne.

Par ailleurs, et afin de favoriser le dialogue social, plusieurs instances de contrôle ont été créées, avec pour missions principales le suivi et la satisfaction des préoccupations des collaborateurs :

- Le Comité d'Entreprises, qui regroupe des membres de la direction générale et des délégués élus et syndicaux ;
- Le Comité d'Hygiène et de Sécurité, qui réunit des représentants de la direction générale, des responsables du Capital Humain, de la logistique et achats, de la sécurité ainsi que des médecins du travail.

D'autre part, dans le cadre de la commission du Groupement Professionnel des Banques Marocaines, un protocole a été signé avec les organisations syndicales en décembre 2006. Ce protocole consolide les

¹⁸ Source : GPBM

acquis des collaborateurs du secteur bancaire à travers des volets tels que : l'augmentation générale des salaires, l'extension et l'amélioration du régime de retraite complémentaire, le relèvement du plafond de la tranche des prêts immobiliers bénéficiant d'un taux préférentiel, l'amélioration de la couverture médicale, etc.

V.1. Effectifs

Evolution récente des effectifs de la banque

L'évolution récente du personnel de la banque se présente comme suit :

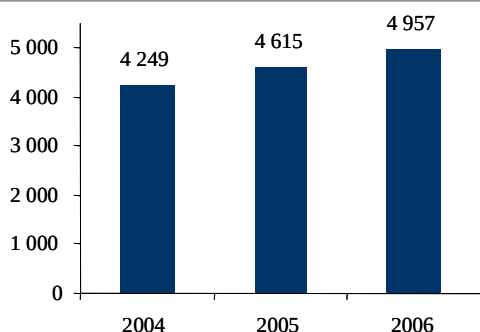
	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Effectif permanent	4 249	4 615	4 957	8,6%	7,4%
Cadres	1 675	1 757	2 053	4,9%	16,8%
Gradés	2 176	2 643	2 853	21,5%	7,9%
Employés	398	215	51	-46,0%	-76,3%
Effectif temporaire	96	58	ns	-39,6%	ns
Total	4 345	4 673	4 957	7,5%	6,1%

Source : Attijariwafa bank

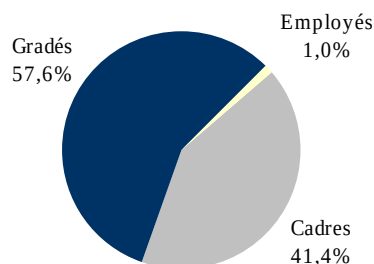
Au 31 décembre 2006, Attijariwafa bank compte 4 957 collaborateurs en progression de 7,4% par rapport à l'exercice précédent, du fait principalement de la progression des recrutements entre 2005 et 2006.

En 2006, les cadres et les gradés qui représentent en cumulé 99,0% du personnel permanent de la banque, ont enregistré respectivement une évolution de leurs effectifs de 16,8% et de 7,9% par rapport à l'année 2005.

Evolution de l'effectif permanent de AWB



Structure hiérarchique de l'effectif en 2006



Source : Attijariwafa bank

Structure de l'effectif

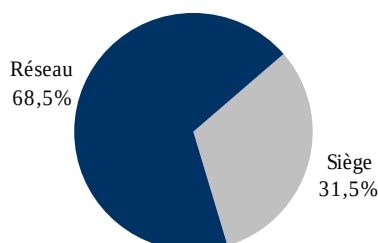
L'évolution de la structure des effectifs du groupe Attijariwafa bank se présente comme suit :

	2005	2006	Var. 06/05
Banque	4 615	4 957	7,4%
Siège	1 436	1 560	8,6%
Réseau	3 179	3 397	6,9%
Réseau extérieur	1 574	1 745	10,9%
Filiales	1 360	1 502	10,4%
Total	7 549	8 204	8,7%

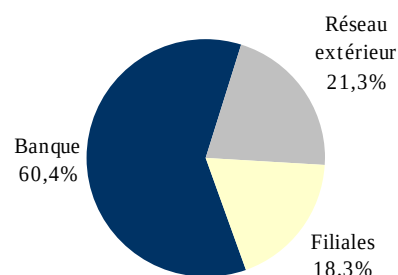
Source : Attijariwafa bank

La progression des effectifs de la banque entre 2005 et 2006 est de l'ordre de 7,4% avec une proportion légèrement plus importante au siège qu'au réseau (respectivement de 8,6% et 6,9%).

Structure des métiers de AWB en 2006



Répartition des effectifs du groupe AWB en 2006



Source : Attijariwafa bank

L'exercice 2005 a été caractérisé par une volonté accrue de s'ouvrir à l'international et de soutenir le personnel du réseau extérieur. Les principales actions menées ont concerné la création de la filiale Attijariwafa bank Europe à Paris, la prise de contrôle de la Banque du Sud en Tunisie, la création d'Attijariwafa bank Sénégal et la création d'une Business Unit dédiée au réseau extérieur : la Banque des Marocains sans Frontière.

L'effectif affiché à fin 2006 reflète un périmètre plus large que celui de 2005, du fait principalement du lancement de l'activité d'Attijariwafa bank au Sénégal et du développement de celle d'Attijari bank Tunisie, permettant ainsi la progression de l'effectif du réseau extérieur de 10,9%, passant de 1 574 à 1 745 personnes.

Par ailleurs, les filiales, à l'instar de la banque, ont aussi connu la progression de leurs effectifs. Ceux-ci passent de 1 360 en 2005 à 1 502 à fin 2006, soit une évolution de 10,4%.

Turnover

Le turnover durant l'exercice 2006 se présente comme suit :

	2006
Recrutement net	342

Source : Attijariwafa bank

L'année 2006 a été marquée par un effort soutenu de recrutements. La forte progression des recrutements entre 2005 et 2006 conforte la volonté de la banque de mettre en place une politique de relève et un plan de succession.

V.2. Politique sociale

La politique sociale menée par Attijariwafa bank concerne les principaux domaines suivants :

- Les prêts et avances au personnel : plus de la moitié du personnel de la banque bénéficie d'un encours de crédit immobilier ;
- Couverture médicale : politique de couverture sociale diversifiée et étendue ;
- Médecine préventive ;
- Fonds de solidarité (maladies non couvertes par l'assurance, maladie longue durée sans solde,...) ;
- Centre de vacances et colonie de vacances ;
- Coopérative, restauration ... ;
- Prise en charge de collaborateurs pour le pèlerinage à la Mecque.

V.3. Actionnariat salarié

Du 12 au 26 septembre 2005, Attijariwafa bank a ouvert son capital à l'ensemble des salariés. Le personnel a ainsi souscrit à 172 131 actions sur un total de 201 997 actions proposées, pour un montant global de 153 millions de dirhams, devenant ainsi actionnaire à hauteur de 0,89%.

Cette première OPV s'inscrit dans un plan à long terme qui doit permettre au personnel de détenir 3% du capital de la banque, le but étant de développer une épargne salariale durable et de constituer un surplus de prévoyance sociale.

Au 30.09.2007, les salariés détiennent 0,92% du capital d'Attijariwafa bank.

VI. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

VI.1. Système d'information

Les chantiers mis en œuvre dans le cadre de la fusion ont permis une revue de l'ensemble des processus opérationnels et dispositifs de contrôle, de suivi et de pilotage, donnant lieu au lancement de projets d'envergure, notamment au niveau de l'organisation commerciale et du management des risques.

L'ensemble des jalons prévus dans le plan d'intégration a été réalisé aux dates prévues. Ainsi de septembre 2004 à Avril 2005, l'organisation des back-offices régionaux -mis en place pour alléger la charge administrative des agences- a été déployée et fonctionne avec les systèmes d'information cibles. En janvier 2005, un nouvel outil CRM (Customer Relation Management) devant permettre d'asseoir une nouvelle organisation commerciale du réseau a été mis en œuvre. Les activités de la salle des marchés ont été intégrées et fonctionnent sous la même plate-forme technologique.

Les développements devant permettre la convergence totale des systèmes d'information ont été clôturés en mars 2005. Ils ont été réalisés dans le cadre d'une stratégie de convergence, basée sur un déploiement progressif sur le réseau, permettant une meilleure maîtrise des risques technologiques ainsi que ceux liés à la gestion du changement. Par ailleurs, les systèmes cibles ont fait l'objet de plusieurs cycles d'homologation ayant pour but de s'assurer de leur complète qualification dans des conditions très proches des conditions opérationnelles réelles afin d'atteindre une parfaite industrialisation du processus de déploiement.

Le système d'information cible est principalement constitué d'un socle technologique et fonctionnel ayant pour origine le système de l'ex-BCM amendé des évolutions permettant d'y intégrer les meilleures pratiques des deux banques. Ce socle est complété par un ensemble de systèmes d'origine ex-Wafabank ayant été conservés. Cette démarche a permis de définir un ensemble stable, ayant déjà démontré ses capacités opérationnelles de fiabilité et de montée en charge garantissant l'absorption des volumes additionnels.

Entamé le 8 avril 2005, avec la phase de simulation des bascules informatiques, le programme d'intégration s'est achevé avec succès le 16 décembre 2005. Le déploiement effectif du système d'information a, quant à lui, démarré le 8 juillet avec le lancement du site pilote à Meknès. Au total ce sont 188 agences et 418 agences dites « non-commerciales » (unités du siège) qui ont basculé dans le nouveau système d'information d'Attijariwafa bank.

Cette démarche, essentielle pour le développement d'Attijariwafa bank, vise à doter le Groupe d'une plate-forme technique à même de porter son projet sur le moyen terme. Dans ce sens, elle doit lui permettre de :

- Prendre en charge les besoins prioritaires de la banque et de ses filiales en matière de fonctionnalités métiers, de réflexion marketing, de contrôle budgétaire, de suivi des risques, de contraintes réglementaires... ;
- Maintenir une croissance soutenue ;
- S'inscrire dans une optique structurante, contribuant à l'amélioration et au respect des procédures.

Début 2006, la direction des Systèmes d'Information d'Attijariwafa bank a été restructurée afin d'aligner ses modes de fonctionnement sur les meilleures pratiques du marché et de s'inscrire dans une logique de centre de services, délivrant des prestations informatiques adaptées aux « business units » et

aux unités « support & moyens » du Groupe. Elle s'organise aujourd'hui autour de 5 départements : « Etudes et développements », « Ingénierie et gestion des infrastructures centralisées », « Services et gestion des infrastructures distribuées », « Support et Moyens SI » et « Sécurité ».

VI.2. Qualité

La qualité répond à deux objectifs principaux, à savoir l'amélioration des processus et l'amélioration de la relation client.

VI.2.1. Amélioration des processus

Le mode organisationnel adopté par Attijariwafa bank repose sur les correspondants Qualité dans chaque unité de la banque, et un comité de pilotage Qualité, organe de décision de la Qualité.

Dans le souci d'assurer une amélioration continue des processus de la banque -représentant un ensemble d'activités permettant de transformer des éléments en entrée en éléments en sortie- une démarche qualité bien précise a été mise en place.

En effet, l'élément en entrée d'une activité constitue l'élément en sortie de l'activité précédente. Toute différence dans les exigences d'un élément en entrée d'une activité et les exigences d'un élément en sortie de l'activité précédente constitue un écart ou un dysfonctionnement. Les dysfonctionnements ainsi identifiés sont alors soumis dans un premier temps à une analyse de risque process.

Pour chaque dysfonctionnement, sont alloués deux indicateurs après analyse : un indicateur d'occurrence et un indicateur d'impact client. Le produit des deux affiche le risque process et donc la priorité de traitement dans le plan d'actions à établir.

Ensuite tout dysfonctionnement, en commençant par les prioritaires, est analysé par la méthode des causes permettant de parvenir à une action corrective par l'analyse des raisons d'occurrence du dysfonctionnement.

Cette méthode scientifique hybride (se composant de plusieurs outils de la démarche Qualité) est celle adoptée par Attijariwafa bank pour analyser les process jugés clés ou problématiques par les clients au travers du large programme d'écoute clients mis en place.

Il est important de signaler que l'écoute clients est le point d'entrée de toute démarche Qualité. A cet effet, Attijariwafa bank a mis en place progressivement depuis 2004 un programme utilisant tous les outils d'écoute et ce par segment de clientèle : particuliers, professionnels, entreprises, grandes entreprises, MRE, etc.

VI.2.2. Amélioration de la relation client

En 2005, Attijariwafa bank a repensé son approche client, notamment par la mise en place d'une organisation en « business units » dédiées à des clientèles spécifiques et favorisant les synergies intra-groupe. Un plan de développement du réseau d'agences est également en marche, pour offrir un service de plus grande proximité et des plates-formes commerciales complémentaires ont été créées pour la Grande Entreprise, les PME et la Banque Privée. Le dispositif de vente a en parallèle été renforcé grâce à une spécialisation des réseaux, au recours à l'outil CRM et à la délocalisation des tâches administratives vers des back-offices. Enfin, un effort a été fourni en matière d'innovation pour renouveler l'offre de produits des filiales et s'adapter aux attentes des clients.

Attijariwafa bank a décidé de mettre en place un système de management certifié par AFAQ/AFNOR France, organisme certificateur international lui permettant de s'engager de manière transparente avec les entreprises sur la qualité des services rendus. Ainsi, Attijariwafa bank se met au niveau des meilleures pratiques en terme de qualité de service par la mise en place d'une démarche de certification par engagements de services ayant le triple objectif d'améliorer la satisfaction des clients, d'optimiser les circuits de traitement et d'améliorer le fonctionnement des centres d'affaires.

Partant de l'analyse des enquêtes de satisfaction clientèle et des attentes exprimées lors des focus groupes organisés à cet effet, il ressort trois champs d'amélioration majeurs :

- Le rôle de l'interlocuteur commercial du client au niveau du centre d'affaires ;
- L'octroi et la mise en place des crédits ;
- Les délais d'exécution des opérations à l'international.

La mise en oeuvre de cette politique nécessite de :

- Se centrer sur les besoins de l'entreprise cliente ;
- Clarifier l'organisation interne ;
- Asseoir le leadership du directeur du centre d'affaires tant en interne que vis-à-vis du siège partant du principe qu'il représente le client ;
- Organiser l'enregistrement et le suivi des actes dans une logique de traçabilité et d'amélioration continue.

A fin 2006, l'ensemble des centres d'affaires entreprises a été certifié par AFAQ-AFNOR France.

VII. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

VII.1. Grands axes de développement

Bilan de la fusion

L'exercice 2005 a marqué l'achèvement du plan stratégique lancé en 2003, et visant l'édification d'un groupe bancaire et financier de référence sur le marché marocain.

Ayant nécessité deux années de mise en œuvre opérationnelle, la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc et Wafabank a naturellement induit un changement de taille significatif pour Attijariwafa bank, caractérisé notamment par un total bilan consolidé de 166,4 Mrds dh et des fonds propres part du groupe de 12,4 Mrds dh à fin 2006.

Le déroulement du programme d'intégration s'est axé sur trois principales étapes :

- Une phase de cadrage en vue de la mise en place du premier organigramme de la banque dans une optique d'intégration ;
- Une phase de définition du plan d'intégration. Cette phase, qui s'est étalée sur une période de 5 mois, a connu l'implication de plus de 350 cadres issus de tous les domaines d'activité dans des groupes de travail. Les premiers chantiers entamés ont concerné la définition progressive de l'organisation des différentes entités et la désignation des responsables. En juin 2004, cette phase s'est soldée par le lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank » ;
- Une phase d'intégration qui s'est déroulée en deux temps :
 - de juillet 2004 à juin 2005, les principales actions avaient trait à la mise en application des Business Models, le rapprochement des équipes, le développement informatique, la commercialisation de l'offre produit sur l'ensemble du réseau et la réorganisation du réseau d'agences ;
 - de juillet à fin décembre 2005, la bascule informatique du système d'information source (ex-Wafabank) vers le système d'information cible s'est effectuée progressivement par lot d'agences. Les autres démarches ont porté sur la réalisation des synergies RH et la mise en place du contrôle interne.

Au final, la fusion a été caractérisée par plusieurs changements structurels. Ainsi, l'organisation d'Attijariwafa bank a été totalement repensée, s'articulant autour de Business units dédiées à des clientèles spécifiques et favorisant les synergies intra-groupe.

De même, Attijariwafa bank a mis en place un dispositif commercial fondé sur le concept de points de vente. Deux réseaux ont ainsi été créés, l'un dédié aux particuliers et professionnels, l'autre aux entreprises. Parallèlement, un important programme d'ouvertures d'agences a été initié pour renforcer le maillage du réseau de la banque dans les agglomérations à fort potentiel avec pour objectif de porter à 600 le nombre d'agences à fin 2007.

Attijariwafa bank a, par ailleurs, consolidé les fondamentaux de l'ensemble de ses métiers, en instituant de nouvelles règles de management des risques s'appuyant sur une entité totalement restructurée, indépendante des fonctions commerciales. La culture du contrôle interne a également été renforcée à travers la mise en place d'un dispositif de contrôle en 4 niveaux.

Sur le volet informatique, un travail de réorganisation procédurale et de paramétrage a été mené pour disposer d'un système d'information unique, qui gère d'une manière consolidée toutes les activités d'Attijariwafa bank.

Autre élément important induit par la fusion, le renouvellement des ressources humaines avec un recrutement favorisant le relèvement du niveau global des compétences.

Par ailleurs, la fusion a coûté près de 386 Mdh par rapport à un budget de 426 Mdh. La plus grande part a été affectée à la refonte des systèmes d'information et à l'intégration des nouvelles technologies, soit 186 Mdh. La réorganisation du capital humain et la formation du personnel ont nécessité la somme de 126 Mdh. Le reste est partagé entre les aménagements (56 Mdh) et la communication (18 Mdh).

Politique de partenariats

Attijariwafa bank compte parmi ses actionnaires de référence le groupe Santander, première capitalisation boursière bancaire au niveau européen. Au delà de l'aspect capitalistique, les deux groupes bancaires développent des axes de partenariat concernant aussi bien la clientèle des entreprises que des particuliers. Les deux banques entendent ainsi accroître les opérations commerciales entre leurs réseaux d'agences et accompagner l'activité des entreprises marocaines et espagnoles opérant sur les deux marchés. Le partenariat recouvre aussi un adossement d'Attijariwafa bank au groupe Santander, en Espagne, pour renforcer son positionnement auprès de la clientèle des marocains résidant dans ce pays. Les actions définies portent principalement sur le développement d'une offre diversifiée spécifique pour les MRE dans le domaine du transfert d'argent, du crédit à la consommation, de la monétique et de la prévoyance ainsi que l'implantation de desks d'Attijariwafa bank dédiés aux MRE dans certaines agences du groupe Santander.

Le Crédit Agricole est également un autre groupe bancaire présent dans le tour de table d'Attijariwafa bank. Les deux banques sont engagées dans une stratégie de partenariat multi-métiers, notamment dans le crédit à la consommation à travers Sofinco et la gestion d'actifs via Crédit Agricole Asset Management Par ailleurs, Attijariwafa bank s'est adossé à CALYON, la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole SA, pour ouvrir un desk à Shangai en Chine. Ce desk offre aux opérateurs marocains un réseau opérationnel dans les principaux centres économiques de la Chine.

Le partenariat avec le groupe français se traduit également par les multiples synergies développées autour du Crédit du Maroc, filiale marocaine du Crédit Agricole SA, dans laquelle Attijariwafa bank détient 31,22%.

Par ailleurs, Attijariwafa bank et Barid Al Maghrib ont signé, courant 2005, un accord de partenariat visant à développer des synergies au profit des clientèles des deux groupes, notamment en matière de messagerie, d'assurance, de crédit à la consommation et d'intermédiation boursière. Parallèlement, une autre convention a été conclue entre Barid Al Maghrib et Wafa Assurance, afin de commercialiser, sous la marque « Barid », toute une gamme de nouveaux produits de prévoyance, d'épargne et de retraite.

VII.2. Politique d'investissement

Investissements réalisés de 2004 à 2006

L'évolution des investissements réalisés par Attijariwafa bank durant les trois dernières années se présente de la manière suivante :

Investissements réalisés	2004*	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05
Frais d'établissement	-	48,8	17,7	ns	-63,7%
Immobilisations incorporelles	39,0	53,2	59,6	36,4%	12,0%
Immobilisations corporelles	83,6	187,5	445,5	>100,0%	>100,0%
Immeubles d'exploitation	23,1	103,4	219,9	>100,0%	>100,0%
Mobilier et matériel d'exploitation	48,3	71,8	101,8	48,7%	41,8%
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	0,6	-	88,6	ns	ns
Immobilisations corporelles hors exploitation	7,5	12,3	35,2	64,0%	>100,0%
Total	122,6	289,5	522,8	>100,0%	80,6%

Mdh – Source : Attijariwafa bank - * Retraités des apports de fusions

En 2004, les investissements ont principalement concerné les dépenses d'acquisition d'immeubles d'exploitation dont l'acquisition de terrains en vue de la construction d'un nouveau siège sis Bd Yacoub Al Mansour et d'une Annexe.

Les dépenses concernant le mobilier et le matériel d'exploitation ont enregistré une hausse significative en raison essentiellement des travaux liés à l'intégration et au réaménagement des agences selon la nouvelle signalétique Attijariwafa bank.

Les investissements réalisés au titre de l'exercice 2005 ont été partiellement consacrés à l'intégration.

Parmi les réalisations notables, le groupe Attijariwafa bank a construit et aménagé 60 nouvelles agences, dont 15 ouvertes courant 2006.

Les investissements 2005 ont également concerné la modernisation du réseau et du siège, l'acquisition de nouveaux GAB ainsi que la refonte des systèmes d'information hérités de BCM et de Wafabank.

En 2006, les investissements réalisés par Attijariwafa bank ont enregistré une progression de 80,6% par rapport à l'exercice précédent. Ils ont concerné essentiellement la création et l'aménagement de nouvelles agences.

Investissements prévisionnels pour 2007

Investissements prévisionnels	Budget 2007
Frais d'établissement	53,4
Acquisitions d'immeubles	130,7
Aménagements, Agencements, Installations	257,6
Matériel & Mobilier	152
Monétiques	33,7
Informatique	345,7
Immobilisations corporelles hors exploitation	9,6
Total	982,7

Mdh - Source: Attijariwafa bank

En 2007, Attijariwafa bank poursuit ses objectifs stratégiques en prévoyant un budget d'investissement de près d'un milliard de dirhams.

Sur le plan logistique, ce budget concerne la création d'une centaine d'agences, l'aménagement de plusieurs agences selon la nouvelle signalétique et la mise à niveau de la sécurité.

En outre, le budget prévoit la modernisation des infrastructures informatiques et notamment les investissements dans les projets de transformation du schéma directeur.

PARTIE VII : SITUATION FINANCIERE DE SOMACOVAM

I. ANALYSE DE L'ETAT DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

Après la demande de retrait d'agrément en tant que société de bourse en 2004, la société SOMACOVAM a cessé toute activité.

Le tableau suivant reprend les données historiques de l'état des soldes de gestion de SOMACOVAM pour les exercices clos au 31 décembre 2004, 2005 et 2006 :

	2004	2005	2006	Var. 04/05	Var. 05/06
Ventes de marchandises (en l'état)	-	-	-	-	-
Achats revendus de marchandises	-	-	-	-	-
MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT (1)	-	-	-	-	-
Ventes de biens et services produits	7	-	-	-	-
PRODUCTION DE L'EXERCICE (2)	7	-	-	-	-
Achats consommés de matières et fournitures	7	4	4	-48,5%	9,7%
Autres charges externes	162	13	31	-92,3%	>100,0%
CONSOMMATION DE L'EXERCICE (3)	169	16	35	-90,4%	>100,0%
VALEUR AJOUTEE (1)+(2)-(3)	-162	-16	-35	-89,9%	>100,0%
	-	-	-		
Impôts et taxes	172	20	14	-88,5%	-30,4%
Charges de personnel	161	-	-	-	-
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	-495	-36	-49	-92,7%	36,3%
	-	-	-		
Autres produits d'exploitation	129	-	-	ns	-
Autres charges d'exploitation	-	-	-	-	-
Reprises d'exploitation : transferts de charges	183	-	-	ns	-
Dotations d'exploitation	53	5	4	-91,2%	-15,7%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-236	-41	-53	-82,8%	30,4%
	-	-	-		
RESULTAT FINANCIER	357	79	65	-78,0%	-17,4%
RESULTAT COURANT	121	38	12	-68,7%	-68,6%
RESULTAT NON COURANT	18	110	-	>100,0%	ns
Impôts sur les résultats	2	47	4	>100,0%	-91,0%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	138	101	8	-26,7%	-92,3%

Kdh - Source : SOMACOVAM

II. ANALYSE DU BILAN

Le tableau suivant reprend les données historiques du bilan de SOMACOVAM pour les exercices 2004, 2005 et 2006 :

	2004	2005	2006	Var. 04/05	Var. 05/06
ACTIF					
Actif immobilisé	1 234	13	9	-98,9%	-29,7%
Immobilisations incorporelles	0	0	0	ns	ns
Immobilisations corporelles	11	7	3	-41,4%	-59,5%
Immobilisations financières	1 223	7	7	-99,5%	0,0%
Actif circulant	25 821	8 047	7 967	-68,8%	-1,0%
Stocks	-	-	-	-	-
Créances de l'actif circulant	22 005	5 686	5 674	-74,2%	-0,2%
Clients et comptes rattachés	19 393	3 055	3 000	-84,2%	-1,8%
Personnel	1	-	-	-	-
Etat	2 426	2 443	2 490	0,7%	1,9%
Comptes d'associés	0	0	0	ns	ns
Autres débiteurs	58	58	58	0,1%	-0,1%
Compte de régularisation actif	127	130	127	2,9%	-2,8%
Titres et valeurs de placement	3 816	2 362	2 293	-38,1%	-2,9%
Trésorerie - actif	59	-	-	-	-
Total Actif	27 114	8 060	7 976	-70,3%	-1,0%
PASSIF					
Capitaux permanents	24 009	6 108	6 116	-74,6%	0,1%
Capitaux propres	24 009	6 108	6 116	-74,6%	0,1%
capital social	5 000	5 000	5 000	0,0%	0,0%
réserve légale	500	500	500	0,0%	0,0%
autres réserves	255	255	255	0,0%	0,0%
report à nouveau	18 116	252	353	-98,6%	40,1%
résultats net de l'exercice	138	101	8	-26,7%	-92,3%
Dettes de financement	-	-	-	-	-
Passif circulant	3 105	1 925	1 829	-38,0%	-5,0%
Dettes du passif circulant	3 105	1 925	1 829	-37,7%	-5,0%
Fournisseurs et comptes rattachés	244	139	138	-43,0%	-0,7%
Clients créditeurs, avances et acomptes	1 613	594	546	-63,2%	-8,2%
Etat	15	59	13	>100,0%	-78,2%
Comptes d'associés	0	1	1	ns	0,0%
Autres créanciers	890	787	787	-11,5%	0,0%
Compte de régularisation passif	344	344	344	0,0%	0,0%
Trésorerie - passif	-	27	31	ns	14,7%
Total Passif	27 114	8 060	7 976	-70,3%	-1,0%

Kdh - Source : SOMACOVAM

III. ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT

Le tableau de financement de SOMACOVAM sur la période 2004-2006 se présente comme suit :

	2004	2005	2006		
AUTOFINANCEMENT	172	-17 946	12	Ns	Ns
Capacité d'autofinancement	172	55	12	-67,9%	-78,9%
Distribution de bénéfices	-	18 001	-	Ns	Ns
CESSION ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS	676	1 267	-	87,4%	Ns
Cession d'immob.incorp	-	-	-		
Cession d'immob.corporel.	675	20	-	-97,0%	Ns
Cession d'immob.financ.	1	1 247	-	Ns	Ns
Récupérations sur créances immobilisées	-	-	-		
AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	-	-	-		
Augmentation de capital, apports	-	-	-		
Subventions d'investissement	-	-	-		
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT	-	-	-		
	-	-	-		
TOTAL RESSOURCES STABLES	848	-16 680	12	Ns	Ns
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS	-	-	-		
Acquisition d'immob.incorp	-	-	-		
Acquisition d'immob.corp	-	-	-		
Acquisition d'immob.financ	-	-	-		
Augmentation des créances immob.	-	-	-		
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES	-	-	-		
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT	-	-	-		
EMPLOIS EN NON VALEURS	-	-	-		
EMPLOIS STABLES	-	-	-		
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	1 807	-16 594	16	Ns	Ns
VARIATION DE LA TRESORERIE	-959	-86	-4	Ns	Ns
TRESORERIE FINALE	59	-27	-31	Ns	Ns

Kdh - Source : SOMACOVAM

PARTIE VIII : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFABANK

I. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX AGREGES

Avertissement :

Les comptes annuels 2004 présentés sont les comptes agrégés (12 mois BCM et 4 mois Wafabank) d'Attijariwafa bank. Les comptes annuels 2005 et 2006 sont des comptes agrégés¹⁹ d'Attijariwafa bank.

Pour l'analyse à périmètre comparable, les comptes de l'exercice 2004 d'Attijariwafa bank ont été retraités sur la même base que 2005 afin de permettre une comparaison entre les deux exercices. Ces résultats concernent uniquement l'activité Maroc.

I.1. Profitabilité et rentabilité de la banque

I.1.1. Produits d'exploitation bancaire

Les produits d'exploitation bancaire de AWB se présentent comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 30.06.06 06/05	30.06.07	Var. 07/06	
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	455,3	691,3	870,4	51,8%	25,9%	419,8	497,5	18,5%
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 225,0	3 475,9	3 897,6	56,2%	12,1%	1 765,7	2 157,3	22,2%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	675,5	812,8	662,5	20,3%	-18,5%	344,5	305,8	-11,2%
Produits sur titres de propriété	103,4	128,0	282,8	23,8%	120,9%	147,4	251,1	70,3%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	33,1	93,8	50,7	183,4%	-46,0%	34,7	8,1	-76,6%
Commissions sur prestations de service	468,2	630,6	735,9	34,7%	16,7%	345,6	406,9	17,7%
Autres produits bancaires	337,8	491,6	777,0	45,5%	58,1%	448,6	669,8	49,3%
Produits d'exploitation bancaire	4 298,1	6 323,9	7 276,9	47,1%	15,1%	3 506,3	4 296,6	22,5%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- Au terme de l'exercice 2005, les produits d'exploitation bancaire affichent une progression de 47,1% à 6,3 Mrds Dh, tirée principalement par la hausse des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de près de 1,2 Mrds dh. Leur contribution dans la formation des produits d'exploitation bancaire passe ainsi de 51,8% en 2004 à 55,0% à fin 2005.

Pour sa part, la contribution des intérêts et produits assimilés sur titres de créance aux produits d'exploitation bancaire a reculé de 2,8 points, passant de 15,7% en 2004 à 12,9%. Notons, par ailleurs, la forte progression des produits sur immobilisations en crédit-bail et en location de 183,4%, soit 1,5% des PEB.

- A périmètre comparable²⁰, les intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle ont enregistré une progression de 10,7% à 3,43 Mrds dh par rapport à 3,09 Mrds dh un an auparavant. Cette évolution s'explique par les effets conjugués d'une hausse de l'encours moyen des crédits par décaissement et d'une baisse du taux de rendement.

L'évolution positive des commissions sur prestations de service (+10,3%) provient essentiellement de la progression des commissions sur prestations de service sur crédit (+296,2%) et des commissions sur moyens de paiement (+26,4%).

Les autres produits bancaires ont baissé de 35,7 Mdh provenant essentiellement de -13,2 millions de dirhams sur les dividendes des filiales. Les autres produits ont reculé de 16,2 Mdh et les produits sur exercices antérieurs ont enregistré une baisse de 6,4 Mdh.

- Au terme de l'exercice 2006, les produits d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank s'établissent à plus de 7,3 milliards de dirhams en progression de 15,1% par rapport à l'exercice 2005.

¹⁹ Les comptes agrégés comprennent les comptes d'Attijariwafa bank et des succursales à l'étranger.

²⁰ Les résultats d'Attijariwafa bank au terme de l'exercice 2005 comprennent 12 mois de l'activité de l'ex Wafabank et 12 mois de l'activité de l'ex BCM. Les comptes de l'exercice 2004 d'Attijariwafa bank ont été retraités sur la même base afin de permettre une comparaison entre les deux exercices. Ces résultats concernent uniquement l'activité Maroc.

Les intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de 179,1 millions de dirhams, en raison du placement des excédents de trésorerie générés par l'activité de la banque en créances sur les établissements de crédit et assimilés.

Malgré la progression des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de 12,1% en 2006, leur contribution aux produits d'exploitation bancaire se réduit, passant de 55,0% en 2005 à 53,6% à fin 2006.

Les « produits sur titre de propriété » ont progressé de 120,9% compte tenu de la hausse des dividendes perçus, soit 262,2 Mdh au titre de l'exercice 2006 par rapport à 126,4 Mdh en 2005.

Par ailleurs, les postes « commissions sur prestations de service » et « autres produits bancaires » (activités de change et de marché) ont augmenté respectivement de 105,3 Mdh et 285,4 Mdh.

Enfin, les intérêts et produits assimilés sur titres de créance ont baissé de 18,5%. Cette évolution est due à la fois à la baisse des taux de rendement de près de 50 points de base et à la diminution de l'encours portefeuille de titres.

- Au 30.06.2007, les produits d'exploitation bancaire ont affiché une hausse de 22,5% à 4,3 Mrds dh contre 3,5 Mrds dh au 30.06.2006. Cette progression provient essentiellement de l'évolution des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (+22,2%), des produits sur titres de propriété (+70,3%) et des autres produits bancaires (+49,3%).

I.1.2. Charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank évoluent sur la période considérée comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	113,0	197,4	254,5	74,7%	28,9%	93,2	217,0	132,8%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	744,6	1 106,2	1 493,8	48,6%	35,0%	677,7	896,3	32,3%
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	-	-	-	-	-	-	3,5	ns
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	25,3	83,9	47,4	231,5%	-43,5%	32,3	7,7	-76,3%
Autres charges bancaires	180,4	302,0	439,9	67,4%	45,7%	153,5	264,3	72,2%
Charges d'exploitation bancaire	1 063,3	1 689,5	2 235,5	58,9%	32,3%	956,7	1 388,7	45,2%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Commentaires

- Au terme de l'exercice 2005, les charges d'exploitation bancaire ont enregistré une hausse de 58,9% et s'établissent à 1,7 Mrds dh vs 1,1 Mrds dh à fin 2004. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des intérêts et charges sur opérations avec la clientèle de près de 361,6 millions de dirhams due au changement de la structure des dépôts qui a vu la part des dépôts rémunérés augmenter de 2,8 points et s'établir à 41,2% du total des dépôts de la banque à fin 2005.
- A périmètre comparable, les intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de 18,7% à 110,8 Mdh, suite à la hausse des intérêts de refinancement en devises reçus sur prêts sur les marchés. Cette évolution provient également de la hausse des intérêts sur les comptes ordinaires BAM ainsi que sur les comptes des correspondants étrangers.

Pour sa part, l'augmentation de 5,0% des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle à 1 092,9 millions de dirhams provient essentiellement de la progression des encours.

Les autres charges bancaires ont augmenté de 35,0 Mdh, s'expliquant principalement par une augmentation de 10,8 Mdh sur le fond commun de garantie, corrélé à l'augmentation des ressources.

- Au 31.12.2006, les charges d'exploitation bancaire ont affiché une hausse de 32,3% à 2,2 Mrds dh contre 1,7 Mrds dh à fin 2005. Cette évolution est en grande partie attribuable à l'augmentation des

autres charges bancaires et à la progression des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle en relation avec la hausse de l'encours des dépôts.

Aussi, les intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de 28,9% suite à la hausse des intérêts servis sur les opérations de couverture à terme et sur les emprunts en devises.

- Au terme du 1^{er} semestre 2007, les charges d'exploitation bancaire s'établissent à 1,4 Mrds dh, en progression de 45,2% par rapport au premier semestre de l'exercice 2006. Cette évolution trouve son origine dans la hausse des intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle (+32,3%).

I.1.3. Produit net bancaire

Evolution et structure du PNB

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Intérêts et produits assimilés	3 355,7	4 979,9	5 430,4	48,4%	9,0%	2 529,9	2 960,7	17,0%
Intérêts et charges assimilées	857,6	1 303,6	1 748,2	52,0%	34,1%	770,9	1 116,8	44,9%
Marge d'intérêt	2 498,1	3 676,3	3 682,2	47,2%	0,2%	1 759,0	1 843,9	4,8%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	33,1	93,8	50,7	183,4%	-46,0%	34,7	8,1	-76,6%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	25,3	83,9	47,4	231,6%	-43,5%	32,3	7,7	-76,3%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	7,8	9,9	3,3	26,9%	-66,8%	2,4	0,4	-81,3%
Commissions perçues	469,3	632,4	736,0	34,8%	16,4%	345,6	407,2	17,8%
Commissions servies	4,1	2,9	12,3	-29,3%	318,3%	0,3	0,1	-57,6%
Marge sur commissions	465,2	629,5	723,7	35,3%	15,0%	345,4	407,1	17,9%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-	-	ns			
Résultat des opérations sur titres de placement	38,1	89,8	327,8	135,7%	265,2%	225,5	323,2	43,3%
Résultat des opérations de change	238,3	284,3	362,0	19,3%	27,3%	176,9	178,3	0,8%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-4,2	-7,7	4,8	83,3%	-162,6%	5,8	7,5	29,6%
Résultat des opérations de marché	272,2	366,3	694,6	34,6%	89,6%	408,2	509,0	24,7%
Divers autres produits bancaires	121,4	143,6	286,6	18,2%	99,6%	147,8	266,2	80,1%
Diverses autres charges bancaires	129,9	191,2	349,1	47,2%	82,6%	113,3	118,9	5,0%
Produit net bancaire	3 234,8	4 634,4	5 041,4	43,3%	8,8%	2 549,6	2 907,8	14,1%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Commentaires

- Le produit net bancaire d'Attijariwafa bank s'établit à 3,2 Mrds de dirhams au titre de l'exercice 2004, confortant les indicateurs de rentabilité du nouvel ensemble que sont notamment les ratios :
 - marge d'intérêt/PNB (77,2%) ;
 - marge sur commissions/PNB (14,4%) ;
 - marge sur opérations de marché/PNB (8,4%).

Le niveau du PNB s'appuie sur une évolution satisfaisante des différentes activités de la banque.

- Au terme de l'exercice 2005, la marge d'intérêt s'est élevée à 3,68 Mrds de dirhams, en progression de 47,2%. La marge sur commissions s'établit, pour sa part, à 629,5 Mdh, soit une évolution de 35,3% par rapport à 2004.

L'augmentation notable des PEB a compensé la hausse des charges d'exploitation, aboutissant ainsi à un produit net bancaire en progression de 43,3% à 4,6 Mrds de dirhams contre 3,2 Mrds au 31 décembre 2004.

- Au titre de l'exercice 2006, Attijariwafa bank a réalisé un produit net bancaire s'élevant à 5 041,4 millions de dirhams en hausse de 407,0 Mdh par rapport à l'année 2005.

La part de la marge d'intérêt dans le PNB d'Attijariwafa bank accuse un recul de près de 6,3% par rapport à 2005 et s'établit à 73,0% du PNB. Cette évolution trouve son origine dans :

- la baisse des taux de rendement ;
- la forte évolution des ressources rémunérées ;
- la baisse des taux et des encours des titres.

La marge sur commissions s'établit à 723,7 millions de dirhams en 2006, enregistrant ainsi une évolution de 15,0%. Les activités génératrices de commissions concernent essentiellement :

- les commissions sur opérations sur titres et notamment les commissions d'ordre de bourse, les droits de garde, les commissions de placement, etc. ;
- les commissions sur produits et services aux particuliers ;
- les commissions sur les opérations internationales provenant principalement des virements étrangers compte tenu de l'augmentation des activités de transfert et de rapatriement.

Le résultat des opérations de marché s'inscrit, pour sa part, en hausse à 694,6 millions de dirhams grâce à :

- la forte progression du résultat des opérations sur titres de placement (+265,2%) rendue possible à travers un dynamisme soutenu des activités de trading, d'intermédiation et de trésorerie où les volumes levés sur le marché secondaire ont progressé de 117% (soit plus de 50 Mrds dh). Aussi, les prestations sur les émissions obligataires ont permis d'atteindre un volume global de 4,4 Mrds dh ;
 - l'évolution favorable du résultat des opérations de change (+27,3%) grâce notamment à la captation d'un volume clientèle de 153 Mrds dh, soit +23,0% par rapport à 2005, ainsi que le développement élargi des produits dérivés.
- Au terme du 1^{er} semestre 2007, le produit net bancaire s'affiche en progression de 14,1% par rapport à la même période de l'exercice 2006, pour s'établir à 2,9 Mrds. Cette évolution tient compte de :
- La progression de la marge d'intérêts de 4,8% ;
 - La hausse de la marge sur commissions (+17,9%) ;
 - La forte croissance du résultat des opérations de marché (+24,7%).

A périmètre comparable, la structure du PNB se présente comme suit :

	2004 AWB	2005 AWB	Var.05/04
Intérêts et produits assimilés	4 498,8	4 877,6	8,4%
Intérêts et charges assimilées	1 134,0	1 203,7	6,1%
Marge d'intérêt	3 364,8	3 673,9	9,2%
Commissions perçues	560,6	618,1	10,3%
Commissions servies	5,2	0,8	-84,6%
Marge sur commissions	555,4	617,3	11,1%
Résultat des opérations sur titres de transaction et de placement	85,1	89,8	5,5%
Résultat des opérations de change	297,0	276,5	-6,9%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-3,8	-6,9	81,6%
Résultat des opérations de marché	378,4	359,4	-5,0%
Divers autres produits bancaires	176,4	140,6	-20,3%
Diverses autres charges bancaires	202,9	237,9	17,3%
Produit net bancaire	4 272,1	4 553,3	6,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc pro-forma

La marge d'intérêt affiche en 2005 une hausse de 9,2% à 3,67 Mrds dh contre 3,36 Mrds dh à fin 2004. Cette progression tient compte des évolutions suivantes :

- une progression de 371 Mdh de la marge d'intérêt clientèle (+16,2%), s'expliquant principalement par l'évolution des encours des crédits par décaissement et par signature ;

- une augmentation de 31 Mdh de la marge d'intérêt avec les établissements de crédit ;
- une baisse des produits sur opérations sur titres de 99 Mdh, suite au recul du niveau des encours qui a engendré une régression des revenus de 15 Mdh, combiné à la baisse globale des revenus des titres de 84 Mdh.

La contribution de la marge d'intérêt à la formation du PNB progresse de 1,9 points, compensant ainsi la baisse de 1 point de la contribution du résultat des opérations de marché. Ce dernier marque un recul de 5% par rapport à 2004 du fait de la baisse des opérations de change de la salle des marchés de 9,2% (-19 Mdh) et du résultat négatif sur les opérations sur produits dérivés (-6,9 Mdh). Cette baisse est atténuée, toutefois, par la hausse de 5,5% (4,7 Mdh) du résultat des opérations sur titres de placement et de transaction.

Le produit net bancaire d'Attijariwafa bank s'est établi à 4,55 Mrds dh au 31 décembre 2005 contre 4,27 Mrds dh à fin 2004, s'inscrivant en hausse de 6,6% (+281,2 Mdh). Cette évolution s'appuie sur la progression de la marge d'intérêt (+309,1 Mdh, soit +9,2%) et de la marge sur commissions (+61,9 Mdh, soit + 11,1%).

Coefficient d'exploitation bancaire

Le coefficient d'exploitation de AWB évolue comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Produits d'exploitation bancaire	4 298,1	6 323,9	7 276,9	47,1%	15,1%	3 506,3	4 296,6	22,5%
Charges d'exploitation bancaire	1 063,3	1 689,5	2 235,5	58,9%	32,3%	956,7	1 388,7	45,2%
Produit Net bancaire (1)	3 234,8	4 634,4	5 041,4	43,3%	8,8%	2 549,6	2 907,8	14,1%
Charges de personnel	695,8	1 028,1	1 015,9	47,8%	-1,2%	512,3	570,8	11,4%
Impôts et taxes	32,7	57,2	80,1	75,5%	40,0%	38,2	39,5	3,6%
Charges externes	609,6	861,7	931,2	41,4%	8,1%	409,5	412,5	0,7%
Autres charges générales d'exploitation	4,3	1,7	1,8	-60,5%	8,1%	0,4	0,1	-68,7%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	223,7	291,8	302,9	30,5%	3,8%	139,7	153,9	10,2%
Charges générales d'exploitation (2)	1 566,0	2 240,6	2 331,9	43,1%	4,1%	1 100,0	1 176,9	7,0%
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	48,4%	48,3%	46,3%	-0,1 pts	-2,0 pts	43,1%	40,5%	-2,6 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

- En 2004, le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank s'établit à 48,4%.

Les charges générales d'exploitation ont évolué à la hausse au cours de l'exercice 2004, en raison des coûts d'intégration liés à la fusion avec Wafabank pour un montant de 132 Mdh et détaillés comme suit :

- Charges d'exploitation : 72,9 Mdh ;
- Charges du personnel : 48,7 Mdh ;
- Dotations aux amortissements : 7,2 Mdh ;
- Charges non courantes : 3,2 Mdh.

- Au terme de l'exercice 2005, les charges générales d'exploitation passent de 1,57 Mrds dh à 2,24 Mrds dh, enregistrant une progression de 43,1%.
- Au cours de l'exercice 2006, les charges générales d'exploitation se sont établies à 2,3 Mrds dh, en légère progression de 4,1%. Cette évolution est le résultat combiné de la baisse des charges du personnel (-1,2%) et de la hausse des charges externes (8,1%) résultant de la poursuite de l'externalisation et de l'extension du réseau.

Le coefficient d'exploitation passe ainsi de 48,3% en 2005 à 46,3% à fin 2006, soit une amélioration de 2,0 points.

- Au 30 juin 2007, le coefficient d'exploitation s'établit à 40,5%, soit un gain de 2,6 points par rapport à la même période de 2006. Cette amélioration trouve son origine dans la progression des charges générales d'exploitation (+7,0%) qui reste largement inférieure à celle du PNB (+14,1%).

- A périmètre comparable, les charges générales d'exploitation passent de 2,17 Mrds dh en 2004 à 2,15 Mrds dh en 2005, enregistrant une baisse de 0,7%.

	2004 AWB	2005 AWB	Var. 05/04
Produit Net bancaire (1)	4 272,0	4 553,3	6,6%
Charges de personnel	1 020,4	979,2	-4,0%
Charges d'exploitation	818,4	860,5	5,1%
Redevances crédit-bail immobilier	36,4	25,3	-30,4%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	290,0	288,2	-0,6%
Charges sur exercices antérieurs	2,6		
Charges générales d'exploitation (2)	2 167,9	2 153,2	-0,7%
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	50,7%	47,3%	-3,4 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc pro-forma

Cette évolution provient des effets conjugués de :

- la baisse des charges de personnel (-41,3 Mdh). En effet, des indemnités de départ en retraite anticipée suite à la fusion ont été constatées en 2004 ;
- la hausse des charges d'exploitation (+42,1 Mdh) liées à l'extension du réseau ;
- la baisse des redevances de crédit-bail immobilier (-11,1 Mdh).

Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 47,3% contre 50,7% à fin décembre 2004, soit une amélioration de 3,4 points.

I.1.4. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation de AWB évolue comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Produit Net Bancaire	3 234,8	4 634,4	5 041,4	43,3%	8,8%	2 549,6	2 907,8	14,1%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	19,5	18,5	157,9	-5,6%	755,4%	18,0	-12,9	ns
Autres produits d'exploitation non bancaire	56,4	131,6	66,1	>100,0%	-49,7%	25,3	47,9	89,2%
Autres charges d'exploitation non bancaire	21,4	0,1	0,1	-99,5%	-34,2%	0,1	-	-100,0%
Charges générales d'exploitation	1 566,0	2 240,6	2 331,9	43,1%	4,1%	1 100,0	1 176,9	7,0%
Résultat Brut d'exploitation	1 723,4	2 543,7	2 933,4	47,6%	15,3%	1 492,7	1 765,9	18,3%
Dotations nettes des reprises aux provisions	-936,1	-355,8	-159,3	-62,0%	-55,2%	-31,3	-89,4	ns
Autres dotations nettes de reprises	248,0	-147,2	58,5	Ns	Ns	-15,4	193,4	ns
Résultat courant	1 035,3	2 040,7	2 832,6	97,1%	38,8%	1 446,0	1 869,9	29,3%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- Concernant l'exercice 2004, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank s'est établi à 1,7 Mrds de dirhams.

Impactées par la fin du programme de mise à niveau du bilan engagé depuis deux années par certaines filiales du groupe (provisionnement massif des créances douteuses, en souffrance, compromises sur la clientèle), les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à 936 Mdh. Les dotations de provisions clientèle ont atteint 1,9 Mrds dh, tandis que le volume des reprises de provisions clientèle s'est situé à 943 Mdh, ce qui illustre l'effort de recouvrement poursuivi par la banque.

Les autres dotations nettes de reprises concernent l'ensemble des dotations hors clientèle (dotations pour risques, dotations réglementaires...) et s'établissent à 248 Mdh en 2004. Elles intègrent une dotation complémentaire relative à une provision pour risques généraux de 100 Mdh et à une provision pour investissement de 110 Mdh.

A fin 2004, le résultat courant d'Attijariwafa bank s'élève à plus d'un milliard de dirhams.

- En 2005, le résultat brut d'exploitation a progressé de 47,6% à 2,5 Mrds dh.
- Au terme de l'exercice 2006, le résultat brut d'exploitation s'établit à 2,9 Mrds dh, principalement du fait des efforts engagés par la banque en terme de réduction des charges et de maîtrise des risques. Cette maîtrise est également matérialisée par une baisse des dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables de près de 402,2 Mdh.

Par ailleurs, le résultat des opérations sur immobilisations financières a connu une forte progression provenant essentiellement de la plus-value réalisée sur la cession des titres SONASID (122 Mdh).

Le résultat courant de la banque s'élève à 2,8 Mrds dh pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, en progression de 38,8% par rapport à l'exercice 2005.

- A fin juin 2007, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank enregistre une progression de 18,3% par rapport à fin juin 2006, résultant de la maîtrise des charges d'exploitation et de la progression des autres produits d'exploitation non bancaires.

Le résultat courant s'affiche ainsi en progression de 29,3% à 1,9 Mrds dh et profite de la baisse des dotations nettes des reprises aux provisions.

- En analysant les comptes pro-forma, le résultat brut d'exploitation s'est amélioré, en 2005, de 17,1% à 2,5 Mrds dh.

	2004 AWB	2005 AWB	Var.05/04
Produit Net Bancaire	4 272,0	4 553,4	6,6%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	16,1	18,5	14,6%
Autres produits d'exploitation non bancaire	63,6	118,9	87,0%
Autres charges d'exploitation non bancaire	16,8	0,1	-99,3%
Charges générales d'exploitation	2 167,9	2 153,2	-0,7%
Résultat Brut d'exploitation	2 167,0	2 537,4	17,1%
Dotations nettes des reprises aux provisions	-747,9	-327,4	-56,2%
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-275,1	-172,1	-37,4%
Autres provisions clientèle	-71,3	-	-
Résultat courant	1 072,7	2 037,9	90,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc pro-forma

Cette évolution s'explique par :

- l'augmentation du PNB (+281,4 millions de dirhams) ;
- la hausse des produits d'exploitation non bancaire (+ 55,3 millions de dirhams) provenant des plus values de cession d'immobilisations et de produits sur exercices antérieurs ;
- la baisse des charges d'exploitation non bancaire (- 16,7 millions de dirhams) suite à des charges sur valeurs et emplois divers nulles en 2005 contre 15,1 Mdh à fin 2004 ;
- la baisse des charges générales d'exploitation (-14,7 millions de dirhams).

Le résultat courant est passé de 1,1 Mrd de dirhams en 2004 à plus de 2 Mrds de dirhams en 2005, soit une progression de 965,2 millions de dirhams (+90%).

Suite à la clôture du programme de mise à niveau du bilan d'Attijariwafa bank engagé de 2002 à 2004, la banque a procédé en 2005 à la mise à niveau des couvertures des engagements. Les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à fin 2005 à 499,5 Mdh, en baisse de 594,9 Mdh (-54,4%). Cette évolution recouvre principalement :

- un effort maintenu en matière de récupération des créances : 620 Mdh de reprises de provisions clientèle en 2005 ;
- une baisse des dotations aux provisions clientèle de 383,8 Mdh ;
- un write-off²¹ de 1,3 Mrd dh contre 533,9 Mdh en 2004.

²¹ Créances clientèle irrécouvrables couvertes par les provisions

Les autres dotations aux provisions intègrent une dotation complémentaire relative à une provision pour risques généraux de 85 Mdh et à une provision pour investissement de 175 Mdh.

I.1.5. Résultat net

Le résultat net évolue comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Résultat courant	1 035,3	2 040,7	2 832,6	97,1%	38,8%	1 446,0	1 869,9	29,3%
Résultat non courant	-17,0	-121,6	-82,1	ns	-32,5%	-2,0	-218,4	ns
Impôt sur les résultats	331,3	701,7	820,7	111,8%	17,0%	479,4	497,6	3,8%
Résultat net	687,1	1 217,4	1 929,9	77,2%	58,5%	964,5	1 154,0	19,6%

Mdh – Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- Après déduction d'une charge fiscale de 331,3 Mdh, le bénéfice net de l'exercice 2004 s'est élevé à 687,1 Mdh.
- Le résultat net d'Attijariwafa bank s'établit à 1 217,4 Mdh en 2005, en progression de 77,2%.
- Au titre de l'exercice 2006, le résultat non courant a connu une amélioration de 32,5% due essentiellement à des reprises de provisions sur des exercices antérieurs. La capacité bénéficiaire a évolué de 58,5% par rapport à l'exercice 2005, pour s'établir à 1 929,9 Mdh.
- Au terme du 1^{er} semestre 2007, le résultat net enregistre une progression de 19,6% à 1 154,0 Mdh. Cette évolution tient compte de la progression du résultat non courant qui passe -2,0 Mdh à -218,4 Mdh.

A périmètre comparable :

- En 2004, le résultat non courant s'est établi à -81,6 Mdh, provenant de charges non courantes de 222,0 Mdh dues principalement à l'abandon du système informatique Inova de l'ex-Wafabank. A 140,4 Mdh, les produits non courants regroupent des reprises de provisions, des produits sur exercices antérieurs et des produits exceptionnels.

Supportant un IS de 321,1 Mdh, le résultat net s'est élevé à 670 Mdh.

- Au terme de l'exercice 2005, les charges non courantes s'établissent à 141,4 Mdh et recouvrent des indemnités de départ pour retraite anticipée et des suspends. Le résultat non courant, suite à des produits non courants de 19,6 Mdh, ressort à -121,8 Mdh.

Enfin, le résultat net s'affiche à 1 216,7 Mdh en 2005 contre 670 Mdh en 2004, soit une progression de 81,6%, confortant ainsi les indicateurs de rentabilité du nouvel ensemble.

	2004 AWB	2005 AWB	Var.05/04
Résultat courant	1 072,7	2 037,9	90,0%
Résultat non courant	-81,6	-121,8	49,3%
Impôt sur les résultats	-321,1	-699,4	117,8%
Résultat net	670,0	1 216,7	81,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc pro-forma

I.1.6. Rentabilité des Fonds Propres et Rentabilité des Actifs

La rentabilité financière de la banque a évolué comme suit au cours de la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Résultat net	687,1	1217,4	1 929,9	77,2%	58,5%	964,5	1 154,0	19,6%
Fonds propres	11 707,2	12 334,2	13 489,3	5,4%	9,4%	12 524,1	13 774,8	2,1%
Actifs	103 334,6	117 958,5	142 775,5	14,2%	21,0%	125 276,9	154 105,7	7,9%
Return On Equity (ROE)*	7,72%	10,13%	14,95%	241 Pb	483 Pb	15,40%	16,75%	135 Pb
Return On Assets (ROA)*	0,85%	1,10%	1,48%	25 Pb	38 Pb	1,54%	1,50%	-4 Pb

Mdh - Source : Attijariwafa bank * Sur la base des chiffres moyens

La rentabilité financière d'Attijariwafa bank a connu une amélioration en 2005, avec un ROE agrégé qui s'est redressé de 2,4 points à 10,1% suite à une évolution positive du résultat net (+77,2%). Au terme de l'exercice 2006, cette même tendance a été observée, établissant ainsi le ROE à 15,0%.

Parallèlement, et pour des raisons similaires, la rentabilité des actifs a enregistré une augmentation en 2005 et 2006, atteignant respectivement 1,1% et 1,5%.

Au terme du 1^{er} semestre 2007, le ROE d'Attijariwafa bank progresse de 1,35 points à 16,75%. Par ailleurs, la rentabilité des actifs affiche une quasi-stagnation à 1,50%.

I.2. Analyse du bilan

I.2.1. Bilan résumé

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Actif	103 334,7	117 958,6	142 775,7	14,2%	21,0%	154 105,7	7,9%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 777,7	12 681,4	14 619,4	-8,0%	15,3%	14 985,8	2,5%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 326,7	19 345,6	24 155,1	35,0%	24,9%	27 339,4	13,2%
Créances sur la clientèle	45 049,0	52 444,1	67 951,6	16,4%	29,6%	76 249,9	12,2%
Créances acquises par affacturage	-	1 248,7	982,8	ns	-21,3%		ns
Titres de transaction et de placement	14 640,6	17 089,8	19 641,9	16,7%	14,9%	17 954,7	-8,6%
Autres actifs	1 591,5	1 442,1	1 799,4	-9,4%	24,8%	3 832,4	113,0%
Titres d'investissement	4 316,2	3 959,9	3 543,6	-8,3%	-10,5%	3 342,5	-5,7%
Titres de participation et emplois assimilés	5 554,7	5 709,4	6 169,4	2,8%	8,1%	6 424,4	4,1%
Immobilisation en crédit bail et en location	166,8	83,0	35,6	-50,3%	-57,1%	27,9	-21,6%
Immobilisations incorporelles	1 417,2	1 436,6	1 453,4	1,4%	1,2%	1 481,9	2,0%
Immobilisations corporelles	2 494,2	2 518,0	2 423,8	1,0%	-3,7%	2 466,7	1,8%
Passif	103 334,7	117 958,6	142 775,7	14,2%	21,0%	154 105,7	7,9%
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	5,3	ns	ns	0,9	-83,5%
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 805,5	4 506,9	5 229,9	18,4%	16,0%	7 186,7	37,4%
Dépôts de la clientèle	85 135,8	98 475,3	120 904,8	15,7%	22,8%	124 919,2	3,3%
Titres de créances émis						1 608,5	ns
Autres passifs	1 885,6	1 679,0	2 308,4	-11,0%	37,5%	3 959,7	71,5%
Provisions pour risques et charges	690,5	788,1	588,0	14,1%	-25,4%	417,4	-29,0%
Provisions réglementées	110,0	175,0	250,0	59,1%	42,9%	212,5	-15,0%
Dettes subordonnées						2 025,9	ns
Fonds propres	11 707,3	12 334,2	13 489,3	5,4%	9,4%	13 774,8	2,1%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

I.2.2. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (C1)	14 326,7	19 345,6	24 155,1	35,0%	24,9%	27 339,4	13,2%
Créances sur la clientèle (C2)	45 049,0	53 692,9	68 934,3	19,2%	28,4%	76 249,9	10,6%
Crédits de trésorerie et à la consommation	22 909,4	27 196,9	34 590,2	18,7%	27,2%	39 482,4	14,1%
Crédits à l'équipement	10 794,5	12 551,8	16 237,8	16,3%	29,4%	15 902,3	-2,1%
Crédits immobiliers	8 532,1	10 306,4	15 514,9	20,8%	50,5%	19 153,5	23,5%
Autres crédits	1 002,1	666,9	127,5	-33,4%	-80,9%	579,0	354,3%
Créances acquises par affacturage	-	1 248,7	982,8	ns	-21,3%	-	
Créances en souffrance nettes de provisions	1 424,1	1 202,5	792,4	-15,6%	-34,1%	418,8	-47,2%
Intérêts courus à recevoir	386,7	519,7	688,9	34,4%	32,6%	714,0	3,6%
Total crédits (C1) + (C2)	59 375,7	73 038,5	93 089,4	23,0%	27,5%	103 589,3	11,3%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- En 2004, les créances sur les établissements de crédit et assimilés s'élèvent à 14,3 Mrds de dirhams. Ce niveau s'explique par l'inscription des financements en devises dans la rubrique du bilan « créances sur les établissements de crédit et assimilés » et non plus en hors-bilan. Les financements en devises, dont l'encours à fin 2004 s'élève à 1,9 Mrds de dirhams, sont principalement refinancés auprès de la filiale off-shore de Tanger (Attijari International Bank) et de la succursale de Paris.
- Au terme de l'exercice 2005, les créances sur les établissements de crédit ont progressé de 35,0% pour s'établir à 19,3 Mrds dh.
Pour leur part, les crédits nets distribués à la clientèle se sont élevés à 53,7 Mdh. Ils enregistrent un accroissement de 19,2%, tiré principalement par le renforcement de l'encours des crédits immobiliers et des crédits de trésorerie et à la consommation de respectivement +20,8% et +18,7%. En effet, les crédits immobiliers ont bénéficié du lancement de nouveaux produits et la signature de plusieurs conventions avec d'importants organismes et ministères.
- Les crédits nets distribués à la clientèle à fin 2006 se sont appréciés de 28,4% pour atteindre 68,9 Mrds dh. Ils sont portés par la bonne progression des encours immobiliers qui gagnent 50,5%, des crédits à l'équipement (+29,4%) et des crédits à la consommation et de trésorerie (+27,2%).
Les créances en souffrance nettes de provisions enregistrent une baisse de 34,1% par rapport à 2005.
- A fin juin 2007, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank enregistre une progression de 11,3%. Une évolution portée notamment par
 - La croissance importante des crédits immobiliers (+23,5%) à 19,2 Mrds dh, répartis en crédits promotion immobilière pour 2,7 Mrds dh et en crédits acquéreurs pour 16,4 Mrds dh ;
 - La hausse de l'encours des crédits de trésorerie et à la consommation (+14,1%).
 Les créances en souffrance ont enregistré une baisse importante (-47,2%) à 418,8 Mdh.

La structure des crédits de la Banque reste marquée par une prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent, cumulativement, une moyenne de 51,8% sur les trois derniers exercices et 52,4% au 30.06.2007.

Structure en %	2 004	2 005	2006	30.06.07
Crédits de trésorerie et à la consommation	51,3%	52,5%	51,6%	52,4%
Crédits à l'équipement	24,3%	24,2%	24,2%	21,1%
Crédits immobiliers	19,0%	19,7%	22,8%	25,1%
Autres crédits	5,4%	3,6%	1,4%	1,3%
Total crédits*	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Y compris les créances en souffrance et les intérêts courus à recevoir

Dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit a évolué comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Comptes à vue créditeurs	48 591,8	54 993,5	64 616,9	13,2%	17,5%	71 594,6	10,8%
Comptes d'épargne	11 615,0	12 515,1	13 358,8	7,7%	6,7%	13 904,1	4,1%
Dépôts à terme	20 760,6	26 237,9	38 324,7	26,4%	46,1%	34 212,3	-10,7%
Autres comptes créditeurs	3 895,3	4 389,0	4 152,2	12,7%	-5,4%	4 668,2	12,4%
Intérêts courus à payer	273,1	339,8	452,3	24,4%	33,1%	540,0	19,4%
Total dépôts	85 135,8	98 475,3	120 904,8	15,7%	22,8%	124 919,2	3,3%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- En 2005, les ressources clientèle ont subi une évolution favorable dans un contexte de surliquidité (+15,7%). Ainsi les principaux contributeurs à l'évolution favorable des dépôts sont les comptes à vue (6,4 Mrds dh) et les dépôts à terme (5,5 Mrds dh).
- A fin 2006, l'encours agrégé des dépôts s'est amélioré de 22,8% à 120,9 Mrds dh. Cette évolution recouvre essentiellement une progression des dépôts à terme de 12,1 Mrds dh et des comptes à vue créditeurs qui se sont appréciés de 9,6 Mrds dh.
- Au 30 juin 2007, les dépôts de la clientèle ont atteint 124,9 Mrds dh, en croissance de 3,3% par rapport à fin 2006, sous l'effet d'une augmentation de 11,0% des ressources non rémunérées.

Structure en %	2004	2005	2006	30.06.07
Comptes à vue créditeurs*	57,1%	55,9%	53,5%	57,4%
Comptes d'épargne	13,7%	12,8%	11,1%	11,2%
Dépôts à terme	24,7%	28,4%	32,0%	27,7%
Autres comptes créditeurs*	4,6%	3,0%	3,4%	3,7%
Total dépôts**	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Dépôts non rémunérés ** Y compris Intérêts courus à payer

La part des dépôts non rémunérés représente 56,9% de l'ensemble des dépôts en 2006 (vs 58,9% en 2005).

A fin juin 2007, la part des dépôts non rémunérés représente 61,1%. La baisse de la part des dépôts rémunérés dans le total des ressources provient d'une décélération sur la collecte des dépôts à terme.

Ratio de transformation de la banque

Le ratio de transformation des dépôts en crédits a perdu 27 points de base en 2005 pour s'établir à 58,7%. Cette évolution est due à une progression de l'encours des dépôts légèrement supérieure à celle de l'encours brut des crédits.

A fin 2006, le taux de transformation d'Attijariwafa bank a été relevé à 60,2%, dénotant une meilleure distribution des crédits.

Cette même tendance se poursuit au 1^{er} semestre 2007 avec un taux de transformation de 64,3%.

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Encours crédits bruts²²	50 233	57 835	72 822	15,1%	25,9%	80 306	10,3%
Encours dépôts	85 136	98 475	120 905	15,7%	22,8%	124 920	3,3%
Encours crédits / Encours dépôts	59,00%	58,73%	60,23%	-0,27 pts	+1,50 pts	64,29%	+4,06 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Structure des Ressources d'Attijariwafa bank

Les ressources d'Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Fonds propres & assimilés	11 707,3	12 334,2	13 489,3	5,4%	9,4%	12 524,1	15 800,7	26,2%
dont :								
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-		2 025,9	ns
Capital	1 930,0	1 930,0	1 930,0	0,0%	0,0%	1 930,0	1 930,0	0,0%
Réserves et primes liées au capital	9 019,1	9 115,9	9 636,6	1,1%	5,7%	9 636,6	10 695,0	11,0%
Résultat net de l'exercice	687,1	1 217,4	1 929,9	77,2%	58,5%	964,5	1 154,0	19,6%
Report à nouveau	70,7	70,5	-7,6	-0,3%	-110,8%	-7,4	-4,6	ns
Ressources	88 941,3	102 982,2	126 134,7	15,8%	22,5%	109 136,9	133 714,5	22,5%
Etablissements de crédit	3 805,5	4 506,9	5 229,9	18,4%	16,0%	4 847,5	7 186,7	48,3%
<i>Comptes à vue</i>	<i>1 548,4</i>	<i>3 115,8</i>	<i>4 850,0</i>	<i>101,2%</i>	<i>55,7%</i>	<i>4 415,0</i>	<i>4 559,8</i>	<i>3,3%</i>
<i>Emprunts trésorerie à terme</i>	<i>2 257,1</i>	<i>1 391,1</i>	<i>379,9</i>	<i>-38,4%</i>	<i>-72,7%</i>	<i>432,6</i>	<i>2 626,9</i>	<i>ns</i>
Clientèle	85 135,8	98 475,3	120 904,8	15,7%	22,8%	104 289,4	124 919,2	19,8%
Titres de créances émis	-	-	-	-	-		1 608,5	ns

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Les fonds propres d'Attijariwafa bank s'établissent à 12,3 Mrds dh en 2005, suite à un résultat net excédentaire de 1,2 Mrds dh et à la constitution de réserves s'élevant à 9,1 Mrds dh.

Au terme de l'exercice 2006, les fonds propres de la banque s'élèvent à 13,5 Mrds dh, en progression de 9,4% par rapport à fin 2005, résultant des effets combinés d'un renforcement du bénéfice net et de l'affectation de 520,7 Mdh du résultat 2005 en réserves.

La principale composante des ressources bancaires est représentée par les dépôts de la clientèle qui, à 120,9 Mrds dh à fin 2006, y contribuent en moyenne à hauteur de 95,7% entre 2004 et 2006.

A fin juin 2007, les dépôts de la clientèle représentent 93,4% des ressources d'Attijariwafa bank. Pour leur part, les fonds propres et assimilés de la banque enregistrent une progression de 26,2% liée principalement à l'émission de deux emprunts obligataires subordonnés totalisant 2 Mrds dh.

I.2.3. Maîtrise des risques – Ratio de solvabilité

Répartition des créances en souffrance nettes des provisions

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Créances pré-douteuses	26,0	39,8	0,8	53,1%	-98,1%	0,6	-26,1%
Créances douteuses	147,1	14,8	22,8	-89,9%	53,6%	74,7	228,0%
Créances compromises	1 250,9	1 148,0	768,8	-8,2%	-33,0%	343,5	-55,3%
Total	1 424,1	1 202,5	792,4	-15,6%	-34,1%	418,8	-47,2%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Les créances en souffrance sur la clientèle sont classées selon le degré de risque en créances pré-douteuses, douteuses et compromises conformément à la réglementation en vigueur.

²² Y compris créances acquises par affacturage

Depuis l'exercice 2004, Attijariwafa bank procède à la classification de ses créances en souffrance conformément à la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib et qui prévoit la répartition des créances en souffrance en trois catégories, compte tenu de leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions correspondantes doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100% respectivement.

L'encours des créances en souffrance nettes des provisions s'inscrit en baisse continue, passant de 1,4 Mrds dh en 2004 à 1,2 Mrds dh en 2005 puis à 0,8 Mrds dh à fin 2006 pour s'élever à 0,4 Mrds dh au 30.06.2007.

Ratios de maîtrise des risques

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
<u>Provisions</u>							
Provisions (décaissement)	5 184	4 142	3 888	-20,1%	-6,1%	4 056	4,3%
Provisions (décaissement et signature)	5 317	4 312	4 037	-18,9%	-6,4%	4 190	3,8%
<u>Créances en souffrance (brut)</u>							
Créances en souffrance (décaissement)	6 608	5 344	4 680	-19,1%	-12,4%	4 474	-4,4%
Créances en souffrance (décaissement et signature)	6 920	5 780	5 118	-16,5%	-11,5%	4 921	-3,9%
<u>Encours de crédits brut</u>							
Crédit par décaissement	50 233	57 835	72 822	15,1%	25,9%	80 306	10,3%
Crédit par décaissement et par signature	68 937	80 338	98 411	16,5%	22,5%	111 464	13,3%
<u>Taux de couverture</u>²³							
Taux de couverture (décaissement)	78,5%	77,5%	83,1%	-1,0 pts	+5,6 pts	90,6%	+7,5 pts
Taux de couverture (décaissement et signature)	76,8%	74,6%	78,9%	-2,2 pts	+4,3 pts	85,2%	+6,3 pts
<u>Taux de contentieux</u>²⁴							
Taux de contentieux (décaissement)	13,2%	9,2%	6,4%	-4,0 pts	-2,8 pts	5,6%	-0,8 pts
Taux de contentieux (décaissement et signature)	10,0%	7,2%	5,2%	-2,8 pts	-2,0 pts	4,4%	-0,8 pts
Taux de contentieux du secteur	14,0%	10,3%	7,9%	-3,7 pts	-2,4 pts	9,9%	+2,0 pts

Mdh - Source Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- En 2004, le taux de contentieux (décaissement et signature) s'est établi à 10,0% restant en deçà du taux de contentieux du secteur (14,0%).
- Le taux de contentieux de la banque a baissé de 2,8 points en 2005, passant à 7,2%. Au 31.12.06, il s'est établi à 5,2%.
- Au 30.06.2007, le taux de contentieux s'établit à 4,4%. Il est ainsi inférieur à celui du système bancaire²⁵ qui atteint 9,9% à fin juin 2007.

Parallèlement le taux de couverture des créances en souffrance de la banque s'est élevé à 74,6% en 2005. Le niveau de ce taux a été de 78,9% en 2006, et de 85,2% au 30.06.2007, sous l'effet de l'importance des garanties détenues par la banque.

Les dotations et reprises de provisions relatives aux créances en souffrance y compris les pertes nettes sur créances irrécouvrables ont évolué comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Dotations aux provisions	1879	2 295	1 149	22,2%	-50,0%	476,4	-58,5%
Reprises de provisions	943	1 940	989	105,7%	-49,0%	387,0	-60,9%
Dotations nettes aux provisions (1)	936	356	160	-62,0%	-55,2%	89,4	-44,1%
Encours brut de crédit* (2)	50 233	57 835	72 822	15,1%	25,9%	80 305,6	10,3%
Charge de risque nette (1)/(2)	1,86%	0,62%	0,22%	-1,24 pts	-0,4 pts	0,22%	0 pts

Kdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés * Créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

²³ Provisions sur créances en souffrance/ Créances en souffrance

²⁴ Créances en souffrances / Encours brut de crédit

²⁵ Banques commerciales (hors CAM et CIH)

Notons la baisse de la charge nette du risque qui passe de 1,9% en 2004 à 0,6% à fin 2005 puis à 0,2% en 2006 et au 30.06.2007, corrélativement à l'évolution simultanée des dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et de l'encours brut des crédits.

Le niveau des ratios de solvabilité en vigueur s'établit comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Fonds propres – Mdh (1)	7 110	7 923	8 382	11,4%	5,8%	10 726	28,0%
Risques pondérés – Mdh (2)	57 050	67 299	85 997	18,0%	27,8%	92 381	7,4%
Ratio de solvabilité (1) / (2)	12,46%	11,77%	9,75%	-0,69 pts	-2,02 pts	11,61%	+1,86 pts

Source : Attijariwafa bank

Le ratio de solvabilité²⁶ de la banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, s'est établi à 11,77% en 2005 et à 9,75% à fin 2006. Ce niveau reste supérieur à celui du ratio de solvabilité réglementaire qui est de 8%, soit un excédent de fonds propres de 1,5 Mrds dh.

La baisse du niveau de ce ratio, enregistrée en 2006, est due à une évolution importante des crédits distribués par la banque pendant cet exercice. Compte tenu de cette évolution et pour améliorer le ratio de solvabilité, Attijariwafa bank a procédé à une émission de deux emprunts subordonnés en février 2007, totalisant 2 milliards de dirhams. Le ratio de solvabilité progresse ainsi à 11,61% à fin juin 2007.

I.3. Analyse du hors bilan

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	30.06.07	Var. 07/06
Engagements donnés	18 259,4	21 897,7	25 589,5	19,9%	16,9%	31 158,3	21,8%
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	32,5	-	-	-100,0%	-	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 547,0	6 291,7	7 355,8	38,4%	16,9%	9 105,4	23,8%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 722,7	4 340,5	3 292,8	152,0%	-24,1%	6 268,4	90,4%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	11 957,2	11 265,5	14 940,9	-5,8%	32,6%	15 784,5	5,6%
Titres achetés à réméré	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres à livrer	-	-	-	-	-	-	-
Engagements reçus	9 222,2	10 536,9	18 031,3	14,3%	71,1%	21 574,4	19,7%
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 196,6	10 511,3	18 005,3	14,3%	71,3%	21 543,7	19,7%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	25,6	25,6	25,9	0,0%	1,5%	30,7	18,5%
Titres vendus à réméré	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres à recevoir	-	-	-	-	-	-	-

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- En 2004, les engagements donnés par Attijariwafa bank sont principalement des garanties d'ordre en faveur de la clientèle. Les engagements reçus sont essentiellement des garanties reçues d'établissements de crédit dans le cadre de confirmation de crédits documentaires et s'élèvent à 9,2 Mrds dh.
- Atteignant 21,9 Mrds dh, les engagements donnés par la banque ont enregistré au terme de l'exercice 2005 une évolution de 19,9%, qui recouvre notamment une progression de 38,4% des engagements en faveur de la clientèle.

²⁶ Correspond au rapport entre les fonds propres nets et les engagements pondérés de la banque.

Pour leur part, les engagements reçus ont progressé de 14,3% à 10,5 Mrds dh et sont essentiellement constitués d'engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés.

- A la clôture de l'exercice 2006, les engagements donnés par Attijariwafa bank sont constitués des engagements de garantie d'ordre de la clientèle à hauteur de 58,4%. Les engagements reçus s'élèvent à 18,0 Mrds dh et concernent essentiellement les garanties reçues d'établissements de crédit.
- Comme pour les exercices précédents, les engagements donnés d'Attijariwafa bank au terme du 1^{er} semestre 2007 sont principalement constitués des engagements de garantie d'ordre de la clientèle (50,7%). Par ailleurs, les engagements reçus sont composés en majorité des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés (99,9%).

II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

II.1. Périmètre de consolidation

N.B : Les SCI et certaines filiales sont laissées en dehors de la consolidation car elles ont une activité non significative.

II.1.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2006

	Capital social	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
31.12.06				
Attijariwafa bank y compris succursales à l'étranger	1 929 960			Mère
Attijariwafa Europe	33 907 KEUR	100%	100%	Intégration Globale
Attijariwafa bank Sénégal	2 100 000 KFCFA	100%	100%	Intégration Globale
Attijari International Bank	3 000 KUSD	50%	50%	Intégration Globale
Attijari bank Tunisie	150 000 KTND	53,54%	36,77%	Intégration Globale
Attijari immobilier	125 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Factoring Maroc	30 000	75%	75%	Intégration Globale
BCM Corporation	200 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Finances Corp.	10 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Intermédiation	5 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Gestion	1 000	66%	66%	Intégration Globale
Attijariwafa Finanziara Spa	600 KEUR	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Bail	150 000	97,83%	97,83%	Intégration globale
Wafa Salaf	113 080	65,94%	65,94%	Intégration globale
Wafa Cash	35 050	98,46%	98,46%	Intégration globale
Wafa Gestion	4 000	66,00%	66,00%	Intégration globale
Wafa Investissement	55 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Immobilier	40 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Corp	113 832	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Assurance	350 000	79,23%	79,23%	Mise en équivalence
CDM	833 818	24,73%	24,73%	Mise en équivalence
OGM	885 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
CAPRI	124 000	100,00%	100,00%	Mise en équivalence
Attijari Eurofinance	33 907 KEUR	100,00%	100,00%	Intégration globale
Andalumaghreb	1 000 KEUR	68,68%	68,68%	Intégration Globale
Attijaria Al youssoufia	50 000	100,00%	100,00%	Intégration globale

Kdh - Source : Attijariwafa bank

II.1.2. Périmètre de consolidation au 31 mars 2007

	Capital social	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
31.03.07				
Attijariwafa bank y compris succursales à l'étranger	1 929 960			Mère
Attijariwafa Europe	33 907 KEUR	100%	100%	Intégration Globale
Attijariwafa bank Sénégal	2 100 000 KFCFA	100%	100%	Intégration Globale
Banque Sénégal-Tunisienne*	4 200 000 KFCFA	66,67%	66,67%	Intégration Globale
Attijari International Bank	3 000 KUSD	50%	50%	Intégration Globale
Attijari bank Tunisie	150 000 KTND	53,54%	36,77%	Intégration Globale
Attijari immobilier	125 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Factoring Maroc	30 000	75%	75%	Intégration Globale
BCM Corporation	200 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Finances Corp.	10 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Intermédiation	5 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Gestion	1 000	66%	66%	Intégration Globale
Attijariwafa Finanziara Spa	600 KEUR	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Bail	150 000	97,83%	97,83%	Intégration globale
Wafa Salaf	113 080	65,94%	65,94%	Intégration globale
Wafa Cash	35 050	98,46%	98,46%	Intégration globale
Wafa Gestion	4 000	66,00%	66,00%	Intégration globale
Wafa Investissement	55 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Immobilier	40 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Corp	113 832	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Assurance	350 000	79,23%	79,23%	Mise en équivalence
CDM	833 818	24,73%	24,73%	Mise en équivalence
OGM	885 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
CAPRI	124 000	100,00%	100,00%	Mise en équivalence
Attijari Eurofinance	33 907 KEUR	100,00%	100,00%	Intégration globale
Andalumaghreb	1 000 KEUR	68,68%	68,68%	Intégration Globale
Attijaria Al youssoufia	50 000	100,00%	100,00%	Intégration globale

Kdh - Source : Attijariwafa bank - * Acquisition en 2007

En 2004, et suite à la prise de contrôle de Wafabank , le périmètre de consolidation a été marqué par l'entrée des filiales de l'ex-Wafabank comme détaillé ci-dessous :

	Entreprises entrées	Entreprises sorties
2004	Wafabail	Belair I
	Wafasalaf	Belair II
	Wafa Cash	Belair III
	Wafa Gestion	Ranouil
	Wafa Invest	Barbara
	Wafa Immobilier	Zakat
	Wafa Corp	Tan
	CDM	Hivernage
	OGM	Marrakech Expansion
	SIFAP	Maimouna
	Wafa Assurance	Pasteur
		Attijaria Al Akkaria
		Attijari Capital Risque
		Casa Madrid Développement
		Attijari Protection
		Moussafir Hôtel
		Sté d'Aménagement du Parc Nouaceur
		SOMGETI

Source : Attijariwafa bank

Dans le cadre du nouvel ensemble, et par rapport à l'exercice 2004, le périmètre de consolidation a connu les évolutions suivantes :

	Entreprises entrées	Entreprises sorties
2005	Banque du Sud ²⁷	Mlihia ²⁸
	Andalumaghreb	Attijari Management ²⁹
2006	Attijariwafa bank Sénégal	Sifap ³⁰
	Attijari Finanziaria SPA	
	Attijari Eurofinance	
	Attijariwafa bank Europe	
2007	Banque Sénégal-Tunisienne	

Source : Attijariwafa bank

²⁷ Acquisition de 53,54% du capital en 2005

²⁸ La SCI Mlihia a cédé tous ses actifs en 2005

²⁹ Fusionnée avec Wafa Gestion

³⁰ Cession de la société Sifap en 2006

II.2. Compte de Produits et Charges

Avertissement :

Les comptes consolidés trimestriels d'Attijariwafa bank sont des comptes provisoires, non certifiés par les commissaires aux comptes.

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Produits d'exploitation bancaire	8 103,8	9 053,3	11 723,8	11,7%	29,5%	2 778,7	3 502,0	26,0%
Charges d'exploitation bancaire	2 989,6	3 416,4	4 965,0	14,3%	45,3%	1 128,3	1 499,1	32,9%
Produit Net Bancaire	5 114,2	5 636,9	6 758,9	10,2%	19,9%	1 650,4	2 003,0	21,4%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	11,6	125,8	43,3	>100,0%	-65,6%	-	0,0	ns
Autres produits d'exploitation non bancaire	274,6	198,8	101,7	-27,6%	-48,9%	50,2	36,9	-26,5%
Autres charges d'exploitation non bancaire	46,2	1,1	0,8	-97,6%	-26,4%	2,1	0,1	-97,0%
Charges générales d'exploitation	2 862,8	2 906,5	3 322,7	1,5%	14,3%	809,3	808,7	-0,1%
Résultat Brut d'exploitation	2 491,3	3 053,9	3 580,4	22,6%	17,2%	889,3	1 231,1	38,4%
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, et pertes nettes sur créances irrécouvrables	-1 217,9	-519,7	-401,3	57,3%	22,8%	-150,5	-98,2	34,7%
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	89,3	-71,1	137,6	ns	ns	-31,9	2,0	ns
Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-80,1	-130,1	-153,4	62,4%	17,9%	-32,8	-34,0	3,7%
Résultat courant	1 282,5	2 332,9	3 163,3	81,9%	35,6%	674,1	1 100,8	63,3%
Résultat non courant	-303,5	-155,3	-78,2	ns	ns	-2,3	-21,6	ns
Impôt sur les résultats	568,3	919,3	1 133,9	61,8%	23,3%	286,7	438,2	52,8%
Impôts différés	117,7	-202,5	99,5	ns	ns	7,6	76,8	>100,0%
Résultat net des entreprises intégrées	293,0	1 460,9	1 851,8	>100,0%	26,8%	377,5	564,2	49,5%
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-78,6	252,4	241,5	ns	-4,3%	107,1	144,1	34,5%
Résultat net du groupe	214,4	1 713,3	2 093,3	699,1%	22,2%	484,6	708,3	46,2%
part du groupe	200,7	1 636,0	2 021,6	>100,0%	23,6%	474,5	684,8	44,3%
part des intérêts minoritaires	13,7	77,3	71,7	>100,0%	-7,3%	10,1	23,7	>100,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

II.2.1. Produits d'exploitation bancaire

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	379,9	446,3	851,1	17,5%	90,7%	197,0	256,0	30,0%
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	3 848,0	4 288,2	5 267,4	11,4%	22,8%	1 241,2	1 427,1	15,0%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	918,8	806,2	701,0	-12,3%	-13,0%	180,3	188,5	4,6%
Produits sur titres de propriété	23,2	59,0	41,0	>100,0%	-30,6%	6,0	3,4	-44,0%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 474,3	1 939,3	2 557,2	31,5%	31,9%	576,7	767,7	33,1%
Commissions sur prestations de service	1 070,2	985,5	1 406,5	-7,9%	42,7%	293,2	361,4	23,2%
Autres produits bancaires	389,4	528,9	899,6	35,8%	70,1%	284,3	497,8	75,1%
Produits d'exploitation bancaire	8 103,8	9 053,3	11 723,8	11,7%	29,5%	2 778,8	3 502,0	26,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Au 31.12.2004, les produits d'exploitation bancaire consolidés d'Attijariwafa bank s'établissent à 8,1 Mrds de dirhams. Les intérêts et produits sur la clientèle (3,8 Mrds dh) représentent 47,5% des produits d'exploitation du Groupe Attijariwafa bank, suivis par les produits sur immobilisations en crédit-bail et location qui s'établissent à 1,5 Mrds dh, grâce notamment aux bonnes performances de la filiale du Groupe (Wafabail) sur le marché du crédit-bail. La contribution des commissions sur prestations de service aux produits d'exploitation bancaire est de 13,2% en 2004.

A fin 2004, la banque a contribué à hauteur de 53,0% au produit d'exploitation bancaire. Ce faible niveau s'explique essentiellement par l'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe des filiales spécialisées de l'ex-Wafabank (notamment Wafacash, Wafasalaf et Wafabail).

- Au titre de l'exercice 2005, les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une progression de 11,7% à 9,1 Mrds de dirhams, composés essentiellement des intérêts et produits sur opérations avec la clientèle, des produits sur immobilisations en crédit-bail et en location et des commissions sur prestations de service respectivement à hauteur de 47,4%, 21,4% et 10,9%. La contribution des produits sur opérations avec la clientèle est restée quasiment stable, tandis que la part des produits sur opérations de crédit-bail et de location a augmenté de 3,2%.
- A fin 2006, et compte tenu de la progression des intérêts et produits sur opérations avec la clientèle, associée à celle des commissions sur prestations de service, les produits d'exploitation bancaire se sont inscrits à la hausse (+29,5% par rapport à 2005) à 11,7 Mrds dh.

La progression des commissions sur prestations de service tient compte de l'intégration de 12 mois d'Attijari bank Tunisie contre 1 mois en 2005. Cette évolution est aussi le résultat de la bonne performance de Wafa cash, Wafa Immobilier et Wafa Gestion.

- Pour les trois premiers mois de l'exercice 2007, les produits d'exploitation bancaire du Groupe Attijariwafa bank s'établissent à près de 3,5 Mrds dh, en hausse de 26,0% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

II.2.2. Charges d'exploitation bancaire

Sur les 3 dernières années, les charges d'exploitation bancaire de AWB ont évolué de la manière suivante :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	284,4	276,8	560,5	-2,7%	102,5%	103,4	199,0	92,5%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 105,6	1 144,5	1917,1	3,5%	67,5%	427,7	542,6	26,9%
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	122,8	88,8	56,3	-27,7%	-36,6%	30,9	33,1	7,2%
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	1 155,9	1 565,3	2012,2	35,4%	28,6%	449,6	614,0	36,6%
Autres charges bancaires	321,0	341,0	418,9	6,2%	22,8%	116,8	110,4	-5,5%
Charges d'exploitation bancaire	2 989,6	3 416,4	4965,0	14,3%	45,3%	1 128,3	1 499,1	32,9%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Commentaires

- En 2004, les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank s'élèvent à 3,0 Mrds dh, représentant 36,9% des produits d'exploitation bancaire. Les intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle, à 1,1 Mrds dh (intégration Wafabank), et les charges sur opérations de crédit bail et de location, avec 1,15 Mrds dh (suite à la consolidation de Wafabail), représentent 75,6% des charges d'exploitation bancaire.
- Les charges d'exploitation bancaire au titre de l'exercice 2005 s'établissent à 3,4 Mrds dh, limitant ainsi leur progression à 14,3%. Cette évolution est attribuée aux charges sur opérations de crédit-bail et de location avec 409,4 Mdh de plus que l'année précédente, une progression qui est liée à l'évolution importante de l'activité de Wafabail.
- Suite à la progression de la quasi-totalité des postes de charges d'exploitation bancaire, la somme de ceux-ci enregistre une hausse de 45,3% par rapport à son niveau de 2005 pour s'établir à près de 5,0 Mrds dh. Cette progression est essentiellement liée à celle des intérêts et charges sur opérations avec la clientèle (+67,5%) et celle des charges sur opérations de crédit-bail et de location (+28,6%).
- Au terme du 1^{er} trimestre 2007, les charges d'exploitation bancaire s'élèvent à 1,5 Mrds dh en progression de 32,9% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution est principalement due à l'augmentation des charges sur opérations de crédit-bail et de location ainsi

que celle des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle de respectivement 164,4 et 114,9 Mdh.

II.2.3. Produit net bancaire

Structure du PNB

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Intérêts et produits assimilés	5 146,7	5 540,6	6 819,6	7,7%	23,1%	1 618,5	1 871,7	15,6%
Intérêts et charges assimilées	1 512,7	1 510,0	2 533,9	-0,2%	67,8%	562,0	774,7	37,9%
Marge d'intérêt	3 633,9	4 030,6	4 285,7	10,9%	6,3%	1 056,5	1 097,0	3,8%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 474,3	1 939,3	2 557,2	31,5%	31,9%	576,7	767,7	33,1%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	1 155,9	1 565,3	2 012,2	35,4%	28,6%	449,6	614,0	36,6%
Résultat des opérations de crédit-bail et location	318,5	373,9	545,0	17,4%	45,8%	127,1	153,8	21,0%
Commissions perçues	1 071,3	987,4	1 406,8	-7,8%	42,5%	293,2	364,0	24,1%
Commissions servies	61,6	70,2	59,6	14,0%	-15,2%	14,9	15,4	4,0%
Marge sur commissions	1 009,7	917,1	1 347,2	-9,2%	46,9%	278,4	348,5	25,2%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat des opérations sur titres de placement	24,4	94,4	326,6	>100,0%	>100,0%	150,2	296,0	97,1%
Résultat des opérations de change	218,3	308,8	407,6	41,4%	32,0%	93,2	109,6	17,6%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-4,2	-7,7	5,9	83,6%	ns	0,9	2,6	>100,0%
Résultat des opérations de marché	238,5	395,5	740,1	65,8%	87,1%	244,3	408,2	67,1%
Divers autres produits bancaires	48,7	78,4	111,5	60,9%	42,3%	21,2	42,5	>100,0%
Diverses autres charges bancaires	135,2	158,5	270,7	17,2%	70,8%	77,0	47,0	-39,0%
Produit net bancaire	5 114,2	5 636,9	6 758,9	10,2%	19,9%	1 650,4	2 002,9	21,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Marge d'intérêt

La marge d'intérêt 2004 d'Attijariwafa bank s'élève à 3,6 Mrds de dirhams. La contribution de la marge d'intérêt à la formation du PNB est de 71% en 2004. Ceci s'explique par l'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe des filiales spécialisées ex-Wafabank (plus précisément ici Wafabail), qui profite à la marge sur commissions et à la marge sur opérations de marché.

En 2005, la marge d'intérêt d'Attijariwafa bank s'élève à plus de 4 Mrds de dirhams, soit une hausse de 10,9% par rapport à 2004. Cette évolution s'explique par une évolution des intérêts et produits assimilés de 7,7%, engendrée principalement par la hausse des encours crédits.

La progression de la marge d'intérêt s'explique également par les effets d'une hausse de la marge d'intérêt réalisée par Attijariwafa bank (+343 Mdh) et Wafasalaf (+58 Mdh). La contribution de la marge d'intérêt à la formation du PNB a légèrement progressé à 72%.

A fin 2006, la marge d'intérêts a enregistré une progression de 6,3% à 4,3 Mrds dh par rapport à une progression de 10,9% en 2005. Cette évolution se trouve principalement justifiée par:

- La hausse de la marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (+121,1 Mdh) ;
- La progression de la marge d'intérêts avec la clientèle (+206,7 Mdh) ;

La marge d'intérêt réalisée par le Groupe Attijariwafa bank au terme du 1^{er} trimestre 2007 s'établit à 1,1 Mrds dh, en hausse de 3,8% par rapport à la même période en 2006.

Résultat des opérations de crédit-bail et location

En 2004, le niveau du résultat des opérations de crédit-bail et location est principalement lié à l'intégration de la filiale ex-Wafabank Wafabail au périmètre de consolidation du groupe.

En 2005, le résultat des opérations de crédit-bail et location a progressé de 17,4% en raison de la contribution de Wafabail à hauteur de 65,2% de ce résultat.

Au terme de l'exercice 2006, la marge sur opérations de crédit-bail et de location a fortement progressé, passant de 373,9 Mdh en 2005 à 545,0 Mdh en 2006, soit une évolution de 45,8%.

A fin mars 2007, le groupe Attijariwafa bank a amélioré son résultat des opérations de crédit-bail et location de 21,0% par rapport au trimestre clos le 31 mars 2006.

Marge sur commissions

En 2004, la contribution des filiales nouvellement intégrées suite à la fusion (crédit à la consommation, gestion d'actifs, banque d'affaires, services para-bancaires,...), ainsi que le développement des activités génératrices de commissions à travers une politique innovante sur les produits aux particuliers (bancassurance, monétique,...) a permis au Groupe Attijariwafa bank d'atteindre un résultat sur commissions de 1,0 Mrd dh à fin 2004. Ainsi, au titre de l'exercice 2004, Wafacash a contribué à hauteur de 161 Mdh et Wafasalaf à hauteur de 11,6 Mdh.

A fin 2005, la marge sur commissions contribue à hauteur de 16,3% à la formation du PNB contre 19,7% un an auparavant. Ce recul est du essentiellement à la baisse :

- Des commissions sur fonctionnement de compte (-25%) ;
- Des commissions sur moyens de paiement (-22%) ;
- Des commissions sur opérations sur titres (-12%) ;
- Des commissions sur prestations de service sur crédit (-35%).

Au terme de l'exercice 2006, la contribution de la marge sur commissions à la formation du PNB s'élève à 19,9%, soit +3,7 points par rapport à 2005. Cette amélioration est principalement le résultat de la progression des éléments suivants :

- Commissions sur fonctionnements de compte (+184,4%) ;
- Commissions sur opérations sur titres (+73,8%) ;
- Commissions sur titres en gestion ou en dépôt (+35,9%).

Par ailleurs, les principales entités ayant contribué à cette évolution sont : Wafa Gestion (16,7%), Attijari bank Tunisie (13,7%), Wafa Cash (8,8%) et Wafa Immobilier (6,2%).

Au 31.03.2007, la marge sur commissions progresse de 25,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 348,5 Mdh.

Résultat des opérations de marché

A fin 2004, le résultat des opérations de marché s'établit à 238,5 Mdh. Ce niveau élevé est le résultat de la fusion des salles de marché BCM et ex-Wafabank : BCM a repris toutes les activités liées au marché des changes de l'ex-Wafabank. Le résultat des opérations sur titres de placement tend à diminuer du fait de la baisse des taux d'intérêt des Bons du Trésor.

En 2005, le résultat des opérations de marché enregistre une progression de 65,8%, pour s'établir à 395,5 Mdh, soit 7,0% du PNB contre 4,7% en 2004. Cette évolution s'explique par :

- L'expansion du résultat sur opérations de change ;
- La forte progression (+287%) du résultat des opérations sur titres de placement.

Avce une progression de 87,1% en 2006, le résultat des opérations de marché enregistre la plus forte évolution de tous les composants du produit net bancaire. Il passe ainsi de 395,5 Mdh en 2005 à 740,1 Mdh à fin 2006. Cette progression résulte de l'évolution positive des éléments suivants :

- Résultat des opérations sur titres de placement (+232,2 Mdh) ;
- Résultat des opérations de change (+98,8 Mdh) ;
- Résultat des opérations sur produits dérivés (+13,6 Mdh).

Au terme du 1^{er} trimestre 2007, le résultat des opérations de marché s'élève à 408,2 Mdh en hausse de 67,1% par rapport au 31 mars 2006. Le résultat des opérations sur titres de placement contribue fortement à cette évolution avec une part de 72,5% dans le résultat des opérations de marché (vs 61,5% au 31.03.2006).

PNB

A fin 2004, le PNB d'Attijariwafa bank s'établit à 5,1 Mrds dh, grâce à une croissance des opérations génératrices de commissions, combinée à une évolution maîtrisée des charges d'exploitation bancaire dans un contexte d'abondance de la liquidité.

Le PNB d'Attijariwafa bank s'établit à 5,6 Mrds de dirhams au 31.12.2005, en amélioration de 10,2%, grâce à une évolution satisfaisante des différents compartiments d'activité de la banque.

Le produit net bancaire réalisé par le groupe Attijariwafa bank à fin 2006 s'établit à 6,8 milliards de dirhams en hausse de 19,9% par rapport à 2005. La marge sur commissions contribue à 38,3% de cette évolution, suivie du résultat des opérations de marché avec 30,7% et la marge d'intérêt avec 22,7%.

Au terme des trois premiers mois de l'exercice 2007, le produit net bancaire du groupe Attijariwafa bank enregistre une progression de 21,4% par rapport à la même période de l'exercice 2006, s'élevant ainsi à 2 Mrds dh.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation du groupe Attijariwafa bank évolue comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Produits d'exploitation bancaire	8 103,8	9 053,3	11 723,8	11,7%	29,5%	2 778,7	3 502,0	26,0%
Charges d'exploitation bancaire	2 989,6	3 416,4	4 965,0	14,3%	45,3%	1 128,3	1 499,1	32,9%
Produit Net Bancaire	5 114,2	5 636,9	6 758,9	10,2%	19,9%	1 650,4	2 003,0	21,4%
Charges de personnel	1 174,3	1 196,6	1 507,5	1,9%	26,0%	357,1	399,1	11,8%
Impôts et taxes	63,2	71,5	84,5	13,1%	18,2%	10,2	24,6	140,4%
Charges externes	1 097,6	1 076,8	1 183,1	-1,9%	9,9%	300,8	267,0	-11,3%
Autres charges générales d'exploitation	44,3	91,2	109,7	>100,0%	20,2%	14,9	12,2	-18,1%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	483,5	470,4	437,9	-2,7%	-6,9%	126,2	105,9	-16,1%
Charges générales d'exploitation (2)	2 862,8	2 906,5	3 322,7	1,5%	14,3%	809,3	808,7	-0,1%
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	56,0%	51,6%	49,2%	-4,4 Pts	-2,4 Pts	49,0%	40,4%	-8,6 Pts

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- En 2004, le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank s'établit à 56,0%. Le niveau des frais généraux est lié principalement à l'augmentation des charges de personnel suite au versement d'indemnités de départ en retraite anticipée et à la progression des charges externes.
- A fin 2005, les charges générales d'exploitation se stabilisent à 2,9 Mrds dh, illustrant la bonne maîtrise des frais généraux. En conséquence, le coefficient d'exploitation s'améliore de 4,4 points, passant de 56,0% en 2004 à 51,6%.
- Au terme de l'année 2006, les charges générales d'exploitation ont enregistré une évolution à la hausse de 14,3% sous l'effet d'une progression de 26,0% des charges de personnel (intégration des charges relatives au personnel d'Attijari bank Tunisie).

Pour sa part, le coefficient d'exploitation du groupe Attijariwafa bank s'élève à 49,2% en amélioration de 2,4 points par rapport à la même période de l'exercice 2005.

- Au 31.03.2007, le coefficient d'exploitation du groupe Attijariwafa bank s'améliore de 8,6 points par rapport au 1^{er} trimestre 2006 pour s'établir à 40,4%. Cette évolution positive tient compte d'une progression de 21,4% du PNB combinée à une stagnation des charges d'exploitation.

II.2.4. Résultat brut d'exploitation et résultat courant

Sur les trois dernières années, le résultat brut d'exploitation du groupe Attijariwafa bank a évolué comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Produit Net Bancaire	5 114,2	5 636,9	6 758,9	10,2%	19,9%	1 650,4	2 003,0	21,4%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	11,6	125,8	43,3	>100,0%	-65,6%	-	0,0	ns
Autres produits d'exploitation non bancaire	274,6	198,8	101,7	-27,6%	-48,9%	50,2	36,9	-26,5%
Autres charges d'exploitation non bancaire	46,2	1,1	0,8	-97,6%	-26,4%	2,1	0,1	-97,0%
Charges générales d'exploitation	2 862,8	2 906,5	3 322,7	1,5%	14,3%	809,3	808,7	-0,1%
Résultat Brut d'exploitation	2 491,3	3 053,9	3 580,4	22,6%	17,2%	889,3	1 231,1	38,4%
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, et pertes nettes sur créances irrécouvrables	-1 217,9	-519,7	-401,3	-57,3%	-22,8%	-150,5	-98,2	-34,7%
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	89,3	-71,1	137,6	ns	ns	-31,9	2,0	ns
Dotations nettes de reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-80,1	-130,1	-153,4	62,4%	17,9%	-32,8	-34,0	3,7%
Résultat courant	1 282,6	2 332,9	3 163,3	81,9%	35,6%	674,1	1 100,8	63,3%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Au terme de l'exercice 2004, le résultat brut d'exploitation consolidé d'Attijariwafa bank s'affiche à 2,5 Mrds de dirhams.

Les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à 1,2 Mrds dh, impactées par la fin du programme de mise à niveau du bilan engagé par certaines filiales du groupe. A fin 2004, le résultat courant ressort à 1,3 Mrds dh.

- En 2005, et suite au reclassement des titres Wafa Assurance, entraînant la sortie d'actions Attijariwafa bank du périmètre de consolidation de la compagnie d'assurance, le résultat des opérations sur immobilisations financières marque un net redressement, passant de 11,6 Mdh au 31.12.2004 à 125,8 Mdh au 31.12.2005.

Avec des charges d'exploitation en quasi-stagnation, le résultat brut d'exploitation enregistre une progression de 22,6%, à plus de 3 Mrds dh.

Suite à la clôture du programme de mise à niveau d'Attijariwafa bank, la banque a procédé en 2005 à la mise à niveau des couvertures des engagements. C'est ainsi que les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à fin 2005 à 590,8 Mdh, en baisse de 537,8 Mdh (-47,7%).

Le résultat courant passe ainsi de 1,3 Mrds dh en 2004 à 2,3 Mrds dh en 2005, soit une progression de plus d'un milliard de dirhams (+81,9%).

- A fin 2006, le résultat brut d'exploitation du groupe Attijariwafa bank s'établit à 3,6 Mrds dh, en progression de 17,2% par rapport à l'exercice 2005.

Pour sa part, le résultat courant a progressé de 35,6% sous l'effet de la hausse du résultat brut d'exploitation et de la maîtrise des dotations nettes des reprises.

- Au terme du 1^{er} semestre 2007 le résultat brut d'exploitation s'améliore de 38,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par la hausse du PNB (+21,4%) et la quasi-stagnation des charges générales d'exploitation.

Suite à la baisse des dotations aux provisions nettes des reprises, le résultat courant affiche une progression de 63,3% par rapport au 1^{er} trimestre 2006 pour s'établir à 1,1 Mrds dh.

II.2.5. Rentabilité

Le résultat net évolue comme suit sur la période considérée :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Résultat courant	1 282,5	2 332,9	3 163,3	81,9%	35,6%	674,1	1 100,8	63,3%
Résultat non courant	-303,5	-155,3	-78,2	-48,8%	-49,6%	-2,3	-21,6	>100,0%
Impôt sur les résultats	568,3	919,3	1 133,9	61,8%	23,3%	286,7	438,2	52,8%
Impôts différés	117,7	-202,5	99,5	ns	ns	7,6	76,8	>100,0%
Résultat net des entreprises intégrées	293,0	1 460,9	1 851,8	>100,0%	26,8%	377,5	564,2	49,5%
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-78,6	252,4	241,5	ns	-4,3%	107,1	144,1	34,5%
Résultat net du groupe	214,4	1 713,3	2 093,3	>100,0%	22,2%	484,6	708,3	46,2%
<i>part du groupe</i>	<i>200,7</i>	<i>1 636,0</i>	<i>2 021,6</i>	<i>>100,0%</i>	<i>23,6%</i>	<i>474,5</i>	<i>684,8</i>	<i>44,3%</i>
<i>part des intérêts minoritaires</i>	<i>13,6</i>	<i>77,3</i>	<i>71,7</i>	<i>>100,0%</i>	<i>-7,3%</i>	<i>10,1</i>	<i>23,7</i>	<i>>100,0%</i>

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- A fin 2004, le résultat non courant d'Attijariwafa bank ressort à -303,5 Mdh compte tenu de charges non courantes de 456,2 Mdh. Il s'agit de charges exceptionnelles passées en pertes par l'ex-Wafabank (Abandon du système d'information Inova) et de charges liées au redressement fiscal de l'ex-Wafabank.

La capacité bénéficiaire part du groupe a totalisé 200,7 Mrds dh après le paiement de 568,3 Mdh d'IS et 117,7 Mdh d'impôts différés, résultant des écarts temporaires entre les bases comptable et fiscale de plusieurs opérations de consolidation assujetties à l'impôt.

- En 2005, le résultat non courant s'établit à -155,3 Mdh, provenant de produits non courants de 30,2 Mdh et de charges exceptionnelles de 185,5 Mdh (dont des indemnités de départ pour retraite anticipée).

Le résultat net part du Groupe ressort à 1,6 Mrds de dirhams. Cette capacité bénéficiaire tient compte d'une contribution significative de WAFA Assurance et de Crédit du Maroc, lesquelles contribuent à hauteur de 104 Mdh et de 97 Mdh respectivement dans le RNPG.

- Au terme de l'exercice 2006, le résultat net consolidé s'est affiché à 2,1 Mrds dh comparé à 1,7 Mrds dh à fin 2005. Son évolution est redevable à l'appréciation du résultat courant consolidé qui gagne 35,6%. Cette hausse a toutefois été légèrement impactée par la baisse du résultat des sociétés mises en équivalence.
- Au 31.03.2007, la capacité bénéficiaire part du groupe s'est élevée à 684,8 Mdh, soit en progression de 44,3% par rapport à la même période de l'exercice 2006.

II.3. Analyse du bilan

II.3.1. Bilan résumé

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.07	Var. 07/06
Actif	108 255,2	139 253,9	166 366,5	28,6%	19,5%	175 581,8	5,5%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 898,4	12 480,5	15 584,4	-10,2%	24,9%	15 599,8	0,1%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	12 263,5	16 478,9	19 007,6	34,4%	15,3%	20 296,0	6,8%
Créances sur la clientèle	50 176,8	70 025,5	84 638,5	39,6%	20,9%	89 365,6	5,6%
Opérations de crédit-bail et de location	3 304,9	4 518,1	6 518,5	36,7%	44,3%	6 833,0	4,8%
Créances acquises par affacturage	164,6	1 523,4	1 341,1	825,5%	-12,0%	647,1	-51,7%
Titres de transaction et de placement	14 734,2	18 288,9	21 412,8	24,1%	17,1%	23 599,5	10,2%
Autres actifs	1 888,7	3 006,0	3 629,0	59,2%	20,7%	4 973,9	37,1%
Titres d'investissement	4 457,6	3 987,4	4 966,4	-10,5%	24,6%	4 891,9	-1,5%
Titres de participation et emplois assimilés	1 009,6	1 834,2	1 632,6	81,7%	-11,0%	1 556,6	-4,7%
Titres mis en équivalence	-	578,0	580,8	ns	0,5%	545,3	-6,1%
Immobilisations incorporelles	1 742,1	1 699,5	1 775,3	-2,4%	4,5%	1 784,5	0,5%
Immobilisations corporelles	2 749,7	2 886,6	3 035,3	5,0%	5,2%	3 170,6	4,5%
Ecarts d'acquisition	1 865,1	1 946,7	2 244,2	4,4%	15,3%	2 318,2	3,3%
Passif	108 255,2	139 253,9	166 366,5	28,6%	19,5%	175 581,8	5,5%
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	25,0	-	239,7	ns	ns	434,0	81,1%
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 596,0	8 608,0	11 310,5	13,3%	31,4%	12 162,5	7,5%
Dépôts de la clientèle	85 158,9	110 816,5	133 950,7	30,1%	20,9%	138 993,0	3,8%
Titres de créances émis	1 586,3	1 615,0	937,6	1,8%	-41,9%	896,9	-4,3%
Autres passifs	2 828,9	4 115,7	4 828,8	45,5%	17,3%	6 299,9	30,5%
Provisions pour risques et charges	1 010,0	847,3	724,5	-16,1%	-14,5%	760,7	5,0%
Titres mis en équivalence	-	779,9	608,7	ns	-21,9%	499,0	-18,0%
Fonds publics affectés	-	312,4	288,2	ns	-7,7%	287,0	-0,4%
Dettes subordonnées	200,1	200,8	404,4	0,4%	101,4%	2 258,7	458,6%
Fonds propres	9 850,1	11 958,3	13 073,4	21,4%	9,3%	12 990,2	-0,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

II.3.2. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur les trois dernières années :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.07	Var. 07/06
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	12 263,5	16 478,9	19 007,6	34,4%	15,3%	20 296,0	6,8%
Créances sur la clientèle	50 176,8	70 025,5	84 638,5	39,6%	20,9%	89 365,6	5,6%
Crédits de trésorerie et à la consommation	27 634,5	38 525,1	46 530,7	39,4%	20,8%	49 292,2	5,9%
Crédits à l'équipement	10 949,2	15 458,5	18 846,4	41,2%	21,9%	18 608,9	-1,3%
Crédits immobiliers	8 741,8	10 980,7	16 051,1	25,6%	46,2%	17 803,0	10,9%
Autres crédits	2 851,3	5 061,2	3 210,3	77,5%	-36,6%	3 661,6	14,1%
Total crédits	62 440,3	86 504,5	103 646,1	38,5%	19,8%	109 661,6	5,8%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- En 2004, l'encours clientèle s'est établi à 50,2 Mrds dh, constitué essentiellement des crédits de trésorerie (27,6 Mrds dh) et des crédits à l'équipement (10,9 Mrds dh).

Les créances sur les établissements de crédit et assimilés s'élèvent à 12,3 Mrds de dirhams. Ce niveau s'explique par l'inscription des financements en devises dans la rubrique du bilan « créances sur les établissements de crédit et assimilés » et non plus en hors-bilan.

- L'encours clientèle a connu une évolution annuelle de 39,6% au cours de la période 2004-2005, sous l'effet d'une croissance soutenue des crédits à l'équipement (+41,2%) et des crédits de trésorerie et à la consommation (+39,4%). Wafasalaf, Wafa Immobilier et Wafabail gèrent, pour leur part, des encours bruts respectifs en 2005 de 7,9 Mrds dh, de 5,3 Mrds dh et de 3,3 Mrds dh.

Pour leur part, les créances sur les établissements de crédit et assimilés ont progressé de 34,4% au titre de l'exercice 2005 suite l'évolution des principales catégories de crédit d'Attijariwafa bank.

- Au terme de l'exercice 2006, l'encours des créances sur les établissements de crédit et assimilés est en hausse de 15,3% par rapport à fin décembre 2005 et s'élève à 19,0 Mrds dh.

L'encours des créances sur la clientèle au terme du même exercice s'inscrit en hausse de 20,9%, expliquée par la hausse des principales catégories de crédits. En particulier, les crédits immobiliers ont progressé de 46,2% dénotant de la bonne performance du secteur immobilier.

- Au 30.03.2007, l'encours des créances s'est élevé à 109,7 Mrds dh, en progression de 5,8% par rapport à fin 2006. Cette progression est principalement tirée par les crédits de trésorerie et à la consommation (+2,8 Mrds dh), les crédits immobiliers (+1,8 Mrds dh) et les créances sur les établissements de crédit et assimilés (+1,3 Mrds dh).

La structure des crédits clientèle du groupe Attijariwafa bank est dominée par les crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent à fin mars 2007, 55,2% du total des crédits distribués. En deuxième position, viennent les crédits à l'équipement qui atteignent une part de 20,8% au 31.03.2007.

Structure en %	2004	2005	2006	31.03.07
Crédits de trésorerie et à la consommation	55,1%	55,0%	55,0%	55,2%
Crédits à l'équipement	21,8%	22,1%	22,3%	20,8%
Crédits immobiliers	17,4%	15,7%	19,0%	19,9%
Autres crédits	5,7%	7,2%	3,8%	4,1%
Total Crédits*	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés * Y compris les créances en souffrance et les intérêts courus à recevoir

Dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit et par client a évolué sur les trois dernières années comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.07	Var. 07/06
Comptes à vue créditeurs	48 513,6	58 710,8	68 591,5	21,0%	16,8%	72 631,0	5,9%
Comptes d'épargne	11 657,6	16 231,6	17 607,7	39,2%	8,5%	18 311,1	4,0%
Dépôts à terme	21 002,4	31 007,5	39 610,2	47,6%	27,7%	42 876,7	8,2%
Autres comptes créditeurs	3 985,2	4 866,6	8 141,4	22,1%	67,3%	5 174,3	-36,4%
Total dépôts	85 158,9	110 816,5	133 950,7	30,1%	20,9%	138 993,0	3,8%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Consécutivement à une extension du réseau de 52 nouvelles agences en 2005 et sous l'effet d'une appréciation de 44,6% des dépôts rémunérés, les ressources clientèles consolidées enregistrent une progression de 30,1% à 110,8 Mrds dh. La banque, à elle seule, polarise 89% de la collecte bilantielle du Groupe, soit 98,5 Mrds dh. Ainsi les principaux contributeurs à l'évolution favorable des dépôts sont les comptes d'épargne (+39,2%) et les dépôts à terme (+47,6%). Aussi, la part des dépôts non rémunérés représente-elle près de 57,4% de l'ensemble des dépôts en 2005 vs 61,6% en 2004.
- A fin 2006, l'encours des dépôts s'établit à 134,0 Mrds dh en hausse de 20,9% par rapport à la clôture de l'exercice 2005. Cette évolution a concerné l'ensemble des catégories de ressources collectées avec une structure des dépôts caractérisée par la prédominance des ressources non

rémunérées (57,3%), ce qui conforte la marge d'intermédiation dans un contexte de baisse des taux de rendement.

- A 139,0 Mrds dh, l'encours des dépôts enregistre une progression de 3,8% au titre du 1^{er} trimestre 2007. Cette évolution provient de la progression des comptes à vue créditeurs (+5,9%) et des dépôts à terme (+8,2%). Toutefois, les autres comptes créditeurs ont enregistré une baisse de 36,4% à 5,2 Mrds, due à des variations de pensions données qui sont classées à partir du 1^{er} janvier 2007 dans la rubrique dépôts à terme.

En terme de structure, les comptes à vue créditeurs représentent la part prépondérante des dépôts (52,3% au 31.03.2007). Pour ce qui est des dépôts à terme, ces derniers augmentent d'année en année leur part dans le total des dépôts, passant ainsi de 24,7% en 2004 à 28,0% en 2005 pour atteindre 30,8% au 31.03.2007.

Structure en %	2 004	2 005	2006	31.03.2007
Comptes à vue créditeurs*	57,0%	53,0%	51,2%	52,3%
Comptes d'épargne	13,7%	14,6%	13,1%	13,2%
Dépôts à terme	24,7%	28,0%	29,6%	30,8%
Autres comptes créditeurs*	4,7%	4,4%	6,1%	3,7%
Total dépôts**	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

* Dépôts non rémunérés

** Y compris intérêts courus à payer

Ratio de transformation de la banque

A la clôture de l'exercice 2005, le ratio de transformation consolidé des dépôts en crédits s'est apprécié de 3,5 points. En effet, l'exercice 2005 a connu le développement important des ressources collectées par Attijariwafa bank (+30,1%) mais à un niveau inférieur à celui des crédits distribués (+36,6%).

Au 31.03.07, cette tendance se poursuit et le ratio de transformation passe à 74,7%.

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.07	Var. 07/06
Encours crédits bruts	59 620,5	81 421,2	99 396,1	36,6%	22,1%	103 761,9	4,4%
Encours dépôts	85 158,9	110 816,5	133 950,7	30,1%	20,9%	138 993,0	3,8%
Encours crédits / Encours dépôts	70,0%	73,5%	74,2%	+3,5 pts	+0,7 pts	74,7%	+0,5 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Structure des Ressources d'Attijariwafa bank

Les ressources d'Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Fonds propres & assimilés* dont :	10 050,2	12 159,1	13 477,7	21,0%	10,8%	12 012,5	15 248,9	26,9%
Dettes subordonnées	200,1	200,8	404,4	0,3%	>100,0%	203,8	2 258,7	>100,0%
Capital	1 930,0	1 930,0	1 930,0	-	-	1 930,0	1 930,0	-
Réserves et primes liées au capital	7 705,8	8 315,1	9 050,1	7,9%	8,8%	9 394,1	10 351,8	10,2%
Résultat net de l'exercice	214,4	1 713,3	2 093,3	>100,0%	22,2%	484,6	708,4	46,2%
Ressources	94 341,1	121 039,5	146 198,9	28,3%	20,8%	124 263,2	152 052,3	22,4%
Etablissements de crédit	7 596,0	8 608,0	11 310,5	13,3%	31,4%	8 731,2	12 162,5	39,3%
<i>Comptes à vue</i>	2 640,1	3 170,6	7 331,3	20,1%	>100,0%	2 975,0	6 947,4	>100,0%
<i>Emprunts trésorerie à terme</i>	4 955,9	5 437,4	3 979,2	9,7%	-26,8%	5 756,2	5 215,1	-9,4%
Clientèle	85 158,9	110 816,5	133 950,7	30,1%	20,9%	114 080,1	138 993,0	21,8%
Titres de créances émis	1 586,3	1 615,0	937,6	1,8%	-41,9%	1 452,0	896,9	-38,2%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés * Hors provisions pour risques et charges

La répartition des capitaux propres se présente comme suit :

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.06	31.03.07	Var. 07/06
Capitaux propres	9 850,1	11 958,3	13 073,4	21,4%	9,3%	11 808,7	12 990,2	10,0%
Part du groupe	9 460,2	10 900,8	12 387,0	15,2%	13,6%	10 757,9	12 271,8	14,1%
Part des intérêts minoritaires	390,0	1 057,6	686,4	171,2%	-35,1%	1 050,7	718,5	-31,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Les fonds propres et assimilés du groupe ont totalisé, à fin 2005, 12,2 Mrds dh, enregistrant une évolution de 21,0%. Cette variation est la conséquence de l'évolution du résultat net et des réserves consolidées.

Au vu de la nature de l'activité des principales filiales consolidées par intégration globale, les ressources du groupe Attijariwafa bank sont principalement constituées des dépôts de la clientèle qui, à 110,8 Mrds dh, représentent 83,2% des ressources d'Attijariwafa bank en 2005.

Les ressources issues des établissements de crédit ont progressé de 13,3% en 2005 à 8,6 Mrds dh.

- Au terme de l'exercice 2006, les fonds propres du groupe Attijariwafa bank s'élèvent à 13,5 Mrds dh en hausse de 10,8% par rapport à 2005. Cette augmentation s'explique principalement par la constatation d'un résultat net de près de 2,1 Mrds dh à fin 2006.

La structure des ressources du groupe Attijariwafa bank a connu un renforcement de la part des dépôts collectés auprès de la clientèle qui s'est établie à près de 83,9% des ressources globales vs 83,2% du total des ressources à fin 2005.

- Au 31.03.2007, les fonds propres et assimilés du groupe Attijariwafa bank enregistrent une progression de 26,9% par rapport au 1^{er} trimestre 2006 pour s'établir à 15,2 Mrds dh.

Les ressources du groupe sont pour l'essentiel constituées des dépôts de la clientèle (91,4% du total ressources).

II.4. Analyse du hors bilan

	2004	2005	2006	Var. 05/04	Var. 06/05	31.03.07	Var. 07/06
Engagements donnés	18 523,8	25 904,2	29 244,4	39,8%	12,9%	28 605,5	-2,2%
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	94,0	217,8	142,2	>100,0%	-34,7%	142,0	-0,2%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 653,1	7 442,2	9 055,3	59,9%	21,7%	9 462,8	4,5%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 739,8	3 735,2	2 832,2	>100,0%	-24,2%	3 169,3	11,9%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	12 036,9	14 509,0	17 214,7	20,5%	18,6%	15 831,4	-8,0%
Titres achetés à réméré	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres à livrer	-	-	-	-	-	-	-
Engagements reçus	9 285,0	13 230,2	21 362,7	42,5%	61,5%	24 047,3	12,6%
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	120,0	250,0	1 906,2	>100,0%	>100,0%	1 931,2	1,3%
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 106,2	12 912,7	19 335,5	41,8%	49,7%	21 995,1	13,8%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	58,8	67,5	121,1	14,9%	79,4%	121,1	0,0%
Titres vendus à réméré	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres à recevoir	-	-	-	-	-	-	-

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Commentaires

- En 2004, les engagements donnés par Attijariwafa bank sont principalement des garanties d'ordre en faveur de la clientèle (12,0 Mrds de dirhams) et des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle (4,7 Mrds de dirhams).

Par ailleurs, les engagements reçus sont des garanties reçues d'établissements de crédit dans le cadre de confirmation de crédits documentaires (9,1 Mrds de dirhams).

- Au terme de l'année 2005, les engagements donnés par Attijariwafa bank s'inscrivent en hausse de 39,8% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 25,9 Mrds de dirhams. Cette progression est principalement due à l'augmentation des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle qui s'élèvent à 7,4 Mrds de dirhams en 2005, en hausse de 59,9% par rapport à l'exercice 2004.

Les engagements reçus par Attijariwafa bank évoluent de 9,3 Mrds de dirhams en 2004 à 13,2 Mrds de dirhams en 2005, soit une progression de près de 42,5% due, d'une part, à la hausse des engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés (+3,8 Mrds dh, soit +41,8%) et d'autre part, à la hausse des engagements de financement reçus des établissements de crédit et assimilés (+130 Mdhs, soit +108,3%). Cette tendance reflète l'augmentation du montant des créances accordées par Attijariwafa bank à ces établissements.

- A fin 2006, les engagements donnés par Attijariwafa bank totalisent 29,2 Mrds dh, en progression de 12,9% par rapport à 2006. Cette hausse est liée à celle des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle (+21,7%) ainsi que celle des engagements de garantie d'ordre de la clientèle (+18,6%). Pour leur part, les engagements reçus ont progressé de 61,5% à 21,4 Mrds dh.
- Au titre des trois premiers mois de l'exercice 2007, les engagements donnés par le groupe Attijariwafa bank concernent essentiellement les engagements en faveur de la clientèle. Les engagements reçus s'élèvent à 24,0 Mrds dh et sont principalement constitués des garanties reçues d'établissements de crédit.

III. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS SEMESTRIELS

A compter du 30 juin 2007, le Groupe Attijariwafa bank publie ses comptes consolidés aux normes IAS/IFRS. La mise en application de ces normes intervient une année avant l'échéance annoncée par Bank Al Maghrib aux établissements de crédit de la place.

III.1. Périmètre de consolidation

	Secteur d'activité	(A)	(B)	(C)	(D)	Pays	Méthode	% contrôle	% intérêts
30.06.07							TOP		
Attijariwafa bank	Banque					Maroc	IG		
Attijariwafa bank Europe	Banque					France	IG	100,00%	100,00%
Attijari International Bank	Banque					Maroc	IG	50%	50%
Attijariwafa bank Sénégal	Banque			(2)		Sénégal	IG	100,00%	100,00%
Banque Sénégal-Tunisienne	Banque				(1)	Sénégal	IG	66,67%	66,67%
Attijari bank Tunisie	Banque					Tunisie	IG	54,56%	45,66%
CDM	Banque	(5)				Maroc	-		
Wafasalaf	Crédit à la consommation					Maroc	IG	65,94%	65,94%
Wafa Bail	Leasing					Maroc	IG	97,83%	97,83%
Wafa Immobilier	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari immobilier	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari Factoring Maroc	Factoring					Maroc	IG	75%	75%
Wafa Cash	Activités cash					Maroc	IG	98,46%	98,46%
Wafa LLD	Location Longue Durée	(3)				Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari Finances Corp.	Banque d'affaires					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Wafa Gestion	Gestion d'actif					Maroc	IG	66,00%	66,00%
Attijari Gestion	Gestion d'actif	(5)				Maroc	-		
Attijari Intermédiation	Intermédiation boursière					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijariwafa Finanziaria Spa	Société financière			(2)		France	IG	100,00%	100,00%
FCP Sécurité	OPCVM dédié	(3)				Maroc	IG	100,00%	100,00%
FCP Optimisation	OPCVM dédié	(3)				Maroc	IG	100,00%	100,00%
FCP Stratégie	OPCVM dédié	(3)				Maroc	IG	79,23%	79,23%
FCP Expansion	OPCVM dédié	(3)				Maroc	IG	79,23%	79,23%
FCP Fructi Valeurs	OPCVM dédié	(3)				Maroc	IG	79,23%	79,23%
Wafa Assurance	Assurance	(9)				Maroc	IG	79,23%	79,23%
BCM Corporation	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Wafa Corp	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
OGM	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Andalumaghreb	Holding					Espagne	IG	83,70%	83,70%
Wafa Investissement	Holding	(5)				Maroc	-		
CAPRI	Promotion immobilière	(5)				Maroc	IG	100,00%	100,00%
Moussafir Hôtels	Hôtellerie	(3)				Maroc	MEE	33,34%	33,34%
Sud SICAR	Capital risque	(3)				Tunisie	IG	30,70%	30,70%
Attijaria Al Youssoufia	Société immobilière	(5)				Maroc	-		
PANORAMA	Société immobilière	(3)				Maroc	IG	79,23%	79,23%
SIFAP	Industrie	(5)				Maroc	-		

Source : Attijariwafa bank

(A) Mouvements relatifs au passage aux normes IFRS

(B) Mouvements relatifs au premier semestre 2006

(C) Mouvements relatifs au second semestre 2006

(D) Mouvements relatifs au premier semestre 2007

1- Acquisition	7- Changement de méthode – Intégration proportionnelle à intégration globale
2- Création, franchissement de seuil	8- Changement de méthode – Intégration globale à mise en équivalence
3- Entrée de périmètre IFRS	9- Changement de méthode – Mise en équivalence à intégration globale
4- cession	10- Changement de méthode – Intégration globale à intégration proportionnelle
5- Déconsolidation	11- Changement de méthode – Mise en équivalence à intégration proportionnelle
6- Fusion entre entités consolidées	12- Reconsolidation

Mouvements par rapport au 1^{er} semestre 2006

- Acquisition de la Banque Sénégal-Tunisienne ;
- Création d'Attijariwafa bank Sénégal et de Finanziaria spa.

Mouvements relatifs au passage aux normes IFRS

- Déconsolidation de Crédit du Maroc, Attijari Gestion, Wafa Investissement, CAPRI, Attijaria Al Youssoufia et SIFAP ;
- Entrée dans le périmètre de consolidation de Wafa LLD, FCP propres, autres FCP, Moussafir Hôtels, Sud SICAR et Panorama ;
- Changement de méthode de consolidation de Wafa Assurance de mise en équivalence à intégration globale.

III.2. Compte de résultat consolidé IFRS

	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Intérêts et produits assimilés	3 437,0	3 903,6	13,6%
Intérêts et charges assimilées	1 202,1	1 438,6	19,7%
Marge d'intérêt	2 234,9	2 465,0	10,3%
Commissions perçues	748,7	858,5	14,7%
Commissions servies	61,1	78,8	28,8%
Marge sur commissions	687,6	779,8	13,4%
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	697,9	589,2	-15,6%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	223,9	168,8	-24,6%
Résultat des activités de marché	921,8	758,0	-17,8%
Produits des autres activités	1 131,1	1 603,1	41,7%
Charges des autres activités	1 074,9	1 326,4	23,4%
Produit net bancaire	3 900,6	4 279,4	9,7%
Charges générales d'exploitation	1 489,1	1 661,2	11,6%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	188,7	211,7	12,2%
Résultat brut d'exploitation	2 222,9	2 406,6	8,3%
Coût du risque	-119,3	-118,4	ns
Résultat d'exploitation	2 103,6	2 288,2	8,8%
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	1,8	2,3	27,2%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	12,8	7,0	-45,7%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôts	2 118,2	2 297,5	8,5%
Impôts sur les bénéfices	777,5	822,5	5,8%
Résultat net	1 340,8	1 475,0	10,0%
Résultat hors groupe	146,9	87,6	-40,3%
Résultat net part du groupe	1 193,9	1 387,4	16,2%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Commentaires

Evolution et structure du PNB

Au titre du 1^{er} semestre 2007, le PNB a enregistré une évolution de 9,7% pour s'établir à 4,3 Mrds dh suite à une progression de la marge d'intérêt (+10,3%) et de la marge sur commissions (+13,4%).

En terme de structure, la part de la marge d'intérêt dans le PNB du groupe Attijariwafa bank reste stable (57,3% au 30.06.2006 et 57,6% au 30.06.2007).

La marge sur commissions s'établit à 779,8 Mdh pour le premier semestre 2007 et contribue pour 18,2% (contre 17,6% au 30.06.2006) à la formation du PNB.

La contribution des produits et charges des autres activités à la formation du PNB progresse de 5,1 points, compensant ainsi la baisse de 5,9 points de la contribution du résultat des activités de marché

Résultat Brut d'Exploitation

Les charges générales d'exploitation se sont établies à 1,7 Mrds dh, en progression de 11,6% par rapport au premier semestre 2006. Cette évolution s'explique par :

- L'augmentation des charges du personnel (+12%) ;
- La progression des autres charges d'exploitation (+11%).

Le coefficient d'exploitation ressort à 38,8% à fin juin 2007 et reste conforme aux meilleurs standards.

Par ailleurs, et compte tenu de l'évolution des dotations aux amortissements et aux dépréciations de 12,2%, le résultat brut d'exploitation s'inscrit en progression de 8,3% à 2,4 Mrds dh.

Coût du risque

La norme IAS 39 « Dépréciation des prêts et créances » introduit une approche différente pour le calcul des provisions pour créances. Dans ce cadre, les options retenues par Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- La base de dépréciation individuelle des prêts & créances a maintenu les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002 ;
- La base de dépréciation collective des prêts & créances a été adaptée en fonction de l'activité de chacune des entités du Groupe et a concerné les créances saines.

Provisions individuelles

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions individuelles sur la base des :

- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

Provisions collectives

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances saines en créances en souffrance.

En appliquant cette nouvelle approche économique du coût du risque, les principaux indicateurs de risque s'améliorent au cours du 1^{er} semestre 2007, partant d'un niveau qui était déjà favorable en 2006 :

- Le taux de contentieux³¹ a baissé à 8,6% par rapport à 10,5% au 30.06.2006 ;
- Le taux de couverture³² gagne 4,3 points et passe ainsi de 86,2% au 1^{er} semestre 2006 à 81,9% ;
- Le coût du risque³³ s'établit à 0,22% contre 0,28% au 1^{er} semestre 2006.

Résultat net part du groupe

Après déduction d'une charge d'impôt de 822,5 Mdh, le résultat net d'Attijariwafa bank au titre du 1^{er} semestre 2007 s'établit à 1 475,0 Mdh, en progression de 10,0% par rapport à la même période 2006.

Pour sa part, le résultat net part du groupe affiche une croissance de 16,2% à 1 387,4 Mdh.

Au terme du 1^{er} semestre 2007, le ROE du groupe Attijariwafa bank ressort à 19,0% et le ROA à 1,5%.

³¹ Créances en souffrances / Encours brut de crédit

³² Provisions sur créances en souffrance / Créances en souffrance

³³ Dotations nettes aux provisions / Encours brut de crédit

III.3. Analyse du bilan consolidé IFRS

Principes des retraitements

L'application des normes IAS/IFRS nécessite :

- Lors de la première application « First Time Adoption (FTA) », le retraitement rétrospectif des différentes rubriques du bilan d'ouverture en impactant les capitaux propres au niveau des réserves consolidées ;
- Lors des clôtures semestrielles et annuelles ultérieures, l'enregistrement de la contrepartie des corrections observées sur les différentes rubriques en impactant, en fonction des options retenues, les réserves consolidées ou le résultat du groupe.

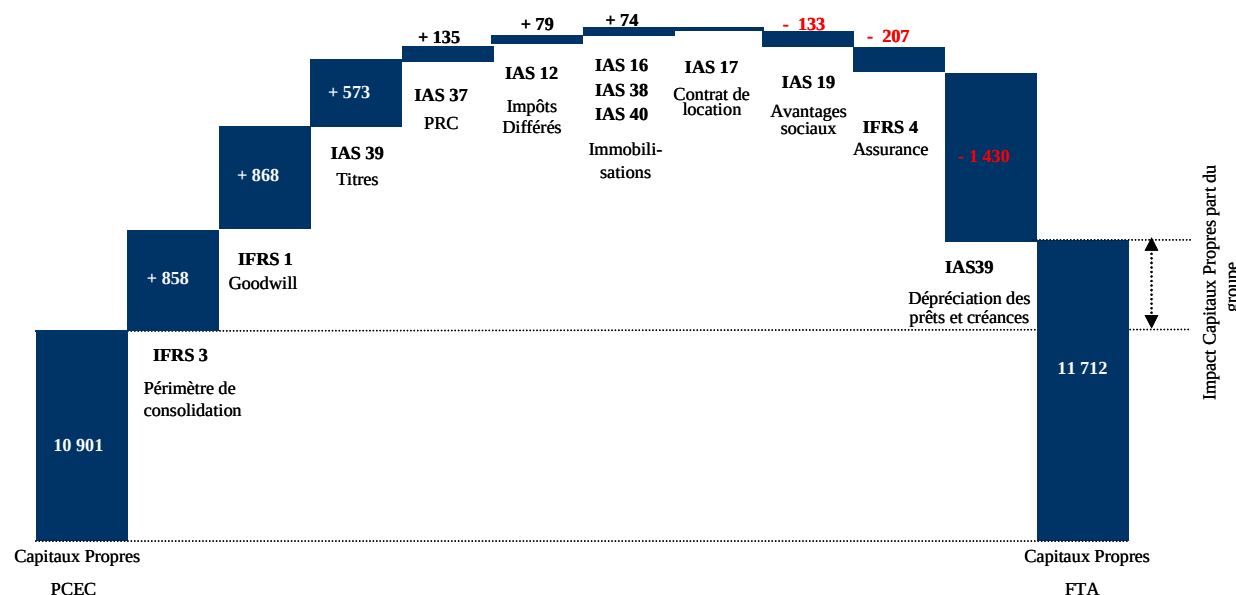
Synthèse des impacts FTA au 31.12.2005

L'application des normes IAS/IFRS a induit une augmentation du total du bilan de 10,6 Mrds, soit 7,6%. Cette augmentation est principalement due aux impacts compensés relatifs à l'évolution du périmètre de consolidation, l'évaluation du goodwill, la valorisation des titres ainsi que la dépréciation des prêts et créances.

Par ailleurs, les normes IAS/IFRS ont induit une hausse de 7,4% dans les capitaux propres consolidés part du groupe qui s'établissent à 11,7 Mrds dh (par rapport à 10,9 Mrds suivant les normes PCEC).

Les capitaux propres consolidés n'ont pas subi de variation significative pour se stabiliser à hauteur de 11,9 Mrds dh.

Le graphique ci-dessous reprend les principaux impacts capitaux propres part du groupe par norme :



Mdh - Source : Attijariwafa bank

Tableau de passage des capitaux propres

Le tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2005 au 30 juin 2007 est présenté dans le tableau ci-dessous :

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts mino- ritaires	Total
Capitaux propres clôture 31/12/05	1 930,0	5 436,6	-1 486,8	5 515,5	316,7	11 711,8	216,4	11 928,2
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture 31/12/05 corrigés	1 930,0	5 436,6	-1 486,8	5 515,5	316,7	11 711,8	216,4	11 928,2
Opérations sur capital				1 086,7		1 086,7	451,5	1 538,2
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			-10,4			-10,4		-10,4
Dividendes				-643,7		-643,7	-41,3	-684,9
Résultat de l'exercice				2 267,4		2 267,4	124,2	2 391,6
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				-62,8	728,7	666,0	80,0	746,0
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)				14,7		14,7	9,8	24,4
Gains ou pertes latentes ou différés (A) + (B) + (C)				-48,1	728,7	680,6	89,8	770,4
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture 31/12/06	1 930,0	5 436,6	-1 497,2	8 177,9	1 045,4	15 092,6	840,6	15 933,2
Changements de méthode comptables								
Capitaux propres clôture 31/12/06 corrigés	1 930,0	5 436,6	-1 497,2	8 177,9	1 045,4	15 092,6	840,6	15 933,2
Opérations sur capital				262,9		262,9	68,9	331,9
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			-24,6			-24,6		-24,6
Dividendes				-813,1		-813,1	-67,0	-880,1
Résultat de l'exercice				1 387,4		1 387,4	87,6	1 475,0
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)				-254,4	332,4	78,0	70,1	148,2
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				3,6		3,6	-1,2	8,4
Gains ou pertes latentes ou différés (D) + (E) + (F)				-250,8	332,4	81,6	69,0	150,6
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture 30/06/07	1 930,0	5 436,6	-1 521,8	8 764,3	1 377,8	15 986,8	999,2	16 986,0

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Analyse du bilan consolidé

	30.06.06	30.06.07	Var. 07/06
Actif	159 211,8	193 947,3	21,8%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 907,9	15 507,5	20,1%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 950,7	17 983,0	28,9%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	17 153,9	20 164,5	17,6%
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 775,1	19 751,2	5,2%
Prêts et créances sur la clientèle	82 128,3	103 978,8	26,6%
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-
Actifs d'impôt exigible	124,5	162,3	30,3%
Actifs d'impôt différé	626,4	694,7	10,9%
Comptes de régularisation et autres actifs	5 365,1	7 047,0	31,3%
Actifs non courants destinés à être cédés	50,5	51,0	1,0%
Participations dans des entreprises mises en équivalence	54,9	91,8	67,2%
Immeubles de placement	799,2	742,4	-7,1%
Immobilisations corporelles	2 813,5	3 091,7	9,9%
Immobilisations incorporelles	577,6	604,6	4,7%
Ecarts d'acquisition	3 884,2	4 076,8	5,0%
Passif	159 211,8	193 947,3	21,8%
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	2,8	ns
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	572,4	1 667,5	191,3%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 923,8	10 343,9	4,2%
Dettes envers la clientèle	117 138,3	139 512,1	19,1%
Titres de créance émis	1 258,5	2 432,0	93,2%
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-
Passifs d'impôt exigible	260,3	409,3	57,2%
Passifs d'impôt différé	957,6	1 795,7	87,5%
Comptes de régularisation et autres passifs	4 677,4	6 542,6	39,9%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	9 270,0	10 829,7	16,8%
Provisions pour risques et charges	1 060,3	846,9	-20,1%
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	306,4	283,8	-7,4%
Dettes subordonnées	206,9	2 295,0	ns
Capital et réserves liées	7 366,5	7 366,5	0,0%
Réserves consolidées	4 420,0	6 766,7	53,1%
Part du groupe	4 071,5	5 855,1	43,8%
Part des minoritaires	348,5	911,6	>100,0%
Gains ou pertes latents ou différés	452,6	1 377,8	>100,0%
Résultat net de l'exercice	1 340,8	1 475,0	10,0%
Part du groupe	1 193,9	1 387,4	16,2%
Part des minoritaires	146,9	87,6	-40,3%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Au terme du premier semestre 2007, le total bilan consolidé s'est élevé à 193,9 Mrds dh, en progression de 21,8% par rapport à la même période en 2006. Cette progression résulte des évolutions suivantes :

- Augmentation des prêts et créances sur la clientèle (+26,6%) ;
- Progression des actifs financiers à la juste valeur par résultat³⁴ (28,9%) ;
- Hausse des actifs financiers disponibles à la vente³⁵ (+17,6%).

³⁴ Actifs acquis ou générés dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Il s'agit du portefeuille de Trading de la salle des marchés d'Attijariwafa bank (comptabilisés selon le PCEC en titres de placement).

³⁵ Cette catégorie de titre concerne les titres de placement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation non consolidés et les autres titres détenus à long terme. Pour Attijariwafa bank, cette catégorie regroupe les bons du trésor négociables classés en portefeuille de placement, les obligations et autres titres de créances négociables et les titres de participation.

Pour leur part, les dettes envers la clientèle enregistrent une progression de 19,1% pour s'établir à 139,5 Mrds dh.

Les fonds propres du groupe ont totalisé, à fin juin 2007, 17,0 Mrds, enregistrant une évolution de 25,1%. Cette variation est la conséquence de l'évolution des réserves consolidées (+53,1%) et des gains latents ou différés (204,4%).

IV. STRATEGIE ET PERSPECTIVES

IV.1. Orientations stratégiques

Après une phase de deux ans, ayant permis de s'assurer de l'intégration des activités de l'ex-BCM et de l'ex-Wafabank, et du renforcement des différents partenariats mis en place, Attijariwafa bank entame l'année 2007 dans une position favorable pour tirer profit des synergies internes, et mettre en œuvre son plan de développement à l'horizon 2010.

A cet effet, Attijariwafa bank vise à déployer au Maroc une stratégie qui lui permettra de :

- Imposer la marque Attijariwafa bank dans les activités bancaires à travers l'élargissement de la base de clientèle du groupe par une politique soutenue de proximité, d'innovation et d'amélioration de la qualité de service, avec un objectif de plus de 900 agences et 2,5 millions de clients en 2010 ;
- Dynamiser l'activité économique, au delà des partenariats avec les groupes et les grandes entreprises, par la densification d'un tissu vivant de TPE et PME, l'objectif étant de stimuler les secteurs d'activité offrant des perspectives de croissance significative, de rechercher un accompagnement plus pertinent des politiques d'Etat et de tirer profit des opportunités de coopération entre secteur public et privé ;
- Impulser un développement intensif des métiers du groupe en développant les synergies et en renforçant les parts de marché et la rentabilité de ses filiales grâce au cross-selling et à la mutualisation des plates-formes ;
- Et de créer des pôles d'expertise par le biais d'alliances avec des opérateurs de référence.

De plus, le plan Izdihar 2010 recouvre une vision des marchés plus large que l'espace national et implique la construction d'un modèle duplicable hors des frontières, tant dans les métiers de la banque que dans les activités para-bancaires. Cette stratégie de développement à l'international s'articule autour des trois grands axes suivants :

- Optimisation de l'activité de collecte de dépôts, de distribution de crédits et de capture des flux de transferts des Marocains Résidents à l'Etranger en s'appuyant sur une organisation dédiée - la Banque des Marocains sans Frontière – et Attijariwafa bank Europe, filiale bancaire française à statut européen ;
- Renforcement de la présence au Maghreb, avec la mise en œuvre du plan stratégique de développement d'Attijari bank Tunisie ;
- Création d'une plate forme de développement sur l'Afrique de l'Ouest à travers le rapprochement de la Banque Sénégal-Tunisienne et d'Attijariwafa bank Sénégal dans l'optique d'un développement accéléré dans la région.

IV.2. Données financières prévisionnelles

Avertissement

Les prévisions données ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part d'Attijariwafa bank.

IV.2.1. Hypothèses d'exploitation

Les hypothèses d'exploitation retenues pour l'estimation du budget d'Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007 sont exposées dans le tableau suivant :

	2007
Dépôts	120 064
Crédits	78 519

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Les crédits devraient enregistrer une croissance de 13,9% par rapport au niveau enregistré à fin 2006. Pour leur part, les dépôts devraient stagner sur la période 2006-2007.

Attijariwafa bank a mis en place un programme d'investissement ambitieux qui concerne le réseau, avec l'ouverture de 100 nouvelles agences par an, l'installation de 150 nouveaux GAB par an et l'investissement technologique.

Le tableau ci-dessous résume, sur trois exercices, les budgets alloués aux principaux postes d'investissement :

	2007 ^p	2008 ^p	2009 ^p	Var. 08/07	Var. 09/08
Réseau hors GAB	222	233	245	5,0%	5,2%
Schéma directeur	150	150	50	0,0%	-66,7%
Investissements IT récurrents	240	260	290	8,3%	11,5%
Autres	371	408	449	10,0%	10,0%
Total	983	1 051	1 034	6,9%	-1,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

IV.2.2. Compte de produits et charges sociaux prévisionnels

Le compte d'exploitation prévisionnel d'Attijariwafa bank pour l'exercice 2007 se présente comme suit :

	2007 ^p	2008 ^p	2009 ^p	Var. 08/07	Var. 09/08
Produit net bancaire	5 500	6 442	7 228	17,1%	12,2%
Charges générales d'exploitation	2 400	2 800	3 100	16,7%	10,7%
Résultat brut d'exploitation	3 100	3 600	4 100	16,1%	13,9%
Dotations nettes de reprises aux prov. pour créances	300	500	700	66,7%	40,0%
Résultat net	2 000	2 200	2 400	10,0%	9,1%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Au terme de l'exercice 2007, le produit net bancaire devrait progresser de 9,1% par rapport à fin 2006. Sur la période prévisionnelle 2007-2009, le PNB devrait afficher un taux de croissance annuelle moyen de 14,6%.

Par ailleurs, et suite à une maîtrise des charges d'exploitation, celles-ci évoluent moins rapidement que le PNB, soit un TCAM de 13,7% sur la période 2007-2009.

Pour sa part, le résultat net enregistre une croissance annuelle moyenne de 9,5% entre 2007 et 2009 pour s'établir à 2,4 Mrds dh à fin 2009.

PARTIE IX : FACTEURS DE RISQUES

I. FACTEURS DE RISQUES DE SOMACOVAM

I.1. La qualité de crédit de l'émetteur

Les Obligations, objet de la présente émission, constituent des engagements non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang entre eux et au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur. A ce titre, l'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des Obligations du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres de la présente émission.

En achetant les Obligations, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et, le cas échéant, du Garant et de nulle autre personne.

SOMACOVAM, étant une structure dédiée à l'émission d'un certain nombre d'instruments financiers, la présente émission est garantie par sa maison mère Attijariwafa bank.

I.2. Facteurs de risque liés aux Obligations

Les Obligations, objet de la présente note d'information, ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels :

I.2.1. Marché secondaire des Obligations

Il existe un marché secondaire pour les Obligations. Toutefois, si les porteurs vendent les Obligations avant l'échéance, ils les céderont au prix du marché et réaliseront, par rapport au prix d'acquisition, une plus-value ou une moins-value en fonction de l'évolution des marchés.

I.2.2. Risques liés à un portefeuille d'actions

Les Obligations indexées sur un portefeuille d'actions sont sujettes à des risques similaires à ceux auxquels expose tout investissement dans un large portefeuille d'actifs et comprennent, entre autres, le risque que le niveau général des prix pour de tels actifs diminue. Les risques significatifs associés à un portefeuille d'actions sont présentés ci-dessous :

- La performance passée du portefeuille n'est pas une indication de sa performance future. Il est impossible de prévoir si la valeur du portefeuille va augmenter ou diminuer pendant la durée des Obligations ;
- Le portefeuille étant composé d'actions, le prix de négociation des actions sous-jacentes sera influencé par l'environnement politique, économique et financier, mais aussi par d'autres facteurs.

Les politiques de l'agent de calcul concernant des ajouts, des suppressions ou des substitutions des actions composant le portefeuille et la manière dont il prend en compte certains changements liés à ces actions peuvent affecter la valeur du portefeuille.

II. FACTEURS DE RISQUES D'ATTIJARIWAFI BANK

La gestion des risques d'Attijariwafi Bank est centralisée au niveau du pôle Gestion Globale des Risques (GGR) qui se charge de la supervision, du contrôle et de la mesure des risques encourus par le Groupe à l'exception des risques opérationnels.

L'indépendance de cette structure vis-à-vis des autres pôles et métiers permet d'assurer une objectivité optimale aux propositions de prise de risque qu'elle soumet au comité de crédit et à leur contrôle.

II.1. Risque de taux et de change

En 2005, Attijariwafi bank a décidé de mettre en place un dispositif spécifique de contrôle des risques de marché qui s'inscrit dans le cadre du dispositif global du Contrôle Interne conformément aux dispositions de la circulaire n° 6/G/2001 de Bank Al-Maghrib.

Ce dispositif s'articule autour de trois niveaux d'intervention :

- 1- Le contrôle interne de premier niveau, assuré par les opérateurs du Front Office qui sont tenus de se conformer aux dispositions réglementaires et à la politique définie par la banque en matière de suivi et de gestion des risques ;
- 2- Le suivi des risques par le Middle Office qui s'assure quotidiennement du respect des limites relatives aux risques de change, de taux et de contrepartie. Il informe périodiquement la Direction et les autres entités de contrôle à travers un système de reporting. D'autre part, l'entité « Surveillance et suivi des risques de marché » a pour fonction de détecter, analyser et suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis rationaliser ces positions par des autorisations formalisées et enfin être alertée à toute déviation de ces positions. Ce suivi se fait notamment à travers les supports suivants :
 - Un suivi mensuel de l'exposition au risque de change permet le calcul rétrospectif de la Value at Risk (VaR) qui mesure la perte potentielle maximale liée à l'exposition au risque de change de l'établissement ;
 - Un reporting mensuel présente de manière synthétique l'exposition au risque de change de la banque par rapport aux limites fixées.
- 3- Les organes de contrôle réalisent des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale.

Le modèle VaR³⁶ a été développé par les soins de la gestion globale des risques d'Attijariwafi Bank. Il couvre le risque de taux Dirham ainsi que le risque de change au comptant et à terme. Le choix de la méthode RiskMetrics développée par JP Morgan afin d'appréhender une mesure de la VaR présente différents avantages : elle est facile à implémenter, tient compte des corrélations existantes entre les prix des actifs et prend en considération les fluctuations récentes et historiques des prix. Par conséquent, la méthode RiskMetrics repose sur une matrice de variances et covariances des rendements des actifs du portefeuille ainsi que leur composition dans le portefeuille.

La gestion globale des risques produit mensuellement un reporting détaillé qui retrace le calcul et l'évolution de la VaR et le contrôle des limites réglementaires et internes. Le modèle permet de faire du backtesting qui est une technique permettant de tester la validité du modèle de calcul de la VaR. Il consiste à se baser sur des opérations historiques de calcul de la VaR et voir par la suite si cette VaR encadrerait réellement la perte potentielle réalisée en la comparant au P&L théorique. Pour l'instant, le modèle VaR n'est pas encore implémenté dans le système d'information d'Attijariwafi Bank (sa mise en place se fera vers 2008-2009 avec l'application de la méthode interne relative à Bâle II).

Par ailleurs, la banque a instauré un système de limites internes pour mesurer et contrôler les risques de marché. Ces limites sont relatives au portefeuille de négociation, la position de change, matières premières et options de change.

³⁶ La Value at Risk représente la perte potentielle maximale sur la valeur d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers compte tenu d'un horizon de détention et d'un intervalle de confiance.

II.1.1. Risque de taux

Le système bancaire est en proie à une baisse tendancielle des taux d'intérêt. Le rendement des crédits combiné au renchérissement des coûts des ressources affecte les marges d'intermédiation bancaire. La banque encourt le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les Produits Nets Bancaires prévisionnels.

Au 29/12/2006, la valeur de marché du portefeuille des Bons du Trésor s'élève à 3 877,1 millions de Dhs, avec une VaR de 4 557 milliers de Dhs. Les principaux instruments de couverture des taux utilisés sont les prêts/emprunts, les swaps de taux et les forwards rate agreements (FRA's). En l'absence d'outils de couverture, le risque de taux est géré en se basant sur l'optimisation des adossements des actifs et des passifs (gestion dynamique actif/passif) à travers l'orientation de la stratégie en matière de dépôts et de crédits.

II.1.2. Risque de change

Tout établissement bancaire encourt un risque de change. Celui-ci trouve son origine dans les différentes activités de la banque (participations, filiales à l'étranger, crédits en devises, titres en devises, emprunts en devises, swap, options de change, change à terme, etc). L'établissement bancaire peut constater une évolution des taux de change futurs en sa défaveur, et enregistrer en conséquence une réduction de sa marge prévisionnelle. Le risque de change de AWB peut être analysé selon le tableau suivant :

Devises	Position en devises au 29.12.2006*	Contre-valeur (000 Dh) au 29.12.2006	% des fonds propres comptables
AED	719	1 659	0,01%
CAD	57	416	0,00%
CHF	492	3 404	0,03%
DKK	4 019	6 003	0,04%
DZD	2 297	273	0,00%
EUR	40 487	450 887	3,34%
GBP	125	2 079	0,02%
JPY	37 227	2 665	0,02%
KWD	101	2 962	0,02%
LYD	4	27	0,00%
MRO	9	-	0,00%
NOK	1 738	2 348	0,02%
SAR	1 382	3 122	0,02%
SEK	2 537	3 129	0,02%
TND	165	1 077	0,01%
USD	6 346	53 767	0,40%

En milliers – Source : Attijariwafa bank

* Actifs - Passifs dans la même devise +/- engagements nets à terme

La somme des positions de change au 29/12/2006 de la banque se présente comme suit :

- En terme de positions longues : 467 281 Kdh ;
- En terme de positions courtes : 66 537 Kdh.

Le risque total mesuré en VAR (Value at Risk) s'élève au 29/12/2006 à 1 268 920 Dhs.

Le risque total s'élève à 533 818 Kdh soit 4,0 % des fonds propres comptables au 31.12.2006.

II.2. Risque de liquidité

L'activité de transformation propre aux établissements bancaires implique nécessairement un risque de liquidité. Les maturités des emplois et des ressources, toutes différentes les unes des autres, créent au sein du bilan de la banque des écarts entre volume d'actifs et de passifs qui sont à la source du risque de liquidité.

En cas de bouleversements structurels, la banque peut se trouver dans l'impossibilité de se procurer des liquidités dans des conditions normales de volume et de taux. Dans un pareil cas, les besoins de refinancement futurs peuvent réduire les marges prévisionnelles.

Le ratio de liquidité réglementaire³⁷ se présente comme suit :

Date	Ratio de liquidité Maroc
31 décembre 2002	121,8%
31 mars 2003	118,8%
30 juin 2003	120,3%
30 septembre 2003	111,5%
31 décembre 2003	106,5%
31 mars 2004	100,4%
30 juin 2004	110,9%
31 décembre 2004	110,2%
31 mars 2005	105,2%
30 juin 2005	107,4%
31 décembre 2005	77,0%
31 mars 2006	92,8%
30 juin 2006	87,2%
31 décembre 2006	96,4%
31 mars 2007	77,6%
30 juin 2007	131,4%

Source : Attijariwafa bank

II.3. Gestion du risque de contrepartie

Dans un contexte de profonds changements au Maroc que représentent la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement douanier et l'entrée en vigueur de plusieurs accords de libre-échange, le risque de contrepartie, au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, pourrait se détériorer, et par conséquent induire une hausse du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait davantage être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

Les engagements d'Attijariwafa bank totalisent 109,1 milliards de dirhams au 31 décembre 2006, avec un total des engagements de 16,9 Mrds concentré sur 9 bénéficiaires, soit 15,5%.

Pour gérer le risque de contrepartie, l'entité « Risque de crédit » au sein de la GGR a pour mission principale d'analyser et d'instruire les demandes de prise de risque émanant des différentes forces de vente du groupe. Elle a, en outre, pour prérogatives l'évaluation de la consistance et de la validité des garanties, l'appréciation du volume d'activité de la relation et le bien-fondé économique des financements sollicités. Chaque Business Unit est dotée d'une structure d'engagement et d'une structure de recouvrement clairement indépendantes et hiérarchiquement liées au pôle Gestion Globale des Risques.

II.3.1. Répartition des engagements de l'établissement au 31/12/2006

Par secteur d'activité

En plus de l'évaluation individuelle des contreparties, la politique des risques intègre une vision sectorielle des risques de contrepartie. La diversification sectorielle des risques est un des éléments majeurs de la politique des risques.

Les secteurs ressortant ainsi comme les plus représentés en matière d'engagements de crédit sont les établissements financiers (17,6%), le BTP et matériaux de construction (7,9%) et le commerce (6,8%).

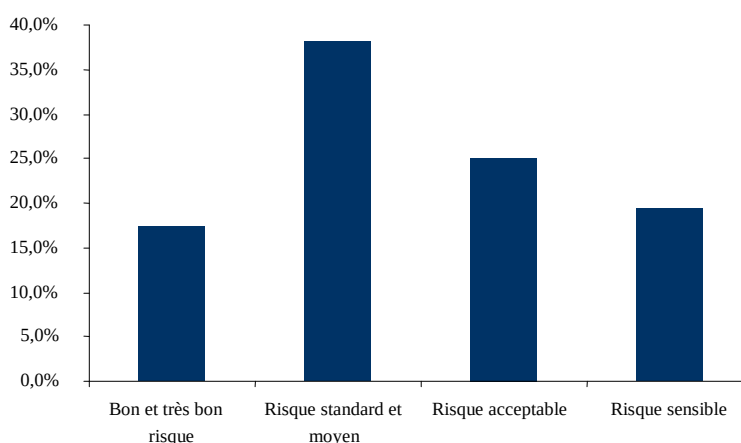
³⁷ Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.

Par zone géographique

La répartition des engagements par zone géographique montre que l'exposition de la banque est très largement concentrée sur la région de Casablanca (72,3%) suivie de la région de Rabat (9,4%) et celle de Fès-Meknès (5,1%) alors que la région du Centre Rif Oriental ne représente que 2,0% des engagements.

Par qualité du portefeuille

Grâce à un dispositif de notation interne, les engagements commerciaux sur les entreprises sont accordés et suivis selon leur qualité. Environ 17% des engagements est concentré sur les entreprises à bons et très bons risques. Quant aux risques sensibles, une attention particulière leur est accordée. Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par classe de risque :



Source : Attijariwafa bank au 31.12.2006

II.3.2. Système de notation interne

Le Groupe développe un système de notation pour évaluer l'ensemble de ses contreparties. Ce système de notation est en phase avec les exigences de « Bâle II ». Ainsi, la mise en œuvre de l'approche de notation interne repose sur des exigences minimales qui permettent à chaque établissement de crédit de choisir les systèmes et les méthodes les mieux adaptés à son activité.

En effet, le système de notation doit être caractérisé par deux paramètres bien distincts : le risque de défaut de l'emprunteur et les facteurs spécifiques à la transaction. L'horizon temporel des évaluations du risque de défaut est estimé à 1 an.

Le modèle doit également avoir un caractère prédictif et prendre en compte le jugement humain tout en faisant l'objet d'une validation régulière et d'un suivi de ses performances.

En terme de documentation, la conception du système de notation et ses modalités opérationnelles doivent être formalisées. En particulier, les aspects différenciation du portefeuille, critères de notation, responsabilité des différents intervenants, fréquence de revue et implication du management doivent être traités de manière approfondie.

Les données sur les principaux emprunteurs et les caractéristiques des facilités doivent être collectées et stockées.

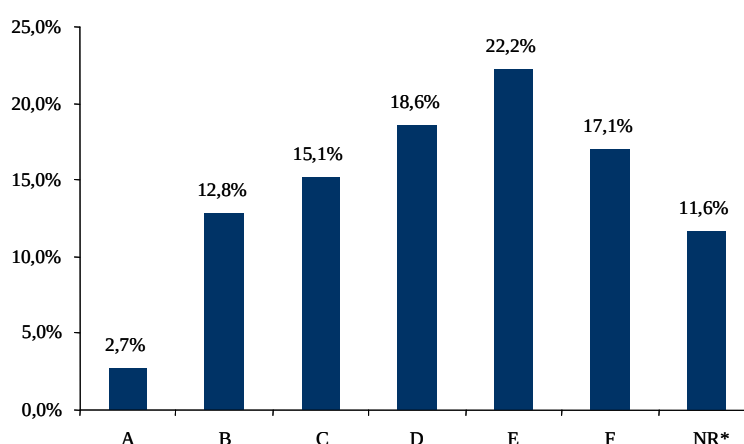
En outre, les banques doivent disposer d'un système solide pour valider l'exactitude et la cohérence des systèmes et procédures de notation et l'estimation de tous les grands facteurs de risque. Elles doivent démontrer à leur autorité de contrôle que leur processus de validation leur permet d'évaluer, de manière cohérente et significative, les performances de leurs systèmes internes de notation et d'appréciation du risque.

Pour le risque des entreprises d'Attijariwafa bank, l'échelle de notation globale est divisée en six intervalles. A chaque intervalle est associée une note qui correspond à un niveau de risque.

La notation proposée s'étage de la note « A » à la note « F », en plus d'une classe « X » correspondant aux dossiers en souffrance. Le niveau de risque correspondant à chaque note est spécifié dans le tableau suivant :

Note	Niveau de risque
A	Très bon
B	Bon
C	Moyennement-haut
D	Moyen
E	Moyennement-bas
F	Acceptable-supérieur

La répartition des engagements d'Attijariwafa bank, selon le système de notation interne, est présentée dans le graphique suivant :



Source : Attijariwafa bank au 31.12.2006 - * Non répertorié

L'utilisation du système de notation interne dans les processus de gestion du risque de crédit est effective depuis le deuxième semestre 2004, à travers les systèmes de délégation et d'appréciation des risques. Il s'agit de système de délégation de compétences régissant le process de décision en matière de risques et reposant sur le double principe d'indépendance des risques et de collégialité dans la prise de risque.

Attijariwafa bank, pourra adopter, d'ici quelques années, l'approche de notation interne simple recommandée par « Bâle II ».

En effet, cette approche permet à chaque établissement bancaire de réaliser ses propres évaluations internes du risque de crédit et donc de mesurer un besoin en fonds propres reflétant plus précisément le profil de risque de l'établissement.

Les banques doivent classer leurs expositions au sein de 5 portefeuilles définis réglementairement mais calqués sur les pratiques actuelles des banques : Entreprises (dont les financements spécialisés), Souverains, Banques, Détail et Actions.

Pour chacun de ces portefeuilles, il y a trois éléments principaux :

- Un ensemble de paramètres d'appréciation du risque de crédit (la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance, l'exposition à la défaillance, la maturité) fourni tout ou partie par la banque ;
- Une fonction de calcul des pondérations intégrant l'ensemble de ces paramètres ;
- Un nombre d'exigences minimales de qualité que doit remplir la banque souhaitant utiliser cette approche.

II.4. Risque du marché actions

La valeur nette comptable des titres de placement et d'investissement de AWB au 31/12/2006 en social ressort comme suit :

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus ou moins valeurs latentes	Provisions
Titres de placement	19 668 907	19 668 907	-	27 053	27 053
Bons et valeurs assimilées	11 986 038	11 986 424		2 614	2 614
Obligations	1 215 478	1 215 302		176	176
Autres titres de créance	508 501	508 501			
Titres de propriété	5 958 890	5 934 627		24 263	24 263
Titres d'investissement	3 543 552	3 543 552	-		
Bons et valeurs assimilées	1 526 449	1 526 449			
Obligations					
Autres titres de créance	2 017 103	2 017 103			

Source: Attijariwafa bank

Les moins values latentes sur titres de placement et d'investissement sont totalement provisionnées.

II.5. Risques réglementaires

Ratio de solvabilité

Attijariwafa bank dégage une assise financière solide lui permettant de faire face à l'ensemble de ses engagements, comme en atteste le ratio de solvabilité dégagé au 31/12/2006 :

	Montant
Fonds propres – Mdh (1)	8 382
Risques pondérés – Mdh (2)	85 996
Ratio de solvabilité (1) / (2)	9,75%

Source: Attijariwafa bank

III. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Néant.

PARTIE X : ANNEXES

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES DE SOMACOVAM

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFABANK

BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS INDEXEES EMISES

RAPPORT DE NOTATION D'ATTIJARIWAFABANK PAR STANDARD & POOR'S

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES DE SOMACOVAM

I. BILANS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

I.1. Bilan de l'exercice 2006

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amort & Prov	Net	Net
En Dirhams				
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (A)				
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	648300	648300		
Immobilisations en recherche et développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	648300	648300		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	128167,15	125525,47	2641,68	6 525,01
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Matériel de transport	95 055,82	95 055,82		
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	33 111,33	30 469,65	2 641,68	6 525,01
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	6 540,00		6 540,00	6 540,00
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	5 100,00		5 100,00	5 100,00
Titres de participation				
Autres titres immobilisés	1 440,00		1 440,00	1 440,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	783 007,15	773 825,47	9 181,68	13 065,01
STOCKS (F)				
Marchandises				
Matières et fournitures consommables				
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	5 674 380,34		5 674 380,34	5 685 686,89
Fournis. débiteurs, avances et acomptes				
Clients et comptes rattachés	3 000 000,00		3 000 000,00	3 054 633,81
Personnel				
Etat	2 489 584,36		2 489 584,36	2 442 528,50
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	58 211,42		58 211,42	58 282,42
Compte de régularisation actif	126 584,56		126 584,56	130 242,16
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (H)				
ECART DE CONVERSION - ACTIF (I)				
(Eléments circulants)				
TOTAL II (F+G+H+I)	7 966 901,17		7 966 901,17	8 047 404,26
TRESORERIE - ACTIF				
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques, T.G & CP				
Caisses, régies d'avances et accreditifs				
TOTAL III				
TOTAL GENERAL I+II+III	8 749 908,32	773 825,47	7 976 082,85	8 060 469,27

PASSIF		
En Dirhams	Exercice	Exercice précédent
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital social ou personnel ⁽¹⁾	5 000 000,00	5 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	500 000,00	500 000,00
Autres réserves	255 423,00	255 423,00
Report à nouveau ⁽²⁾	353 003,02	252 039,10
Résultat net en instance d'affectation ⁽²⁾		
Résultat net de l'exercice ⁽²⁾	7 734,05	100 963,92
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	6 116 160,07	6 108 426,02
<u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</u>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<u>DETTES DE FINANCEMENT (C)</u>		
Emprunts obligataires		
Autres dettes de financement		
<u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</u>		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques		
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)</u>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	6 116 160,07	6 108 426,02
<u>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</u>	1 829 109,20	1 925 184,08
Fournisseurs et comptes rattachés	137 871,00	138 904,12
Clients créditeurs, avances et acomptes	545 895,67	594 351,43
Personnel		
Organismes sociaux		
Etat	12 979,36	59 494,36
Comptes d'associés	1 440,12	1 440,12
Autres créanciers	787 377,50	787 448,50
Comptes de régularisation - passif	343 545,55	343 545,55
<u>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</u>		
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)(Eléments circulants)</u>		
TOTAL II (F+G+H)	1 829 109,20	1 925 184,08
<u>TRESORERIE PASSIF</u>		
Crédits d'escompte		
Crédit de trésorerie	30 813,58	26 859,17
Banques (soldes créditeurs)		
TOTAL III	30 813,58	26 859,17
TOTAL I+II+III	7 976 082,85	8 060 469,27

I.2. Bilan de l'exercice 2005

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amort & Prov	Net	Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (A)	648 300,00	648 300,00		
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)				
Immobilisations en recherche et développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	648 300,00	648 300,00		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	128 167,15	121 642,14	6 525,01	11 133,34
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Matériel de transport	95 055,82	95 055,82		
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	33 111,33	26 586,32	6 525,01	11 133,34
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	6 540,00		6 540,00	1 222 816,34
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	5 100,00		5 100,00	5 100,00
Titres de participation				
Autres titres immobilisés	1 440,00		1 440,00	1 440,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	783 007,15	769 942,14	13 065,01	1 233 949,68
STOCKS (F)				
Merchandises				
Matières et fournitures consommables				
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	5 685 686,89		5 685 686,89	22 005 346,13
Fournis. débiteurs, avances et acomptes				
Clients et comptes rattachés	3 054 633,81		3 054 633,81	19 393 384,91
Personnel				672,00
Etat	2 442 528,50		2 442 528,50	2 426 493,24
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	58 282,42		58 282,42	58 211,42
Compte de régularisation actif	130 242,16		130 242,16	126 584,56
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (H)	2 361 717,37		2 361 717,37	3 815 615,92
ECART DE CONVERSION - ACTIF (I)				
(Eléments circulants)				
TOTAL II (F+G+H+I)	8 047 404,26		8 047 404,26	25 820 962,05
TRESORERIE - ACTIF				
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques, T.G & CP				58 975,87
Caisses, régies d'avances et accreditifs				
TOTAL III				58 975,87
TOTAL GENERAL I+II+III	8 830 411,41	769 942,14	8 060 469,27	27 113 887,60

PASSIF		
En Dirhams	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel ⁽¹⁾	5 000 000,00	5 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserve légale	500 000,00	500 000,00
Autres réserves	255 423,00	255 423,00
Report à nouveau ⁽²⁾	252 039,10	18 115 783,74
Résultat nets en instance d'affectation ⁽²⁾		
Résultat net de l'exercice ⁽²⁾	100 963,92	137 695,48
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	6 108 426,02	24 008 902,22
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
DETTES DE FINANCEMENT (C)		
Emprunts obligataires		
Autres dettes de financement		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques		
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	6 108 426,02	24 008 902,22
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	1 925 184,08	3 104 985,38
Fournisseurs et comptes rattachés	138 904,12	243 647,30
Clients créditeurs, avances et acomptes	594 351,43	1 613 266,78
Personnel		
Organismes sociaux		
Etat	59 494,36	14 678,25
Comptes d'associés	1 440,12	
Autres créanciers	787 448,50	889 847,50
Comptes de régularisation - passif	343 545,55	343 545,55
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)		
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)(Eléments circulants)		
TOTAL II (F+G+H)	1 925 184,08	3 104 985,38
TRESORERIE PASSIF		
Crédits d'escompte		
Crédit de trésorerie	26 859,17	
Banques (soldes créditeurs)		
TOTAL III	26 859,17	
TOTAL I+II+III	8 060 469,27	27 113 887,60

I.3. Bilan de l'exercice 2004

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amort & Prov	Net	Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (A)				
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	648 300,00	648 300,00		7 311,10
Immobilisations en recherche et développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	648 300,00	648 300,00		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				7 311,10
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	221 558,82	210 425,48	11 133,34	712 710,02
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				5 451,24
Matériel de transport	188 447,49	188 447,49		22 433,94
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	33 111,33	21 977,99	11 133,34	684 824,84
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	1 222 816,34		1 222 816,34	1 224 116,34
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	5 100,00		5 100,00	6 400,00
Titres de participation	1 216 276,34		1 216 276,34	1 216 276,34
Autres titres immobilisés	1 440,00		1 440,00	1 440,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	2 092 675,16	858 725,48	1 233 949,68	1 944 137,46
STOCKS (F)				
Marchandises				
Matières et fournitures consommables				
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	22 005 346,13		22 005 346,13	20 146 083,47
Fournis. débiteurs, avances et acomptes				
Clients et comptes rattachés	19 393 384,91		19 393 384,91	19 559 624,51
Personnel	672,00		672,00	672,00
Etat	2 426 493,24		2 426 493,24	56 842,69
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	58 211,42		58 211,42	71,00
Compte de régularisation actif	126 584,56		126 584,56	528 873,27
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (H)	3 815 615,92		3 815 615,92	13 245 166,28
ECART DE CONVERSION - ACTIF (I)				
(Eléments circulants)				
TOTAL II (F+G+H+I)	25 820 962,05		25 820 962,05	33 391 249,75
TRESORERIE - ACTIF				
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques, T.G & CP	58 975,87		58 975,87	1 017 773,40
Caisses, régies d'avances et accreditifs				
TOTAL III	58 975,87		58 975,87	1 017 773,40
TOTAL GENERAL I+II+III	27 972 613,08	858 725,48	27 113 887,60	36 353 160,61

PASSIF		
En Dirhams	Exercice	Exercice précédent
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital social ou personnel ⁽¹⁾	5 000 000,00	5 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont versé		
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	500 000	500 000
Autres réserves	255 423,00	255 423,00
Report à nouveau ⁽²⁾	18 115 783,74	42 699,44
Résultat nets en instance d'affectation ⁽²⁾		
Résultat net de l'exercice ⁽²⁾	137 695,48	18 073 084,30
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	24 008 902,22	23 871 206,74
<u>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</u>		
Subventions d'investissement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	24 008 902,22	23 871 206,74
<u>DETTE DE FINANCEMENT (C)</u>		
Emprunts obligataires		
Autres dettes de financement		
<u>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</u>		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques		
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)</u>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)		
<u>DETTE DU PASSIF CIRCULANT (F)</u>	3 104 985,38	12 481 953,87
Fournisseurs et comptes rattachés	243 647,30	805 236,03
Clients créditeurs, avances et acomptes	1 613 266,78	2 426 174,32
Personnel		168 502,67
Organismes sociaux		120 743,81
Etat	14 678,25	7 727 832,99
Comptes d'associés		
Autres créanciers	889 847,50	889 918,50
Comptes de régularisation - passif	343 545,55	343 545,55
<u>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</u>		
<u>ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)(Eléments circulants)</u>		
TOTAL II (F+G+H)	3 104 985,38	12 481 953,87
<u>TRESORERIE PASSIF</u>		
Crédits d'escompte		
Crédit de trésorerie		
Banques (soldes créditeurs)		
TOTAL III		
TOTAL I+II+III	27 113 887,60	36 353 160,61

II. COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DES TROIS DERNIERS EXERCICES

II.1. Comptes de produits et charges de l'exercice 2006

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION Ventes de marchandises Ventes de biens et services produits Chiffres d'affaires Variation de stock de produits Immo. produites pour l'entreprise pour elle même Subvention d'exploitation Autres produits d'exploitation Reprises d'exploitation; transfert de charges				
	TOTAL I				
II	CHARGES D'EXPLOITATION Achats revendus de marchandises Achats consommés de matières et de fournitures Autres charges externes Impôts et taxes Charges de personnel Autres charges d'exploitation Dotations d'exploitation	 4 181,90 31 226,97 13 721,60 3 883,33		 4 181,90 31 226,97 13 721,60 3 883,33	 3 813,68 12 516,49 19 721,60 4 608,33
	TOTAL II	53 013,80		53 013,80	40 660,10
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-53 013,80		-53 013,80	-40 660,10
IV	PRODUITS FINANCIERS Produits des titres de participation et autres titres immobilisés Gains de change Intérêts et autres produits financiers Reprises financières; transferts de charges	 65 262,06		 65 262,06	 78 574,17
	TOTAL IV	65 262,06		65 262,06	78 574,17
V	CHARGES FINANCIERES Charges d'intérêts Pertes de change Autres charges financières Dotations financières	 349,21 		 349,21 	
	TOTAL V	349,21		349,21	
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			64 912,85	78 574,17
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			11 899,05	37 914,07
VII	RESULTAT COURANT Reports				
VIII	PRODUITS NON COURANTS Produits des cessions d'immobilisations Subventions d'équilibre Reprises sur subventions d'investissement Autres produits non courants Reprises non courantes; transferts de charges				 59 748,31
	TOTAL VIII				1 266 765,00
IX	CHARGES NON COURANTES Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées Subventions accordées Autres charges non courantes Dotations non courantes aux amortiss. et provision				 1 216 276,34 672,12
	TOTAL IX				1 216 948,46
X	RESULTAT NON COURANT(VIII - IX)				109 564,85
XI	RESULTAT AVANT IMPOT (VII + X)			11 899,05	147 478,92
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			4 165,00	46 515,00
XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			7 734,05	100 963,92
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			65 262,06	1 405 087,48
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			57 528,01	1 304 123,56
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			7 734,05	100 963,92

II.2. Comptes de produits et charges de l'exercice 2005

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION Ventes de marchandises Ventes de biens et services produits Chiffres d'affaires Variation de stock de produits Immo. produites pour l'entreprise pour elle même Subvention d'exploitation Autres produits d'exploitation Reprises d'exploitation; transfert de charges				6 835,73 128 571,00 183 101,04
	TOTAL I				318 507,77
II	CHARGES D'EXPLOITATION Achats revendus de marchandises Achats consommés de matières et de fournitures Autres charges externes Impôts et taxes Charges de personnel Autres charges d'exploitation Dotations d'exploitation	 3 813,68 12 516,49 19 721,60 4 608,33		 3 813,68 12 516,49 19 721,60 4 608,33	 7 411,38 161 904,94 171 825,80 160 588,75 52 608,66
	TOTAL II	40 660,10		40 660,10	554 339,53
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			-40 660,10	-235 831,76
IV	PRODUITS FINANCIERS Produits des titres de participation et autres titres immobilisés Gains de change Intérêts et autres produits financiers Reprises financières; transferts de charges	 78 574,17		 78 574,17	155 835,00 201 590,42 2 727,50
	TOTAL IV	78 574,17		78 574,17	360 152,92
V	CHARGES FINANCIERES Charges d'intérêts Pertes de change Autres charges financières Dotations financières				 58,85 3 193,85
	TOTAL V				3 252,70
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			78 574,17	356 900,22
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			37 914,07	121 068,46
VII	RESULTAT COURANT Reports			37 914,07	121 068,46
VIII	PRODUITS NON COURANTS Produits des cessions d'immobilisations Subventions d'équilibre Reprises sur subventions d'investissement Autres produits non courants Reprises non courantes; transferts de charges	 59 748,31		 59 748,31	 1 260,00
	TOTAL VIII	1 326 513,31		1 326 513,31	675 999,37
IX	CHARGES NON COURANTES Valeurs nettes d'amortissements des immo. cédées Subventions accordées Autres charges non courantes Dotations non courantes aux amortiss. et provision	 672,12		 672,12	 1 394,23
	TOTAL IX	1 216 948,46		1 216 948,46	657 673,35
X	RESULTAT NON COURANT(VIII - IX)			109 564,85	18 326,02
XI	RESULTAT AVANT IMPOT (VII + X)			147 478,92	139 394,48
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			46 515,00	1 699,00
XIII	RESULTAT NET (XI – XII)			100 963,92	137 695,48
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 405 087,48	1 354 660,06
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 304 123,56	1 216 964,58
XVI	RESULTAT NET (XIV – XV)			100 963,92	137 695,48

II.3. Comptes de produits et charges de l'exercice 2004

	NATURES	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice	Concernant l'exercice précédent		
I	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Ventes de marchandises				
	Ventes de biens et services produits		6 835,73	6 835,73	10 497 386,65
	Chiffres d'affaires				
	Variation de stock de produits				
	Immo. produites pour l'entreprise pour elle même				
	Subvention d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation	128 571,00		128 571,00	150 000,00
	Reprises d'exploitation; transfert de charges	183 101,04		183 101,04	
	TOTAL I	311 672,04	6 835,73	318 507,77	10 647 386,65
II	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats revendus de marchandises				
	Achats consommés de matières et de fournitures	7 411,38	-	7 411,38	45 290,12
	Autres charges externes	161 904,94	-	161 904,94	2 632 950,33
	Impôts et taxes	171 825,80		171 825,80	172 779,80
	Charges de personnel	160 588,75	-	160 588,75	960 106,32
	Autres charges d'exploitation			-	300 000,00
	Dotations d'exploitation	52 608,66		52 608,66	273 946,61
	TOTAL II	554 339,53	-	554 339,53	4 385 073,18
III	RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			- 235 831,76	6 262 313,47
IV	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	155 835,00		155 835,00	496 735,00
	Gains de change			-	-
	Intérêts et autres produits financiers	201 590,42		201 590,42	1 033 211,69
	Reprises financières; transferts de charges	2 727,50		2 727,50	1 937 424,42
	TOTAL IV	360 152,92	-	360 152,92	3 467 371,11
V	CHARGES FINANCIERES				
	Charges d'intérêts				
	Pertes de change	58,85		58,85	709,18
	Autres charges financières	3 193,85		3 193,85	1 579 436,34
	Dotations financières			-	2 727,50
	TOTAL V	3 252,70	-	3 252,70	1 582 873,02
VI	RESULTAT FINANCIER (IV - V)			356 900,22	1 884 498,09
VII	RESULTAT COURANT (VI + III)			121 068,46	8 146 811,56
VII	RESULTAT COURANT Reports			121 068,46	8 146 811,56
VIII	PRODUITS NON COURANTS				
	Produits des cessions d'immobilisations	674 739,37		674 739,37	-
	Subventions d'équilibre			-	-
	Reprises sur subventions d'investissement			-	-
	Autres produits non courants	1 260,00		1 260,00	19 379 471,82
	Reprises non courantes; transferts de charges			-	340 000,00
	TOTAL VIII	675 999,37	-	675 999,37	19 719 471,82
IX	CHARGES NON COURANTES				
	Valeurs nettes d'amortissements des immo. cédées	656 279,12		656 279,12	19 046,06
	Subventions accordées			-	-
	Autres charges non courantes	1 394,23	-	1 394,23	254 185,02
	Dotations non courantes aux amort., et provision			-	
	TOTAL IX	657 673,35	-	657 673,35	273 231,08
X	RESULTAT NON COURANT (VIII - IX)			18 326,02	19 446 240,74
XI	RESULTAT AVANT IMPOT (VII + X)			139 394,48	27 593 052,30
XII	IMPOT SUR LES RESULTAT			1 699,00	9 519 968,00
XIII	RESULTAT NET (XI - XII)			137 695,48	18 073 084,30
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			1 354 660,06	33 834 229,58
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			1 216 964,58	15 761 145,28
XVI	RESULTAT NET (XIV - XV)			137 695,48	18 073 084,30
				1 354 660,06	33 834 229,58

III. TABLEAUX DE FINANCEMENT DES TROIS DERNIERS EXERCICES

III.1. Tableau de financement de l'exercice 2006

MASSES	31/12/2006	31/12/2005	Variation A - B	
	A	B	Emplois C	Ressources D
Financement permanent	6 116 160,07	6 108 426,02	-	7 734,05
Moins actif immobilisé	9 181,68	13 065,01	-	3 883,33
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	6 106 978,39	6 095 361,01	-	11 617,38
Actif circulant	7 966 901,17	8 047 404,26	-	80 503,09
Moins passif circulant	1 829 109,20	1 925 184,08	96 074,88	0,00
= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	6 137 791,97	6 122 220,18	15 571,79	0,00
TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	-30 813,58	-26 859,17	0,00	3 954,41

	31/12/2006		31/12/2005	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)		11 617,38	18 001 440,12	55 083,59
Capacité d'autofinancement		11 617,38		55 083,59
- Distributions de bénéfices			18 001 440,12	
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)				1 266 765,00
Cessions d'immob. incorporelles				
Cessions d'immob. Corporelles				20 000,00
Récupération sur créances immobilisées				1 246 765,00
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)				
Augmentation de capital, Apports				
Subventions d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		11 617,38	18 001 440,12	1 321 848,59
(nette de primes de remboursement)				
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		11 617,38	18 001 440,12	1 321 848,59

II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATION (E)				
Acquisition d'immob. incorporelles				
Augmentation d'immob. corporelles				
Acquisition d'immob. financières				
Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)				
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)				

III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	15 571,79			16 593 756,49
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		3 954,41		85 835,04
TOTAL GENERAL	15 571,79	15 571,79	18 001 440,12	18 001 440,12

III.2. Tableau de financement de l'exercice 2005

MASSES	31/12/2005	31/12/2004	Variation A - B	
	A	B	Emplois C	Ressources D
Financement permanent	6 108 426,02	24 008 902,22	17 900 476,20	-
Moins actif immobilisé	13 065,01	1 233 949,68	-	1 220 884,67
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	6 095 361,01	22 774 952,54	16679591,53	-
Actif circulant	8 047 404,26	25 820 962,05	-	17 773 557,79
Moins passif circulant	1 925 184,08	3 104 985,38	1 179 801,30	-
= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	6 122 220,18	22 715 976,67		16 593 756,49
TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	- 26 859,17	58 975,87		85 835,04

	31/12/2005		31/12/2004	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)	18 001 440,12	55 083,59	0,00	171 843,89
Capacité d'autofinancement		55 083,59		171 843,89
- Distributions de bénéfices	18 001 440,12			
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)	0,00	1 266 765,00		676 039,37
Cessions d'immob. incorporelles				
Cessions d'immob. Corporelles		20 000,00		674 739,37
Récupération sur créances immobilisées		1 246 765,00		1 300,00
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)				
Augmentation de capital, Apports				
Subventions d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)				
(nette de primes de remboursement)				
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	18 001 440,12	1 321 848,59		847 883,26

II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATION (E)				
Acquisition d'immob. incorporelles				
Augmentation d'immob. corporelles				
Acquisition d'immob. financières				
Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)				
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)				

III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	0,00	16 593 756,49	1 806 680,79	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		85 835,04		958 797,53
TOTAL GENERAL	18 001 440,12	18 001 440,12	1 806 680,79	1 806 680,79

III.3. Tableau de financement de l'exercice 2004

MASSES	31/12/2004	31/12/2003	Variation A - B	
	A	B	Emplois C	Ressources D
Financement permanent	24 008 902,22	23 871 206,74	0,00	137 695,48
Moins actif immobilisé	1 233 949,68	1 944 137,46	0,00	710 187,78
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	22 774 952,54	21 927 069,28	0,00	847 883,26
Actif circulant	25 820 962,05	33 391 249,75	0,00	7 570 287,70
Moins passif circulant	3 104 985,38	12 481 953,87	9 376 968,49	0,00
= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	22 715 976,67	20 909 295,88	1 806 680,79	0,00
TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	58 975,87	1 017 773,40	0,00	958 797,53

	31/12/2004		31/12/2003	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)	0,00	171 843,89	0,00	0,00
Capacité d'autofinancement		171 843,89		
- Distributions de bénéfices				
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)	0,00	676 039,37		0,00
Cessions d'immob. incorporelles				
Cessions d'immob. Corporelles		674 739,37		0,00
Cessions d'immob. Financ.		1300,00		
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)				
Augmentation de capital, Apports				
Subventions d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)				
(nette de primes de remboursement)				
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	0,00	847 883,26		0,00

II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATION (E)				
Acquisition d'immob. incorporelles				
Augmentation d'immob. corporelles				
Acquisition d'immob. financières				
Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)				
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)				

III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	1 806 680,79			
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		958 797,53		0,00
TOTAL GENERAL	1 806 680,79	1 806 680,79	0,00	0,00

IV. ETATS DES SOLDES DE GESTION DES TROIS DERNIERS EXERCICES

IV.1. États des soldes de gestion de l'exercice 2006

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)			Exercice	Exercice précédent
	1	Ventes de marchandises (en l'état)		
	2	Achats revendus de marchandises		
I	=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT		
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)		
	3	Ventes de biens et services produits		
	4	Variation de stocks de produits		
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même		
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	35 408,87	16 330,17
	6	Achats consommés de matières et fournitures	4 181,90	3 813,68
	7	Autres charges externes	31 226,97	12 516,49
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	-35 408,87	-16 330,17
V	8 +	Subventions d'exploitation		
	9 -	Impôts et taxes	13 721,60	19 721,60
	10 -	Charges de personnel	0,00	0,00
		EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	-49 130,47	-36 051,77
		INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11 +	Autres produits d'exploitation	0,00	0,00
	12 -	Autres charges d'exploitation	0,00	0,00
	13 +	Reprises d'exploitation: transfert de charges	0,00	0,00
	14 -	Dotations d'exploitation	3 883,33	4 608,33
VI		RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	-53 013,80	-40 660,10
VII		RESULTAT FINANCIER	64 912,85	78 574,17
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	11 899,05	37 914,07
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	0,00	109 564,85
	15 -	Impôts sur les résultats	4 165,00	46 515,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	7 734,05	100 963,92

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT			Exercice	Exercice précédent
	1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		
		Bénéfice +	7 734,05	100 963,92
		Perte -		
	2 +	Dotations d'exploitation ⁽¹⁾	3 883,33	4 608,33
	3 +	Dotations financières ⁽¹⁾	-	
	4 +	Dotations non courantes ⁽¹⁾	-	
	5 -	Reprises d'exploitation ⁽²⁾	-	
	6 -	Reprises financières ⁽²⁾	-	
	7 -	Reprises non courantes ⁽²⁾⁽³⁾	-	
	8 -	Produits des cession des immobilisation		1 266 765,00
	9 +	Valeurs nettes des immobilisations cédées	-	1 216 276,34
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	11 617,38	55 083,59
	10 -	Distributions de bénéfices		18 001 440,12
II		AUTOFINANCEMENT	11 617,38	- 17 946 356,53

IV.2. États des soldes de gestion de l'exercice 2005

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)			Exercice	Exercice précédent
	1	Ventes de marchandises (en l'état)		
	2	Achats revendus de marchandises		
I	=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT		
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	0,00	6 835,73
	3	Ventes de biens et services produits	0,00	6 835,73
	4	Variation de stocks de produits	0,00	
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même		
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	16 330,17	169 316,32
	6	Achats consommés de matières et fournitures	3 813,68	7 411,38
	7	Autres charges externes	12 516,49	161 904,94
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	-16 330,17	-162 480,59
V	8 +	Subventions d'exploitation		
	9 -	Impôts et taxes	19 721,60	171 825,80
	10 -	Charges de personnel	0,00	160 588,75
		EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	-36 051,77	-494 895,14
		INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11 +	Autres produits d'exploitation	0,00	128 571,00
	12 -	Autres charges d'exploitation	0,00	0,00
	13 +	Reprises d'exploitation: transfert de charges	0,00	183 101,04
	14 -	Dotations d'exploitation	4 608,33	52 608,66
VI		RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	-40 660,10	-235 831,76
VII		RESULTAT FINANCIER	78 574,17	356 900,22
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	37 914,07	121 068,46
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	109 564,85	18 326,02
	15 -	Impôts sur les résultats	46 515,00	1 699,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	100 963,92	137 695,48

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT			Exercice	Exercice précédent
	1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		
		Bénéfice +	100 963,92	137 695,48
		Perte -		
	2 +	Dotations d'exploitation	4 608,33	52 608,66
	3 +	Dotations financières	0,00	
	4 +	Dotations non courantes	0,00	
	5 -	Reprises d'exploitation	0,00	
	6 -	Reprises financières	0,00	
	7 -	Reprises non courantes		
	8 -	Produits des cession des immobilisation	1 266 765,00	674 739,37
	9 +	Valeurs nettes des immobilisations cédées	1 216 276,34	656 279,12
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	55 083,59	171 843,89
	10 -	Distributions de bénéfices	18 001 440,12	
II		AUTOFINANCEMENT	-17 946 356,53	171 843,89

IV.3. États des soldes de gestion de l'exercice 2004

I- TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (TFR)			Exercice	Exercice précédent
	1	Ventes de marchandises (en l'état)		
	2	Achats revendus de marchandises		
I	=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT		0,00
II	+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	6 835,73	10 497 386,65
	3	Ventes de biens et services produits	6 835,73	10 497 386,65
	4	Variation de stocks de produits	0,00	
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même		
III	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	169 316,32	2 678 240,45
	6	Achats consommés de matières et fournitures	7 411,38	45 290,12
	7	Autres charges externes	161 904,94	2 632 950,33
IV	=	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	-162 480,59	7 819 146,20
V	8 +	Subventions d'exploitation		
	9 -	Impôts et taxes	171 825,80	172 779,80
	10 -	Charges de personnel	160 588,75	960 106,32
		EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	-494 895,14	6 686 260,08
		INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11 +	Autres produits d'exploitation	128 571,00	150 000,00
	12 -	Autres charges d'exploitation	0,00	300 000,00
	13 +	Reprises d'exploitation: transfert de charges	183 101,04	0,00
	14 -	Dotations d'exploitation	52 608,66	273 946,61
VI		RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	-235 831,76	6 262 313,47
VII		RESULTAT FINANCIER	356 900,22	1 884 498,09
VIII	=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	121 068,46	8 146 811,56
IX		RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	18 326,02	19 446 240,74
	15 -	Impôts sur les résultats	1 699,00	9 519 968,00
X	=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	137 695,48	18 073 084,30

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT			Exercice	Exercice précédent
	1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)		
		Bénéfice +	137 695,48	18 073 084,30
		Perte -		
	2 +	Dotations d'exploitation	52 608,66	273 946,61
	3 +	Dotations financières	0,00	
	4 +	Dotations non courantes	0,00	
	5 -	Reprises d'exploitation	0,00	
	6 -	Reprises financières	0,00	
	7 -	Reprises non courantes		300 000,00
	8 -	Produits des cession des immobilisation	674 739,37	0,00
	9 +	Valeurs nettes des immobilisations cédées	656 279,12	19 046,06
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	171 843,89	18 066 076,97
	10 -	Distributions de bénéfices		16 150 000,00
II		AUTOFINANCEMENT	171 843,89	1 916 076,97

IV.4. Tableau des immobilisations

SOMACOVAM								
Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006								
ETAT B2 :TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES								
En Dirhams								
NATURE	MONTANT BRUT DEBUT D'EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN D'EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)								
Frais Préliminaires								
Charges à répartir sur plusieurs exercices								
Primes de Remboursement des Obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	648 300,00							648 300,00
Immobilisations en recherche & développement								
Brevets, Marques, Droits & Valeurs assimilées	648 300,00							648 300,00
Fonds Commercial								
Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	128 167,15							128 167,15
Terrains								
Constructions								
Installations techniques, matériel et outillage								
Matériel de Transport	95 055,82							95 055,82
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	33 111,33							33 111,33
Autres immobilisations corporelles								
Immobilisations corporelles en cours								

IV.5. Tableau des amortissements

SOMACOVAM				
Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006				
ETAT B2 bis : TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
En Dirhams				
NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Cumul d'amortissement fin exercice
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)				
Frais Préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de Remboursement des Obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	648 300,00			648 300,00
Immobilisations en recherche & développement				
Brevets, Marques, Droits & Valeurs assimilées	648 300,00			648 300,00
Fonds Commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	121 642,14	3 883,33		125 525,47
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Matériel de Transport	95 055,82			95 055,82
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	26 586,32	3 883,33		30 469,65
Autres Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				

IV.9. Tableau des créances

SOMACOVAM								
Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006								
ETAT B6 : TABLEAU DES CREANCES DE L'EXERCICE								
En Dirhams								
CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières								
* Titres de participation								
DE L'ACTIF CIRCULANT		N	E	A	N	T		
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes								
* Clients et comptes rattachés								
* Personnel								
* Etat								
* Compte d'associés								
* Autres débiteurs								
* Comptes de régularisation - Actif								

IV.10. Tableau des dettes

SOMACOVAM								
Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006								
ETAT B7 : TABLEAU DES DETTES DE L'EXERCICE								
En Dirhams								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et Org. publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Emprunts obligataires								
* Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT		N	E	A	N	T		
* Fournisseurs et comptes rattachés								
* Clients créditeurs, avances et acomptes								
* Personnel								
* Organismes sociaux								
* Etat								
* Compte d'associés								
* Autres créanciers								
* Comptes de régularisation - Passif								

IV.11. Etat de répartition du capital social

SOMACOVAM Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006 Montant du Capital : 5 000 000,00 DH							
ETAT C1 : ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL							
Nom, prénom ou raison sociale des principaux associés (1) 1	Adresse 2	Nombre de titres		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 5	Montant du capital		
		Exercice précédent 3	Exercice actuel 4		Souscrit 6	Appelé 7	Libéré 8
ATW représenté par M. Med El KETTANI	2, Bd Moulay Youssef	49 996	49 996	100,00	4 999 600	4 999 600	4 999 600
M. Mohamed El KETTANI	12, Av Khalid Ibnou El Oualid	1	1	100,00	100	100	100
M. Majid BENMLIH TAYA	163, Av Hassan II	1	1	100,00	100	100	100
M. Karim FATH	163, Av Hassan II	1	1	100,00	100	100	100
M. Anas BERRAD	163, Av Hassan II	1	1	100,00	100	100	100

IV.12. Tableau d'affectation des résultats intervenue au cours de l'exercice 2006

SOMACOVAM Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006			
ETAT C2 : ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
A. ORIGINE DES RESULTAT A AFFECTER		B. AFFECTATIONS DES RESULTATS	
(Décision du 28/06/2006)		Réserve légale	
Report à nouveau		Autres réserves	
Résultats nets en instance d'affectation	100 963,92	Réserve Spéciale pour investissement	
Résultat net de l'exercice		Tantièmes	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	
Autres réserves		Autres affectations	
		Report à nouveau	100 963,92
TOTAL A	100 963,92	TOTAL B	100 963,92

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFABANK

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGREGES

I.1. Présentation

Attijariwafa bank est une société de droit commun constituée au Maroc. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que les agences établies au Maroc et à l'étranger et les succursales de Bruxelles. Les opérations et soldes significatifs internes entre les entités Marocaines et les succursales à l'étranger sont éliminés.

I.2. Principes Généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

I.3. Créances et engagements par signature

Présentation générale des créances

- 1- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
 - Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation, crédit immobilier et autres crédits pour la clientèle.
- 2- Les engagements par signature comptabilisés hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.
- 3- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).
- 4- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- 1- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises ;
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de : 20 % pour les créances pré-douteuses, 50 % pour les créances douteuses, 100 % pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- 2- Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit à leur encaissement.
- 3- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- 4- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursement effectif (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.

- 5- La banque a retenu, au titre des dispositions de l'article 22 de la circulaire n°19/G/2002, l'option d'anticiper la mise à niveau de la valeur des hypothèques relatives aux créances compromises. Cette mise à niveau, laquelle sera achevée fin 2007 s'est traduite par un impact sur le résultat d'environ 258 millions de dirhams.
- 6- La banque a procédé à un abandon de créances en souffrance par utilisation des provisions correspondantes constituées. Cette opération a porté sur un montant de 367 millions de dirhams, sans se traduire par un impact sur le résultat de l'exercice.

I.4. Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

I.5. Portefeuille titres

Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

Au 31/12/2006, la banque n'a pas de titres classés en portefeuille de transaction.

Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus values potentielles ne sont pas enregistrées.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Pensions livrées

Les titres mis en pension sont maintenus au bilan ; le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

I.6. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

I.7. La conversion des états financiers libelles en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan des entités étrangères (Succursales de Bruxelles) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique. L'écart résultant de la correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat est converti au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

I.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

I.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vies estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	NA
Immobilisations en recherche et développement	NA
Logiciels informatiques	6,67
Autres éléments du fonds de commerce	5

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeuble d'exploitation	25
Mobilier de bureau	6,67
Matériel informatique	6,67
Matériel roulant	5
Agencements, aménagements et installations	6,67

I.10. Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Frais préliminaires	3
Frais d'acquisition des immobilisations	5
Frais d'émission des emprunts	NA
Prime d'émission ou de remboursement de titres de créances	NA
Autres charges à répartir	Entre 3 et 5 ans selon le cas

I.11. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

I.12. Prise en charge des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

I.13. Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

II. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES D'ATTIJARIWABA BANK

II.1. Bilan des 3 derniers exercices

ACTIF	2004	2005	2006
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 777 710	12 681 402	14 619 432
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 326 708	19 345 594	24 155 056
A vue	5 935 043	9 719 917	14 361 282
A terme	8 391 665	9 625 677	9 793 774
Créances sur la clientèle	45 048 970	52 444 141	67 951 564
Crédits de trésorerie et à la consommation	23 110 126	27 549 850	35 049 102
Crédits à l'équipement	10 949 242	12 698 330	16 455 411
Crédits immobiliers	8 563 431	10 325 788	15 526 925
Autres crédits	2 426 172	1 870 173	920 126
Créances acquises par affacturage		1 248 732	982 762
Titres de transaction et de placement	14 640 603	17 089 819	19 641 854
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 954 133	12 757 734	11 983 424
Autres titres de créance	3 058 711	2 667 385	1 723 803
Titres de propriété	627 760	1 664 700	5 934 627
Autres actifs	1 591 467	1 442 071	1 799 373
Titres d'investissement	4 316 225	3 959 896	3 543 552
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 549 961	1 704 067	1 526 449
Autres titres de créance	1 736 264	2 255 829	2 017 103
Titres de participation et emplois assimilés	5 554 723	5 709 436	6 169 374
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et en location	166 836	82 957	35 567
Immobilisations incorporelles	1 417 211	1 436 556	1 453 416
Immobilisations corporelles	2 494 215	2 517 950	2 423 750
TOTAL ACTIF	103 334 669	117 958 554	142 775 700
Kdh			

PASSIF	2004	2005	2006
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			5 294
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 805 495	4 506 911	5 229 917
A vue	1 548 387	3 115 805	4 849 982
A terme	2 257 108	1 391 106	379 935
Dépôts de la clientèle	85 135 761	98 475 272	120 904 819
Comptes à vue créditeurs	48 592 882	55 012 271	64 671 379
Comptes d'épargne	11 657 631	12 583 585	13 440 266
Dépôts à terme	20 989 975	27 926 634	38 637 642
Autres comptes créditeurs	3 895 272	2 952 782	4 155 532
Titres de créance émis			
Titres de créance négociables émis			
Emprunts obligataires émis			
Autres titres de créance émis			
Autres passifs	1 885 623	1 679 043	2 308 375
Provisions pour risques et charges	690 540	788 119	588 003
Provisions réglementées	110 000	175 000	250 000
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées			
Ecart de réévaluation	420	420	420
Réserves et primes liées au capital	9 019 087	9 115 920	9 636 620
Capital	1 929 960	1 929 960	1 929 960
Actionnaires, Capital non versé (-)			
Report à nouveau (+/-)	70 733	70 529	-7 589
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)			
Résultat net de l'exercice (+/-)	687 050	1 217 380	1 929 881
TOTAL PASSIF	103 334 669	117 958 554	142 775 700
Kdh			

II.2. Hors Bilan des 3 derniers exercices

ENGAGEMENTS DONNES	2004	2005	2006
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	32 532		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 546 950	6 291 714	7 355 811
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 722 734	4 340 452	3 292 824
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	11 957 217	11 265 527	14 940 862
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
Total	18 259 433	21 897 693	25 589 497

ENGAGEMENTS RECUS	2004	2005	2006
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés			
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 196 626	10 511 330	18 005 345
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers	25 568	25 568	25 944
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			
Total	9 222 193	10 536 898	18 031 289

Kdh

II.3. Comptes de produits et de charges 2004-2006

	2004	2005	2006
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étab. de crédit	455 306	691 304	870 366
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	2 224 966	3 475 852	3 897 611
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	675 451	812 766	662 470
Produits sur titres de propriété	103 367	128 011	282 833
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	33 072	93 757	50 674
Commissions sur prestations de service	468 199	630 619	735 907
Autres produits bancaires	337 759	491 605	777 023
TOTAL I	4 298 120	6 323 914	7 276 884
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établ. de crédit	112 993	197 443	254 465
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	744 636	1 106 197	1 493 764
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis			
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	25 296	83 879	47 390
Autres charges bancaires	180 381	301 998	439 899
TOTAL II	1 063 306	1 689 517	2 235 518
III. PRODUIT NET BANCAIRE	3 234 814	4 634 397	5 041 366
Produits d'exploitation non bancaire	78 733	133 712	284 585
Charges d'exploitation non bancaire	21 410	120	79
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	695 814	1 028 103	1 015 905
Impôts et taxes	32 653	57 233	80 119
Charges externes	609 583	861 749	931 151
Autres charges générales d'exploitation	4 276	1 682	1 819
Dot. aux amort. et aux provisions des immo. incorporelles et corporelles	223 654	291 839	302 867
TOTAL IV	1 565 980	2 240 606	2 331 861
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES			
Dot. aux prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	1 065 989	911 109	647 865
Pertes sur créances irrécouvrables	813 134	1 384 345	500 829
Autres dotations aux provisions	226 951	349 293	363 866
TOTAL V	2 106 074	2 644 747	1 512 560
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Reprises de prov. pour créances & engagements par signature en souffrance	915 303	1 915 978	887 664
Récupérations sur créances amorties	27 735	23 655	101 701
Autres reprises de provisions	472 149	218 422	361 817
TOTAL VI	1 415 187	2 158 055	1 351 182
VII. RESULTAT COURANT	1 035 271	2 040 691	2 832 633
Produits non courants	44 349	19 975	9 501
Charges non courantes	61 319	141 602	91 576
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	1 018 301	1 919 064	2 750 558
Impôts sur les résultats	331 251	701 684	820 677
IX. RESULTAT NET DE L'EXERCICE	687 050	1 217 380	1 929 881
TOTAL PRODUITS	5 836 389	8 635 656	8 922 152
TOTAL CHARGES	5 149 340	7 418 276	6 992 271
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	687 050	1 217 380	1 929 881
Kdh			

II.4. État des soldes de gestion 2004-2006

	2004	2005	2006
Intérêts et produits assimilés	3 355 723	4 979 922	5 430 447
Intérêts et charges assimilées	857 629	1 303 640	1 748 229
MARGE D'INTERET	2 498 094	3 676 282	3 682 218
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	33 072	93 757	50 674
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	25 296	83 879	47 390
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	7 776	9 878	3 284
Commissions perçues	469 303	632 442	735 991
Commissions servies	4 083	2 930	12 255
MARGE SUR COMMISSIONS	465 220	629 512	723 736
Résultat des opérations sur titres de transaction			
Résultat des opérations sur titres de placement	38 093	89 764	327 783
Résultat des opérations de change	238 303	284 254	361 991
Résultat des opérations sur produits dérivés	-4 179	-7 692	4 817
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	272 217	366 326	694 591
Divers autres produits bancaires	121 434	143 554	286 597
Diverses autres charges bancaires	129 927	191 155	349 060
PRODUIT NET BANCAIRE	3 234 814	4 634 397	5 041 366
Résultat des opérations sur immobilisations financières	19 552	18 455	157 863
Autres produits d'exploitation non bancaire	56 393	131 553	66 133
Autres charges d'exploitation non bancaire	21 410	120	79
Charges générales d'exploitation	1 565 980	2 240 607	2 331 862
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 723 369	2 543 678	2 933 421
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-936 085	-355 820	-159 329
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	247 985	-147 168	58 540
RESULTAT COURANT	1 035 269	2 040 691	2 832 633
RESULTAT NON COURANT	-16 970	-121 627	-82 075
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 018 299	1 919 064	2 750 558
Impôt sur les résultats	331 251	701 684	820 677
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	687 050	1 217 380	1 929 881
Kdh			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2004	2005	2006
Résultat net de l'exercice	687 050	1 217 380	1 929 881
Dot. aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	223 654	291 839	302 867
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	6 339		70 899
Dotations aux provisions pour risques généraux	104 834	94 786	12 080
Dotations aux provisions réglementées	110 000	175 000	200 000
Dotations non courantes	11 766		
Reprises de provisions	453 916	220 508	286 955
Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	15 273	35 221	14 745
Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	8 230	120	79
Plus-values de cession des immobilisations financières	22 340	2 158	218 452
Moins-values de cession des immobilisations financières			
Reprises de subventions d'investissement reçues			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	660 345	1 521 238	1 995 654
Distribution des bénéfices	363 624	578 988	694 785
AUTOFINANCEMENT	296 720	942 249	1 300 869
Kdh			

II.5. Tableau des flux de trésorerie 2004-2006

	2004	2005	2006
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	4 194 753	5 879 285	6 467 926
2. (+) Récupérations sur créances amorties	27 735	23 655	101 698
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	119 220	102 035	60 889
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 718 694	-2 449 297	-2 586 631
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-13 180		0
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-1 342 326	-1 948 971	-2 028 994
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-331 251	- 701 684	-820 677
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	936 257	905 023	1 194 211
Variation des :			
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-5 303 671	-5 018 886	-4 809 462
9. (±) Créances sur la clientèle	-20 499 225	- 8 643 902	-15 241 453
10. (±) Titres de transaction et de placement	-4 256 392	-2 449 216	-2 552 035
11. (±) Autres actifs	-1 043 233	149 396	-357 302
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-166 836	83 879	47 390
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 458 978	701 416	723 006
14. (±) Dépôts de la clientèle	37 121 646	13 339 511	22 429 547
15. (±) Titres de créance émis			
16. (±) Autres passifs	1 224 424	-206 580	629 332
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	8 535 691	-2 044 382	869 023
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	9 471 948	-1 139 359	2 063 234
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	164 169	227 774	199 459
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	32 664	107 718	53 543
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-4 412 651	201 616	-43 594
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-2 166 142	-43 080	77 340
21. (+) Intérêts perçus			
22. (+) Dividendes perçus	103 367	128 011	282 833
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-6 278 593	622 039	569 581
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus			
24. (+) Emission de dettes subordonnées			
25. (+) Emission d'actions	5 399 301		
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés			
27. (-) Intérêts versés			
28. (-) Dividendes versés	-363 624	-578 988	-694 785
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	5 035 677	-578 988	-694 785
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	8 229 032	-1 096 308	1 938 030
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 548 678	13 777 710	12 681 402
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	13 777 710	12 681 402	14 619 432

Kdh

II.6. Tableau État des dérogations (A2) 2006

ETATS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCES DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	LES ETATS B32 -B33 -B34 NE PEUVENT ETRE PRESENTEES SOUS FORME AGREGEE EN RAISON DE LA DIFFERENCE DES LEGISLATIONS FISCALES ENTRE LE MAROC, LA BEGIQUE	NEANT

II.7. Tableau État des changements de méthodes (A3) 2006

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCES SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

II.8. Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1) 2006

en milliers de Dh

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2006	Total 31/12/2005
Comptes ordinaires débiteurs	13 120 616	177	645 108	2 035 215	15 801 117	14 378 747
Valeurs reçus en pension au jour le jour à terme						
Prêts de trésorerie		524 848	8 579 176	7 550 949	16 654 973	12 317 872
au jour le jour		126 848		937 595	1 064 443	
à terme		398 000	8 579 176	6 613 354	15 590 530	12 317 872
Prêts financiers		1 658 636	2 754 451		4 413 087	4 912 366
Autres créances		278 834	3 403	1 288	283 525	289 563
Intérêts courus à recevoir	2 868		85 617	37 353	125 838	128 448
Créances en souffrance						
Total	13 123 484	2 462 495	12 067 755	9 624 805	37 278 540	32 026 996

II.9. Tableaux des créances sur la clientèle (B2) 2004-2006

Exercice 2006

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2006
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	1 374 242	349 702	29 543 225	1 152 368	32 419 537
Comptes à vue débiteurs	1 374 242	349 702	9 548 556	1 152 368	12 424 868
Créances commerciales sur le Maroc			3 540 816		3 540 816
Crédits à l'exportation			493 009		493 009
Autres crédits de trésorerie			15 960 844		15 960 844
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 170 631	2 170 631
CREDITS A L'EQUIPEMENT	546 558		15 691 196		16 237 754
CREDITS IMMOBILIERS	6 185		4 975 932	10 532 774	15 514 891
AUTRES CREDITS		3 994	109 874	13 582	127 450
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			982 762		982 762
CREANCES EN SOUFFRANCE	2 374	11 384	471 479	307 115	792 352
Créances pré-douteuses			758		758
Créances douteuses			22 770		22 770
Créances compromises	2 374	11 384	447 951	307 115	768 824
SOUS-TOTAL			51 774 468	14 176 470	68 245 377
INTERETS COURUS A RECEVOIR			661 951	26 998	688 949
TOTAL GENERAL	1 929 359	365 080	52 436 419	14 203 468	68 934 326

Exercice 2005

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2005
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	304 417	1 353 545	22 935 162	1 078 925	25 672 049
Comptes à vue débiteurs	304 417	1 353 545	6 794 385	1 078 925	9 531 272
Créances commerciales sur le Maroc			3 003 676		3 003 676
Crédits à l'exportation			1 300 990		1 300 990
Autres crédits de trésorerie			11 836 111		11 836 111
CREDITS A LA CONSOMMATION				1 524 838	1 524 838
CREDITS A L'EQUIPEMENT			12 551 789		12 551 789
CREDITS IMMOBILIERS			20 371	10 285 982	10 306 353
AUTRES CREDITS		204 031	456 438	6 433	666 902
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 248 732		1 248 732
CREANCES EN SOUFFRANCE	3 888	15 454	764 295	418 868	1 202 505
Créances pré-douteuses			39 789		39 789
Créances douteuses			14 690	134	14 824
Créances compromises	3 888	15 454	709 816	418 734	1 147 892
SOUS-TOTAL	308 305	1 573 030	37 976 787	13 315 046	53 173 168
INTERETS COURUS A RECEVOIR			500 835	18 870	519 705
TOTAL GENERAL	308 305	1 573 030	38 477 622	13 333 916	53 692 873

Exercice 2004

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2004
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	1 146 661	480 075	18 967 644	880 621	21 475 001
Comptes à vue débiteurs	1 095 858	480 075	6 166 969	644 917	8 387 819
Créances commerciales sur le Maroc	3 534		2 773 501	416	2 777 451
Crédits à l'exportation	1 114		1 742 160	3 500	1 746 774
Autres crédits de trésorerie	46 155	-	8 285 014	231 788	8 562 957
CREDITS A LA CONSOMMATION			70 353	1 364 078	1 434 431
CREDITS A L'EQUIPEMENT	168 640		10 570 710	55 171	10 794 521
CREDITS IMMOBILIERS			499 172	8 032 942	8 532 115
AUTRES CREDITS		982 980	15 195	3 937	1 002 112
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					-
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	17 793	1 130 557	275 710	1 424 060
Créances pré-douteuses			21 298	4 744	26 042
Créances douteuses			143 638	3 470	147 108
Créances compromises		17 793	965 621	267 496	1 250 910
SOUS-TOTAL	1 315 301	1 480 848	31 253 631	10 612 460	44 662 239
INTERETS COURUS A RECEVOIR					386 730
TOTAL GENERAL	1 315 301	1 480 848	31 253 631	10 612 460	45 048 970

II.10. Tableaux des titres de participation et emplois assimilés (B6) 2004-2006

Exercice 2006

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				4 737 121	4 634 899		2 803 993	566 279	249 413
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	BANQUE D'AFFAIRE	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/2005	198 827	136 553	100 004
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	HOLDING	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900	31/12/2005	967 287	48 242	45 000
SOMACOVAM	GESTION D'ACTIF	5 000	100,00%	30 000	6 108	31/12/2005	6 108	101	
WAFI GESTION	GESTION D'ACTIF	4 900	66,00%	236 369	236 369	31/12/2005	162 285	36 496	23 996
AGENA MAGHREB	VENTE MATERIEL INFORMATIQUE	11 000	74,95%	33	-	31/12/2005	-6 597	-9	
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	CAPITAL RISQUE	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/2005	17 021	12 992	
ATTIJARI INVEST.		5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/2005	5 000	0	
ATTIJARI PROTECTION	SECURITE	4 000	83,75%	3 350	3 013	31/12/2005	3 597	1 190	
BCM CORPORATION	HOLDING	200 000	100,00%	200 000	200 000	31/12/2005	203 500	-43	
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	CAPITAL DEVELOPPEMENT	10 000	50,00%	5 000	4 196	31/12/2005	8 391	-20	
DINERS CLUB DU MAROC	GESTION DE CARTES DE PAIEMENT	1 500		1 675		31/12/2005			
MEDI TRADE	TRADING	1 200	20,00%	240	138	31/12/2005	688	10	
SCI AL MIFTAH	IMMOBILIER	100	99,00%	244	244	31/12/2005	67	-20	
WAFI COURTAGE		1 000	100,00%	2 397	1 144	31/12/2005	1 144	23	
SOMGETI	INFORMATIQUE	300		100	100	31/12/2005	711	-24	
WAFI BOURSE	INTERMEDIATION DE BOURSE	20 000	100,00%	40 223	40 223	31/12/2005	44 634	619	
WAFI COMMUNICATION		3 000	86,67%	2 600	1 168	31/12/2005	1 348	-937	
WAFI FONCIERE	GESTION IMMOBILIERE	17 000	100,00%	3 700	2 393	31/12/2005	2 393	-290	
WAFI INVESTISSEMENT	HOLDING DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	40 000	100,00%	55 046	55 046	31/12/2005	8 072	-740	
WAFI LLD	LEASING	20 000	100,00%	20 000	20 000	31/12/2005	16 935	1 858	
WAFI PATRIMOINE	GESTION DE PATRIMOINE	10 000	66,00%	1 700	1 700	31/12/2005			
WAFI SYSTEMES CONSULTING	CONSEIL EN SYSTEMES INFORMATIQUE	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/2005	11 395	898	5 500
WAFI SYSTEMES DATA	INFORMATIQUE	1 500	100,00%	1 500	1 500	31/12/2005	5 115	665	598
WAFI SYSTEMES FINANCES	INGENIERIE INFORMATIQUE	2 000	99,85%	2 066	2 066	31/12/2005	5 283	681	3 000
WAFI TRUST	CONSEIL ET INGENIERIE FINANCIERE	5 000	79,60%	3 980	2 090	31/12/2005	2 625	-104	
WAFABAIL	CREDIT-BAIL	150 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/2005	149 876	52 607	
WAFATRADE		1 000	100,00%			31/12/2005	-3 091	-26	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	Sté Immobilière	10 000	100,00%	9 999	5 660	31/12/2005	5 660	355	
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSOUFIA	Sté Immobilière	50 000	100,00%	51 449	51 449	31/12/2005	68 333	64 691	
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	Sté Immobilière	300	50,00%	25	25	31/12/2005	919	6	
SOCIETE IMMOBILIERE RANOUIL	Sté Immobilière	3 350	100,00%	11 863	11 863	31/12/2005	13 873	10 760	
SOCIETE IMMOBILIERE TAN	Sté Immobilière	300	100,00%	2 841	777	31/12/2005	777	-83	
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE	Sté Immobilière	15 000	100,00%	15 531	4 055	31/12/2005	4 055	-1 382	
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR I	Sté Immobilière	480	100,00%	3 844	458	31/12/2005	458	-103	
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR II	Sté Immobilière	624	100,00%	4 176	549	31/12/2005	549	-133	
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR III	Sté Immobilière	1 824	100,00%	7 111	1 741	31/12/2005	1 741	-91	
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	Sté Immobilière	300	100,00%	5 266	4 999	31/12/2005	4 999	-246	
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	Sté Immobilière	300	100,00%	299	299	31/12/2005	2 933	2 462	
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	Sté Immobilière	300	100,00%	2 685	278	31/12/2005	278	-26	
ATTIJARI IMMOBILIER	IMMOBILIER	125 000	100,00%	179 224	142 665	31/12/2005	142 665	9 633	10 000
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	BANQUE OFFSHORE	3 000	50,00%	13 183	13 183	31/12/2005			
WAFACASH	MONETIQUE	35 050	98,46%	319 406	319 406	31/12/2005	138 051	38 071	
WAFACIMMOBILIER	IMMOBILIER	40 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/2005	65 963	12 249	24 000
WAFASALAF	CREDIT A LA CONSOMMATION	113 180	65,94%	822 217	822 217	31/12/2005	540 124	139 396	37 315
ANDALU MAGHREB	HOLDING		68,68%	10 950	10 950				
ATTIJARIWAFACASH			100,00%	6 590	6 590				
ATTIJARIWAFACIMMOBILIER			100,00%	288 711	288 711				
ATTIJARIWAFACIMMOBILIER			100,00%	35 979	35 979				
WAFACAMBIO				962	962				
WAFACIMMOBILIER OFFSHORE DE TANGER				5 347	5 347				
Autres titres de participation et emplois assimilés				688 026	636 901		2 015 090	285 310	17 742
ATTIJARIWAFACIMMOBILIER	Banque	1 929 960		21 634	21 634	31/12/2005			1 123
ATTIJARIWAFACIMMOBILIER	Banque	1 929 960		1 203	1 203	31/12/2005			
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	Métallurgie	3 615 000	2,72%	98 249	98 249	31/12/2005			5 698
ONA	Holding	1 739 195		151 613	151 613	31/12/2005			6 114
SNI	Holding	1 090 000		4 062	4 062	31/12/2005			118
SONASID	Métallurgie	390 000		5 623	5 623	31/12/2005			892
SINCOMAR		300	47,50%			31/12/2005			
AGRAM INVEST		10 000	14,92%	1 492	1 492	31/12/2005			

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	Prise de participations	215 000	4,65%	10 000	10 000	31/12/2005			
BOUZNICA MARINA	Promotion Immobilière	1 000		500	500	31/12/2005			
C.M.K.D.		829 483	1,36%	11 280	11 280	31/12/2005	1 098 835	48 361	451
CAPRI	Immobilier	.124 000	99,76%	172 400	122 000	31/12/2005	31 071	48 178	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	.98 200	22,40%	22 000	22 000	31/12/2005	91 457	5 582	
EUROCHEQUES MAROC				118	118	31/12/2005			
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE		.10 000	18,26%	1 826	1 826	31/12/2005			
G.P.B.M.	Groupement professionnel des Banques	.19 005	11,93%	2 267	2 267	31/12/2005			
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)	Edition	3 000		400	400	31/12/2005			
MOUSSAFIR HOTELS	Hôtellerie	193 000	33,34%	64 343	64 343	31/12/2005	145 420	13 065	
SALIMA HOLDING	Holding	200 000	10,00%	20 000	19 641	31/12/2005	100 749	1 087	
S.E.D. FES		10 000	10,00%	-	-	31/12/2005			
SMAEX		37 500	11,41%	4 278	4 278	31/12/2005			
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500		1 840	1 840	31/12/2005			
SOUK AL MOUHAJIR		6 500		991	991	31/12/2005			
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER	Promotion Immobilière	60 429	22,69%	13 714	13 714	31/12/2005	61 615	-26	
STE HOSPITALY HOLDING " HCO "	Tourisme	261 000	15,00%	39 150	39 150	31/12/2005	341 645	155 572	
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000	25,72%	28 309	28 309	31/12/2005	144 298	13 490	3 346
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"	Prestation de service	46 000		8 150	7 784				
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	3000 TND		2 583	2 583				
Emplois assimilés				909 404	897 574				
C/C ASSOCIES	Sté immobilière			890 925	879 095				
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES				18 480	18 480				
Total Général				6 334 551	6 169 374	-	4 819 083	851 590	267 155

Exercice 2005

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				4 308 149	4 294 944				
OGM	Holding	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900	31/12/2005	967 287	48 242	
ATTIJARI FINANCES	Banque d'affaire	10 000	100,00%	9 999	9 999	31/12/2005	199 188	136 062	
SOMACOVAM	Gestion d'actif	5 000	100,00%	30 000	24 000	31/12/2005			
WAFI GESTION	Gestion d'actif	4 000	66,00%	236 369	236 369	31/12/2005	162502	36712	
BCM CORPORATION	Holding	200 000	100,00%	199 995	199 995	31/12/2005	203500	-43	
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	Capital risque	10 000	99,99%	9 999	3 999	31/12/2005	17021	12992	
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	Capital développement	10 000	49,98%	4 998	4 210	31/12/2005	8391	-20	
ATTIJARI PROTECTION	Sécurité	4 000	80,75%	3 230	2 813	31/12/2005	3597	1190	
SOMGETI	Informatique	300	99,40%	99	99	31/12/2005	711	-24	
AGENA MAGHREB	Vente de matériel informatique	11 000	74,96%	33	33	31/12/2005	-6597	-9	
DINERS CLUB DU MAROC	Gestion de cartes de paiement	1 500	100,00%	1 675	1 675	31/12/2005			
MEDI TRADE	Trading	1 200	20,00%	240	240	31/12/2005	688	10	
S C I AL MIFTAH	Immobilier	100	100,00%	244	244	31/12/2005	67	-20	
S.M.A.O.		1 000	100,00%	2 397	2 397	31/12/2005	1171	23	
WAFABAIL	Crédit-bail	150 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/2005	152381	50000	
WAFI BOURSE	Intermédiation de bourse	20 000	99,67%	40 223	40 223	31/12/2005			
WAFI COMMUNICATION	Communication	3 000	91,28%	2 550	2 550	31/12/2005	1348	-937	
WAFI FONCIERE.	Gestion immobilière	17 000	56,67%	3 700	3 700	31/12/2005	2393	-290	
WAFI INVESTISSEMENT	Holding de promotion des investissements	39 999	100,00%	40 456	40 456	31/12/2005	8206	-606	
WAFI PATRIMOINE	Gestion de patrimoine	10 000	66,00%	1 700	1 700	31/12/2005			
WAFI SYSTEMES CONSULTING	Conseil en systèmes informatique	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/2005	11395	898	
WAFI SYSTEMES DATA	Informatique	1 496	100,00%	1 500	1 500	31/12/2005	5115	665	
WAFI SYSTEMES FINANCE	Ingénierie Informatique	1 997	100,00%	2 066	2 066	31/12/2005	5283	681	
WAFI TRUST	Conseil et Ingénierie financière	5 000	66,00%	3 980	3 980	31/12/2005			
WAFI LLD	Leasing	15 500	100,00%	20 000	20 000	31/12/2005			
ATTIJARI INVEST.		5 000	100,00%	1 250	1 250	31/12/2005			
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque off shore	3 000 \$	50,00%	13 181	13 181	31/12/2005	48732	2999	
ATTIJARI IMMOBILIER	Immobilier	125 000	100,00%	179 224	179 224	31/12/2005	142665	9633	
WAFI IMMOBILIER	Immobilier	40 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/2005	68842	15128	
WAFI SALAF	Crédit à la consommation	113 081	65,94%	824 788	824 788	31/12/2005	540124	139395	
WAFI CASH	Monétique	35 050	98,46%	318 744	318 744	31/12/2005	174664	38071	
ATTIJARIWAFI BANK SENEGAL	Banque	2 100 000 FCFA	100,00%	40 362	40 362	31/12/2005			
ANDALU MAGHREB	Holding	1 000 Euro	68,68%	10 906	10 906	31/12/2005	10 909		

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Autres titres de participation et emplois assimilés				1 466 321	1 414 492				
ONA	Holding	1 739 195	2,41%	151 411	151 411	31/12/2005			
SONASID	Métallurgie	390 000	4,25%	94 148	94 148	31/12/2005			
SNI	Holding	1 090 000		554	554	31/12/2005			
SALIMA HOLDING	Holding	200 000	10,00%	20 000	19 641	31/12/2005			
STE HOSPITALY HOLDING	Tourisme	101 000	14,99%	39 140	39 140	31/12/2005			
MOUSSAFIR HOTEL	Hôtellerie	104 000	33,34%	34 670	34 670	31/12/2005			
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000	25,72%	28 309	28 309	31/12/2005			
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500	16,00%	1 840	1 840	31/12/2005			
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)	Edition	3 000	8,68%	400	400	31/12/2005			
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER	Promotion Immobilière	60 429	22,69%	13 714	13 714	31/12/2005			
CAPRI	Immobilier	124 000	100,00%	172 400	122 000	31/12/2005			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200	11,20%	10 999	10 838	31/12/2005			
BOUZHNIKA MARINA	Promotion Immobilière	1 000	50,00%	500	500	31/12/2005			
MOROCCAN INFORMATION TECHNOPARK	Prestation de service	46 000	12,28%	5 650	5 284	31/12/2005			
DAR ADDAMANE (CAPITAL)	Institution de Garantie	1 915		1 915	1 915	31/12/2005			
CENTRE MONETIQUE INTRBANCAIRE	Monétique	11 000		11 000	11 000	31/12/2005			
G.P.B.M.	Groupement professionnel des Banques	2 267		2 267	2 267	31/12/2005			
SOUK AL MOUHAJIR	Distribution	6 500	15,25%	991	991	31/12/2005			
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	Prestation de service	215 000		2 500	2 500	31/12/2005			
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	3 000 TND	10,00%	2 584	2 584	31/12/2005			
Autres titres de participations				36 221	36 221	31/12/2005			
C/C associés				809 110	809 110				
Autres emplois assimilés				25 998	25 455				
Total Général				5 774 470	5 709 436				

Exercice 2004

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Provisions	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
							Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				4 441 084	15 155	4 424 483		1 828 201	39 684	72 085
OGM	Holding	885 000 000,00	100,00%	2 047 900	0	2 047 900	31/12/2004	918 372	13 478	0
BCM CORPORATION	Holding	200 000 000,00	100,00%	199 995	0	199 995	31/12/2004	205 858	42 991	0
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	Capital risque	10 000 000,00	99,99%	9 999	6 450	3 550	31/12/2004	3 198	831	0
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	Capital développement	10 000 000,00	49,98%	4 998	788	4 210	31/12/2004	8 437	25	0
ATTIJARI PROTECTION	Sécurité	4 000 000,00	80,75%	3 230	1 917	1 313	31/12/2004	1 666	741	0
SOMGETI	Informatique	300 000,00	99,40%	99	0	99	31/12/2004	855	680	0
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque off shore	3 000 000,00	50,00%	13 181	0	13 181	31/12/2004	40 221	364	1 086
ATTIJARI FINANCES	Banque d'affaire	10 000 000,00	99,99%	9 999	0	9 999	31/12/2004	14 736	49 656	26 000
ATTIJARI IMMOBILIER	Immobilier	125 000 000,00	100,00%	179 224	0	179 224	31/12/2004	132 874	7 530	44 999
SOMACOVAM	Gestion d'actif	5 000 000,00	100,00%	30 000	6 000	24 000		0	0	0
BANQUE DU SENEGAL	Banque	2000000000 CFA	100,00%	35 979	0	35 979		0	0	0
Wafa GESTION	Gestion d'actif	4 000 000,00	65,00%	191 989	0	191 989	31/12/2004	42 604	20 185	0
Wafa IMMOBILIER	Immobilier	40 000 000,00	99,99%	164 364	0	164 364	31/12/2004	40 417	9 765	0
Wafa SALAF	Crédit à la consommation	113 080 800,00	65,44%	819 414	0	819 414	31/12/2004	351 711	49 019	0
Wafa CASH	Monétique	35 050 000,00	96,99%	318 744	0	318 744	31/12/2004	67 254	56 836	0
CREDIT DU MAROC*	Etablissement de crédit		10,00%	371 604	0	371 604		0	0	0
SOUK AL MOUHAJIR**	Distribution		15,25%	991	0	991		0	0	0
FONDS DE PLACEMENT	Fonds de placement		99,96%	2 555		1 109	31/12/2004		-212 416	
Autres titres de participation dans les entreprises liées				36 818		36 818		0	0	0
Autres titres de participation				786 446	51 286	735 024		124 389	-134 151	21 858
SNI*	Holding	1 090 000 000,00		554	0	554		0	0	17
SALIMA HOLDING	Holding	200 000 000,00	10,00%	20 000	359	19 641		0	0	0
STE HOSPITALY HOLDING	Tourisme	101 000 000,00	14,99%	39 140	0	39 140		0	0	0
MOUSSAFIR HOTEL	Hôtellerie	104 000 000,00	33,34%	34 670	0	34 670		0	0	0
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000 000,00	17,15%	28 309	0	28 309		0	0	0
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500 000,00	16,00%	1 840	0	1 840		0	0	0
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER	Promotion Immobilière	60 428 600,00	22,69%	13 714	0	13 714		0	0	0
CAPRI	Immobilier	124 000 000,00	100,00%	172 400	50 400	122 000	31/12/2004	124 389	-134 151	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200 000,00	11,20%	10 999	161	10 838		0	0	0
BOUZNICA MARINA	Promotion Immobilière	1 000 000,00	50,00%	500	0	500		0	0	0
MOROCCAN INFORMATION TECHNOPARK	Prestation de service	46 000 000,00	12,28%	5 650	366	5 284		0	0	0
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	3 000 000,00TND	10,00%	2 583	0	2 583		0	0	0
DINERS CLUB DU MAROC*	gestion cartes de paiement		100,00%	1 675	0	1 675		0	0	0
MEDI TRADE*	Trading		20,00%	240	0	240		0	0	0
S C I A L MIFTAH*	Immobilier		100,00%	244	0	244		0	0	0
WAFABAIL*	Crédit - bail		97,83%	86 983	0	86 983		0	0	0
Wafa BOURSE*	Inter bourse		100,00%	37 957	0	37 957		0	0	0
Wafa COMMUNICATION*	COMMUNICATION		98,00%	2 550	0	2 550		0	0	0
Wafa FONCIERE.*	Ingénierie financière		100,00%	3 700	0	3 700		0	0	0
Wafa INVESTISSEMENT*	Holding		100,00%	40 456	0	40 456		0	0	0
Wafa PATRIMOINE*	Gestion du patrimoine		100,00%	1 700	0	1 700		0	0	0
Wafa SYSTEMES CONSULTING*	Conseil informatique		99,88%	4 994	0	4 994		0	0	0
Wafa SYSTEMES DATA*	Informatique		100,00%	1 500	0	1 500		0	0	598
Wafa SYSTEMES FINANCE*	Ingénierie Informatique		100,00%	2 066	0	2 066		0	0	0
Wafa TRUST*	Conseil informatique et finance		66,00%	3 980	0	3 980		0	0	0
Wafa LLD*	Sté de leasing		100,00%	20 000	0	20 000				
Autres titres de participation				248 044		247 908				21 243
Emplois assimilés				405 353	10 137	395 217		0	0	5 105
C/C associé				392 059		382 465				5 105
Autres emplois assimilés				13 295		12 752				
TOTAL				5 632 883	76 578	5 554 723	0,00	1 952 589	-94 467	99 048

* Participation ou filiale résultant de l'opération de fusion-absorption de l'ex Wafabank par l'ex-BCM pour une valeur nette comptable globale de 619 Mdh.

II.11. Tableau des immobilisations données en crédit-bail en location avec option d'achat et en location simple (B8) 2006

en milliers de Dh										
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisition ns au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
<u>IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT</u>	341 020			341 020	47 391	305 453				35 567
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	315 373			315 373	45 847	283 628				31 745
- Crédit-bail mobilier en cours	315 373			315 373	45 847	283 628				31 745
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	25 647			25 647	1 544	21 825				3 822
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647	1 544	21 825				3 822
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
CREANCES EN SOUFFRANCE										
<u>IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE</u>										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	341 020			341 020	47 391	305 453				35 567

II.12. Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9) 2006

en milliers de Dh

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions en cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et Provisions					Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations aux titres de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	autres variations	
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	1 548 378	85 998	29 049	1 605 327	111 822	60 726	20 638	151 910	1 453 417	1 453 417
- Droit au bail	158 446	28 457	1 534	185 369	0			0	185 369	185 369
- Immobilisations en recherche et développement	0									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 389 932	57 541	27 515	1 419 958	111 822	60 726	20 638	151 910	1 268 048	1 268 048
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	0	0	0							
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	4 358 204	369 648	344 253	4 383 599	1 840 254	218 193	98 598	1 959 849	2 423 749	2 423 749
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 621 879	74 610	80 953	1 615 536	315 910	51 099	19 162	347 847	1 267 689	1 267 689
. Terrain d'exploitation	225 539	38 462	240	263 761			0	0	263 761	263 761
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 300 518	36 148	60 702	1 275 964	271 812	48 414	16 699	303 527	972 436	972 436
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	95 822	0	20 011	75 811	44 098	2 684	2 463	44 319	31 492	31 492
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	1 355 276	153 541	31 871	1 476 946	977 621	116 055	18 189	1 075 487	401 459	401 459
. Mobilier de bureau d'exploitation	275 521	38 596	8 301	305 816	207 667	17 375	4 041	221 001	84 815	84 815
. Matériel de bureau d'exploitation	650 787	82 387	9 375	723 799	492 483	51 668	7 473	536 678	187 121	187 121
. Matériel Informatique	414 148	32 112	8 843	437 417	264 167	46 234	1 751	308 650	128 767	128 767
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	14 820	447	5 352	9 915	13 304	778	4 924	9 158	756	
. Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<u>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	641 796	105 861	125 360	622 297	419 649	34 003	31 513	422 139	200 158	200 158
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS</u>	739 253	35 635	106 069	668 819	127 074	17 037	29 734	114 377	554 443	554 443
. Terrains hors exploitation	223 322	2 025	7 735	217 612		0		0	217 612	217 612
. Immeubles hors exploitation	336 764	31 501	27 762	340 503	44 221	12 938	1 940	55 219	285 283	285 283
. Mobilier et matériel hors exploitation	31 689	66		31 755	29 669	2 144		31 813	-58	-
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	147 478	2 043	70 572	78 949	53 184	1 955	27 794	27 345	51 605	51 605
Total	5 906 582	455 646	373 302	5 988 925	1 952 076	278 920	119 236	2 111 760	3 877 166	3 877 166

II.13. Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B 9 bis) 2006

en milliers de Dh

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
Juillet-06	<u>PROP. AL HADANA96</u>	<u>1 837</u>	<u>112</u>	<u>1 725</u>	<u>2 786</u>	<u>1 061</u>	
	TERRAIN	1 703		1 703			
	FRAIS D'ENREGISTREMENT	134	112	22			
Avril-06	<u>PROP. TALLOUSTE 1</u>	<u>2 055</u>	<u>109</u>	<u>1 947</u>	<u>2 497</u>	<u>550</u>	
	TERRAIN	1 907		1 907			
	FRAIS D'ENREGISTREMENT	148	109	39			
Janvier-06	<u>PROP. TOUJRI</u>	<u>2 396</u>	<u>1 367</u>	<u>1 029</u>	<u>3 000</u>	<u>1 971</u>	
	APPARTEMENT	2 396	1 367	1 029			
Avril-06	<u>PROP. ROUIDA</u>	<u>2 350</u>	<u>1 086</u>	<u>1 265</u>	<u>1 350</u>	<u>85</u>	
	TERRAIN	210		210			
	CONSTRUCTION	1 890	857	1 033			
	FRAIS D'ENREGISTREMENT	92	92	0			
	AAI	158	136	22			
Janvier-06	<u>PROP. MAWLID</u>	<u>613</u>	<u>174</u>	<u>439</u>	<u>640</u>	<u>201</u>	
	TERRAIN	61		61			
	CONSTRUCTION	545	167	378			
	FRAIS D'ENREGISTREMENT	7	7	0			
Mai-06	<u>PROP. N'CHITIA</u>	<u>242</u>	<u>42</u>	<u>200</u>	<u>3 475</u>	<u>3 275</u>	
	TERRAIN	200		200			
	FRAIS D'ENREGISTREMENT	42	42	0			
Avril-06	<u>LOCAL OUJDA</u>	<u>467</u>	<u>7</u>	<u>460</u>	<u>480</u>	<u>20</u>	
	DROIT AU BAIL	460		460			
	AAI	7	7	0			
2006	<u>PROP. SABAH</u>	<u>12 130</u>	<u>584</u>	<u>11 546</u>	<u>13 642</u>	<u>2 096</u>	
	38 APPART SABAH	12 130	584	11 546	13 642	2 096	
	<u>PROP. AFAK</u>	<u>2 794</u>	<u>195</u>	<u>2 599</u>	<u>3 785</u>	<u>1 186</u>	
2006	4 APPT AFAK	2 423	161	2 262	3 205	943	
2006	2 MAGASINS AFAK	371	34	337	580	243	
Octobre -06	<u>MARATLAS</u>	<u>650</u>	<u>52</u>	<u>598</u>	<u>684</u>	<u>86</u>	
	MARATLAS BUREAU 21-21A TF 20808/32	650	52	598	684	86	
Juin-06	<u>FRONT DE MER</u>	<u>1 478</u>	<u>103</u>	<u>1 374</u>	<u>1 295</u>		<u>-79</u>
	APPART FRONT DE MER TF 9795/19	1 478	103	1 374	1 295		-79
Mai-06	<u>FACOM OIL</u>	<u>13 987</u>	<u>938</u>	<u>13 049</u>	<u>15 500</u>	<u>2 451</u>	
	TF 5431/R FACOM OIL	13 987	938	13 049	15 500	2 451	
Mai-06	<u>FES AVENUE DES FAR</u>	<u>200</u>	<u>0</u>	<u>200</u>	<u>500</u>	<u>300</u>	
	DROIT AU BAIL	200	0	200	500	300	
Décembre-06	<u>SALE HAY SALAM</u>	<u>750</u>	<u>0</u>	<u>750</u>	<u>900</u>	<u>150</u>	
	DROIT AU BAIL	750	0	750	900	150	
Janvier-06	<u>SARA 96</u>	<u>1 653</u>	<u>68</u>	<u>1 585</u>	<u>1 900</u>	<u>315</u>	
	VILLA	1 653	68	1 585	1 900	315	
	<u>VEHICULE</u>	<u>2 262</u>	<u>2 151</u>	<u>111</u>	<u>1 109</u>	<u>999</u>	
	19 VOITURES SERVICES	2 262	2 151	111	1 109	999	
Total Général		45 865	6 988	38 877	53 543	14 745	-79

II.14. Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10) 2006

en milliers de Dh

DETTES	BAM,TRESOR PUBLIC ET SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CREDIT A L'ETRANGER	31/12/2006	31/12/2005
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	5 294	11 254	136 681	727 599	880 828	1 283 014
VALEURS DONNEES EN PENSION	99 940				99 940	53 529
AU JOUR LE JOUR						
A TERME	99 940				99 940	53 529
EMPRUNTS DE TRESORERIE		162 366	2 116 371	1 655 233	3 933 970	2 750 913
AU JOUR LE JOUR				16 437	16 437	
A TERME		162 366	2 116 371	1 638 796	3 917 533	2 750 913
EMPRUNTS FINANCIERS				156 745	183 331	209 830
AUTRES DETTES	26 586	54 350			75 519	182 444
SOUS-TOTAL	152 989	227 970	2 253 052	2 539 577	5 173 588	4 479 730
INTERETS COURUS A PAYER	21 169	20 511		41 112	61 623	27 181
TOTAL GENERAL	152 989	248 481	2 253 052	2 580 689	5 235 211	4 506 911

II.15. Tableau des dépôts de la clientèle (B11) 2006

en milliers de Dh

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2006	31/12/2005
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	626 147	1 217 152	13 393 345	49 380 230	64 616 874	54 993 546
COMPTES D'EPARGNE				13 358 800	13 358 800	12 515 067
DEPOTS A TERME	2 933 226	5 648 038	14 933 885	14 809 505	38 324 654	26 237 888
AUTRES COMPTES CREDITEURS	15 685	47 209	3 904 957	184 342	4 152 193	4 389 013
SOUS-TOTAL	3 575 058	6 912 399	32 232 187	77 732 877	120 452 521	98 135 514
INTERETS COURUS A PAYER				452 298	452 298	339 758
TOTAL GENERAL	3 575 058	6 912 399	32 232 187	78 185 175	120 904 819	98 475 272

II.16. Tableaux des provisions (B14) 2004-2006

Exercice 2006

en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2005	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2006
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	4 273 216	712 413	852 751	-32 542	4 100 336
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	4 141 935	618 464	839 677	-33 128	3 887 594
Titres de placement	27 279	2 539	2 764		27 054
Titres de participation et emplois assimilés	76 279	70 899	10 310	28 309	165 177
Immobilisations					
Autres actifs	27 723	20 511	0	-27 723	20 511
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	963 119	318 234	399 496	-43 853	838 004
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	170 460	29 401	47 988	-2 518	149 355
Provisions risques de change	2 616		2 616		0
Provisions risques généraux	175 000	12 080	154 175	-43 970	235 999
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	39 814	25 883	7 316		58 381
Provisions autres risques et charges	153 165	50 870	62 401	2 635	144 269
Provisions réglementées	175 000	200 000	125 000		250 000
TOTAL GENERAL	5 236 335	1 030 647	1 252 247	-76 395	4 938 340

Exercice 2005
en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2004	Dotations	Reprises	Autres variations (*)	Encours 31/12/2005
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	5 303 721	857 220	1 912 999	25 274	4 273 216
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	5 183 591	837 655	1 904 866	25 555	4 141 935
Titres de placement	30 635	1 592	4 600	- 348	27 279
Titres de participation et emplois assimilés	78 161		1 949	67	76 279
Immobilisations	11 334				
Autres actifs		17 973	1 584		27 723
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	800 540	422 747	233 142	- 27 026	963 119
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	133 401	73 454	11 112	- 25 283	170 460
Provisions risques de change	2 616		-		2 616
Provisions risques généraux	384 353	94 905	57 193		422 064
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	15 881	27 853	20 765	16 845	39 814
Provisions autres risques et charges	154 290	51 535	34 072	- 18 588	153 165
Provisions réglementées	110 000	175 000	110 000		175 000
TOTAL GENERAL	6 104 261	1 279 967	2 146 141	-1 752	5 236 335

(*) : comprennent le stock de provisions de l'ex WAFABANK

Exercice 2004
en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2003	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2004
PROVISION DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	2 706 908	989 444	926 563	2 533 932	5 303 721
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 597 573	966 092	912 761	2 532 687	5 183 591
Titres de placement	34 271	6 614	10 250		30 635
Titres de participation et emplois assimilés	74 129	6 339	3 552	1 245	78 161
Immobilisations	934	10 400			11 334
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	379 284	332 275	482 068	571 050	800 540
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	28 302	99 897	2 542	7 744	133 401
Provisions risques de change	3 573		957		2 616
Provisions risques généraux	259 215	104 834	122 804	143 107	384 353
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	34 193	3 306	21 618		15 881
Provisions autres risques et charges	54 001	14 238	334 147	420 199	154 290
Provisions réglementées		110 000			110 000
TOTAL GENERAL	3 086 192	1 321 719	1 408 631	3 104 982	6 104 261

II.17. Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B 21) 2006

en milliers de Dh

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES		N/D	
AUTRES TITRES			
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES			
TOTAL			

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes et des engagements par signature reçus couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES		AUTRES VALEURS ET SURETES	
AUTRES TITRES			
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES	168 780		
TOTAL	168 780		-

II.18. Tableau de concentration des risques sur un même bénéficiaire (B23) 2004-2006

Exercice 2006	en milliers de Dh
NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
9	16 949 449

Exercice 2005	en milliers de Dh
NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
8	14 339 124

Exercice 2004	en milliers de Dh
NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
7	11 104 367

II.19. Tableau de répartition du capital (C1) 2006

Montant du capital :		DH : 1.929.959.600		
Montant du capital social souscrit et Non appelé :		DH : 0		
Valeur nominale des titres :		DH : 100		
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
<u>A- ACTIONNAIRES MAROCAINS</u>				
* FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS & IMMOBILIERS	C/° ONA 61 rue d'Alger CASA	2 831 833	2 848 809	14,76%
* ONA	C/° ONA 61 rue d'Alger CASA	2 865 033	2 880 033	14,92%
* AL WATANIYA	83 avenue des FAR CASA	955 894	848 722	4,40%
* WAFACORP	42 BD ABDELKRIM AL KHATTABI CASA	711 953	711 953	3,69%
* Wafa ASSURANCE	1 RUE ABDELMOUMEN CASA	844 505	855 505	4,43%
* GROUPE MAMDA & MCMA	16 Rue abou Inane RABAT	1 499 404	1 499 404	7,77%
* AXA ASSURANCES MAROC	120 Avenue Hassan II CASA	726 018	726 018	3,76%
* S.N.I	ANGLE RUES D'ALGER ET DUHAUME CASA	673 203	673 203	3,49%
* CDG	140 Place My EL Hassan RABAT	462 259	471 781	2,44%
* CIMR	Bd Abdelmoumen CASA	462 070	462 070	2,39%
* OPCVM		618 175	677 964	3,51%
* DIVERS ACTIONNAIRES MAROCAINS		2 254 097	2 231 030	11,56%
TOTAL - I		14 904 444	14 886 492	
<u>B - ACTIONNAIRES ETRANGERS</u>				
*SANTUSA HOLDING	Paseo de La Castellana N° 24 Madrid (Espagne)	2 808 581	2 808 581	14,55%
*CREDITO ITALIANO	1Piazza Corduzio 2010 Milan (Italie)	397 500	397 500	2,06%
*CORPR. FINAC. CAJA DE MADRID	Eloy Gonzalo N° 10 - 28010 Madrid (Espagne)	660 465	660 465	3,42%
*FININVEST	91/93 BD PASTEUR GEME ETAGE BUREAU 30615 Paris (France)	277 200	277 200	1,44%
*DIVERS ACTIONNAIRES ÉTRANGERS		251 406	269 358	1,40%
TOTAL - II		4 395 152	4 413 104	
TOTAL		19 299 596	19 299 596	100,00%

II.20. Tableau d'affectation des résultats (C2) 2004-2006

Exercice 2006		en milliers de Dh	
Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	70 529	Réserve légale	21 869
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	694 785
Résultat net de l'exercice	1 217 380	Autres réserves	578 844
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	-7 589
Autres prélèvements			
TOTAL A	1 287 909	TOTAL B	1 287 909

Exercice 2005

en milliers de Dh

Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	70 733	Réserve légale	34 276
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	578 988
Résultat net de l'exercice	687 050	Autres réserves	73 990
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	70 529
Autres prélèvements			
TOTAL A	757 783	TOTAL B	757 783

Exercice 2004

en milliers de Dh

Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	101 185	Réserve légale	4 351
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	363 624
Résultat net de l'exercice	432 509	Autres réserves	62 255
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	70 733
Autres prélèvements (*)	-32 730		
TOTAL A	500 964	TOTAL B	500 964

(*) : Comprennent en plus des écarts de conversion, le report à nouveau de Wafa Bruxelles

II.21. Tableau des datations et évènements postérieurs au dernier exercice clos (C4) 2006

I. DATATION

Date de clôture : 31 Décembre 2006

Date d'établissement des états de synthèse : Mars 2007

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements	
	Favorables	NEANT
	Défavorables	NEANT

III. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION – COMPTES CONSOLIDES

III.1. Principes Généraux

La présentation des états de synthèse consolidés du groupe Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes sociaux de chacune des entités entrant dans le périmètre de consolidation.

III.2. Principales méthodes d’évaluation

Présentation générale des créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l’objet économique des concours :

- créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- crédits de trésorerie, crédits à l’équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers, autres crédits, opérations de crédit bail et de location, créances acquises par affacturage pour la clientèle.

Créances en souffrance

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de 20%, 50% ou 100% pour respectivement les créances pré-douteuses, douteuses et compromises.

Les provisions relatives aux risques de crédit sont déduites des postes d’actif concernés.

Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d’épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Portefeuille titres de transaction, de placement et d’investissement

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit. Les titres sont classés d’une part, en fonction de la nature juridique du titre (titres de créances ou titres de propriété), et d’autre part, en fonction de l’intention (titres de transaction, titres de placement, titres d’investissement).

Provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l’appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l’activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

III.3. Principes et modalités de consolidation

Les règles appliquées pour l'établissement des comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank sont celles préconisées par les dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédits.

Le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est constitué par la société mère Attijariwafa bank et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint ainsi que celles sur lesquelles le groupe exerce une influence notable. Les comptes consolidés regroupent donc les comptes :

- de la Banque Attijariwafa bank lesquels comprennent les comptes des succursales à l'étranger ;
- des filiales et participations significatives.

Le périmètre de consolidation ainsi constitué est repris en détail dans l'état A1.

Les comptes de toutes les entités consolidées sont arrêtés au 31 décembre à l'exception d'OGM dont les comptes sont arrêtés au 30 septembre.

Méthodes de consolidation

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière exclusive, sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière conjointe, sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les comptes des entreprises à caractère financier dans lesquelles le Groupe « Attijariwafa bank » exerce une influence notable sont consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Les comptes des entreprises à caractère non financier sont, à l'exception des titres représentatifs des participations significatives dans les SCI, consolidés selon la méthode de mise en équivalence quel que soit le pourcentage de contrôle du Groupe.

Il est à noter que la filiale Wafa Assurance détenue à hauteur de 79,23% par le groupe Attijariwafa bank a été consolidée par une mise en équivalence en respect des principes comptables du PCEC qui prévoient de consolider les filiales non financières selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres détenus dans des participations d'importance minimale en termes de valeur comptable et de résultat ainsi que ceux détenus en vue de leur cession ultérieure ne sont pas compris dans le champ de la consolidation.

Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont retraitées au niveau des comptes consolidés comme suit :

- Les encours de crédit-bail réalisés par les établissements de crédit du groupe sont présentés dans les comptes consolidés dans la rubrique « Opérations de crédit-bail et de location ». Cette rubrique enregistre l'encours financier tel qu'il ressort de la comptabilité financière. La différence entre l'encours financier, porté dans les comptes consolidés, et l'encours présenté dans les comptes sociaux est portée en réserves consolidées, après prise en compte de l'impôt différé.
- Les immobilisations acquises en crédit-bail par les entités consolidées sont reclassées au bilan consolidé dans la rubrique « Immobilisations incorporelles ou corporelles » par la contrepartie d'une dette financière. Les loyers payés sont neutralisés par la constatation d'une dotation aux amortissements des immobilisations et d'une charge financière enregistrée dans la rubrique « charges sur les immobilisations de crédit-bail et de location ».

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont, après prise en compte le cas échéant de l'impôt différé, annulées au niveau des comptes consolidés.

Impôts différés

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition positif, assimilé à une prime payée pour acquérir les titres, est inscrit à l'actif du bilan consolidé et peut être amorti sur une durée maximale de vingt ans.

L'écart d'acquisition négatif, assimilé à une provision pour risques, est inscrit au passif du bilan consolidé et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés. Cette situation concerne tous les écarts d'acquisition du groupe Attijariwafa bank à l'exception de l'écart d'acquisition de CAPRI qui est amorti sur 5 ans.

Il est à noter que l'écart de première consolidation a été subdivisé en écart de réévaluation relatif à la relation clientèle lequel constitue l'élément notable du bilan consolidé d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2004. Cet actif incorporel correspond à la capacité de l'ensemble acquis de maintenir et de renouveler des contrats bénéficiaires avec ses clients.

L'évaluation de cet actif incorporel est sensiblement identique à celle qui a été faite lors des évaluations pour la fusion Ex.BCM et Ex.Wafabank. Pour cette raison, il est affecté en totalité à l'activité bancaire.

Conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, et de passif et de hors bilan de l'entité étrangère sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historiques d'acquisition des titres et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture –cours historique) est constaté en réserve consolidée « Ecart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

L'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constaté sur l'exercice.

Le résultat apparaissant sur le bilan est ramené au niveau de celui du compte résultat par la constatation d'un écart inscrit parmi les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Elimination des opérations réciproques

Opérations réciproques n'affectant pas le résultat consolidé

Les opérations réciproques significatives à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminées pour l'établissement des comptes consolidés.

Opérations réciproques affectant le résultat consolidé

Les profits de cession internes significatifs à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminés.

Les pertes internes sont maintenues si elles ont un caractère définitif, sinon elles sont éliminées.

IV. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES D'ATTIJARIWafa BANK

IV.1. Bilan consolidé des 3 derniers exercices

ACTIF	2004	2005	2006
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 898 396	12 480 465	15 584 382
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	12 263 487	16 478 949	19 007 637
A vue	6 425 223	10 666 020	11 355 745
A terme	5 838 263	5 812 930	7 651 892
Créances sur la clientèle	50 176 798	70 025 526	84 638 510
Crédits de trésorerie et à la consommation	27 634 525	38 525 128	46 530 733
Crédits à l'équipement	10 949 241	15 458 453	18 846 399
Crédits immobiliers	8 741 778	10 980 701	16 051 115
Autres crédits	2 851 253	5 061 245	3 210 263
Opérations de crédit-bail et de location	3 304 925	4 518 075	6 518 481
Créances acquises par affacturage	164 609	1 523 425	1 341 103
Titres de transaction et de placement	14 734 245	18 288 903	21 412 757
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 954 133	12 757 734	12 178 068
Autres titres de créance	2 906 033	3 537 978	2 814 620
Titres de propriété	874 079	1 993 191	6 420 069
Autres actifs	1 888 742	3 006 008	3 629 019
Titres d'investissement	4 457 582	3 987 445	4 966 363
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 579 961	1 725 259	1 526 449
Autres titres de créance	1 877 621	2 262 186	3 439 913
Titres de participation et emplois assimilés	1 009 556	1 834 180	1 632 605
Titres mis en équivalence		578 021	580 782
Entreprises à caractère financier		519 373	550 653
Autres entreprises		58 648	30 130
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et en location			
Immobilisations incorporelles	1 742 081	1 699 536	1 775 297
Immobilisations corporelles	2 749 671	2 886 578	3 035 335
Ecarts d'acquisition	1 865 078	1 946 741	2 244 214
TOTAL ACTIF	108 255 170	139 253 853	166 366 486
Kdh			

PASSIF	2004	2005	2006
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	24 980		239 662
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 595 978	8 608 026	11 310 530
A vue	2 640 096	3 170 603	7 331 344
A terme	4 955 882	5 437 423	3 979 187
Dépôts de la clientèle	85 158 870	110 816 501	133 950 743
Comptes à vue créditeurs	48 513 635	58 710 775	68 591 467
Comptes d'épargne	11 657 631	16 231 579	17 607 677
Dépôts à terme	21 002 401	31 007 545	39 610 197
Autres comptes créditeurs	3 985 203	4 866 602	8 141 402
Titres de créance émis	1 586 288	1 614 955	937 582
Titres de créance négociables émis	1 572 502	949 822	383 652
Emprunts obligataires émis		665 134	553 929
Autres titres de créance émis	13 786		
Autres passifs	2 828 892	4 115 708	4 828 836
Provisions pour risques et charges	1 009 970	847 337	724 465
Titres mis en équivalence		779 875	608 743
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		312 365	288 199
Dettes subordonnées	200 061	200 764	404 365
Primes liées au capital	5 436 564	5 436 564	5 436 564
Capital	1 929 960	1 929 960	1 929 960
Actionnaires. Capital non versé (-)			
Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	2 269 213	2 878 497	3 613 580
Part du groupe	1 892 901	1 898 269	2 998 893
Part des intérêts minoritaires	376 312	980 228	614 687
Résultat net de l'exercice (+/-)	214 395	1 713 301	2 093 258
Part du groupe	200 734	1 635 975	2 021 550
Part des intérêts minoritaires	13 662	77 326	71 708
TOTAL PASSIF	108 255 171	139 253 853	166 366 486
Kdh			
Capitaux propres			
Part du Groupe	9 460 159	10 900 768	12 386 967
Part des intérêts minoritaires	389 974	1 057 554	686 395
TOTAL	9 850 132	11 958 322	13 073 362

IV.2. Hors bilan consolidé des 3 derniers exercices

ENGAGEMENTS DONNES	2004	2005	2006
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	94 015	217 761	142 247
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 653 063	7 442 237	9 055 330
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 739 819	3 735 206	2 832 173
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	12 036 878	14 505 005	17 214 654
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
Total	18 523 775	25 904 210	29 244 405

ENGAGEMENTS RECUS	2004	2005	2006
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	120 000	250 000	1 906 154
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 106 216	12 912 737	19 335 519
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers	58 764	67 474	121 072
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			
Total	9 284 980	13 230 211	21 362 745

Kdh

IV.3. Comptes de produits et de charges consolidés 2004-2006

	2004	2005	2006
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étab. de crédit	379 883	446 285	851 147
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	3 847 989	4 288 172	5 267 442
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	918 780	806 156	700 970
Produits sur titres de propriété	23 238	59 018	40 977
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 474 323	1 939 251	2 557 235
Commissions sur prestations de service	1 070 180	985 539	1 406 456
Autres produits bancaires	389 400	528 868	899 616
TOTAL I	8 103 793	9 053 288	11 723 842
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établ. de crédit	284 387	276 771	560 507
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	1 105 590	1 144 486	1 917 071
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	122 771	88 787	56 286
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 155 856	1 565 323	2 012 229
Autres charges bancaires	321 033	340 993	418 885
TOTAL II	2 989 637	3 416 360	4 964 978
III. PRODUIT NET BANCAIRE	5 114 156	5 636 928	6 758 864
Produits d'exploitation non bancaire	288 918	331 400	225 159
Charges d'exploitation non bancaire	46 166	1 108	812
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	1 174 291	1 196 641	1 507 502
Impôts et taxes	63 176	71 479	84 508
Charges externes	1 097 600	1 076 759	1 183 087
Autres charges générales d'exploitation	44 294	91 227	109 666
Dot. aux amort. et aux provisions des immo. incorporelles et corporelles	483 465	470 435	437 896
Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	80 144	130 076	153 363
TOTAL IV	2 862 826	2 906 542	3 322 658
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES			
Dot. aux prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	1 700 900	1 196 521	1 039 896
Pertes sur créances irrécouvrables	769 189	1 549 544	570 520
Autres dotations aux provisions	416 785	202 206	185 292
TOTAL V	2 886 874	2 948 272	1 795 708
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Rep. de prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	1 224 101	2 115 039	1 097 747
Récupérations sur créances amorties	28 086	111 283	111 373
Autres reprises de provisions	503 263	124 276	242 728
TOTAL VI	1 755 450	2 350 598	1 451 849
VII. RESULTAT COURANT	1 282 514	2 332 929	3 163 331
Produits non courants	152 691	30 175	40 082
Charges non courantes	456 230	185 514	118 304
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	978 975	2 177 590	3 085 108
Impôts sur les résultats	685 963	716 732	1 233 319
IX. RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	293 012	1 460 858	1 851 789
X. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	-78 616	252 442	241 469
Entreprises à caractère financier		201 500	255 305
Autres entreprises	78 616	50 943	-13 835
XI. RESULTAT NET DU GROUPE	214 396	1 713 301	2 093 258
Part du groupe	200 734	1 635 975	2 021 550
Part des intérêts minoritaires	13 662	77 326	71 708

IV.4. État des soldes de gestion 2004-2006

	2004	2005	2006
Intérêts et produits assimilés	5 146 652	5 540 612	6 819 559
Intérêts et charges assimilées	1 512 749	1 510 044	2 533 864
MARGE D'INTERET	3 633 903	4 030 568	4 285 695
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 474 324	1 939 251	2 557 235
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 155 856	1 565 323	2 012 229
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	318 468	373 928	545 006
Commissions perçues	1 071 284	987 366	1 406 802
Commissions servies	61 574	70 226	59 561
MARGE SUR COMMISSIONS	1 009 710	917 140	1 347 241
Résultat des opérations sur titres de transaction			
Résultat des opérations sur titres de placement	24 391	94 381	326 555
Résultat des opérations de change	218 290	308 777	407 585
Résultat des opérations sur produits dérivés	-4 179	-7 711	5 919
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	238 502	395 446	740 059
Divers autres produits bancaires	48 739	78 358	111 537
Diverses autres charges bancaires	135 166	158 513	270 674
PRODUIT NET BANCAIRE	5 114 156	5 636 928	6 758 864
Résultat des opérations sur immobilisations financières	11 560	125 770	43 270
Autres produits d'exploitation non bancaire	274 569	198 844	101 696
Autres charges d'exploitation non bancaire	46 166	1 104	812
Charges générales d'exploitation	2 862 826	2 906 542	3 322 658
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 491 293	3 053 896	3 580 361
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-1 217 901	-519 744	-401 296
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	89 266	-71 147	137 629
Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-80 144	-130 076	-153 363
RESULTAT COURANT	1 282 514	2 332 929	3 163 331
RESULTAT NON COURANT	-303 539	-155 339	-78 223
RESULTAT AVANT IMPOTS	978 975	2 177 590	3 085 108
Impôt sur les résultats	568 292	919 258	1 133 864
Impôts différés	117 671	-202 526	99 455
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	293 012	1 460 858	1 851 789
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-78 616	252 442	241 469
RESULTAT NET	214 396	1 713 301	2 093 258

Kdh

IV.5. État des soldes de gestion 2004-2006 (suite)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2004	2005	2006
Résultat net du groupe	214 396	1 713 301	2 093 258
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalences	-78 616	252 442	241 469
Résultat net de l'exercice	293 012	1 460 858	1 851 789
Dot. aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	483 465	470 435	437 896
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	6 340	9 155	90 503
Dotations aux provisions pour risques généraux	70 834	94 790	12 080
Dotations aux provisions réglementées			
Dotations non courantes	374 264	2 515	35 976
Reprises de provisions	559 542	102 998	164 495
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	61 434	45 937	14 668
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 846	168	135
Plus-values de cession sur immobilisations financières	14 349	132 557	123 463
Moins-values de cession sur immobilisations financières		4	
Reprises de subventions d'investissement reçues			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	80 144	130 076	153 363
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	682 581	1 886 509	2 279 116
Distribution des bénéfices	376 191	529 218	643 664
AUTOFINANCEMENT	306 390	1 357 291	1 635 452
Kdh			

IV.6. Liste des entreprises consolidées au 31 décembre 2006 (A1)

	Capital social en milliers de Dirhams	% de contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
2006					
Attijariwafa bank y compris succursales à l'étranger	1 929 960			75,18%	Mère
Attijariwafa bank Europe	33 907 KEUR	100,00%	100,00%	0,09%	Intégration globale
Attijariwafa bank Sénégal	2 100 00 KFCFA	100,00%	100,00%	-0,67%	Intégration globale
Attijari International bank	3 000 KUSD	50,00%	50,00%	0,30%	Intégration globale
Attijari bank Tunisie	150 000 KTND	53,54%	36,77%	-1,12%	Intégration globale
Wafasalaf	113 080	65,94%	65,94%	5,79%	Intégration globale
Wafabail	150 000	97,83%	97,83%	4,67%	Intégration globale
Wafa Immobilier	40 000	100,00%	100,00%	1,16%	Intégration globale
Attijari Immobilier	125 000	100,00%	100,00%	0,31%	Intégration globale
Attijari Factoring Maroc	30 000	75,00%	75,00%	0,24%	Intégration globale
Wafa Cash	35 050	98,46%	98,46%	0,35%	Intégration globale
Attijari Finances Corp.	10 000	100,00%	100,00%	0,86%	Intégration globale
Wafa Gestion	4 000	66,00%	66,00%	1,73%	Intégration globale
Attijari Gestion	1 000	66,00%	66,00%	0,25%	Intégration globale
Attijari Intermédiation	5 000	100,00%	100,00%	2,65%	Intégration globale
Attijariwafa Finanziaria Spa	600 KEUR	100,00%	100,00%	-0,09%	Intégration globale
Wafa Investissement	55 000	100,00%	100,00%	-0,02%	Intégration globale
BCM Corporation	200 000	100,00%	100,00%	0,00%	Intégration globale
Wafa Corp	113 832	100,00%	100,00%	-0,02%	Intégration globale
OGM	885 000	100,00%	100,00%	-1,57%	Intégration globale
Andalumaghreb	1 000 KEUR	68,68%	68,68%	-0,45%	Intégration globale
Attijari Eurofinance	33 907 KEUR	100,00%	100,00%	-0,01%	Intégration globale
Wafa Assurance	350 000	79,23%	79,23%	8,61%	Mise en équivalence
Crédit du Maroc	833 818	24,73%	24,73%	3,69%	Mise en équivalence
CAPRI	124 000	100,00%	100,00%	-1,81%	Mise en équivalence
Attijaria Al Youssoufia	50 000	100,00%	100,00%	-0,09%	Intégration globale

IV.7. Liste des entreprises entrées et des entreprises sorties du périmètre de consolidation au 31 décembre 2006 (A2)

Entreprises entrées dans le périmètre	Adresse
Attijariwafa bank Sénégal	31, avenue Leopold Sedar Senghor, Dakar, Sénégal
Attijari Finanziaria SPA	Largo Richini 6, 20122 Milano
Attijari Eurofinance	
Attijariwafa bank Europe	170, bd Haussman, 75008, Paris
Entreprises sorties du périmètre	Adresse
Sifap	37, rue Ait Ourir Borgogne – Casablanca -

IV.8. Liste des entreprises laissées en dehors de la consolidation au 31/12/2006 (A3)

Dénomination	Montant des capitaux propres au 31/12/06	VNC des titres détenus au 31/12/06	% du contrôle	% d'intérêts	Montant du résultat au 31/12/06	Motif justifiant l'exclusion du périmètre de consolidation
ATTIJARI CAPITAL RISQUE (*)	17021	10000	100,0%	100,0%	12992	Activité non significative.
CASA MADRID DEVELOPPEMENT (*)	8391	4196	50,0%	50,0%	-20	Activité non significative.
ATTIJARI PROTECTION (*)	3597	3013	83,8%	83,8%	1190	Activité non significative.
SOMGETI (*)	711	99	99,4%	99,4%	-24	Activité non significative.
SOMACOVAM (*)	6108	6108		100,0%		Activité non significative.
SOUK AL MOUHAJIR(*)	991	991				Activité non significative.
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER	500 KUSD	5347				Activité non significative.
DINER CLUB DU MAROC (*)		0	100,0%	100,0%		Activité non significative.
Wafa BOURSE (*)	44634	40223	100,0%	100,0%	619	Activité non significative.
Wafa COMMUNICATION (*)	1348	1168	86,67%	86,67%	-937	Activité non significative.
Wafa FONCIERE (*)	2393	2393	100,0%	100,0%	-290	Activité non significative.
Wafa SYSTEMES CONSULTING	11395	4994	99,9%	99,9%	898	Activité non significative.
Wafa SYSTEME DATA(*)	5115	1500	100,0%	100,0%	665	Activité non significative.
Wafa SYSTEME FINANCES (*)	5283	2066	99,9%	99,9%	681	Activité non significative.
Wafa TRUST (*)	2625	2090	79,6%	79,6%	-104	Activité non significative.
Wafa LLD (*)	16935	20000	100,0%	100,0%	1858	Activité non significative.
SCI BELAIR I (*)	458	458	100,0%	100,0%	-103	Activité non significative.
SCI BELAIR II (*)	549	549	100,0%	100,0%	-133	Activité non significative.
SCI BELAIR III (*)	1741	1741	100,0%	100,0%	-91	Activité non significative.
SCI RANOUIL (*)	13873	11863	100,0%	100,0%	10760	Activité non significative.
SCI ZAKAT (*)	278	278	100,0%	100,0%	-26	Activité non significative.
SCI TAN (*)	777	2841	100,0%	100,0%	-83	Activité non significative.
SCI HIVERNAGE (*)	4 055	4 055	100,00%	100,00%	-1 382	Activité non significative.
SCI MARRAKECH EXPANSION (*)	2 933	299	100,00%	100,00%	2 462	Activité non significative.
SCI MAIMOUNA (*)	4 999	4 999	100,00%	100,00%	-246	Activité non significative.
SCI PASTEUR (*)	919	25	100,00%	100,00%	6	Activité non significative.
SCI AL AKARIA (*)	5 660	5 660	100,00%	100,00%	356	Activité non significative.
SAPINO (*)	61 615	13 714	22,69%	22,69%	-26	Activité non significative.
MOUSSAFIR HOTELS (*)	145 420	64 343	33,34%	33,34%	13 065	Activité non significative.
MEDI TRADE (*)	688	138	20,00%	20,00%	10	Activité non significative.
BOUZNIKA MARINA (*)		500	50,00%	50,00%		Activité non significative.
SCI AL MIFTAH (*)	67	244	100,00%	100,00%	-20	Activité non significative.
Wafa PATRIMOINE		1700	66,00%	66,00%		Activité non significative.

(*) Données relatives à l'exercice 2005

IV.9. Titres mis en équivalence au 31 décembre 2006 (C3)

Sociétés mises En équivalence	Ouverture	Variation du Capital	Distributions Versées	Quote-part des Résultats MEE	Autres Mvts.	Clôture
<u>Entreprises a caractère financier</u>	-260 503		-104 386	255 304	51 495	-58 090
Wafa Assurance	-779 875		-61 084	180 721	51 495	-608 743
CDM	519 372		-43 302	74 583		550 653
<u>Autres entreprises</u>	58 649			-13 835	-14 683	30 130
CAPRI	14 683				-14 683	
SIFAP	43 965			-13 835		30 130
Total	-201 854		-104 386	241 469	36 812	-27 960

V. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES SEMESTRIELS D'ATTIJARI Wafa BANK

V.1. Bilans semestriels agrégés 2006 - 2007

ACTIF	30/06/2007	30/06/2006
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	14 985 828	12 557 112
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	27 339 419	20 341 847
A vue	16 940 681	9 975 764
A terme	10 398 738	10 366 083
Créances sur la clientèle	76 249 916	60 164 101
Crédits de trésorerie et à la consommation	39 956 258	32 026 650
Crédits à l'équipement	16 125 009	14 196 798
Crédits immobiliers	19 166 190	12 896 431
Autres crédits	1 002 459	1 044 222
Créances acquises par affacturage		538 039
Titres de transaction et de placement	17 954 737	16 099 903
Bons du Trésor et valeurs assimilées	12 289 956	11 478 592
Autres titres de créance	1 573 814	1 388 981
Titres de propriété	4 090 967	3 232 330
Autres actifs	3 832 422	2 109 001
Titres d'investissement	3 342 459	3 738 949
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 537 981	1 694 009
Autres titres de créance	1 804 478	2 044 940
Titres de participation et emplois assimilés	6 424 416	5 781 197
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	27 893	50 642
Immobilisations incorporelles	1 481 902	1 444 904
Immobilisations corporelles	2 466 739	2 451 231
TOTAL ACTIF	154 105 731	125 276 926
Kdh		

Bilans semestriels agrégés 2006 - 2007 (suite)

PASSIF	30/06/2007	30/06/2006
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	872	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 186 740	4 847 510
A vue	4 559 802	4 414 960
A terme	2 626 938	432 550
Dépôts de la clientèle	124 919 233	104 289 407
Comptes à vue créditeurs	71 695 822	59 523 285
Comptes d'épargne	13 988 238	12 926 987
Dépôts à terme	34 567 001	28 859 328
Autres comptes créditeurs	4 668 172	2 979 807
Titres de créance émis	1 608 525	
Titres de créance négociables	1 608 525	
Emprunts obligataires		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	3 959 704	2 673 600
Provisions pour risques et charges	417 441	767 301
Provisions réglementées	212 500	175 000
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	2 025 948	
Ecarts de réévaluation	420	420
Réserves et primes liées au capital	10 695 000	9 636 620
Capital	1 929 960	1 929 960
Actionnaires. Capital non versé		
Report à nouveau	-4 565	-7 438
Résultats nets en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice	1 153 953	964 546
TOTAL PASSIF	154 105 731	125 276 926
Kdh		

V.2. Hors Bilans semestriels agrégés 2006 - 2007

ENGAGEMENTS DONNES	30/06/2007	30/06/2006
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	9 105 425	6 806 308
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	6 268 356	3 301 482
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	15 784 515	13 127 673
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
TOTAL	31 158 296	23 235 463
Kdh		
ENGAGEMENTS RECUS	30/06/2007	30/06/2006
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	21 543 703	16 854 579
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 743	25 568
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		
TOTAL	21 574 446	16 880 147
Kdh		

V.3. Comptes de produits et de charges semestriels agrégés 2006 - 2007

	30/06/2007	30/06/2006
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	497 543	419 821
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 157 335	1 765 652
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	305 842	344 465
Produits sur titres de propriété	251 070	147 437
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	8 119	34 700
Commissions sur prestations de service	406 884	345 632
Autres produits bancaires	669 801	448 563
TOTAL I	4 296 594	3 506 270
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	216 954	93 197
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	896 310	677 692
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	3 525	
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	7 674	32 315
Autres charges bancaires	264 283	153 477
TOTAL II	1 388 746	956 681
PRODUIT NET BANCAIRE	2 907 848	2 549 589
Produits d'exploitation non bancaire	47 892	43 266
Charges d'exploitation non bancaire		79
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		
Charges de personnel	570 841	512 258
Impôts et taxes	39 509	38 154
Charges externes	412 482	409 521
Autres charges générales d'exploitation	131	418
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	153 888	139 677
TOTAL IV	1 176 851	1 100 028
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES		
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	460 250	335 466
Pertes sur créances irrécouvrables	16 198	21 084
Autres dotations aux provisions	110 370	134 260
TOTAL V	586 818	490 810
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	306 955	262 913
Récupérations sur créances amorties	80 087	62 303
Autres reprises de provisions	290 782	118 819
TOTAL VI	677 824	444 035
RESULTAT COURANT	1 869 895	1 445 973
Produits non courants	4 343	1 068
Charges non courantes	222 711	3 092
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	1 651 527	1 443 949
Impôts sur les résultats	497 574	479 403
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 153 953	964 546
Kdh		

V.4. État des soldes de gestion semestriels agrégés 2006 – 2007

TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30/06/2007	30/06/2006
Intérêts et produits assimilés	2 960 720	2 529 937
Intérêts et charges assimilés	1 116 789	770 888
MARGE D'INTERET	1 843 931	1 759 049
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	8 119	34 700
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	7 674	32 315
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	445	2 385
Commissions perçues	407 222	345 632
Commissions servies	106	250
MARGE SUR COMMISSIONS	407 116	345 382
Résultat des opérations sur titres de transaction		
Résultat des opérations sur titres de placement	323 212	225 521
Résultat des opérations de change	178 324	176 918
Résultat des opérations sur produits dérivés	7 492	5 783
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	509 028	408 222
Divers autres produits bancaires	266 200	147 808
Diverses autres charges bancaires	118 872	113 257
PRODUIT NET BANCAIRE	2 907 848	2 549 589
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-12 948	17 951
Autres produits d'exploitation non bancaire	47 892	25 316
Autres charges d'exploitation non bancaire		79
Charges générales d'exploitation	1 176 851	1 100 029
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 765 941	1 492 748
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-89 405	-31 333
Autres dotations nettes des reprises aux provisions	193 359	-15 442
RESULTAT COURANT	1 869 895	1 445 973
RESULTAT NON COURANT	-218 368	-2 024
Impôts sur les résultats	497 574	479 403
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 153 953	964 546
Kdh		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2007	30/06/2006
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 153 953	964 546
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	153 888	139 677
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	13 789	
Dotations aux provisions pour risques généraux		287
Dotations aux provisions réglementées	50 000	87 500
Dotations non courantes		
Reprises de provisions	287 188	111 500
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	3 061	6 922
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		79
Plus-values de cession sur immobilisations financières		17 951
Moins-values de cession sur immobilisations financières		
Reprises de subventions d'investissement reçues		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 081 381	1 055 716
Bénéfices distribués		
AUTOFINANCEMENT	1 081 381	1 055 716
Kdh		

VI. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES TRIMESTRIELS D'ATTIJARIWafa BANK³⁸

VI.1. Bilans trimestriels consolidés 2006 - 2007

ACTIF	31/03/2007	31/03/2006
Valeurs en caisse Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	15 599 847	9 203 463
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	14 246 715	8 153 861
Valeurs en caisse	1 353 131	1 049 601
Créances sur les établissements de crédit et assimilés :	20 295 957	20 730 915
A vue	15 636 473	13 808 106
A terme	4 659 484	6 922 809
Créances sur la clientèle	89 365 601	71 911 665
Crédits de trésorerie et à la consommation	49 292 163	39 922 331
Crédits à l'équipement	18 608 873	15 502 157
Crédits immobiliers	17 803 005	11 822 340
Autres crédits	3 661 559	4 664 837
Opérations de crédit-bail et de location	6 832 952	4 931 641
Créances acquises par affacturage	647 085	1 707 678
Titres de transaction et de placement	23 599 533	16 819 451
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 591 565	10 067 158
Autres titres de créance	2 995 532	2 090 162
Titres de propriété	10 021 436	4 662 131
Autres actifs	4 973 896	3 934 178
Titres d'investissement	4 891 869	4 035 850
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 516 394	1 894 045
Autres titres de créance	3 375 475	2 141 806
Titres de participation et emplois assimilés	1 556 620	1 883 604
Titres mis en équivalence	545 271	583 558
Entreprises à caractère financier	515 063	543 706
Autres entreprises	30 209	39 852
Créances subordonnées		
Immobilisations incorporelles	1 784 468	1 672 148
Immobilisations corporelles	3 170 581	2 775 510
Ecarts d'acquisition	2 318 150	1 913 933
Total de l'Actif	175 581 829	142 103 594
Kdh		

³⁸ Comptes non audités par les commissaires aux comptes

PASSIF	31/03/2007	31/03/2006
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	433 995	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 162 487	8 731 181
A vue	6 947 415	2 974 979
A terme	5 215 072	5 756 201
Dépôts de la clientèle	138 992 968	114 080 064
Comptes à vue créditeurs	72 630 983	60 250 252
Comptes d'épargne	18 311 067	16 633 222
Dépôts à terme	42 876 659	34 270 317
Autres comptes créditeurs	5 174 259	2 926 273
Titres de créances émis	896 893	1 451 982
Titres de créance négociable émis	370 227	818 043
Emprunts obligataires émis	526 665	633 938
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	6 299 920	3 993 005
Ecarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	760 691	840 870
Titres mis en équivalence	498 965	678 517
Entreprises à caractère financier	498 965	678 517
Autres entreprises		
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	286 992	315 496
Dettes subordonnées	2 258 697	203 822
Primes liées au capital	5 436 564	5 436 564
Capital	1 929 960	1 929 960
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	4 915 276	3 957 539
Part du groupe	4 220 481	2 916 927
Part des intérêts minoritaires	694 795	1 040 612
Résultat net de l'exercice (+/-)	708 422	484 594
Part du groupe	684 758	474 484
Part des intérêts minoritaires	23 664	10 110
Total du Passif	175 581 829	142 103 594
Kdh		

VI.2. Hors bilans trimestriels consolidés 2006 - 2007

ENGAGEMENTS DONNES	31/03/2007	31/03/2006
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	142 008	208 326
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	9 462 826	8 202 173
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 169 327	3 536 497
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	15 831 364	14 251 963
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
Total	28 605 525	26 198 959

ENGAGEMENTS RECUS	31/03/2007	31/03/2006
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 931 182	
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	21 995 059	15 738 000
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	121 060	67 474
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		
Total	24 047 301	15 805 474

Kdh

VI.3. Comptes de produits et de charges trimestriels consolidés 2006 - 2007

	31/03/2007	31/03/2006
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	256 028	196 988
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 427 128	1 241 206
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	188 539	180 322
Produits sur titres de propriété	3 381	6 034
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	767 731	576 660
Commissions sur prestations de service	361 394	293 223
Autres produits bancaires	497 812	284 310
TOTAL I	3 502 014	2 778 743
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	199 014	103 370
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	542 595	424 705
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	33 122	30 904
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	613 967	449 591
Autres charges bancaires	110 366	116 756
TOTAL II	1 499 064	1 128 325
III. PRODUIT NET BANCAIRE	2 002 950	1 650 418
Produits d'exploitation non bancaire	36 901	50 231
Charges d'exploitation non bancaire	64	2 103
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		
Charges de personnel	399 144	357 120
Impôts et taxes	24 566	10 217
Charges externes	266 966	300 849
Autres charges générales d'exploitation	12 199	14 890
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	105 869	126 177
TOTAL IV	808 744	809 253
Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	34 029	32 808
Reprises sur écarts d'acquisition		
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES		
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	284 066	325 433
Pertes sur créances irrécouvrables	16 991	22 642
Autres dotations aux provisions	8 572	37 520
TOTAL V	309 629	385 596
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	181 979	167 576
Récupérations sur créances amorties	20 861	30 000
Autres reprises de provisions	3 609	5 607
TOTAL VI	206 449	203 183
VII. RESULTAT COURANT	1 093 835	674 071
Produits non courants	15 138	3 585
Charges non courantes	29 768	5 918
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS		
Impôts sur les résultats	514 975	294 269
IX. RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	1 079 205	671 738
X. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	144 191	294 269
Entreprises à caractère financier	144 112	125 692
Autres entreprises	79	-18 567
XI. RESULTAT NET DU GROUPE	708 422	484 594
Part du groupe	684 758	474 484
Part des intérêts minoritaires	23 664	10 110
Kdh		

VI.4. État des soldes de gestion trimestriels consolidés 2006 - 2007

	31/03/2007	31/03/2006
Intérêts et produits assimilés	1 871 696	1 618 515
Intérêts et charges assimilées	774 730	561 978
MARGE D'INTERET	1 096 965	1 056 537
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	767 731	576 660
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	613 967	449 591
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	153 764	127 069
Commissions perçues	363 957	293 223
Commissions servies	15 422	14 855
Marge sur commissions	348 535	278 368
Résultat des opérations sur titres de transaction		
Résultat des opérations sur titres de placement	295 989	150 154
Résultat des opérations de change	109 622	93 217
Résultat des opérations sur produits dérivés	2 563	899
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	408 173	244 270
Divers autres produits bancaires	42 483	21 152
Diverses autres charges bancaires	46 970	76 979
PRODUIT NET BANCAIRE	2 002 950	1 650 418
Résultat des opérations sur immobilisations financières	16	
Autres produits d'exploitation non bancaire	36 901	50 231
Autres charges d'exploitation non bancaire	64	2 103
Charges générales d'exploitation	808 744	809 253
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 231 059	889 292
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-98 217	-150 500
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	2 022	-31 914
Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-34 029	-32 808
RESULTAT COURANT	1 100 835	674 071
RESULTAT NON COURANT	-21 630	-2 333
Impôts sur les résultats	438 211	286 701
Impôts différés	76 764	7 568
Résultat net des entreprises intégrées	564 230	377 469
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	144 191	107 125
RESULTAT NET	708 422	484 594
Kdh		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/03/2007	31/03/2006
Résultat net du groupe	708 422	484 594
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	144 191	107 125
RESULTAT NET DE L'EXERCICE DES SOCIETES INTEGREES	564 230	377 469
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	105 869	126 177
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
Dotations aux provisions pour risques généraux		33 999
Dotations aux provisions réglementées		
Dotations non courantes	5 351	1 293
Reprises de provisions	23	4 800
Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	138	1 000
Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
Plus-values de cession des immobilisations financières		
Moins-values de cession des immobilisations financières		
Reprises de subventions d'investissement reçues		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	34 029	32 808
Reprises sur écarts d'acquisition		
Charges (produits) nettes d'impôts différés de l'exercice		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	709 318	565 946
Bénéfices distribués		
AUTOFINANCEMENT	709 318	565 946
Kdh		

VII. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES – COMPTES CONSOLIDES IFRS

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank à compter du 1er semestre 2007 avec bilan d'ouverture au 1er janvier 2006.

VII.1. Principe de consolidation

Norme

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

De même, le groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entité ad hoc » contrôlée par l'établissement de crédit assujetti, et ce même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale, consolidation proportionnelle et mise en équivalence.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le groupe Attijariwafa bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités dont :

- Il détient, directement ou indirectement, au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels ;
- Les chiffres consolidés remplissent une des limites suivantes :
 - ✓ Le total bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan consolidé ;
 - ✓ La situation nette consolidée de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette consolidée ;
 - ✓ Le chiffre d'affaires ou produits bancaires consolidés de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires consolidés.

Les OPCVM dédiés sont consolidés conformément au SIC 12 qui explicite la consolidation des entités ad hoc et plus particulièrement les fonds sous contrôle exclusif.

Enfin, sont exclues du périmètre de consolidation, les entités contrôlées ou sous influence notable dont les titres sont détenus en vue d'une cession à brève échéance.

VII.2. Les immobilisations

Norme

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes : le modèle du coût amorti ou le modèle de la réévaluation.

Le modèle du coût amorti

Le coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué. Il s'agit de sa juste valeur à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur ultérieurs.

La juste valeur étant le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

L'approche par composantes correspond à la décomposition d'une immobilisation corporelle selon ses composants (constituants) les plus significatifs. Ils doivent être comptabilisés séparément et amortis de façon systématique sur la base de leurs durées d'utilité propres, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques y afférents.

La durée d'utilité représente la durée d'amortissement des immobilisations en IFRS.

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle est le prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe est de retenir le modèle du coût amorti. Toutefois, l'option de juste valeur pourrait être utilisée sans justification de ce choix avec comme contrepartie un compte de capitaux propres.

Le Groupe a aussi opté pour ne pas incorporer les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition dans le coût des actifs y afférents.

Attijariwafa bank a décidé de ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Au niveau de l'approche par composants, le Groupe a décidé d'isoler des composants dont la valeur brute est inférieure à 1 000 kMAD.

La méthode de reconstitution historique des composants à partir des factures d'origine a été rejetée. Il a été jugé plus réaliste de décomposer le coût historique d'origine selon la répartition du coût à neuf en fonction des données techniques.

Valeur résiduelle

La valeur résiduelle des composants autres que le terrain est supposée nulle. En effet, la valeur résiduelle est logée au niveau de la composante pérenne du bien qui n'est autre que le terrain (qui par sa nature n'est pas amortissable).

VII.3. Immeubles de placement

Normes

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux.

Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendant des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Une entité a le choix entre :

- **Le modèle de la juste valeur** : si l'entité opte pour ce traitement, il doit être applicable à l'ensemble des immeubles de placement ;
- **Le modèle du coût amorti.**

Dans les deux cas, une estimation de la juste valeur des immeubles de placement reste obligatoire, pour la comptabilisation au bilan ou la présentation en annexes.

Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les immeubles de placement sont représentés par l'ensemble des immeubles hors exploitation hormis les immeubles destinés au personnel et les immeubles destinés à être vendus dans un délai d'un an.

La norme Groupe est aussi de retenir tous les immeubles d'exploitation loués à des sociétés hors Groupe.

Pour la valorisation des immeubles de placement, l'option retenue par Attijariwafa bank est le coût historique corrigé selon l'approche par composants. L'information de la juste valeur devrait être présentée en annexes.

VII.4. Immobilisations incorporelles :

Norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire, identifiable (afin de la distinguer du goodwill) et sans substance physique.

Deux méthodes d'évaluation sont possibles :

- Le modèle du coût ;
- Le modèle de la réévaluation. Ce traitement est applicable si le marché est actif.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une incorporelle à durée d'utilité indéterminée, elle n'est amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle. Par contre, une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée est amortie sur la base de la dite durée.

Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée si elle est classée, dès la phase de recherche et développement, en tant qu'immobilisation.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe consiste à ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Les frais d'acquisition non encore amortis en tant que charges à répartir au 01/01/06 ont été retraités en contrepartie des capitaux propres.

Droit au bail :

Les droits au bail doivent être valorisés de façon fiable par le biais d'un expert externe. Dans le cas où cette valorisation s'avère difficilement réalisable, ces baux doivent être annulés en contrepartie des réserves consolidées.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce comptabilisés au niveau des comptes sociaux des différentes entités consolidées ont fait l'objet de revue pour valider le mode de leur comptabilisation dans le cadre des normes IAS/IFRS.

Logiciels :

Les durées de vie des logiciels utilisés sont différenciées selon la nature des logiciels concernés (logiciels d'exploitation ou logiciels de bureautique).

Il est admis que les durées d'amortissements appliquées au niveau de chacune des entités du Groupe présentent des différences par rapport aux durées d'amortissement adoptées à l'échelle du le Groupe dans la limite d'une fourchette de 2 ans.

Valorisation des logiciels développés en interne :

La direction des Systèmes d'information groupe fournit les éléments nécessaires à la valorisation des logiciels développés en interne. Dans le cas où la valorisation n'est pas fiable, aucune immobilisation n'est à enregistrer.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes : sont selon leur valeur enregistrés en charges ou intégrés au coût d'acquisition.

Le suivi de plans d'amortissement distincts entre les comptes PCEC et les comptes IAS/IFRS est effectué dès lors que l'écart est supérieur à 1 000 kMAD.

VII.5. Goodwill

Norme

Coût d'un regroupement d'entreprises

L'acquéreur doit évaluer le coût d'un regroupement d'entreprises comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, majoré par l'ensemble des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises et minoré par les coûts administratifs généraux.

Affectation du coût d'un regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

Comptabilisation du Goodwill

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif.

Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit évaluer le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Options retenues par Attijariwafa bank

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « FTA » et de IFRS 3, le Groupe a décidé d'arrêter l'amortissement des Goodwill et de ne retraiter que les Goodwill relatifs à des acquisitions intervenues au maximum 3 mois antérieurement à la date de transition (01/01/06).

Les Goodwill correspondants aux différentes acquisitions du Groupe ont fait l'objet d'affectation aux UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) pour les besoins des tests de dépréciation.

Des tests de dépréciation annuels sont effectués pour s'assurer que la valeur comptable des Goodwill est supérieure à leur valeur recouvrable. Dans le cas contraire, une dépréciation devrait être constatée.

VII.6. Stocks

Norme

Les stocks sont des actifs :

- détenus pour être vendus pendant le cycle normal de l'activité ;
- en cours de production dans le but d'une vente future ;
- sous forme de matières premières ou de fournitures devant être consommées au cours du processus de production ou de prestation de services.

Les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal de l'activité, diminué des :

- coûts estimés pour l'achèvement ;
- coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

VII.7. Contrats de location

Norme

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il faut faire la distinction entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis/loué diminué/augmenté des commissions versées/perçues et tout autres frais inhérents à l'opération. Le taux d'arrêté étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE)

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie, et ;
- la valeur d'entrée du bien (= juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux).

Options retenues par Attijariwafa bank

Pour les contrats de location simple donnés, dont les durées sont déterminées et renouvelables par tacite reconduction, aucun retraitement n'est à faire.

Les contrats de location-longues durées sont considérés comme des contrats de location simple.

Les contrats de Leasing sont des contrats de location-financement. Attijariwafa bank est le bailleur. La banque ne comptabilise dans ses comptes que sa part dans le contrat.

A la date de début de contrat, les loyers relatifs aux contrats de location à durée indéterminée et aux contrats de leasing sont actualisés au taux d'intérêt effectif (TIE). Leur somme correspond au montant initial de financement.

VII.8. Actifs et passifs financiers

Norme

Prêts & Créances

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond au montant auquel cet instrument a été évalué lors de sa comptabilisation initiale :

- diminué des remboursements en principal ;
- majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant du remboursement à l'échéance ;
- diminué de toutes les réductions pour dépréciations ou irrécouvrabilité.

Ce calcul doit inclure l'ensemble des commissions et autres montants payés ou reçus directement attribuables aux crédits, les coûts de transaction et toute décote ou surcôte.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances

Une provision est constituée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation sur des prêts classés en prêts et créances.

Les provisions sont déterminées par différence entre la valeur nette comptable du prêt et le montant recouvrable estimé.

Ces dépréciations sont appliquées sur base individuelle et sur base collective.

Provision pour dépréciation sur base individuelle

Dans le cas d'un prêt faisant l'objet d'impayés, les pertes sont déterminées sur la base de la somme des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés aux taux effectif d'origine du prêt. Les flux futurs tiennent compte de l'évaluation des garanties reçues et des coûts de recouvrement.

Dans le cas d'un prêt sans impayé mais dont des indices objectifs de dépréciation indiquent des difficultés à venir, le Groupe a recours à des statistiques historiques de pertes pour des prêts comparables afin d'estimer et de positionner les flux futurs.

Provisions pour dépréciation sur base collective

Lorsque le test de dépréciation individuel des créances ne révèle pas l'existence d'indices objectifs de dépréciation, celles-ci sont regroupées par ensembles homogènes et de caractéristiques de risque de crédit similaires, afin d'être soumises à un test de dépréciation collectif.

Emprunt et dépôt

Lors de sa mise en place, un dépôt ou un emprunt classé en IAS dans la catégorie « Autres passifs financiers » doit être évalué au bilan à sa juste valeur augmentée ou minorée des coûts de transaction et des commissions perçues.

Les dépôts et emprunts classés en IAS dans la catégorie « Autres passifs financiers » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (taux actuariel).

Les dépôts classés en IAS dans la catégorie « Passifs détenus à des fins de transaction » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure à la juste valeur. La juste valeur du dépôt est calculée intérêts courus exclus.

Options retenues par Attijariwafa bank

Prêts & créances

La norme Groupe consiste en l'application du coût amorti à l'ensemble des crédits à plus d'un an en fonction de leur importance significative. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances :

La base de dépréciation individuelle des prêts & créances a maintenu les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002.

La base de dépréciation collective des prêts & créances a été adaptée en fonction de l'activité de chacune des entités du Groupe et a concerné les créances saines.

Provisions individuelles

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions individuelles sur la base des :

- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

Provisions collectives

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances saines en créances en souffrance.

Emprunt

Les dettes et dépôts sont ventilés par nature entre les différentes catégories « Passifs financiers » / « Passifs de trading » / « Passifs à la juste valeur sur option ».

Dépôts

Les dépôts à vue

Pour les dépôts à vue, le groupe Attijariwafa bank applique la norme IAS 39 §49. La juste valeur d'un dépôt à vue ne peut être inférieure au montant payable sur demande. Elle est actualisée à partir de la première date où le paiement de ce montant pourrait être exigé.

Les dépôts rémunérés

Dépôts rémunérés à des taux de marché : la juste valeur correspond à la valeur nominale, sous réserve de la non significativité des coûts marginaux de transaction.

Il est nécessaire de conserver les historiques de taux sur 10 ans afin de pouvoir justifier que les taux correspondent à des taux de marché d'origine.

Dépôts rémunérés à des taux hors marché : la juste valeur est constituée de la valeur nominale et d'une décote.

Les comptes sur carnet

Le taux appliqué est réglementé pour la grande majorité des établissements de crédit de la place. Il est de ce fait, réputé être un taux de marché.

Par conséquent, Pas de retraitement IFRS n'a été prévu pour les comptes sur carnet.

Les produits de collecte doivent être classés dans la catégorie des « autres passifs ».

VII.9. Titres

Norme

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs applicables aux titres :

- Titres de transaction (Actifs financiers à la juste valeur par résultat) ;
- Titres disponibles à la vente (Available For Sale – AFS) ;
- Titres détenus jusqu'à l'échéance (Held To Maturity – HTM) ;
- Prêts et créances (catégorie ouverte aux titres non cotés sur un marché actif souscrits directement auprès de l'émetteur).

Les titres sont classés en fonction de l'intention de gestion.

Titres du portefeuille de Transaction : Actifs financiers à la juste valeur par résultat (affectation par nature ou sur option)

Selon la norme IAS 39.9, les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

Titres du portefeuille "Available For Sale" : "Disponible à la vente"

Cette catégorie de titre concerne : les titres de placement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation non consolidés et les autres titres détenus à long terme.

Aussi, la norme stipule que sont classés dans cette catégorie les actifs et passifs qui ne répondent pas aux conditions de classification exigées par les trois autres catégories.

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en «disponibles à la vente» sont enregistrées en capitaux propres (recyclables). L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote / décote des titres à revenu fixe est comptabilisée en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

Titres du portefeuille "Held To Maturity": "Détenus jusqu'à l'échéance"

La catégorie «Titres détenus jusqu'à l'échéance» est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la déclassification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans).

La comptabilisation est au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE). La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Titres du portefeuille "Prêts et créances"

La catégorie «Prêts et créances» est ouverte aux actifs financiers non cotés et non destinés à être cédés et que l'établissement a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE).

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Classification des portefeuilles

Attijariwafa bank et autres entités hors compagnie d'assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Portefeuille de Trading de la Salle des Marchés (comptabilisés actuellement en titres de placement)	- Bons du Trésor négociables classés en portefeuille de placement - Obligations et autres titres de créances négociables - Titres de participation	Néant	- Dette CNCA - Dette CIH - Bons socio-économiques - Bons du Trésor non négociables inscrits en comptes chez Bank Al Maghrib

VII.10. Assurance

Norme

Contrat d'assurance

Les principales dispositions des contrats d'assurance sont récapitulées ci-après :

- La possibilité de continuer à comptabiliser ces contrats selon les principes comptables actuels ;
- L'obligation de séparer et de comptabiliser en juste valeur par résultat les dérivés incorporés qui ne bénéficieraient pas d'une exemption selon IFRS 4 ;
- L'obligation de mettre en oeuvre un test de suffisance des passifs d'assurance comptabilisés et un test de dépréciation relatif aux actifs au titre des cessions en réassurance ;
- Un actif des cessions en réassurance est déprécié, en comptabilisant en résultat cette perte de valeur, si et seulement si :
 - ✓ il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre des cessions en réassurance, qui font que la cédante ne recevrait pas l'intégralité des cash flows contractuels ;
 - ✓ cet événement a un impact évaluable de façon fiable sur les montants que la cédante recevrait du réassureur.
- L'obligation pour un assureur de conserver les passifs d'assurance dans son bilan jusqu'à leur acquittement, annulation, ou expiration, et de présenter les passifs d'assurance sans les compenser par rapport aux actifs au titre des cessions en réassurance.

Placement de l'assurance

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs financiers en fonction de l'origine de l'opération et de l'intention de détention :

- Prêts et créances : Ces instruments financiers sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti au moyen du taux d'intérêt effectif (TIE) ;
- Instruments financiers en juste valeur par résultat ;
- Investissements détenus jusqu'à l'échéance : Ces actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti ;
- Actifs disponibles à la vente : ce portefeuille est évalué à sa juste valeur.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Contrat d'assurance

Un test de suffisance de passif a déjà été mis en oeuvre par Wafa Assurance qui a fait appel à un actuaire externe pour l'évaluation de ses provisions techniques.

La provision pour fluctuations de sinistralité relative aux contrats d'assurance non vie est à éliminer.

Compte tenu du fait que l'assureur n'est pas tenu de changer ses méthodes comptables relatives aux contrats d'assurance pour éliminer une prudence excessive, la Compagnie n'est pas tenue d'éliminer le surplus de provisionnement tant au niveau des réserves techniques qu'au niveau des provisions pour dépréciation des créances.

Placement de l'assurance

Wafa Assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Les OPCVM non consolidés	- Les actions et parts sociales (CDM, Attijariwafa bank, IAM...) - Les participations dans les SCI (Panorama)	Néant	- Les bons de sociétés de financement et les prêts immobilisés - Les bons de trésor et les obligations non cotés

VII.11. Dérivés

Norme

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39 et qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat (parfois appelé le « sous-jacent ») ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et
- il est réglé à une date future.

Un instrument de couverture est un dérivé désigné ou (pour une couverture du seul risque de variation des taux de change) un actif ou passif financier désigné non dérivé dont on s'attend à ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le groupe Attijariwafa bank n'utilise pas à ce jour de dérivés de couverture. Il n'est donc pas soumis aux dispositions de la comptabilité de couverture.

L'ensemble des opérations faisant appel à des dérivés (dans leur large panel) sont comptabilisés en actifs/passifs à la juste valeur par résultat.

VII.12. Dérivés incorporés

Norme

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

La norme IAS39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à sa juste valeur ;
- séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation en effectuant la différence entre la juste valeur du contrat hybride (= coût) et la juste valeur du dérivé incorporé.

Options retenues par Attijariwafa bank

Si le résultat de chiffrage des dérivés incorporés à la juste valeur fait ressortir un impact significatif, le dérivé incorporé est à comptabiliser sous la rubrique trading. Il a été notamment le cas pour l'option de conversion incorporée aux obligations convertibles en actions émises par Attijari bank de Tunisie.

VII.13. Provisions du passif

Norme

Une provision doit être comptabilisée lorsque l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultat d'un événement passé.

En IFRS, lorsque l'effet est significatif, l'actualisation des cash flows à décaisser devient obligatoire dès que l'horizon de la sortie probable des ressources dépasse une année.

Les passifs éventuels, hors regroupements d'entreprises, ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est impérative lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des provisions pour risques généraux et leur :

- Affectation aux natures de risques inhérents ;
- Revue de valorisation et comptabilisation selon les dispositions des normes IAS/IFRS.

VII.14. Avantages au Personnel

Norme

Principe général

L'entité doit comptabiliser non seulement l'obligation juridique ressortant des termes formels du régime à prestations définies, mais aussi toute obligation implicite découlant de ses usages.

Typologie des avantages au personnel

Les avantages au personnel sont classés en cinq catégories, selon la nature et les modalités de versement des prestations. On distingue :

- les avantages à court terme ;
- les avantages postérieurs à l'emploi ;
- régimes à cotisations définies ;
- régimes à prestations définies.
- avantages à long terme ;
- indemnités de fin de contrat de travail ;
- avantages sur les capitaux propres.

Avantages postérieurs à l'emploi : régimes à prestations définies.

- Ecart actuariel : Des écarts actuariels pourront résulter d'augmentations ou de diminutions de la valeur actuelle d'une obligation au titre de prestations définies ou de la juste valeur des actifs du régime correspondant ;
- Méthode du corridor : L'entité doit comptabiliser une fraction de ses écarts actuariels en produits ou en charges si les écarts actuariels cumulés non comptabilisés à la fin de l'exercice précédent excèdent la plus grande des deux valeurs ci-dessous ;

- ✓ 10 % de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture ;
- ✓ Et, 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.
- Coût des services passés : Le coût des services passés est généré lorsque l'entité adopte un régime à prestations définies ou change les prestations à payer en vertu d'un régime existant ;
- Réductions et liquidations : Une réduction intervient lorsqu'une entité :
 - ✓ Peut démontrer qu'elle s'est engagée à réduire de façon significative le nombre de personnes bénéficiant d'un régime; ou
 - ✓ Change les termes d'un régime à prestations définies de sorte qu'une partie significative des services futurs des membres du personnel actuels ne leur donnera plus de droits à prestations ou ne leur donnera que des droits réduits.
- Une liquidation intervient lorsqu'une entité conclut une transaction éliminant toute obligation juridique ou implicite ultérieure pour tout ou partie des prestations prévues par un régime à prestations définies ;

Avantages à long terme

Indemnités de fin de contrat de travail

Une entité peut s'engager envers ses employés pour décaisser des cashs flows en leur faveur à la fin de leurs contrats de travail respectifs.

Une entité est manifestement engagée à mettre fin à un contrat de travail si et seulement si elle a un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Couverture des engagements

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Par la constitution d'une provision en interne ;
- Par l'externalisation de son obligation de verser les prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

La valorisation des régimes à prestations définies implique notamment l'obligation d'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par le personnel en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Les hypothèses actuarielles sont les meilleures estimations faites par l'entité des variables qui détermineront le coût final des avantages postérieurs à l'emploi. Ces hypothèses comprennent :

- hypothèses démographiques ;
- le taux attendu de rendement des actifs du régime ;
- taux d'actualisation / taux d'inflation ;
- salaires, avantages du personnel et coûts médicaux.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le Groupe Attijariwafa bank a décidé que les prestations de retraites relèvent du régime à contributions définies. Par conséquent, leur comptabilisation ne requiert aucun retraitement IFRS.

Dans le cas de la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), Attijariwafa bank ne dispose pas d'informations suffisantes pour comptabiliser comme tel ce régime multi-employeurs à prestations définies.

D'autre part, le Groupe a comptabilisé des provisions spécifiques à ses engagements envers une partie de son personnel qui ont concernés notamment : Les primes de fin de carrière et primes de médailles de travail (Ouissam Achoughl).

VII.15. Impôt exigible et impôt différé

Norme

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif ou passif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale.

Il est probable que l'entreprise dispose d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible :

- lorsqu'il y aura suffisamment de différences temporelles imposables relevant de la même autorité et relatives à la même entité imposable et dont on attend à ce qu'elles s'inversent ;
- lorsqu'il est probable que l'entreprise dégagera un bénéfice imposable suffisant relevant de la même administration fiscale et pour la même entité imposable au cours des exercices appropriés ;
- la gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS interdit l'actualisation des impôts différés.

Options retenues par Attijariwafa bank

Appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

Comptabilisation d'impôt différé passif au titre des différences temporaires relatives à des immobilisations incorporelles générées dans le cadre d'un regroupement d'entreprise

Les écarts d'évaluation liés à des immobilisations incorporelles créées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et non cessibles séparément de l'entreprise acquise génère un impôt différé passif, et ce même si ces immobilisations ont des durées de vie indéfinies.

Impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés

Comptabilisation obligatoire d'un impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés dès lors que ces différences temporaires devraient se résorber dans un avenir prévisible et que le recouvrement de l'actif d'impôt différé est probable.

Possibilité de corriger le goodwill si un impôt différé est identifié après la période admise en IFRS pour la régularisation :

Un actif d'impôt différé considéré comme non identifiable à la date d'acquisition et ultérieurement réalisé, est comptabilisé en résultat consolidé et l'écart d'acquisition est corrigé de manière rétrospective même après l'expiration du délai d'affectation. L'impact de cette correction étant également comptabilisé en résultat consolidé.

Impôts différés initialement comptabilisés en capitaux propres :

Comptabilisation de l'impact des changements de taux d'impôt et/ou de modalités d'imposition en capitaux propres.

VIII. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS SEMESTRIELS

VIII.1. Bilans consolidés semestriels 2006-2007

	30/06/06	30/06/07
ACTIF	159 211,8	193 947,3
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 907,9	15 507,5
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 950,7	17 983,0
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	17 153,9	20 164,5
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 775,1	19 751,2
Prêts et créances sur la clientèle	82 128,3	103 978,8
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-
Actifs d'impôt exigible	124,5	162,3
Actifs d'impôt différé	626,4	694,7
Comptes de régularisation et autres actifs	5 365,1	7 047,0
Actifs non courants destinés à être cédés	50,5	51,0
Participations dans des entreprises mises en équivalence	54,9	91,8
Immeubles de placement	799,2	742,4
Immobilisations incorporelles	2 813,5	3 091,7
Immobilisations corporelles	577,6	604,6
Ecarts d'acquisition	3 884,2	4 076,8
PASSIF	159 211,8	193 947,3
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	2,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	572,4	1 667,5
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 923,8	10 343,9
Dettes envers la clientèle	117 138,3	139 512,1
Titres de créance émis	1 258,5	2 432,0
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	260,3	409,3
Passifs d'impôt différé	957,6	1 795,7
Comptes de régularisation et autres passifs	4 677,4	6 542,6
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	9 270,0	10 829,7
Provisions pour risques et charges	1 060,3	846,9
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	306,4	283,8
Dettes subordonnées	206,9	2 295,0
Capital et réserves liées	7 366,5	7 366,5
Réserves consolidées	4 420,0	6 766,7
Part du groupe	4 071,5	5 855,1
Part des minoritaires	348,5	911,6
Gains ou pertes latents ou différés	452,6	1 377,8
Résultat net de l'exercice	1 340,8	1 475,0
Part du groupe	1 193,9	1 387,4
Part des minoritaires	146,9	87,6

En Mdh

VIII.2. Comptes de résultat consolidés IFRS 2006-2007

	30/06/06	30/06/07
Intérêts et produits assimilés	3 437,0	3 903,6
Intérêts et charges assimilées	1 202,1	1 438,6
MARGE D'INTERET	2 234,9	2 465,0
Commissions perçues	748,7	858,5
Commissions servies	61,1	78,8
MARGE SUR COMMISSIONS	687,6	779,8
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	697,9	589,2
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	223,9	168,8
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	921,8	758,0
Produits des autres activités	1 131,1	1 603,1
Charges des autres activités	1 074,9	1 326,4
PRODUIT NET BANCAIRE	3 900,6	4 279,4
Charges générales d'exploitation	1 489,1	1 661,2
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	188,7	211,7
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 222,9	2 406,6
Coût du risque	-119,3	-118,4
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 103,6	2 288,2
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	1,8	2,3
Gains ou pertes nets sur autres actifs	12,8	7,0
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	2 118,2	2 297,5
Impôts sur les bénéfices	777,5	822,5
RESULTAT NET	1 340,8	1 475,0
Résultat hors groupe	146,9	87,6
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 193,9	1 387,4
En Kdh		
Résultat par action (Dh)	117,49	71,89
Résultat dilué par action (Dh)	117,49	71,89

BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS INDEXEES EMISES

BULLETIN DE SOUSCRIPTION FERME ET IRREVOCABLE

EMISSION OBLIGATAIRE SOMACOVAM

Destinataire :

[]

Date :

[]

Raison sociale ou nom et prénom : Nationalité :
 N° de compte : Dépositaire :
 Téléphone : Fax :
 Code d'identité¹ : Qualité souscripteur² :
 Siège social : Adresse (personnes physiques) :

MODALITES DE SOUSCRIPTION

	Emprunt A	Emprunt B
Nombre de titres demandés		
Montant global (en dirhams)		

Nous souscrivons sous forme d'engagement ferme et irrévocable à l'émission d'obligations SOMACOVAM à hauteur du montant total ci-dessus.

Nous avons pris connaissance que, si les souscriptions dépassent le montant de l'émission, nous serons servis proportionnellement à notre demande.

Nous autorisons par la présente notre dépositaire, ci dessus désigné, à débiter notre compte du montant correspondant aux obligations SOMACOVAM qui nous seront attribués.

Nous déclarons avoir pris connaissance que la commission d'admission à la Bourse de Casablanca s'élève à 0,05% du montant des souscriptions, plafonnée à 10 000 Dh HT.

L'exécution du présent bulletin de souscription est conditionnée par la disponibilité des obligations SOMACOVAM.

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Une note d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur, auprès des établissements chargés de recueillir les demandes de souscription et à la Bourse des valeurs de Casablanca »

¹Code d'identité : Registre de commerce pour les personnes morales, Numéro et date d'agrément pour les OPCVM, N° du certificat de dépôt au greffe du tribunal pour les FCP et N° de registre de commerce pour les SICAV, N° de CIN ou de tout autre document équivalent pour les personnes physiques.

²Qualité du souscripteur

A Etablissements de crédit

B OPCVM

C Compagnies d'assurances ou caisse de retraite

D Entreprises non financières

E Personnes physiques

F Autres

Cachet et signature du souscripteur

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

I.1.1. Caractéristiques de l'emprunt A (coté à la Bourse de Casablanca)

Nature des titres	Obligations cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.														
Forme juridique	Au porteur														
Nombre de titres à émettre	2 000 à 3 000														
Valeur nominale	100 000 Dh														
Montant de l'emprunt A	Entre 200 000 000 Dh et 300 000 000 Dh														
Maturité de l'emprunt	8 ans														
Période de souscription	Du 24 au 27 décembre 2007 inclus														
Date de jouissance	31 décembre 2007														
Date d'échéance	31 décembre 2015														
Taux d'intérêt nominal	Chaque obligation donne droit à une rémunération calculée de la manière suivante : - A la Date d'Evaluation 1, soit le 31 décembre 2008 : le taux d'intérêt nominal est égal à 4,0% ; - A la Date d'Evaluation(i), avec i allant de 2 à 7: le taux d'intérêt nominal sera égal à 5,0% à condition qu'aucune des 20 actions formant le portefeuille ne soit en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, soit le 4 janvier 2008. Si la condition n'est pas remplie, le taux d'intérêt sera nul. Les Dates d'Evaluation(i) sont présentées dans le tableau suivant : <table border="1"> <thead> <tr> <th>(i)</th><th>Date d'Evaluation(i)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2</td><td>Le 21 décembre 2009</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Le 20 décembre 2010</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Le 19 décembre 2011</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Le 19 décembre 2012</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Le 19 décembre 2013</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Le 19 décembre 2014</td></tr> </tbody> </table> - Les Obligations, objet de la présente émission, sont assorties d'un effet mémoire, c'est à dire qu'à chaque Date d'Evaluation(i), avec i allant de 3 à 7, et si aucune des 20 actions formant le portefeuille n'est en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, alors en plus du coupon de l'année(i), tous les coupons manqués les années précédentes seront payés ; - A la Date d'Evaluation Finale, soit le 22 décembre 2015 : le taux d'intérêt nominal correspondra à une participation à hauteur de 80% à la performance du portefeuille, déterminé selon la formule suivante : $\text{Max}(0\%, 80\% \times \text{performance du portefeuille depuis la date d'Evaluation Initiale}).$	(i)	Date d'Evaluation(i)	2	Le 21 décembre 2009	3	Le 20 décembre 2010	4	Le 19 décembre 2011	5	Le 19 décembre 2012	6	Le 19 décembre 2013	7	Le 19 décembre 2014
(i)	Date d'Evaluation(i)														
2	Le 21 décembre 2009														
3	Le 20 décembre 2010														
4	Le 19 décembre 2011														
5	Le 19 décembre 2012														
6	Le 19 décembre 2013														
7	Le 19 décembre 2014														
Prix de souscription	100,00% Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales, soit 100 000 dirhams par obligation payables en une seule fois à la date de règlement.														
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 31 décembre de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 31 décembre si celui-ci n'est pas un jour ouvrable. Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par SOMACOVAM. Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.														
Amortissement / Remboursement normal	L'emprunt obligataire, objet de la présente note d'information, fera l'objet d'un remboursement in fine du principal. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations indexées ou de la garantie seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank.														
Remboursement anticipé	SOMACOVAM s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations, objet de la présente émission. Toutefois, SOMACOVAM se réserve le droit de procéder à des rachats d'obligations sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur souhaitant garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.														
Négociabilité des titres	Les obligations indexées, objet de la présente note d'information, sont librement négociables à la Bourse de Casablanca. Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations indexées.														
Cotation des titres	Les titres objet de cette émission seront cotés en dirhams.														

I.1.2. Caractéristiques de l'emprunt B (Non coté)

Nature des titres	Obligations non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.														
Forme juridique	Au porteur														
Nombre de titres à émettre	2 000 à 3 000														
Valeur nominale	100 000 Dh														
Montant de l'emprunt B	Entre 200 000 000 Dh et 300 000 000 Dh														
Maturité de l'emprunt	8 ans														
Période de souscription	Du 24 au 27 décembre 2007 inclus														
Date de jouissance	31 décembre 2007														
Date d'échéance	31 décembre 2015														
Taux d'intérêt nominal	Chaque obligation donne droit à une rémunération calculée de la manière suivante : - A la Date d'Evaluation 1, soit le 31 décembre 2008 : le taux d'intérêt nominal est égal à 4,0% ; - A la Date d'Evaluation(i), avec i allant de 2 à 7: le taux d'intérêt nominal sera égal à 5,0% à condition qu'aucune des 20 actions formant le portefeuille ne soit en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, soit le 4 janvier 2008. Si la condition n'est pas remplie, le taux d'intérêt sera nul. Les Dates d'Evaluation(i) sont présentées dans le tableau suivant : <table border="1"> <thead> <tr> <th>(i)</th><th>Date d'Evaluation(i)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2</td><td>Le 21 décembre 2009</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Le 20 décembre 2010</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Le 19 décembre 2011</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Le 19 décembre 2012</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Le 19 décembre 2013</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Le 19 décembre 2014</td></tr> </tbody> </table> - Les Obligations, objet de la présente émission, sont assorties d'un effet mémoire, c'est à dire qu'à chaque Date d'Evaluation(i), avec i allant de 3 à 7, et si aucune des 20 actions formant le portefeuille n'est en dessous de 80% de son niveau à la Date d'Evaluation Initiale, alors en plus du coupon de l'année(i), tous les coupons manqués les années précédentes seront payés ; - A la Date d'Evaluation Finale, soit le 22 décembre 2015 : le taux d'intérêt nominal correspondra à une participation à hauteur de 80% à la performance du portefeuille, déterminé selon la formule suivante : $\text{Max}(0\%, 80\% \times \text{performance du portefeuille depuis la date d'Evaluation Initiale}).$	(i)	Date d'Evaluation(i)	2	Le 21 décembre 2009	3	Le 20 décembre 2010	4	Le 19 décembre 2011	5	Le 19 décembre 2012	6	Le 19 décembre 2013	7	Le 19 décembre 2014
(i)	Date d'Evaluation(i)														
2	Le 21 décembre 2009														
3	Le 20 décembre 2010														
4	Le 19 décembre 2011														
5	Le 19 décembre 2012														
6	Le 19 décembre 2013														
7	Le 19 décembre 2014														
Prix de souscription	100,00% Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales, soit 100 000 dirhams par obligation payables en une seule fois à la date de règlement.														
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 31 décembre de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 31 décembre si celui-ci n'est pas un jour ouvrable. Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par SOMACOVAM. Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.														
Amortissement / Remboursement normal	L'emprunt obligataire, objet de la présente note d'information, fera l'objet d'un remboursement in fine du principal. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations indexées ou de la garantie seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations de SOMACOVAM ou d'Attijariwafa bank.														
Remboursement anticipé	SOMACOVAM s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations, objet de la présente émission. Toutefois, SOMACOVAM se réserve le droit de procéder à des rachats d'obligations sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur souhaitant garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.														
Négociabilité des titres	Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations.														

RAPPORT DE NOTATION D'ATTIJARIWafa BANK PAR STANDARD & POOR'S

BANK
CREDIT REPORT**Primary Credit Analysts:**

Mohamed Damak
Paris
(33) 1-4420-7322
mohamed_damak@
standardandpoors.com

Secondary Credit Analyst:

Anouar Hassoune
Paris
(33) 1-4420-7318
anouar_hassoune@
standardandpoors.com

Additional Contact: Financial
Institutions Ratings Europe
FIG_Europe@
standardandpoors.com

RatingsDirect
Publication Date

Nov. 24, 2006

Attijariwafa Bank

CREDIT RATING

BB+/Stable/B

Outstanding Rating(s)

Counterparty Credit BB+/Stable/B
Certificate of deposit BB+/B

Credit Rating History

Nov. 2, 2006 BB+/B

Jan. 26, 1999

BBpi

Sovereign Rating

Local Currency BBB/Stable/A-3
Foreign Currency BB+/Stable/B
Morocco (Kingdom of)

Major Rating Factors**Strengths:**

- Leading commercial position in the Moroccan banking system
- Improving profitability and asset quality
- Strong funding and liquidity profile
- Close relationship with Groupe Omnium Nord Africain

Weaknesses:

- Only average capitalization
- Aggressive regional expansion strategy
- Concentration risks attached to the corporate lending portfolio
- Challenging although improving domestic economic environment

Rationale

The ratings on Attijariwafa Bank (AWB) reflect only average capitalization; an aggressive expansion strategy in neighboring countries; concentration risks attached to the bank's corporate lending portfolio; and the challenging, although improving, domestic economy. Offsetting these negative factors are the bank's leading commercial position in the Kingdom

of Morocco (foreign currency BB+/Stable/B; local currency BBB/Stable/A-3), improving profitability and asset quality, strong funding and liquidity profile, and close relationship with its largest shareholder, Groupe Omnium Nord Africain (Groupe ONA; not rated; 33.1% at June 30, 2006).

With assets of Moroccan dirham (MAD) 146.8 billion (\$16.7 billion, at MAD8.8 to \$1) at June 30, 2006, AWB is Morocco's largest private-sector bank. Created through the acquisition of Wafabank by Banque Commerciale du Maroc (BCM) in 2004, AWB is a universal bank with a core competence in corporate banking and subsidiaries in consumer and mortgage lending, leasing, factoring, asset management, and investment banking. The bank has a domestic branch network of about 540 outlets. It is expected to continue to benefit from its close relationship with Groupe ONA.

AWB is also present in Europe through AWB Europe, in the Republic of Tunisia (foreign currency BBB/Stable/A-3; local currency A/Stable/A-1) through a controlling stake in Banque du Sud (BS; not rated), and in the Republic of Senegal (B+/Negative/B) through AWB Senegal. On Oct. 6, 2006, the bank announced its intention to acquire in the short term 66.7% of the capital of Senegal-based Banque Sénégal-Tunisienne (not rated). It is also looking to expand in Algeria. We believe that AWB's aggressive regional expansion strategy is challenging given its limited track record in each of these countries.

Asset quality deteriorated following the merger with Wafabank, the acquisition of Banque du Sud, and tough economic conditions. AWB has therefore had to book large provisions over the past three years. Since 2005, higher credit volumes, stronger earnings diversification, and better cost control have improved profitability and asset quality. Compared with the premerger era, however, AWB is now well positioned in retail banking to capture additional earning streams from the emerging lucrative consumer banking segment in Morocco, which could also help it to reduce its lending concentrations. The bank's funding and liquidity profile is strong due to good access to retail deposits (including those of Moroccan expatriates) and large government bond holdings.

Capital ratios are only average by regional and international standards, given the bank's risk profile. We do not foresee an improvement in core capitalization, as AWB intends to continue its aggressive expansion.

Outlook

The stable outlook reflects the expectation of Standard & Poor's Ratings Services that AWB will continue to benefit from its strong domestic market position, robust liquidity, and strong funding profile. The ratings could be raised if the bank's asset quality, profitability, and capitalization improve significantly. They could come under pressure, however, if the current economic momentum in Morocco proves unsustainable, AWB's asset quality and profitability deteriorate, links with Groupe ONA weaken, or the bank's expansion strategy proves more risky than we had expected.

Profile: The Largest Commercial Bank In Morocco

AWB is the largest bank in Morocco by assets. It is active primarily in corporate banking, with a considerably strengthened retail business as a result of BCM's acquisition of Wafabank, formerly Morocco's fourth-largest commercial bank. The latter brought to the group its leading retail position with a number of strongly entrenched subsidiaries in selected segments, such as mortgage finance, leasing, and consumer finance. The AWB group now has a comprehensive range of more than a dozen specialized subsidiaries, under the "Wafa" or "Attijari" brands, in bancassurance, leasing, investment and merchant banking, mortgage and consumer finance, and asset

management. This structure helps strengthen the universal status of the group, attract selected partners with technical expertise, and boost earnings diversification. The group also holds 31.2% of Crédit du Maroc (CDM; not rated), through Wafa Assurance. With a 24.8% market share in lending at Dec. 31, 2005, and a large customer franchise of more than 1.2 million retail customers, and 20,000 corporates and SMEs, AWB is one of the largest players in North Africa. It had about 540 branches and a total staff in excess of 7,500 at June 30, 2006.

The bank's foreign operations are significant, although they tend to increase the group's risk profile. In 2005, AWB, together with the Santander group, acquired 53.6% of BS. The bank also set up a subsidiary in Senegal in 2006, and recently announced its intention to acquire, in the short term, 66.7% of Banque Sénégal-Tunisienne. Both the Tunisian and the Senegalese banking environments are fraught with risks and could, in our opinion, negatively affect AWB's financial performance. The bank is also present in Europe through its 100%-owned subsidiary AWB Europe. The latter provides the group with good access to the Moroccan expatriate segment, with about 360,000 customers and total deposits of about MAD24 billion at June 30, 2006.

Ownership And Legal Status: A Sound Structure But No Shareholder Support Factored Into The Ratings

AWB is fully owned by private Moroccan and foreign investors. Groupe ONA and Banco Santander Central Hispano, S.A. (AA-/Positive/A-1+) held stakes in AWB of 33.1% and 14.6%, respectively, at June 30, 2006. Standard & Poor's views positively the presence of these two major shareholders, although we do not factor any support into our ratings on AWB. The bank is expected to continue to benefit from its close relationship with Groupe ONA. Remaining shareholders include various institutional and individual investors (see table 1.) The bank's shares are listed on the Casablanca stock exchange where they represent the second-largest market capitalization (MAD38.5 billion at Sept. 30, 2006).

Table 1

Attijariwafa Bank Ownership Structure	
(%)	
Groupe Omnium Nord Africain	33.13
Moroccan institutional	29.34
Banco Santander Central Hispano, S.A.	14.55
Others	14.87
Corporation Financiera Caja de Madrid	3.42
UniCredito Italiano SpA	2.06
Crédit Agricole Investors	1.44
Attijariwafa Bank employees	1.19
Total	100

As of June 30, 2006

Strategy: Consistent But Aggressive

Standard & Poor's believes AWB's strategy to be consistent—and supported by a strong management team—although more aggressive than peers'. The strategy of AWB is structured around two main objectives:

- Enhancing the bank's position in Morocco, especially in the retail and small and midsize enterprise (SME) segments, as well as in investment banking; and

- Strengthening its position outside Morocco, mainly in the Moroccan expatriate segment and North and West Africa.

To fulfill these two objectives, the bank has set up a unit dedicated to strategy reporting to the CEO.

Enhancing retail activities is a strategic priority and could improve the bank's risk profile. AWB plans to increase its branch network with the objective of having more than 900 branches and 2.5 million customers by 2010. It also intends to leverage on the dominant position of its subsidiaries to enhance retail and mortgage loans with the objective of controlling one-third of the Moroccan mortgage and personal loan segments, at the same date. At June 30, 2006, the bank already had a good market share in these two fields (27.7% in personal loans and 20.0% in mortgage loans.) AWB's retail strategy could help the bank to enhance the quality of its loan portfolio as well as its profitability.

AWB aims to defend its dominant corporate banking position. The latter stems mainly from the earlier specialization of BCM. AWB plans to consolidate its relationship with large groups, enhance cross-selling and fee-rich transactions, and selectively develop relationships with SMEs and midmarket corporates. In addition, the bank's international presence allows it to serve the needs of some of its large corporate customers.

The bank intends to develop its investment banking business through its set of specialized subsidiaries, which are very active in advisory, IPO financing, brokerage, and asset management. Nevertheless, we expect this line of business to contribute only marginally to the group's overall revenues as capital markets remain underdeveloped in Morocco.

AWB's foreign presence strategy is based on two pillars: Moroccan expatriates and selective growth in North and West Africa. With respect to Moroccan expatriates, the bank plans to further enhance its strong market position in Europe through its French licensed subsidiary AWB Europe. The bank also intends to expand its mortgage loan offering to those customers willing to buy residences in Morocco. At June 30, 2006, the bank had a 26.4% market share in Moroccan expatriate deposits, providing it with a comparative advantage in funding.

The bank's presence in other countries has never been tested by an economic downturn and could create risks. AWB operates in Senegal and Tunisia, and is looking for a presence in Algeria. Its appetite for regional expansion is more developed than peers'. The credit culture in these countries remains weak, however, and the resulting exposures to credit and foreign currency risk could be difficult to manage, and affect negatively the bank's risk profile.

Risk Management

Risk governance: adequate risk management framework

AWB has a separate risk management unit reporting directly to the CEO. In addition, all credit decisions are made collectively through various sets of committees (except for small personal loans, which are scored). The bank's risk management and audit function have high stature within the organization and the risk culture appears well integrated at the business unit level.

Credit risk: the former specialization of BCM is still reflected in the composition of the loan portfolio

Credits to large corporates accounted for about two-thirds of total loans at June 30, 2006, reflecting the former specialization of BCM. Thus, AWB's portfolio remains concentrated, with the top 20 loans accounting for 30.6% of total loans at the same date. Loans to the bank's affiliates

(mainly WafaSalaf and WafaBail) are also significant, at about 7% of total loans. Retail loans account for about one-third of the portfolio. The bulk of these credits are made up of leasing, consumer, and mortgage loans, which are among the most profitable segments in Morocco—although consumer loans remain relatively risky, with a delinquency rate of 13.8% at Dec. 31, 2005. Standard & Poor's expects these segments to grow rapidly in the next few years, as a result of the good entrenchment of the bank's subsidiaries (WafaSalaf, WafaBail, and Wafa Immobilier) in these areas. In particular, we expect mortgage loans to grow very fast as a result of the social housing program promoted by the Moroccan government.

Asset quality: improving, but from low levels

AWB's asset quality figures improved slightly in 2005, as a result of expansion in credit volumes on the one hand, and active write-offs on the other. The bank wrote off MAD1.31 billion of bad loans in 2005, compared with MAD0.57 billion in 2004. As a result, the ratio of NPLs to total loans reached 11.8% at Dec. 31, 2005, compared with 13.5% one year earlier. NPL coverage by loan-loss reserves deteriorated, however, as a result of the rapid increase in the amount of NPLs after the consolidation of BS (27.4% of NPLs at Dec. 31, 2005), and stood at 55.8% at Dec. 31, 2005, compared with 73.8% one year earlier. Standard & Poor's expects AWB's asset quality to continue to improve as a result of the increase in mortgage loans and leasing, especially given that a large portion will be secured against salary assignments. Provisioning needs, mainly at the BS level, will continue to weigh on the group's profitability, however.

Market risk: AWB is exposed to interest rate risk

AWB's assets and liabilities composition leaves the bank somewhat vulnerable to interest rate movements: at June 30, 2006, 77% of assets were at variable rate while 77% of liabilities were at fixed rate. Thus, a drop in interest rates could weigh on the bank's profitability. The fact that 60.2% of the bank's deposits are unremunerated mitigates this risk, however. In addition, the bank has set stringent limits to manage this exposure.

The bank's exposure to foreign currency risk is limited. Indeed, the bank has a back-to-back approach to hedging its foreign currency exposure, stemming mainly from its controlling stake in BS. In addition, Moroccan expatriate deposits are systematically converted and accounted in Moroccan dirham. AWB's foreign currency loans are mainly granted to Morocco-based companies and are limited in absolute and relative size.

Funding and liquidity: strong

AWB relies mainly on customer deposits for funding. These deposits accounted for 80% of total liabilities (including equity) at Dec. 31, 2005, and exceeded the net loans portfolio by 1.5x. Further expansion in personal loans and mortgage lending could put pressure on the bank's funding profile though, and provide it with incentives to resort to long-term funding to reduce maturity mismatches. On a positive note, customer deposits have been very stable across economic cycles.

Liquidity is also strong, as the bank keeps about 20% of its assets in liquid form. In addition, 10% of the bank's assets are placed in government bonds and can easily be repoed in case of need.

Profitability: Improving But Still Dependent On Asset Quality And Efficiency

Increasing business volumes and stricter control over costs support AWB's profitability. ROA and ROE reached 1.4% and 25.2% in 2005, respectively. These figures improved dramatically compared with in 2004 when the group supported the costs attached to the integration of

Wafabank. Increasing volumes have offset the deterioration in margins caused by fiercer price competition. To limit margin compression, the Central Bank of Morocco has implemented a minimum rate for certain business lines (mainly mortgage loans to civil servants considered as having limited risk characteristics.) Stricter control over costs was also a positive factor behind profitability improvement, as the ratio of noninterest expenses to total revenues reached 45.6% in the first half of 2006 compared with 54.2% in 2004.

Future profitability will depend on the bank's asset quality and efficiency. The planned expansion in retail should support the bank's profitability. Profitability will, however, continue to be pressured by provisioning needs, stemming mainly from BS' provisioning deficit, as well as costs related to branch network expansion. The net balance will depend on the bank's ability to sustain asset quality indicators and enhance its efficiency.

AWB's quality of earnings is average but improving. The bank's profitability remains highly dependent on intermediation revenues as net interest income accounted for 70.8% of the bank's total revenues in 2005. Standard & Poor's expects the quality of AWB's profitability to further improve thanks to stronger operating diversification out of pure lending—mainly through the group's specialized subsidiaries—and enhanced cross-selling and fee-rich transactions with large corporates. AWB's presence outside Morocco contributes only marginally to the group's income (MAD1.8 million or 0.19% of net income at June 30, 2006.) This situation is not expected to change in the short to medium term.

Capital: Only Average With No Expected Improvement

AWB's capitalization is only average, especially in view of the bank's aggressive geographic diversification strategy. Adjusted common equity (ACE) to net loans stood at 12.2%, while ACE as a proportion of assets declined to a low 6.8% at Dec. 31, 2005. It is expected that capitalization will continue to be pressured by limited internal capital generation in the face of rapid growth in risk assets. The dividend payout ratio stood at 42.4% in 2005 and is expected to remain in the 40%-50% bucket in the short to medium term. The quality of capital is strong as the bulk of it is made up of Tier 1 instruments. In the future, AWB intends to issue MAD2 billion of subordinated debt. This could reinforce the bank's regulatory capital ratios to the detriment of capital quality. Standard & Poor's excludes these instruments from its equity calculation.

Table 2

Attijariwafa Bank Balance Sheet Statistics												
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Breakdown as a % of assets (adj.)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>ASSETS</i>												
Cash and money market instruments	29,142	28,959	26,162	12,908	10,690	9,364	20.12	21.18	24.59	22.20	19.75	18.78
Securities	21,137	22,276	19,192	13,161	14,605	13,794	14.60	16.29	18.04	22.63	26.98	27.67
Nontrading securities	21,137	22,276	19,192	13,161	14,605	13,794	14.60	16.29	18.04	22.63	26.98	27.67
Customer loans (gross)	89,259	81,421	59,620	29,535	28,283	25,636	61.64	59.55	56.04	50.78	52.25	51.42
All other loans	89,259	81,421	59,620	29,535	28,283	25,636	61.64	59.55	56.04	50.78	52.25	51.42
Loan loss reserves	5,894	5,354	5,974	2,694	2,479	1,733	4.07	3.92	5.62	4.63	4.58	3.48
Customer loans (net)	83,365	76,067	53,646	26,841	25,805	23,903	57.57	55.63	50.42	46.15	47.67	47.94
Earning assets	126,639	120,177	91,076	50,056	48,407	47,237	87.45	87.89	85.61	86.07	89.43	94.75
Equity interests/participations (nonfinancial)	2,247	1,834	1,010	2,680	572	744	1.55	1.34	0.95	4.61	1.06	1.49

Table 2

Attijariwafa Bank Balance Sheet Statistics (cont.'d)												
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Breakdown as a % of assets (adj.)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Intangibles (nonservicing)	2,083	1,947	1,865	69	0	0	1.44	1.42	1.75	0.12	0.00	0.00
Fixed assets	2,908	2,887	2,750	1,779	1,950	1,654	2.01	2.11	2.58	3.06	3.60	3.32
All other assets	6,011	4,706	3,631	788	506	395	4.15	3.44	3.41	1.36	0.93	0.79
Total reported assets	146,893	138,676	108,255	58,227	54,127	49,855	101.44	101.42	101.75	100.12	100.00	100.00
Less nonservicing intangibles	(2,083)	(1,947)	(1,865)	(69)	0	0						
Adjusted assets	144,810	136,729	106,390	58,158	54,127	49,855	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Breakdown as a % of liabilities + equity					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>LIABILITIES</i>												
Total deposits	126,100	119,425	92,780	50,527	46,848	43,270	85.84	86.12	85.70	86.78	86.55	86.79
Noncore deposits	9,481	8,608	7,621	2,378	3,780	3,334	6.45	6.21	7.04	4.08	6.98	6.69
Core/customer deposits	116,619	110,817	85,159	48,149	43,068	39,936	79.39	79.91	78.66	82.69	79.57	80.10
Other borrowings	1,772	2,128	1,786	170	370	0	1.21	1.53	1.65	0.29	0.68	0.00
Other credit reserves	810	1,049	1,010	385	229	164	0.55	0.76	0.93	0.66	0.42	0.33
Other liabilities	6,178	4,810	2,829	920	528	380	4.21	3.47	2.61	1.58	0.98	0.76
Total liabilities	134,860	127,412	98,405	52,002	47,976	43,813	91.81	91.88	90.90	89.31	88.64	87.88
Total shareholders' equity	12,033	11,264	9,850	6,225	6,151	6,041	8.19	8.12	9.10	10.69	11.36	12.12
Minority interest-equity	672	1,058	390	77	199	0	0.46	0.76	0.36	0.13	0.37	0.00
Common shareholders' equity (reported)	11,361	10,206	9,460	6,148	5,952	6,041	7.73	7.36	8.74	10.56	11.00	12.12
Share capital and surplus	1,930	1,930	1,930	1,369	1,325	1,325	1.31	1.39	1.78	2.35	2.45	2.66
Reserves (incl. inflation revaluations)	8,444	7,335	7,329	4,415	4,566	3,777	5.75	5.29	6.77	7.58	8.44	7.58
Retained profits	987	941	201	365	61	939	0.67	0.68	0.19	0.63	0.11	1.88
Total liabilities and equity	146,893	138,676	108,255	58,227	54,127	49,855	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Less revaluation reserve, intangibles	(2,083)	(1,947)	(1,865)	(69)	0	0						
Tangible total equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Tangible common equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Adjusted common equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Adjusted total equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Year-end financial statistics are audited, consolidated, and prepared in accordance with Moroccan GAAP. *Data as of June 30, 2006. Ratios annualized where appropriate. MAD—Moroccan dirham.												

Table 3

Attijariwafa Bank P&L Statement Statistics												
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Adj. avg. assets (%)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>PROFITABILITY</i>												
Interest income	4,422	7,480	6,621	2,929	3,181	2,946	6.28	6.15	8.05	5.22	6.12	6.16
Interest expense	2,065	3,075	2,669	745	961	987	2.93	2.53	3.24	1.33	1.85	2.06
Net interest income	2,357	4,404	3,952	2,184	2,219	1,959	3.35	3.62	4.80	3.89	4.27	4.09
Operating noninterest income	1,189	1,808	1,323	539	425	554	1.69	1.49	1.61	0.96	0.82	1.16

Table 3

Attijariwafa Bank P&L Statement Statistics							(cont.'d)					
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Adj. avg. assets (%)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Fees and commissions	655	917	1,010	327	286	228	0.93	0.75	1.23	0.58	0.55	0.48
Equity in earnings of unconsolidated subsidiaries	135	252	(79)	(18)	3	0	0.19	0.21	(0.10)	(0.03)	0.01	0.00
Trading gains	N.A.	309	218	128	139	201	0.00	0.25	0.27	0.23	0.27	0.42
Gains/ (losses) on liquidity portfolio securities	N.A.	94	24	39	7	0	N.A.	0.08	0.03	0.07	0.01	0.00
Other market-sensitive income	7	118	7	(5)	(51)	119	0.01	0.10	0.01	(0.01)	(0.10)	0.25
Other noninterest income	393	118	142	68	41	6	0.56	0.10	0.17	0.12	0.08	0.01
Operating revenues	3,547	6,213	5,276	2,723	2,644	2,513	5.04	5.11	6.41	4.85	5.09	5.25
Noninterest expenses	1,618	2,907	2,863	1,189	1,155	935	2.30	2.39	3.48	2.12	2.22	1.95
Personnel expenses	743	1,197	1,174	529	550	430	1.06	0.98	1.43	0.94	1.06	0.90
Other general and administrative expense	587	1,239	1,205	462	412	352	0.83	1.02	1.46	0.82	0.79	0.74
Depreciation and amortization-other	288	470	483	198	193	154	0.41	0.39	0.59	0.35	0.37	0.32
Net operating income before loss provisions	1,928	3,306	2,413	1,534	1,490	1,578	2.74	2.72	2.93	2.73	2.86	3.30
Credit loss provisions (net new)	244	721	1,209	932	1,079	488	0.35	0.59	1.47	1.66	2.07	1.02
Net operating income after loss provisions	1,684	2,585	1,204	602	411	1,090	2.39	2.13	1.46	1.07	0.79	2.28
Nonrecurring/special income	5	0	153	12	2	1	0.01	0.00	0.19	0.02	0.00	0.00
Nonrecurring/special expense	24	155	456	63	1	0	0.03	0.13	0.55	0.11	0.00	0.00
Pretax profit	1,665	2,430	900	551	412	1,090	2.37	2.00	1.09	0.98	0.79	2.28
Tax expense/credit	646	717	686	179	338	214	0.92	0.59	0.83	0.32	0.65	0.45
Net income before minority interest	1,019	1,713	214	372	74	876	1.45	1.41	0.26	0.66	0.14	1.83
Minority interest in consolidated subsidiaries	31	77	14	8	13	N.A.	0.04	0.06	0.02	0.01	0.02	N.A.
Net income before extraordinary items	987	1,636	201	365	61	876	1.40	1.35	0.24	0.65	0.12	1.83
Net income after extraordinary items	987	1,636	201	365	61	876	1.40	1.35	0.24	0.65	0.12	1.83
Core earnings	999	1,679	267	372	60	876	1.42	1.38	0.32	0.66	0.12	1.83
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001						
ASSET QUALITY												
Nonperforming assets	10,137	9,597	8,095	3,939	3,487	2,494						
Nonaccrual loans	10,137	9,597	8,095	3,939	3,487	2,494						
AVERAGE BALANCE SHEET												
Average customer loans	79,716	64,857	40,244	26,323	24,854	23,536						
Average earning assets	123,408	105,626	70,566	49,232	47,822	44,262						
Average assets	142,785	123,466	83,241	56,177	51,991	47,849						
Average total deposits	122,762	106,102	71,653	48,688	45,059	41,482						
Average interest-bearing liabilities	124,712	108,059	72,632	48,958	45,244	41,482						
Average common equity	10,784	9,833	7,804	6,050	5,997	5,774						
Average adjusted assets	140,769	121,560	82,274	56,143	51,991	47,849						
OTHER DATA												

Table 3

Attijariwafa Bank P&L Statement Statistics							(cont.'d)					
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Adj. avg. assets (%)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Number of employees (end of period, actual)	7,707	7,549	4,249	2,521	2,511	2,453						
Number of branches	569	555	485	266	265	257						
Off-balance-sheet credit equivalents	27,290	25,904	18,524	10,802	10,542	11,990						

Year-end financial statistics are audited, consolidated, and prepared in accordance with Moroccan GAAP. *Data as of June 30, 2006. Ratios annualized where appropriate. MAD—Moroccan dirham. N.A.—Not available.

Table 4

Attijariwafa Bank Ratio Analysis							—Year ended Dec. 31—					
							2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>ANNUAL GROWTH (%)</i>												
Customer loans (gross)							19.25	36.57	101.86	4.43	10.33	4.92
Loss reserves							9.41	(8.31)	126.84	13.71	42.76	18.56
Adjusted assets							11.82	28.52	82.93	7.45	8.57	8.75
Customer deposits							10.47	30.13	76.87	11.80	7.84	17.13
Tangible common equity							13.59	16.68	29.71	0.08	1.83	9.71
Total equity							13.67	14.35	58.24	1.19	1.83	9.71
Operating revenues							14.17	17.77	93.74	2.98	5.21	(10.71)
Noninterest expense							11.36	1.53	140.72	3.00	23.45	5.97
Net operating income before provisions							16.65	37.04	57.31	2.97	(5.60)	(18.34)
Loan loss provisions							(32.32)	(40.36)	29.73	(13.61)	120.96	(23.62)
Net operating income after provisions							30.30	114.75	100.01	46.48	(62.29)	(15.73)
Pretax profit							37.02	169.90	63.39	33.79	(62.22)	(15.68)
Net income							18.91	699.13	(42.42)	402.75	(91.55)	5.07
							2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>PROFITABILITY (%)</i>												
<i>Interest margin analysis</i>												
Net interest income (taxable equiv.)/avg. earning assets							3.82	4.17	5.60	4.44	4.64	4.43
Net interest spread							3.86	4.24	5.71	4.43	4.53	4.28
Interest income (taxable equiv.)/avg. earning assets							7.17	7.08	9.38	5.95	6.65	6.66
Interest expense/avg. interest-bearing liabilities							3.31	2.85	3.67	1.52	2.12	2.38
<i>Revenue analysis</i>												
Net interest income/revenues							66.47	70.89	74.92	80.19	83.93	77.95
Fee income/revenues							18.46	14.76	19.14	11.99	10.81	9.06
Market-sensitive income/revenues							0.20	8.39	4.74	5.95	3.56	12.76
Noninterest income/revenues							33.53	29.11	25.08	19.81	16.07	22.05
Personnel expense/revenues							20.96	19.26	22.26	19.41	20.81	17.10
Noninterest expense/revenues							45.63	46.78	54.27	43.68	43.67	37.22
Noninterest expense/revenues less investment gains							45.72	48.44	54.60	44.24	42.95	39.07
Expense less amortization of intangibles/revenues							45.63	46.78	54.27	43.68	43.67	37.22
Expense less all amortizations/revenues							37.51	39.21	45.10	36.39	36.38	31.11

Table 4

Attijariwafa Bank Ratio Analysis (cont.'d)						
—Year ended Dec. 31—						
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Net operating income before provision/revenues	54.37	53.22	45.73	56.32	56.33	62.78
Net operating income after provisions/revenues	47.49	41.61	22.82	22.11	15.54	43.36
New loan loss provisions/revenues	6.88	11.60	22.91	34.22	40.79	19.42
Net nonrecurring/abnormal income/revenues	(0.55)	(2.50)	(5.75)	(1.87)	0.04	0.02
Pretax profit/revenues	46.94	39.11	17.07	20.24	15.58	43.38
Net income/revenues	28.72	27.58	4.06	13.67	2.80	34.87
Tax/pretax profit	38.81	29.49	76.19	32.43	82.02	19.62
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>OTHER RETURNS</i>						
Pretax profit/avg. risk assets (%)	3.42	3.11	1.83	1.61	1.23	N.A.
Net income/avg. risk assets (%)	2.09	2.19	0.44	1.09	0.22	N.A.
Revenues/avg. risk assets (%)	7.29	7.96	10.74	7.98	7.89	N.A.
Net operating income before loss provisions/avg. risk assets (%)	3.96	4.23	4.91	4.49	4.44	N.A.
Net operating income after loss provisions/avg. risk assets (%)	3.46	3.31	2.45	1.76	1.23	N.A.
Net income before minority interest/avg. adjusted assets	1.45	1.41	0.26	0.66	0.14	1.83
Net income/avg. assets + securitized assets	1.45	1.41	0.26	0.66	0.14	1.83
Net income/employee (MAD)	267,079	290,439	63,337	147,989	29,839	364,690
Personnel expense/employee (MAD)	194,870	202,855	346,910	210,079	221,728	178,810
Personnel expense/branch (mil. MAD)	2.65	2.30	3.13	1.99	2.11	1.69
Noninterest expense/branch (mil. MAD)	5.76	5.59	7.62	4.48	4.42	3.68
Cash earnings/avg. tang. common equity (ROE) (%)	27.12	25.24	9.87	9.27	4.38	17.84
Core earnings/avg. tang. common equity (ROE) (%)	20.75	19.41	3.78	6.05	0.98	15.17
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>FUNDING AND LIQUIDITY (%)</i>						
Customer deposits/funding base	91.20	91.17	90.05	94.97	91.21	92.30
Total loans/customer deposits	76.54	73.47	70.01	61.34	65.67	64.19
Total loans/customer deposits + long-term funds	68.82	66.06	62.62	54.32	57.46	55.76
Customer loans (net)/assets (adj.)	57.57	55.63	50.42	46.15	47.67	47.94
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>CAPITALIZATION (%)</i>						
Adjusted common equity/adjusted assets	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted common equity/adjusted assets + securitization	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted common equity/risk assets	9.78	10.02	12.63	17.57	18.52	17.85
Adjusted common equity/customer loans (net)	11.94	12.25	14.88	22.94	23.84	25.27
Internal capital generation/prior year's equity	19.35	9.95	(6.15)	0.02	(4.91)	9.66
Tier 1 capital ratio	9.17	9.81	10.97	15.04	18.32	18.85
Regulatory total capital ratio	9.17	9.81	10.97	15.04	18.32	18.85
Adjusted total equity/adjusted assets	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted total equity/adjusted assets + securitizations	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted total equity/risk assets	9.78	10.02	12.63	17.57	18.52	17.85
Adjusted total equity plus LLR (specific)/customer loans (gross)	17.75	18.02	23.41	29.96	30.51	30.33

Table 4

Attijariwafa Bank Ratio Analysis						
(cont.'d)						
—Year ended Dec. 31—						
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Common dividend payout ratio	N.M.	42.47	288.44	99.73	583.13	39.31
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>ASSET QUALITY (%)</i>						
New loan loss provisions/avg. customer loans (net)	0.61	1.11	3.00	3.54	4.34	2.07
Loan loss reserves/customer loans (gross)	6.60	6.58	10.02	9.12	8.76	6.76
Credit-loss reserves/risk assets	6.59	6.89	11.05	8.79	8.15	5.60
Nonperforming assets (NPA)/customer loans + ORE	11.36	11.79	13.58	13.34	12.33	9.73
NPA (excl. delinquencies)/customer loans + ORE	11.36	11.79	13.58	13.34	12.33	9.73
Net NPA/customer loans (net) + ORE	5.09	5.58	3.95	4.64	3.91	3.18
NPA (net specifics)/customer loans (net specifics)	5.09	5.58	3.95	4.64	3.91	3.18
Loan loss reserves/NPA (gross)	58.14	55.79	73.80	68.39	71.07	69.48

Year-end financial statistics are audited, consolidated, and prepared in accordance with Moroccan GAAP. *Data as of June 30, 2006. Ratios annualized where appropriate. MAD—Moroccan dirham. N.A.—Not available. N.M.—Not meaningful.

Published by Standard & Poor's, a Division of The McGraw-Hill Companies, Inc. Executive offices: 1221 Avenue of the Americas, New York, NY 10020. Editorial offices: 55 Water Street, New York, NY 10041. Subscriber services: (1) 212-438-7280. Copyright 2005 by The McGraw-Hill Companies, Inc. Reproduction in whole or in part prohibited except by permission. All rights reserved. Information has been obtained by Standard & Poor's from sources believed to be reliable. However, because of the possibility of human or mechanical error by our sources, Standard & Poor's or others, Standard & Poor's does not guarantee the accuracy, adequacy, or completeness of any information and is not responsible for any errors or omissions or the result obtained from the use of such information. Ratings are statements of opinion, not statements of fact or recommendations to buy, hold, or sell any securities.

Standard & Poor's uses billing and contact data collected from subscribers for billing and order fulfillment purposes, and occasionally to inform subscribers about products or services from Standard & Poor's, our parent, The McGraw-Hill Companies, and reputable third parties that may be of interest to them. All subscriber billing and contact data collected is stored in a secure database in the U.S. and access is limited to authorized persons. If you would prefer not to have your information used as outlined in this notice, if you wish to review your information for accuracy, or for more information on our privacy practices, please call us at (1) 212-438-7280 or write us at: privacy@standardandpoors.com. For more information about The McGraw-Hill Companies Privacy Policy please visit www.mcgraw-hill.com/privacy.html.

Analytic services provided by Standard & Poor's Ratings Services ("Ratings Services") are the result of separate activities designed to preserve the independence and objectivity of ratings opinions. Ratings are statements of opinion, not statements of fact or recommendations to buy, hold, or sell any securities. Ratings are based on information received by Ratings Services. Other divisions of Standard & Poor's may have information that is not available to Ratings Services. Standard & Poor's has established policies and procedures to maintain the confidentiality of non-public information received during the ratings process.

Ratings Services receives compensation for its ratings. Such compensation is normally paid either by the issuers of such securities or by the underwriters participating in the distribution thereof. The fees generally vary from US\$2,000 to over US\$1,500,000. While Standard & Poor's reserves the right to disseminate the rating, it receives no payment for doing so, except for subscriptions to its publications.

Permissions: To reprint, translate, or quote Standard & Poor's publications, contact: Client Services, 55 Water Street, New York, NY 10041; (1) 212-438-9823; or by e-mail to: research_request@standardandpoors.com.